



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

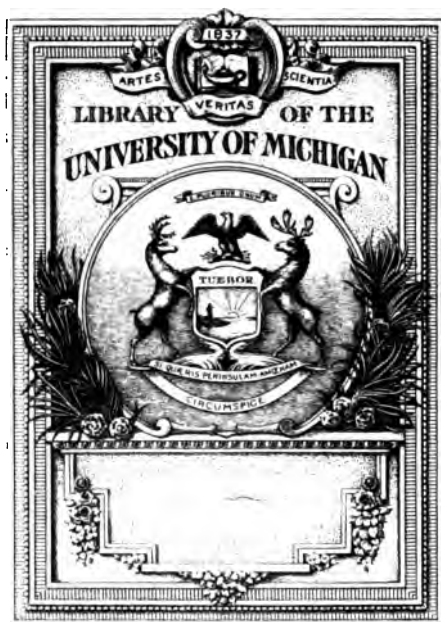
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 491241





AS





MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE D'AMIENS



*Les opinions émises par les auteurs des Mémoires
leur sont personnelles, et l'Académie
n'en est pas responsable.*

MÉMOIRES

DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS

D'AMIENS

ANNÉE 1880. — 3^{me} SÉRIE

VII.



AMIENS,
IMPRIMERIE H. YVERT

—
1881

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

*Arch. Luvr.
Mijhoff
16253
10-10-28*

LA PEINTURE DE PORTRAITS

Par M. DU BOIS DE JANCIGNY.

SÉANCE DU 28 MARS 1879.

Tel genre de peinture peut passer de mode et tomber en discrédit ; on ne se lasse jamais d'admirer un beau portrait.

Nous aimons tous la peinture, sauf peut-être quelques originaux qui affectent de la dédaigner, — et cet amour qui, chez quelques-uns, va jusqu'à la passion, est l'effet du besoin irrésistible qui convie sans cesse l'esprit humain à chercher le développement de ses facultés naturelles et le pousse presque inconsciemment à la perfection, but final de sa destinée.

L'éloge de cet art enchanteur qui exerce sur nos âmes des impressions souveraines, n'est plus à faire, et ce n'est pas dans cette rapide étude que j'essaierai d'en définir les effets dont la diversité et l'intensité répondent au mérite des œuvres exposées à nos regards.

La peinture est née avec l'homme ; elle existait en lui dès l'heure où ses yeux, s'ouvrant à la lumière, contemplaient les magnificences de la nature. Bientôt, le désir

de représenter les objets qui le frappent, le conduit à les imiter ; il s'exerce, avec ses aptitudes particulières, à reproduire des images grossières, et ces premiers essais, suivis de tentatives persévérantes, l'amènent à des résultats dont la naïveté nous fait sourire, mais qui le satisfont. Cet homme primitif a sculpté ; si informe que soit son œuvre, elle est comme vivante à ses yeux. Il a gravé aussi ; sur l'omoplate d'un renne, le silex aigu a incisé l'image de l'animal qu'il s'est asservi ou du monstre qu'il a vaincu. Enfin, il a peint : sensible à l'attrait des couleurs, il a rassemblé, pour s'en parer, des plumes, des coquilles, des fourrures, choisissant de préférence celles dont les nuances étaient le plus éclatantes et les combinant en dessins variés ; puis, il a transporté ces couleurs sur la matière qu'il avait travaillée. Il a procédé par les moyens les plus simples, suivant ses sensations toutes primitives, et n'indiquant que les masses et les traits principaux. Enfin, peu à peu, il a apporté à son œuvre un perfectionnement nouveau ; le trait le plus saillant du visage est apparu ; le nez, la bouche, le menton se sont accusés par des lignes ou des reliefs caractéristiques. Un peu plus tard viendront la mise en action des membres, le mouvement, l'expression et la vie.

Tel a été le point de départ de l'Art, telles ont été les phases diverses qu'il a traversées. Qu'on interroge les monuments de la Grèce ou de l'Inde, de l'Italie ou de la Gaule, ceux de l'ancien continent ou du Nouveau-Monde, partout on constatera les mêmes procédés, la même marche ; partout, on est parti de l'ébauche pour arriver, par des tâtonnements et des progrès successifs, à la Beauté, cette réminiscence de la perfection divine.

Ainsi, l'homme du premier âge, sans maître et sans

théorie pour le diriger, a suivi les indications de son bon sens ; mais il n'a produit que des œuvres informes, en rapport avec sa nature grossière. Animées de sentiments plus délicats, et percevant, d'une manière plus exacte, l'idée de la Beauté, les générations suivantes ont observé et rendu plus fidèlement la nature.

Dix siècles passent ; l'on voit apparaître les premières lueurs du génie de la Grèce dont Homère a chanté les merveilles sur sa harpe de poète, et, enfin, au cœur de cette terre divine, viennent éclore les chefs-d'œuvre de Praxitèle, de Phidias, d'Apelles et de Zeuxis.

Nous connaissons quelques-unes des productions des deux célèbres sculpteurs, mais il ne nous est rien parvenu des œuvres des grands peintres grecs, œuvres incomparables suivant les témoignages des contemporains, mais œuvres fragiles que le temps, les commotions sociales ou la fureur aveugle des iconoclastes devaient anéantir, et dont il n'est resté que de faibles copies dues au pinceau d'habiles décorateurs, inspirés des puissantes traditions de la Grèce.

Mais qu'importe, après tout, puisque des ruines entassées par de stupides dévastateurs sont sortis triomphants, quoique mutilés, les marbres qui ornent nos musées ! Qu'importe, puisque l'Art nous est resté ! Il nous appartient, c'est notre plus beau patrimoine, et nous l'entourons de nos hommages et de notre culte, comme une émanation de la divinité ! Nous le comprenons, et le comprendre n'est-ce pas l'aimer ?

Les dictateurs courbent les têtes ou les font tomber ; dans le choc des batailles succombent des millions d'hommes ; dans la sphère des idées éclatent les plus effroyables tempêtes ! Ne craignez rien ; les orages fécondent les forêts en les agitant.

Malgré les sillons tracés par les cruelles, mais fatales vicissitudes de la vie sociale, nous sommes ce que nous avons toujours été, le même sang circule toujours dans nos veines.

Si l'esprit s'abaisse, il s'élève aussi. Il est comme une mer aux flots tourmentés et dont rien ne peut suspendre et limiter les mouvements. Il demeure toujours l'esprit de la race. Ainsi, le Français du XIX^e siècle est encore le Gaulois du César romain, plus la vapeur, l'électricité et l'imprimerie, et rien ne dit que ces grandes découvertes, qui l'ont complété sans changer son essence et ses qualités maîtresses, ne fussent pas en germe dans son âme. Soyez sûrs, du moins, que la Peinture n'est pas devenue la plus pure, sinon la plus belle de ses gloires, sans que son génie s'en soit un peu mêlé.

La Peinture, dans sa définition vulgaire et positive, est l'art d'imiter sur des surfaces, au moyen du dessin et de la couleur, les objets visibles.

Quoiqu'ils aient donné certains noms particuliers aux tableaux dont les imitations appartenaient à divers caractères de la nature, les anciens — je veux dire les Grecs et les Romains — n'admettaient pas de classifications proprement dites. Cependant, les peintres de l'antiquité ne se renfermaient pas exclusivement dans une spécialité. Apelles était aussi bien peintre d'histoire que peintre de batailles, de portraits ou de nature morte, et il peignait avec le même soin, avec le même art, une grande scène mythologique, le portrait d'Alexandre ou une corbeille de fruits.

Je voudrais donc dire avec les anciens, que de même qu'il n'y a qu'un art, il n'y a qu'une peinture : celle qui

reproduit les choses belles et utiles, dans tout ce que la nature offre à nos yeux.

Mais il faut compter avec son temps. Nous autres modernes, nous avons changé tout cela.

Perrault qui, dans son poëme sur la Peinture, admettait jusqu'à neuf genres, s'est évidemment restreint pour ne pas en imaginer davantage. Avec un peu de bonne volonté, nous en trouverions le double. Ne nous arrêtons pas à ce détail. Quant à la prééminence des genres, il serait superflu de discuter sur ce point : c'est une affaire de sentiment et de jugement.

Mais enfin, après avoir posé ce principe qu'il n'y a qu'un art, qu'une peinture et qu'un genre, qui est le choix naturel et sagement représenté des objets qui nous charment ou nous intéressent, puisqu'il est de mise et dans les habitudes de notre temps de classer les peintures en genres, sortons un instant de cette règle antique pour parler le langage de notre siècle.

Le genre qui a reçu la dénomination de peinture d'histoire, tient le premier rang, et celle-ci doit sa prééminence à ce qu'elle peut comprendre tous les genres, c'est-à-dire qu'étant donnés certains sujets, on peut y rencontrer des portraits, des batailles et même des paysages, bien que ces derniers ne constituent que des parties secondaires ou accessoires des compositions de cet ordre.

La question du coloris et du dessin étant réservée, après l'ordonnance et le sentiment dans lesquels sont conçus les tableaux d'histoire, les portraits y tiennent la place la plus importante. Mais si le portrait occupe un rang aussi marqué dans le tableau d'histoire, il devient l'objet capital, lorsqu'il est la représentation exclusive d'une personnalité dont le pinceau a voulu reproduire les traits.

On se fait, en général, une très-fausse idée du portrait, que l'on considère comme une production subalterne de l'art de peindre, parce que ce genre est adopté par une foule d'hommes médiocres, indignes du nom d'artistes, et dont le pinceau n'a jamais fait éclore que des œuvres plates comme leur cerveau. Ces gens-là ont malheureusement à peu près le monopole des portraits de famille. Bénissons la Providence de leur avoir suscité, dans la photographie, une rivale, qui finira, je l'espère, par les exterminer.

Il faut bien l'avouer cependant, ces grotesques images qui outragent le goût autant que l'art, ces soi-disant portraits dont nous avons quelquefois la faiblesse de féliciter leurs auteurs, suffisent à ceux qui les possèdent; bien plus, elles les ravissent. Écoutez M. Prudhomme, en contemplation devant un morceau de ce genre, son portrait : « C'est bien moi ! voilà bien ma bouche en ses jours de belle humeur... les jours de revue. — J'aperçois mon grain de beauté » — Il veut dire une grosse verrue campée au coin de la lèvre supérieure. — « L'uniforme est d'une exactitude parfaite... seulement les épaulettes ne sont pas assez fournies, et ma croix est peut être de deux lignes trop bas sur la poitrine... Malgré tout, c'est tapé!.. Cet artiste s'entend « à tirer » un portrait. — C'est un garçon d'avenir ! »

Je reproduis ici les exclamations vulgaires que tout le monde a pu recueillir en assistant à une de ces petites scènes dont certains intérieurs bourgeois nous donnent le spectacle réjouissant. Que voulez-vous ? A ces natures incomplètement éduquées, il ne faut pas demander davantage.

Mais prêtez encore l'oreille à ce qui se dit au Salon au moment de l'Exposition annuelle. Voyez cette foule

de petites dames qui se groupent autour des portraits de leurs congénères et dont l'admiration est en raison du rendu des étoffes, des détails de la toilette, des grâces minaudières qui s'étalent dans un cadre splendide, et de l'éphémère célébrité de l'auteur.

Passons en haussant les épaules, car toutes ces œuvres, sans valeur sérieuse, seront bonnes tout au plus à transmettre à nos enfants le souvenir de nos modes ridicules, et aux antiquaires futurs l'image et les proportions exactes de notre trivial habit noir ou de ce célèbre chapeau cylindrique que nous devons à nos bons voisins d'Outre-Manche. Passons, car tout cela n'est pas de l'art.

Un peintre de renom du siècle dernier, fort bien en cour et de l'Académie, disait : « Savez-vous pourquoi nous autres peintres d'histoire, nous ne faisons pas de portraits ? C'est que cela est trop difficile. »

C'est qu'en effet l'art de peindre le portrait, de le bien peindre, de rendre l'expression de la physionomie, de pénétrer l'âme du modèle et de la faire vivre sur la toile, cet art est peut-être le plus difficile de tous. Dans tous les temps comme dans toutes les écoles, on a toujours trouvé facilement de belles compositions et très-rarement de beaux portraits.

La ressemblance, on y arrive ; le premier badigeonneur venu peut même produire un portrait ressemblant, mais ce n'est là que le très-petit côté de l'art.

Et cependant un penseur, Saint-Evremond, a dit quelque part « que le portrait n'est pas de la peinture, car la peinture doit reproduire l'idée de la passion, le mouvement, tandis que le portrait, simple reproduction d'une figure humaine au repos, n'exprime ni la pensée ni l'action ; il se borne à reproduire des lignes et des traits. »

Combien de gens partagent cet avis, et cependant quelle erreur profonde ! Sans doute la représentation d'une figure isolée et au repos n'exige pas le mouvement ; mais la pensée qui anime le regard, et l'expression harmonieuse des traits ne suppléent-elles pas elles-mêmes, dans une certaine mesure, à l'acte physique du mouvement ?

D'ailleurs, s'il y a des portraits en buste, il y a aussi des portraits en pied, des portraits où sont groupés un certain nombre de personnages. Ceux-là comportent alors cette action qui, selon Saint-Evremond, fait défaut à ce genre de peinture.

Prétendre que le portrait n'est pas de la peinture, c'est plus qu'un paradoxe, c'est un blasphème.

Ah ! s'il fallait juger les portraits d'après ceux que nous voyons exposés chez les marchands de tableaux et quelquefois au Salon, nous partagerions facilement l'avis de Saint-Evremond. Mais laissez-moi vous conduire dans les grands musées de l'Europe, dans ce Louvre, par exemple, gloire de notre pays, et arrêtez-vous avec moi devant la *Monna Lisa*, de Vinci.

Quel est l'homme intelligent qui, à la vue d'une pareille œuvre, ne se sentira pas pénétré d'une admiration profonde ? Et cependant ce n'est qu'un buste de femme. Elle est représentée assise, les deux mains croisées ; un voile léger tombe sur ses épaules et couvre en partie ses cheveux bouclés. C'est tout, l'œuvre est-là tout entière ! Mais cette femme, elle vit, elle respire ! Dans son enthousiasme, Vasari s'écrie : « Ce n'est plus de la couleur, c'est vraiment de la chair, c'est vraiment une œuvre plus divine qu'humaine ! » Et, en effet, jamais peinture d'une vérité plus parfaite n'est apparue à nos regards.

Remarquez ce portrait de Titien. C'est celui d'Alphonse d'Avalos, marquis de Guast, et d'une jeune femme, accompagnés de trois figures allégoriques, Avalos debout, la tête nue, revêtu d'une armure, pose la main sur le sein de la jeune femme.

Est-il possible de mettre plus d'art dans une composition jetée sur un espace aussi étroit, car le tableau mesure à peine un mètre ? Quelle magie de couleur, quelle noble simplicité et quelle grâce dans le geste et aussi quelle finesse ! C'est la nature dans ses types les plus achevés, la vie pensante et animée. La touche, large et fine à la fois, a des transparences et des reflets qui charment le regard plus encore qu'ils ne l'étonnent, et les mouvements ou les poses des figures sont agencés de manière à ce que chacune d'elles fasse valoir l'autre.

Ne quittons pas les Italiens parmi lesquels nous aurions encore tant de maîtres à admirer, sans nous arrêter devant cette tête de jeune homme blond, due au pinceau de Sanzio, et convenez avec moi que le charme de cette figure douce et pensive, est irrésistible. Si ce portrait est, comme on le prétend, celui de Raphaël, on peut dire que les qualités du grand peintre se révélaient dans les traits de cet adolescent.

L'École espagnole est peu représentée au Louvre, et on doit le regretter, car elle a produit des hommes qui ont peint le portrait d'une façon magistrale. Parmi les plus étonnants artistes de ce genre, il faut citer Velasquez. C'était un coloriste hors ligne. Sa palette, dit un de ses compatriotes, son contemporain, était « un bouquet de fleurs de grenadiers, de lauriers roses et de narcisses. » Il possédait, en effet, au plus haut degré, la magie de la couleur, et ses fonds, habilement nuancés,

donnaient du relief à ses figures qui « nageaient dans l'air », pour me servir encore de l'expression du même auteur.

Voyez ce petit tableau, long à peine de cinquante centimètres, sur lequel il a représenté treize hommes debout et causant. Les personnages sont admirablement posés et groupés ; le coloris des chairs est parfait ; les draperies des costumes de ces gentilshommes castillans suivent les contours du corps et en accusent les formes sans dureté ; la touche fine, sobre et posée avec une délicatesse infinie, produit des effets saisissants, et l'on s'explique ce mot de Raphaël Mengs, parlant d'une œuvre plus importante du peintre de Philippe IV : « La main ne prenant aucune part à l'exécution, il semble fait avec la seule volonté. » Remarquez encore son portrait de l'Infante Marguerite, si fin et si lumineux que l'on pourrait croire l'image de la gracieuse enfant, qui a servi de modèle, réfléchi par une glace. Aucun artiste n'a rendu les chairs délicates de l'enfance et la rondeur de leurs contours avec plus de fraîcheur et de transparence.

« Rien, dit M. Viardot, n'égale le bonheur inouï qu'il porte dans l'imitation de la figure humaine, si ce n'est toutefois la franchise et l'audace avec lesquelles il en aborde et en saisit les plus difficiles aspects. »

En art, la première loi est de peindre selon son tempérament. Il faut parler la langue de son âme sous peine de parler un langage emprunté et faux. C'est à cette loi qu'ont obéi les grands peintres et parmi eux Rembrandt, l'individualité la plus extraordinaire de l'école hollandaise.

Les portraits de ce puissant fantaisiste sont rares, et

si je ne me trompe, le Louvre n'en possède que deux que nous avons vus cent fois et que nous ne pouvons nous lasser de revoir et d'admirer. Ces figures se détachant de leurs cadres, éclairées par un rayon de soleil qui les dore de sa traînée lumineuse, sont de l'effet le plus empoignant. On voit la lumière se mourir doucement dans l'ombre et produire des reliefs jusque dans les profondeurs de l'obscurité:

Les œuvres de la première manière de Rembrandt ont, pour ainsi dire, une autre écorce que celles de la seconde ; mais dans l'une comme dans l'autre, l'âme, la lumière, l'air et l'ombre vivent et circulent. Les premières œuvres sont soignées, finies, sans aspérités ; dans celles qu'il a faites, lorsqu'il s'est senti plus sûr de lui-même, il se jette à corps perdu dans des débauches d'ombre et de lumière, et, en quelques coups de brosse hardis, grassement chargés de couleurs, il enlève, par une touche dont la justesse de ton est merveilleuse, l'effet décisif de son tableau. Sa prodigieuse science du clair-obscur n'a d'égale que son audace.

Je ne puis résister au désir de reproduire ici le jugement d'un des hommes les plus compétents qui aient écrit sur l'art de peindre, M. Charles Blanc, qui a consacré à Rembrandt et à son œuvre une étude aussi remarquable par la finesse et la vérité des aperçus que par son mérite littéraire :

« C'est le propre des portraits de Rembrandt de donner à penser, par cela seul qu'ils paraissent penser eux-mêmes. Non-seulement ce sont des merveilles de clair-obscur, de touche et de modelé, mais la nationalité de l'homme, sa condition, son tempérament, sa physiologie morale, tout se découvre au premier aspect dans ses portraits. Et lui qui, pour le choix des costumes est

si capricieux quand il traite l'histoire, il cesse de l'être, dès qu'il se trouve en présence d'une personnalité quelconque. Ministre, médecin, bourgmestre, peintre, orfèvre ou savant, chacun des modèles de Rembrandt est caractérisé tout d'abord par l'ajustement et par des accessoires dont pas un n'est inutile ; ensuite l'âme devient visible dans leurs traits, les habitudes de l'esprit, les sentiments les plus intimes se trahissent aux moindres plis de la peau, à l'attendrissement des paupières, à l'indicible expression du regard ; et c'est par là surtout que ses portraits sont vivants. La flamme intérieure qui les éclaire, les rend plus lumineux encore que le rayon de soleil dont le maître s'est fait un pinceau. Rembrandt exprime la vie par la pensée, et les personnages de ses tableaux peuvent dire comme le philosophe : « Je pense, donc je vis. »

Poursuivons notre étude des maîtres du portrait, et arrêtons-nous un instant devant l'œuvre de Van Dyck, représentée au Louvre par quelques grandes toiles.

Cet artiste n'a pas le génie et le souffle de Titien, mais il est certainement son égal comme peintre de portraits.

Examinez, dans son tableau de Charles 1^{er}, la correction du dessin, l'harmonie et la vigueur du coloris. Est-il possible de trouver plus d'élégance dans les formes, plus de finesse, d'harmonie et de vérité dans les tons ? Quel talent séduisant ! Ses hommes sont pleins de noblesse et de dignité, ses femmes, des modèles de grâce et d'amabilité. On l'a dit avant moi : « D'autres les feraient admirer ; Van Dyck les fait aimer. » Ses héros brillaient surtout par le charme d'une distinction aristocratique qu'il savait donner à ses modèles, même, je le

crains, quand il ne l'y trouvait pas. Jamais la peinture ne parla un langage plus doux au cœur humain.

Arrivons à l'École française, qui a produit tant d'illustrations dans l'art de peindre le portrait ; mais passons rapidement, parce que nous pourrions nous attarder dans la contemplation de ces œuvres si remarquables de nos compatriotes.

Adressons, en nous inclinant, un salut respectueux au grand Poussin, à Philippe de Champagne, Lesueur, Mignard et Largillière, et arrêtons-nous à une des personnalités les plus considérables de l'art du portrait, à Hyacinthe Rigaud.

Je doute qu'un homme ait eu, comme artiste, une vie plus occupée et plus remplie que la sienne.

Il a vécu quatre-vingt-quatre ans, et il n'en avait pas vingt-deux qu'il était déjà célèbre. Or, il peignait en moyenne quarante portraits par an, ce qui permet de calculer qu'il en a fait au moins deux mille quatre cents. En sa qualité de méridional. — on sait qu'il est né à Perpignan, — il était d'un naturel vif, fin, spirituel, parfois railleur et mordant, mais au fond c'était un homme doux, obligeant et bon. Rigaud n'a fait qu'un très-petit nombre de portraits de femmes. Il n'aimait pas d'ailleurs à les peindre et ne s'en cachait pas. « Si je les fais telles qu'elles sont, disait-il, elles ne se trouveront pas assez belles ; si je les flatte trop, elles ne ressembleront pas. »

Le portrait de Louis XIV, un des plus précieux bijoux du Musée, est vraiment une œuvre digne de son objet. Le Roi est debout, la main appuyée sur son sceptre, portant, avec une noble fierté, le manteau fleurdelysé dont les plis tombent à ses pieds. Il est seul, ainsi

qu'il convient à l'image de la majesté royale, qui daigne s'offrir en spectacle à la foule de ses courtisans. La pose et le mouvement sont pleins de noblesse, mais simples et naturels, et l'expression du visage révèle l'homme revêtu de la toute-puissance, mieux encore que les habits dont il est paré.

Ce portrait et celui de Bossuet, qui est peint dans les mêmes proportions, sont vraiment de toute beauté. Tous les deux offrent la même fraîcheur dans les carnations, la même transparence dans le coloris, la même sûreté de touche et une vigueur qui égale parfois celle de Van Dyck, avec lequel Rigaud a d'ailleurs plus d'un rapport. Sans doute, il n'a pas atteint à la finesse et à la distinction suprême du maître flamand, mais on retrouve en lui cette souplesse de talent et cette extrême facilité de conception et d'agencement que l'on remarque chez celui-ci.

Les accessoires, dans les tableaux de Rigaud, sont excellemment peints, mais les draperies y jouent un trop grand rôle, et le fracas des costumes et des meubles dorés détournent trop facilement l'attention de la tête du modèle.

Malgré cette légère imperfection, Rigaud n'en reste pas moins un des plus grands, sinon le premier des peintres de portraits, en France. Je ne voudrais pas médire du mérite de certains de nos peintres contemporains dont le talent est fort apprécié. Toutefois, si on mettait leurs œuvres les plus vantées en regard de celles du peintre de Louis XIV et de Bossuet, on serait frappé de l'écart qui existe entre la valeur des productions de ces artistes.

Il me plairait de parler encore de ces peintres illustres qui ont perpétué, de nos jours, la race des grands

maîtres dans l'art du portrait, mais je me suis promis de ne prendre les exemples nécessaires à la démonstration qui est le but de cette étude, que dans les anciennes Ecoles, et parmi les gloires les plus incontestées. Il ne me paraît nullement nécessaire, en effet, de chercher mes preuves en dehors des périodes les plus brillantes de l'art, et j'estime d'ailleurs qu'une incursion dans la peinture actuelle, outre qu'elle présenterait certaines difficultés à un incorrigible classique qui ne peut se soustraire à ses préventions anti-réalistes, ne serait pour ses lecteurs que d'un médiocre intérêt.

Malgré leurs dispositions naturelles, leurs aptitudes et leur goût, ce n'est pas sans de persévérants efforts que les grands peintres sont arrivés à produire les œuvres dont j'essayais tout-à-l'heure de faire entrevoir le mérite. Il n'en est pas un qui n'ait pris pour guide la loi de l'harmonie et de la beauté, et compris que l'étude des antiques et de la nature, est aussi indispensable au peintre que la grammaire et l'orthographe le sont à l'écrivain.

Qu'est-ce qui a élevé si haut le talent de Raphaël, de Vinci et du Poussin, si ce n'est leur pénétration dans les grands secrets des anciens, dont les monuments mettaient sous leurs yeux les types les plus parfaits du dessin et de la beauté ?

Velasquez s'était borné à l'étude de la nature, lorsqu'à l'âge de trente-sept ans, il fit le voyage de Rome. La vue des antiques fut pour cet homme de génie une révélation, et ses plus beaux ouvrages se ressentent des inspirations qu'il a puisées dans ces chefs-d'œuvre.

Malgré son goût naturel et toute sa grâce, qu'aurait produit le pinceau de Van Dyck, s'il n'était allé s'imprégner à Rome et à Venise des grands principes de son art ?

Il est vrai qu'il s'est trouvé des peintres qui ont dédaigné ces principes, et qui se sont bornés à puiser dans leur propre fonds, sans souci de la règle à laquelle leur génie n'eût pu sans doute se soumettre. Rembrandt, par exemple, affectait un mépris profond pour les anciens et pour leurs œuvres. Il couvrait ses modèles — et quels modèles ! — de vieilles armures ou de guenilles et il les appelait « ses antiques », ne se doutant pas du pouvoir d'un dessin correct et vrai. Mais, j'en appelle à ses plus grands admirateurs, n'est-il pas vrai que si cet homme étonnant avait subordonné son sentiment à la puissance des vrais principes de l'art, il serait devenu le premier peintre du monde !

Non, le sentiment du peintre ne doit pas être son seul inspirateur ; ses variations, ses hésitations prouvent qu'il doit chercher un autre guide, et que c'est l'art lui-même, dont les règles sont immuables, qui doit lui en servir. « Pour vous former au beau, disait Ingres à ses élèves, ne voyez que le sublime. » Or, le sublime, c'est l'art dans la splendeur de beauté souveraine, dont Dieu a déposé l'empreinte dans nos âmes.

En étudiant la nature et les œuvres antiques qui en sont comme un résumé synthétique, le peintre se souviendra que l'art, suivant la définition de Théophile Gautier, ne doit lui servir que comme moyen d'expression d'un idéal intime.

C'est par cette étude constante, infatigable, qu'il complètera les seuls fondements durables d'une bonne éducation artistique. Alors, suffisamment armé contre ses entraînements, celui qui voudra produire une œuvre digne d'être appréciée, élevant sa pensée et saisissant ses pinceaux, saura rendre vivante et animée, l'image qu'il a sous les yeux.

PERFECTIONNEMENTS RÉALISÉS

DANS LES

MOYENS D'ARRÊT DES TRAINS

Par M. GUÉRARD.

SÉANCE DU 9 MAI 1879.

MESSIEURS,

Si nous remontons à l'origine des chemins de fer en France, nous trouvons que les trains étaient en général peu nombreux et, par conséquent, suffisamment espacés.

La charge était faible, la vitesse modérée et les grandes lignes, créées d'un seul jet, se trouvaient pour ainsi dire de niveau ; enfin nous n'avions pas encore toutes ces lignes accessoires, ces embranchements qui sont venus plus tard compliquer l'exploitation et augmenter les chances d'accidents par la multiplicité des bifurcations.

Aussi, les prescriptions pour assurer l'arrêt des trains étaient-elles bien simples ; les règlements exigeaient seulement deux wagons à frein dans un train de voyageurs jusqu'à quinze voitures, et trois freins jusqu'à

vingt-quatre voitures ; on avait en outre sur le tender un frein à vis qui était manœuvré par le chauffeur.

Pour arrêter aux stations, le mécanicien devait fermer son régulateur assez longtemps d'avance pour diminuer la vitesse du train ; un peu avant d'arriver, le chauffeur serrait le frein de son tender et, si cela ne suffisait pas, le mécanicien donnait deux coups de sifflet saccadés pour demander l'aide des freins du train. Lorsque le public, enhardi par l'expérience, s'est familiarisé avec l'usage des chemins de fer, il a fallu augmenter le nombre et la vitesse des trains et donner satisfaction à la fièvre de mouvement qui s'est emparée de la génération actuelle. Il a fallu renoncer aux vitesses modérées de 40 et 50 kilomètres à l'heure et porter à 75 kilomètres la vitesse normale des express qui atteint et dépasse même parfois 90 kilomètres.

Les machines Crampton, qui avaient été si bien créées pour les grandes vitesses avec trains légers, ont dû être remplacées par d'autres machines pouvant trainer jusqu'à 24 voitures, et il faudra encore en créer de nouvelles le jour où, la mer étant définitivement supprimée entre Paris et Londres, on nous demandera de faire ce trajet en six heures.

Les trains de marchandises ont suivi la même progression que les trains de voyageurs. On est parti des trains de 24 wagons pour arriver aux charges normales de 50 à 60 wagons.

On comprend sans peine l'effet désastreux que produirait un train express venant heurter un de ces convois monstres ; aussi depuis longtemps se préoccupe-t-on de l'arrêt rapide des trains.

Le génie des inventeurs s'est donné libre carrière, il a même souvent dépassé le but en cherchant à obtenir un

arrêt instantané, sans se préoccuper de la crainte de tuer les voyageurs en les lançant les uns contre les autres.

Nous ne suivrons pas, bien entendu, ces inventeurs dangereux, nous nous contenterons d'examiner les systèmes sérieux qui ont été sanctionnés par la pratique.

Moyens transitoires. — Pour augmenter la puissance d'arrêt des trains, on commença par ajouter un frein à la machine, puis, au moyen d'un système de déclanchement, on mit le frein du fourgon de tête à la disposition du mécanicien.

Au moyen d'un système ingénieux d'accouplement, on réussit à faire serrer par un seul agent les freins de trois voitures consécutives, de telle sorte que trois garde-freins pouvaient commander les freins de neuf voitures ; on pouvait ainsi composer pour les express un train de dix véhicules ayant chacun leur frein et obtenir un arrêt assez rapide.

Toutefois, pour obtenir un arrêt énergique, il fallait le concours simultané du mécanicien, du chauffeur et des trois agents du train, qui étaient prévenus par les coups de sifflet du mécanicien ; un pareil système laissait encore à désirer, à cause du temps perdu par chacun des agents avant d'arriver à serrer les freins ; quand on songe que la vitesse de l'express, est de 20 à 25 mètres par seconde, on comprend combien, en face d'un danger, la moindre hésitation d'un seul agent peut être fatale.

La nécessité de ne pas perdre un seul instant fit comprendre l'intérêt qu'il y avait à mettre tous les moyens d'action entre les mains d'un seul agent, en faisant dépendre le serrage de tous les sabots de freins d'un seul mouvement mis à la disposition du mécanicien qui est ordinairement le premier à apercevoir le danger.

L'application de ce système de freins continus s'est

- imposée naturellement à toutes les Compagnies et dans tous les pays, à commencer par l'Amérique et l'Angleterre ; des expériences nombreuses ont été entreprises pour rechercher le système qui pouvait présenter les meilleures conditions de sécurité ; ce sont les résultats de ces expériences que je désire vous soumettre.

Classement des freins continus. — D'après les moyens employés pour transmettre d'un bout à l'autre du train, le mouvement nécessaire au fonctionnement des sabots, les freins continus peuvent se classer en quatre groupes principaux :

- 1° Les freins à transmission mécanique ;
- 2° d° à transmission hydraulique ;
- 3° d° à transmission électrique ;
- 4° d° à transmission par l'air.

1° *Freins mécaniques.* — Le principe des freins mécaniques a toujours été le suivant :

Une poulie de friction, mobile sur un axe parallèle aux essieux et tout à fait indépendant d'eux, mais pouvant osciller autour d'un point fixe, est rapprochée de l'essieu ou du bandage de la roue, au moment où on veut produire l'arrêt.

Le frottement exercé force la poulie à participer au mouvement de la roue, et l'axe sur lequel la poulie est calée tournant avec elle enroule une chaîne qui tire sur un levier et rapproche les sabots des roues.

Ce mouvement s'obtient en tirant sur une corde qui parcourt tout le train et se trouve, à chaque voiture, reliée à l'extrémité d'un levier agissant sur l'axe des poulies de friction.

Malgré certaines combinaisons ingénieuses, la variation dans l'écartement des voitures rend assez délicate l'application de la corde tout le long du train, et on com-

prend que ce genre de frein ne peut s'appliquer qu'à des trains de peu de longueur et ne peut guère être répandu.

2° *Freins hydrauliques.* — Le principe des freins hydrauliques consiste à accumuler sous une certaine pression de l'eau dans des réservoirs placés sous les voitures et communiquant entre eux par un tube sous toute la longueur du train. Sous chaque voiture sont des cylindres dont les pistons agissent sous l'impulsion de l'eau des réservoirs, quand on met ces derniers en communication avec les cylindres ; mais on comprend l'impossibilité d'application de ce système dans les pays froids et les difficultés d'entretien des organes pour éviter les fuites dans la conduite.

3° *Freins électriques.* — De même que dans les freins mécaniques, le serrage des sabots s'obtient grâce à des poulies de friction que l'on rapproche des roues à un moment donné ; seulement la corde tendue tout le long du train est remplacée par un câble métallique à travers lequel on envoie un courant électrique pour produire le mouvement. Sous chaque voiture un des essieux porte un manche de friction qui tourne avec cet essieu ; dans son voisinage un arbre parallèle porte un tambour de friction dans lequel des électro-aimants développent leur force d'attraction. Au moment où ils sont traversés par un courant électrique, un rapprochement se produit entre le manchon et le tambour dont l'arbre se met à tourner et à enrouler la chaîne qui actionne l'arbre des sabots.

Il suffit donc de relier, d'un bout à l'autre du train, toutes les voitures par un câble métallique communiquant avec les électro-aimants des tambours et, par le simple envoi du courant d'une pile, on peut produire la

tension des chaînes, le rapprochement des sabots et, par suite, l'arrêt du train.

L'action est tellement rapide que les roues se calent presque instantanément. C'est sans contredit le plus énergique de tous les systèmes, mais il est, par cela même, trop brutal et cause des trépidations désagréables aux voyageurs.

C'est assurément de tous les systèmes celui qui se prêterait le mieux à l'application sur les longs trains de marchandises, mais, dans les conditions actuelles, l'électricité est encore trop capricieuse et on peut craindre de se trouver complètement désarmé en présence du danger.

C'est là une objection capitale aux freins électriques, Un bon frein ne doit jamais manquer d'une façon absolue, en cas de dérangement des organes.

Pour se soustraire aux caprices de l'électricité, deux inventeurs ont cherché à utiliser la pression de l'air comme moteur ; l'un a cherché dans l'air comprimé et l'autre dans l'air atmosphérique le moyen de transporter d'un bout à l'autre du train, l'effort nécessaire pour le serrage des sabots de frein.

4° *Frein à air comprimé.* — Le frein à air comprimé, inventé par M. Westinghouse, se compose essentiellement d'une pompe placée sur la machine et actionnée par un cylindre à vapeur spécial.

Cette pompe comprime à 4 ou 5 atmosphères de l'air dans une conduite allant d'un bout à l'autre du train ; la conduite se compose, sous chaque voiture, d'un tube en fer, et, dans l'intervalle, d'un tube en caoutchouc qui se prête à tous les mouvements. Sous chaque voiture à frein se détache de la conduite générale un embranchement qui se bifurque en deux parties, l'une allant

vers un réservoir destiné à emmagasiner l'air comprimé, l'autre conduisant à un cylindre dans lequel se meut un piston dont la tige commande le levier moteur de l'arbre du frein. A la rencontre de ces trois tubes se trouve une triple valve qui sert à régler la distribution de l'air.

La pompe placée sur la machine comprime l'air dans la conduite générale et l'emmagasine dans chacun des réservoirs placés sous les voitures à frein, mais, dans les conditions ordinaires, le cylindre du frein reste isolé.

Quand le mécanicien veut serrer les freins, il ouvre sur la machine un robinet qui met la conduite générale et chaque branchement en communication avec l'atmosphère et détruit ainsi l'équilibre de la triple valve pour envoyer l'air comprimé du réservoir dans le cylindre et pousser le piston qui actionne le levier du frein.

Ainsi, dans le système Westinghouse, pour obtenir le serrage des freins il suffit, en un point quelconque de la conduite, de créer une communication avec l'air extérieur ; un simple robinet, placé à la portée de chaque garde-frein, peut donc mettre l'arrêt du train à la disposition de chacun de ces agents.

La rupture d'attelage dans une portion du train détermine le serrage automatique de tous les freins, mais, par contre, avant de découpler les voitures, il faut avoir soin de fermer les robinets de secours qui permettent d'empêcher la communication de la conduite avec l'atmosphère.

Enfin, il faut une conduite, une valve spéciale pour éviter que les fuites par les tuyaux ne produisent le serrage automatique des freins.

Ce système n'en est pas à ses premiers essais ; dès 1869 il était appliqué en Amérique et, en 1876, il se trouvait monté sur 3,000 machines et 15,000 voitures,

Les résultats sont très satisfaisants ; on ne peut lui refuser de donner des arrêts rapides et de satisfaire à toutes les conditions théoriques d'un frein continu efficace.

Une seule chose peut lui être reprochée, c'est la brutalité de l'arrêt et surtout la complication qui résulte du grand nombre de pièces indispensables ; la triple valve en renferme 12 et la pompe 33.

On comprend que ce grand nombre de pièces doit donner lieu à un entretien délicat et présente des chances de dérangements auxquels il peut être difficile de remédier en service, d'autant plus que la complication des organes ne les met pas à la portée de tous les agents.

5° *Frein par le vide*. — Le frein par le vide, inventé par M. Smith, présente les dispositions suivantes :

Sous chaque voiture se trouve un soufflet dont l'un des fonds est fixe et l'autre, qui est mobile, est relié au levier du frein. Si, par un moyen quelconque, on fait le vide dans le soufflet, la pression de l'air atmosphérique fait marcher le fond mobile vers le fond fixe et tire le levier pour serrer le sabot ; reste à voir comment on peut faire le vide dans tous les soufflets à la fois. Une conduite spéciale, allant d'un bout à l'autre du train, met en communication tous les soufflets et aboutit sur la machine à une espèce de tuyère dans laquelle il suffit d'envoyer un jet de vapeur à haute pression pour produire un appel énergétique de l'air qui remplit la conduite et faire le vide dans cette dernière ainsi que dans les soufflets.

Pour opérer le serrage de tous les freins du train, le mécanicien n'a qu'à tourner un robinet et lancer un jet de vapeur empruntée à la chaudière.

C'est assurément un mouvement des plus simples, qui n'exige aucun effort et peut être réglé à volonté ; suivant le temps pendant lequel on fait agir la vapeur, on peut graduer le serrage des freins, depuis le simple ralentissement jusqu'à l'arrêt complet. Le desserrage s'obtient en soulevant simplement une soupape pour laisser rentrer l'air dans la conduite, les soufflets se distendent et les sabots s'éloignent des roues.

L'établissement du vide ne se fait pas instantanément d'un bout à l'autre du train, et l'action de ce frein n'est pas aussi rapide que celle du frein à air comprimé, mais en revanche l'action est plus douce et n'a rien de désagréable pour le voyageur. Enfin, le grand mérite de ce système consiste dans son extrême simplicité ; l'installation est facile, l'entretien peu coûteux, et l'instrument est d'une grande souplesse.

Il est vrai qu'on ne peut pas, comme dans le frein Westinghouse, mettre le robinet de manœuvre des freins directement entre les mains de chaque agent du train, mais le problème a été résolu d'une autre façon.

Grâce à l'application du système Lartigue, destiné à effectuer à toute distance des mouvements mécaniques limités, au moyen d'un courant électrique et des électro-aimants Hughes, on est parvenu à faire commander, de toutes les parties du train, la manœuvre du robinet placé sur la machine.

La Compagnie du Nord a utilisé la communication électrique qui existe dans tous ses express pour mettre la commande des freins à la disposition de chaque agent.

On a même été plus loin et, profitant du sifflet électro-automoteur appliqué sur les machines, on a fait commander les freins par le courant électrique que le disque placé à l'arrêt envoie à ce sifflet ; de sorte que, si la

machine passe devant un disque à l'arrêt, non seulement le mécanicien est averti par le sifflet, mais le serrage des freins se fait sans son intervention.

En résumé, il résulte de tous les essais qui se poursuivent depuis une dizaine d'années que les freins continus à air sont les seuls qui donnent toute satisfaction en permettant de réaliser l'arrêt complet d'un express sur un parcours de 300 à 400 mètres au plus, dans les circonstances les plus défavorables; 200 mètres peuvent suffire dans les conditions ordinaires.

Pour vous donner une idée des projets bizarres qui ont été mis en avant pour l'arrêt rapide des trains, permettez-moi, en terminant, de vous citer le projet suivant :

Dans toutes les voitures du train les banquettes reposaient sur des supports mobiles, disposés de manière à permettre de faire tomber toutes les banquettes à la fois, par le seul mouvement d'une tringle courant le long du train.

Les banquettes en tombant s'appuyaient sur l'extrémité d'un levier qui rapprochait les sabots des roues.

En présence d'un danger, le mécanicien n'avait qu'à tirer la tringle et à l'instant toutes les banquettes s'affaissaient sous le poids des voyageurs qui fournissaient l'effort nécessaire au serrage des freins, et servaient à produire l'arrêt du train.

Les voyageurs revenus de leur surprise, se relevaient naturellement et les freins se trouvaient desserrés.

C'était assurément un frein économique sous le rapport de la dépense de force motrice, mais l'inventeur n'a pu trouver aucune Compagnie pour risquer l'application de son système.

DE L'IMMERSION DANS LES BAPTISTÈRES

ESSAI DE CONCILIATION ENTRE

Les données de l'Archéologie et les témoignages de l'Histoire

Par M. l'abbé J. CORBLET.

SÉANCE DU 8 AOUT 1879.

MESSIEURS,

La plupart des liturgistes et des théologiens admettent d'une manière générale : 1° qu'il y eut, pour le baptême, immersion totale depuis les temps évangéliques jusqu'au XIV^e siècle environ ; 2° que du XIII^e au XV^e, on employa l'immersion partielle du corps avec infusion sur la tête ; 3° qu'à partir du XV^e siècle, l'infusion seule remplaça l'infusion accompagnée d'immersion. L'étude attentive des textes et des monuments ne nous permet point d'adopter cette classification chronologique. Nous ne pouvons point non plus souscrire au système qu'a conçu et défendu M. le Vicomte de Saint-Andéol dans son intéressante *Étude sur les Baptistères* (1). Sa théorie peut ainsi se résumer : 1° Dans les premiers siècles,

(1) *Revue de l'art chrétien*, t. IX, p. 587.

submersion très-rare dans les grandes rivières, et, généralement, immersion partielle des adultes, accompagnée d'infusion, soit dans les rivières, soit dans les cuves ; 2°, du IV^e au VIII^e siècle, triple et abondante infusion, sans aucune immersion dans les baptistères ; 3°, du VIII^e au XV^e siècle, immersion totale dans une cuve, pour les enfants seulement ; 4°, à partir du XVI^e siècle, infusion des quelques gouttes d'eau sur le front. Le savant archéologue, préoccupé exclusivement des monuments qu'il avait étudiés, surtout dans le midi de la France, ne s'est pas inquiété des textes qui pouvaient, sur certains points, lui donner un démenti. D'autre part, les théologiens et les liturgistes n'ont guère tenu compte des monuments et de l'iconographie ; de plus, l'interprétation trop littérale qu'ils ont souvent donnée à des expressions devenues symboliques, leur tendance à généraliser des indications purement locales, leur confiance mal placée dans les assertions si souvent erronées de Visconti, leur ont fait émettre et propager des inexactitudes plus ou moins graves. Sans nous dissimuler la difficulté de la tâche que nous entreprenons, nous allons essayer d'interpréter des données qui paraissent parfois contradictoires. Après avoir rappelé les textes et examiné les monuments, nous chercherons à concilier autant que possible les renseignements incomplets qu'ils nous fournissent.

La comparaison que Saint-Paul fait du baptême avec l'ensevelissement implique l'idée de la descente d'un corps dans un lieu profond, c'est-à-dire de l'immersion, de même que l'expression *naître de l'eau* semble indiquer que l'on sort de cet élément. L'immersion baptismale, d'après le langage des Pères, figure le sépulcre et la résurrection du Sauveur, en même temps

qu'elle indique les obligations contractées au baptême. De même que le Sauveur sortit du tombeau pour vivre désormais d'une vie toute spirituelle, impassible, immortelle et glorieuse, ainsi le néophyte ne sort du bain régénérateur que pour mener une vie pure, innocente, pleine de vertus, c'est-à-dire véritablement chrétienne.

Les mots *mergere*, *mergitare*, *in aquas mittere*, dont se servent les saints Pères, suffiraient à eux seuls pour démontrer l'usage de l'immersion dans les premiers siècles, quand bien même nous n'aurions pas sur ce point des textes si nombreux et si positifs. Toutefois, il est essentiel de faire remarquer que si cette expression a une valeur probante pour les premiers siècles, il n'en est plus de même pour les suivants. *Mergere* est complètement synonyme de *baptizare* qui signifie aussi le plus souvent *plonger* ; or, si l'on a conservé cette dernière expression pour le baptême par infusion, pourquoi n'aurait-on pas agi de même à l'égard de la première ? Comme tant d'autres mots, *mergere* a passé du sens propre au sens figuré et, selon les temps et les pays, il a exprimé des procédés différents. Tantôt il a signifié l'immersion totale ou partielle, soit dans les rivières, soit dans les cuves, tantôt l'immersion accompagnée d'infusion, tantôt enfin l'infusion seule ; car, au XVI^e siècle, les Statuts synodaux de Verdun prescrivent de faire une triple *immersion* d'eau bénite *sur* l'enfant (1), ce qui a évidemment le sens d'effusion. De nos jours, n'appelle-t-on pas encore *ondolement* l'action de verser quelques gouttes d'eau sur la tête d'un enfant que de sérieux motifs empêchent de faire baptiser solennelle-

(1) Et fiat trina aquæ immersio de aqua benedicta fontium super infantem.

ment à l'église ? Or le mot *ondoyer* signifie littéralement *plonger dans les ondes*. Il ne faut donc accorder qu'une valeur restreinte à certains arguments étymologiques et tenir compte des extensions et des variations de sens que subit souvent un même vocable. C'est ce que ne font point les Schismatiques grecs et certains Baptistes, lorsqu'ils proscrivent l'infusion par ce motif que le mot *baptême* signifierait exclusivement *immersion*. Un écrivain protestant est tombé dans une exagération contraire, en condamnant l'immersion sous le prétexte que le mot *baptiser* signifierait uniquement *asperger* (1). L'Église romaine est bien plus sage en n'accordant pas une importance démesurée à un rite qui n'est pas essentiel au sacrement et en reconnaissant non seulement la validité de l'immersion, mais aussi sa licéité, partout où cet antique usage a persévéré.

L'Écriture sainte ne nous donne qu'un renseignement bien précis sur le mode baptismal des temps évangéliques : c'est dans le passage (2) où il est dit que le diacre Philippe descendit dans l'eau avec l'eunuque de Candace pour le baptiser ; mais rien n'indique qu'il y ait eu submersion totale ; ou bien immersion accompagnée d'infusion. On pourrait peut-être invoquer en faveur de cette dernière supposition les témoignages des voyageurs anciens et modernes constatant que la fontaine dite de Saint-Philippe ne laisse échapper qu'un mince filet d'eau, insuffisant même pour la moindre immersion ; mais il est juste de remarquer que le temps a pu modifier la quantité de l'écoulement et que, d'ailleurs, on

(1) Cretin, *le Indatisme*, etc. p. 4.

(2) Act. apost., VIII.

n'est pas même d'accord sur la situation du lieu où s'est accompli ce fait évangélique.

On ne saurait non plus tirer de conclusions d'un grand nombre de textes des Saints Pères où il est question de l'immersion baptismale ; mais nous devons recueillir ceux qui indiquent une immersion complète, c'est-à-dire la triple submersion de la tête.

Saint Grégoire de Nysse, après avoir dit que le baptême est une imitation de la sépulture de Notre-Seigneur, ajoute (1) : « Nous ne sommes pas véritablement enterrés par le baptême, mais en approchant de l'eau qui est un élément comme la terre, nous nous cachons dedans comme le Sauveur s'est caché dans la terre ». Saint Cyrille de Jérusalem dit que le catéchumène est entouré de toutes parts par les eaux (1). Saint Épiphane remarque que les eaux ne baignent pas seulement un membre, mais qu'elles purifient et entourent le corps tout entier (3). « L'immersion de la tête dans l'eau baptismale, dit saint Jean Chrysostôme (4), est l'image de la sépulture du vieil homme qui s'y plonge comme dans le tombeau, pour en sortir avec une vie nouvelle à laquelle il est ressuscité. S. Jérôme parle également de la triple submersion de la tête (5) et saint Augustin dit qu'on interroge les catéchumènes avant de procéder à l'ablution complète du corps (6). Ce dernier texte et

(1) *Orat. de baptismo.*

(2) *Undique ab aquis baptizatur. Cat XVII.*

(3) *Aquæ non unum duntaxat hominis membrum occupant sed integrum prorsus repurgant, circumcidunt. Anchor., C. XXIII.*

(4) *Homil. XXIV in Joan.*

(5) *In lavacro ter caput mergere. Adv. Lucif.*

(6) *Homil. III ad neoph.*

quelques autres pourraient s'entendre d'une immersion jusqu'aux épaules, avec une abondante effusion d'eau faite sur la tête par la main du prêtre. Quant aux témoignages positifs de la submersion de la tête, ils peuvent se rapporter exclusivement aux baptêmes administrés dans les rivières. Admettons qu'ils concernent également ceux des baptistères, il n'en faudra pas moins remarquer que se sont des Pères de l'Église grecque qui nous fournissent ces renseignements et que nous ne devons en tirer une conclusion légitime que pour l'Église Orientale. Saint Jérôme, il est vrai, tient à peu près le même langage ; mais qui ne sait qu'ayant longtemps séjourné dans l'Afrique, l'Asie et la Grèce, il fait souvent allusion aux usages et aux mœurs de l'Orient ?

Malgré toutes les réserves que nous venons de faire, nous sommes porté à croire que, dans les contrées orientales, la submersion complète avait souvent lieu, non seulement dans les cours d'eau, mais aussi dans les baptistères, aujourd'hui ruinés, dont nous ne connaissons pas assez les dispositions intérieures pour que nous puissions y trouver un argument pour ou contre la submersion. Ce qui nous confirme d'ailleurs dans cette pensée, c'est que la plupart des communions orientales pratiquent l'immersion complète, et qu'en général elles ont fidèlement conservé les rites de leurs Églises primitives.

Nos conclusions seront tout à fait différentes pour l'Occident. L'immersion complète a dû y être extrêmement rare, car les dispositions de ses baptistères ne s'y prêtaient pas, et de nombreux monuments iconographiques nous attestent, d'une manière irréfutable, qu'on pratiquait une immersion partielle complétée par une effusion d'eau sur la tête.

A l'intérieur des baptistères, il y avait une piscine d'un diamètre plus ou moins grand, au milieu de laquelle se trouvait une cuve-réservoir, fixe ou mobile, en pierre ou en métal, contenant l'eau avec laquelle on devait compléter l'immersion partielle, et elle devait être nécessairement partielle si la piscine n'avait pas assez de profondeur pour immerger à peu près complètement le catéchumène. Or, M. le vicomte de Saint-Andéol a pratiqué des fouilles dans les ruines d'un certain nombre d'antiques baptistères du midi de la France et a soigneusement mesuré la profondeur de leurs bassins ; il a trouvé, en déduisant l'épaisseur du plancher de ciment, 36 centimètres pour la piscine de Saint-Irénée à Lyon ; 45 centimètres pour celle de Riez (V^e siècle) ; 70 centimètres pour celle de Marseille ; 30 centimètres pour celle de Venasque (VI^e Siècle) ; 36 centimètres pour celle de Lemenc ; 40 centimètres pour celle de saint-Jean de Poitiers (1). Les dimensions sont à peu près les mêmes dans les baptistères d'Italie : les piscines du Latran et de Saint-Jean des Fonts à Ravenne, ont de 35 à 45 centimètres de profondeur. Il est donc évident que le catéchumène ne pouvait avoir de l'eau tantôt que, jusqu'à mi jambes et tantôt, mais bien plus rarement, jusqu'au tiers du corps ; c'est donc à tort que les liturgistes, les théologiens et beaucoup d'archéologues ont supposé que tous les bassins des baptistères étaient assez profonds pour l'immersion complète des adultes ; sans doute ils pouvaient servir à celle des enfants, mais les grandes personnes devaient recevoir un abondant supplément d'eau sur la tête.

Ceux qui se sont imaginé que l'évêque, placé sur la

(1) *Revue de l'art chrétien*, IX, p. 569.

dernière marche de la piscine, y plongeait trois fois le catéchumène, ne se sont pas rendu compte de l'impossibilité matérielle de cette opération. Comment un évêque, ordinairement âgé, aurait-il pu, du bord d'un bassin, y plonger trois fois un adulte dont le poids l'aurait entraîné dans l'eau, obligé qu'il aurait été de se courber jusqu'à terre ? Visconti a bien deviné cette impossibilité et a supposé (1) qu'on se servait d'un contrepoids soutenu par des poulies attachées à une espèce de galerie suspendue au-dessus des fonts, et reprolongeant jusqu'au milieu du baptistère ; grâce à la facilité donnée par les contrepoids un homme seul aurait pu plonger dans l'eau, sans le secours de personne, un adulte plus pesant que lui. Sans nous arrêter à discuter cette ridicule rêverie, nous dirons qu'un auteur anglais (2) a supposé que le catéchumène se couchait tout de son long dans l'eau, ce qui est démenti par les textes qui nous le représentent toujours debout dans le baptistère. Ajoutons qu'un écrivain allemand (3) a cru que le ministre descendait avec le catéchumène dans l'intérieur du bassin pour pouvoir l'immerger, en lui appuyant la main sur la tête ; cette dernière supposition est bien fondée pour les baptêmes dans les fleuves ; elle peut être admissible pour les baptistères d'Orient, mais elle ne saurait s'appliquer à ceux d'Occident dont le peu de profondeur, nous devons le répéter, interdit l'hypothèse d'une complète immersion.

Dans le système de M. de Saint-Andéol, l'évêque se tenait pendant la cérémonie près des bords de la piscine,

(1) *De bapt. ritibus*, l. IV, c. 7.

(2) Burnet, *Expos. of articles*, p. 374.

(3) G. Zeller, *De mersione in bapt.*, p. 13.

sur le gradin inférieur, à l'opposé de la porte d'entrée ; les diacres munis d'un vase d'infusion étaient placés au centre de la piscine, près de la cuve-réservoir contenant l'eau qui venait d'être bénite ; les catéchumènes descendaient les trois marches de la piscine, du côté de la porte d'entrée, recevaient sur la tête et les épaules une triple et abondante infusion que leur faisait un diacre ou un prêtre ; puis, ils s'avançaient vers l'évêque qui achevait les cérémonies du baptême et procédait à celles de la confirmation. La piscine centrale, ayant de un à trois mètres de diamètre, n'aurait été qu'un simple bassin d'écoulement jouant le rôle d'un sol absorbant, c'est-à-dire que l'eau versée sur la tête du catéchumène s'échappait par un orifice percé vers le centre de la piscine. Il y aurait donc eu infusion sans aucune immersion. Nous croyons au contraire qu'il y avait une immersion partielle environ jusqu'aux genoux, ce qui suffisait pour conserver le symbolisme de l'ensevelissement dans les eaux dont parlent tous les Pères, et aussi le souvenir des immersions plus complètes dans les fleuves. Si on n'avait eu qu'à remplir d'eau la cuve centrale, il n'aurait pas été besoin d'en faire venir en telle abondance et souvent de si loin, au moyen de conduits souterrains. A quoi auraient servi les cerfs d'argent qui parfois, comme au baptistère du Latran, versaient de l'eau dans l'intérieur du grand bassin ?

On comprend fort bien, dans le système que nous soutenons, la prescription faite par l'Ordre romain aux diacres de descendre pieds-nus dans la piscine puisqu'ils doivent avoir de l'eau jusqu'à mi-jambes pour se rendre à la cuve-réservoir ; mais ce serait là une précaution exagérée, si le sol n'avait été que simplement mouillé par les premières effusions qu'aurait pu faire l'évêque

lui même. Qu'on ne nous objecte pas que la piscine n'aurait pas pu contenir d'eau par cela même qu'elle était perforée par un conduit d'écoulement : rien n'était plus facile que de le boucher avant d'ouvrir les canaux d'irrigation et de le déboucher après la cérémonie. Toutefois on peut le supposer ouvert pendant l'administration du baptême, pourvu que les canaux d'irrigation aient continué, pendant ce temps, d'alimenter le bassin et de réparer ses pertes. Remarquons d'ailleurs que, dans la plupart des piscines, l'orifice du canal d'écoulement est plus élevé que la bouche du canal d'irrigation, ce qui maintenait le bassin à peu près plein. Nous disons à *peu près*, puisque l'eau ne pouvait s'élever au-dessus de l'orifice d'écoulement pris dans la maçonnerie extérieure du bassin. Par conséquent lorsqu'une piscine a 30 centimètres de profondeur, l'immersion des catéchumènes pouvait être réduite à 25 environ.

Quand l'évêque baptisait par lui-même, on devait transporter en face de la porte d'entrée la cuve-réservoir, alors qu'elle était mobile et avant qu'elle fut remplie d'eau. Mais nous croyons que souvent l'évêque se tenait sur la marche supérieure qui entourait la cuve-réservoir. Saint Denys l'Aréopagite nous dit en effet que « le catéchumène, conduit par les prêtres vers la fontaine salutaire, est remis entre les mains de l'hierarque qui se tient debout sur un lieu plus élevé (1). » Saint Ambroise ajoute que le ministre était placé *sur* la fontaine (2) ; c'était-là que se présentaient les catéchumènes et qu'ils montaient les trois marches après avoir reçu l'infusion.

(1) *De hierarch. eccl.*, c. 2.

(2) *Vidisti fontem, vidisti et sacerdotem supra fontem. De sacr.*
l. I, c. 3.

Ascende superius, lit-on dans l'Antiphonaire de saint Grégoire-le-Grand (1).

J'aurais pu donner de plus larges développements aux considérations que je viens de vous présenter et étayer mon système de textes plus nombreux. Mais je n'ai voulu abuser de votre bienveillante attention que dans une certaine mesure. En voulant concilier, dans cette difficile question, les données de l'Archéologie et les témoignages de l'Histoire, puissé-je ne pas avoir le sort de certains conciliateurs qui finissent par être répudiés par les deux parties et qui, en face d'un double échec, ne trouvent pas une consolation suffisante dans la loyauté de leurs efforts et dans la droiture de leurs intentions.

(1) Thomasi, *opera*, t. V, p. 93.



J. B^{re} CAUMARTIN

(1775-1842)

DISCOURS DE RÉCEPTION

Par M. MAURICE LECOMTE.

SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 1879.

MESSIEURS,

« Si la reconnaissance doit se proportionner à la
« bienveillance de celui qui donne et au peu de titres
« de celui qui reçoit, personne assurément n'a le droit
« de vous en témoigner une plus grande que moi
« aujourd'hui. »

C'est par ces paroles de remerciement que commence un discours de réception que j'ai lu avec le plus grand plaisir et le plus vif intérêt dans un volume des Mémoires de votre Compagnie. Il est dû à la plume d'un membre distingué de l'Université (1). Sans doute

(1) M. Leleu, censeur au Lycée d'Amiens.

je l'aurai suffisamment désigné pour vous, si je dis que l'avancement hiérarchique l'a emprunté pour quelque temps à la ville d'Amiens, mais pour le lui restituer récemment, à la satisfaction des nombreux amis qui avaient précieusement gardé son souvenir.

C'était par excès de modestie que notre savant collègue employait la formule que je viens de rappeler, mais si son application pouvait ce jour-là paraître discutable, si votre Directeur s'empressait avec raison de protester contre elle dès le début de sa réponse, il ne peut en être de même aujourd'hui. Vous m'avez fait en m'admettant à prendre place parmi vous un honneur dont je sens tout le prix et que je ne puis me persuader avoir suffisamment mérité. Ma reconnaissance pour vous tous, et particulièrement pour ceux qui ont bien voulu me prendre sous leur bienveillant patronage, en est d'autant plus grande. Je m'efforcerai de demander à l'avenir ce que je ne trouve pas assez dans le présent ; je mettrai toute ma bonne volonté à conquérir par un travail assidu les titres qui, dans mon passé, me font réellement défaut.

Je n'ai pas attendu le jour de mon admission dans votre Compagnie pour lire une grande partie des travaux si variés et si dignes d'éloges qui constituent l'importante collection de vos Mémoires. Je l'ai fait dès le commencement de mon séjour dans cette ville. Pour connaître un homme, a-t-on dit, voyez sa bibliothèque. Pour connaître ce pays, j'ai désiré savoir ce que produisaient les Sociétés savantes qu'il renferme et j'ai couru aussi à la bibliothèque. C'est ainsi que j'ai eu avec beaucoup d'entre vous de doctes entretiens dont ils n'ont certainement pas le moindre souvenir. Je parlais tout à l'heure de modestie, cette vertu qui est la plus

belle et la plus délicate parure du savant et du lettré. J'offenserais bien des modesties dans cette enceinte, si je ne permettais de dire tout le bien que je pense de vos travaux et l'admiration que j'ai éprouvée à la lecture de certaines pages.

Ces sentiments, que je ne fais qu'indiquer, montrent par une nouvelle raison que j'aborde la carrière d'académicien ouverte devant moi, grâce à vos suffrages, avec une véritable crainte et une grande défiance de mes forces. Mais bienveillance oblige, et je dois compter sur toute votre indulgence.

Parmi vous je retrouve, je ne puis dire mes émules du barreau d'Amiens, mais bien mes maîtres dans l'art de parler et dans l'art d'écrire. Ayant à obéir au redoutable article de votre règlement qui exige un discours du récipiendaire, je ne pouvais mieux faire que de me reporter aux modèles laissés par mes prédécesseurs et par ceux auxquels je dois laisser le nom de maîtres.

Celui-ci (1) a considéré l'un de vos plus illustres collègues, Berville, dans sa carrière d'avocat, en étudiant son talent plus spécialement au point de vue de l'influence d'une forte éducation littéraire ; l'autre (2) a retracé la belle, mais hélas ! trop courte existence d'un des plus nobles enfants de la Picardie, le général Foy. Cette année même la ville de Ham inaugurerait un monument digne de cette grande mémoire, et cette fête donnait l'essor à de patriotiques paroles : il semble que l'éloquence et le patriotisme répondent tout naturellement à l'évocation du nom de celui qui a dit si fièrement : *« Il y a de l'écho en France, lorsqu'on y prononce les mots d'Honneur et de Patrie ! »*

(1) M. Gustave Dubois.

(2) M. Ernest Obry.

Foy et Berville sont d'éclatantes personnifications du génie de la race picarde, qui a pour caractère d'être à la fois fermement attachée aux grands principes d'ordre et de conservation sociale, mais en même temps profondément dévouée à la cause de la liberté. A côté de ces deux noms nous pourrions en placer bien d'autres, représentant à divers degrés les aspirations généreuses d'un pays qui se sent mûr pour la liberté parce qu'il sait se gouverner lui-même et dominer ses passions : les Delamorlière, les Gauthier de Rumilly, les Caumartin... Ils n'ont point failli au rôle de cette bourgeoisie qui a conquis l'égalité civile et le gouvernement du pays par le pays : éclairée, libérale, elle doit passer à tous le flambeau qu'elle a rallumé et ne pas désertier les principes qui ont fait sa force et sa grandeur.

Parmi les noms que je viens de prononcer, il en est un qui doit m'arrêter : c'est celui d'un membre de l'Académie d'Amiens. Son souvenir, comme celui de Berville, doit vous être cher, quoique moins présent. Tandis que Berville est parvenu à un âge très-avancé et ne vous a été ravi par la mort qu'en 1869, Caumartin est descendu au tombeau, en 1842, dans sa soixante-septième année. Mais il est permis de dire qu'il n'est pas mort tout entier : le magistrat intègre, le député libéral a laissé dans sa famille des traditions toujours vivantes.

Dès l'année 1843, un solennel hommage était rendu à la mémoire de Caumartin, en séance publique de l'Académie d'Amiens, par M. Creton, avocat à la Cour royale (1). Cette notice, — c'est là le titre modeste adopté par son auteur, — est un monument digne de celui en l'honneur duquel il était érigé. Il ne faut pas nous en étonner : Creton était un grand cœur et un esprit élevé, je n'en

(1) Mémoires de l'Académie de la Somme. 1843. p. 427.

veux d'autre preuve que cette notice même ; de plus, il aimait Caumartin de cette belle amitié dont les grandes âmes seules sont capables. Pour achever ce monument dont je viens de parler, l'éloquence et l'amitié s'étaient trouvées associées. Qui oserait tenter de mieux faire ? Je me contenterai de glaner dans un champ qui a déjà fourni une si riche moisson et je réussirai peut-être à le faire d'une façon utile, grâce aux documents, précieux souvenirs de famille, libéralement mis à ma disposition par la bienveillance d'un petit-fils de votre illustre collègue (1).

Je pourrai souvent citer les paroles mêmes prononcées par Caumartin, les écrits laissés par lui ; j'emprunterai également des citations à son biographe. Plus je m'effacerai derrière eux, plus j'esquiverai les difficultés de ma tâche, je le reconnais, mais en même temps plus vous aurez de plaisir à vous rappeler ces époques lointaines et ces souvenirs effacés.

L'année 1775, qui marque le crépuscule du xviii^e siècle et l'aurore du xix^e, au moment où Louis XV a disparu, où le grand Turgot met vigoureusement la main à l'œuvre de la régénération sociale, l'année 1775, dis-je, a donné à la Picardie deux citoyens dont elle s'honore à juste titre et dont j'ai déjà plusieurs fois prononcé les noms : Foy est né à Ham le 3 février ; Caumartin, à Amiens, le 15 octobre.

Le premier eut son grand cœur brisé dans sa poitrine aux jours où la France avait le plus besoin de sa mâle énergie et de son éloquente parole, c'était en 1825. Le comte d'Artois avait succédé à son frère et, sous le nom de Charles X, n'avait pas oublié les injures que lui avaient infligées le monde nouveau issu de la Révolution de 89 ;

(1) M. Caumartin, conseiller à la Cour.

à ce monde, il déclarait la guerre et demandait de faire place à un passé qui ne pouvait pas plus revenir que les fleuves ne peuvent rétrograder vers leur source.

Je n'oublie pas toutefois, Messieurs, que les premières déclarations et les premiers actes du nouveau roi lui donnèrent une popularité fondée sur les grandes espérances que les promesses du souverain inspiraient au pays. L'assassinat du duc de Berry, en 1820, avait lancé le gouvernement de Louis XVIII dans un mouvement de réaction des plus inquiétants. Les élections générales de 1824 avaient été entachées de fraude et de violence ; l'opposition libérale n'avait obtenu que treize nominations, parmi lesquelles nous devons compter la triple élection du général Foy à Vervins, à Saint-Quentin et à Paris. La loi de septennalité fut votée par les deux Chambres ; les procès de tendance contre les journaux se multiplièrent ; la censure fut rétablie. Charles X, dès les premiers jours de son règne, déclara aux pairs et aux députés qu'il voulait consolider la charte et s'empressa de rétablir la liberté de la presse. Le jour même où fut publiée l'ordonnance qui supprimait la censure, le roi passa en revue la garde nationale au Champ de Mars. Un moment il se trouva engagé dans la foule qui se pressait pour le voir et lui adresser ses vivats. Des lanciers de la garde voulurent rompre le cercle qui s'était ainsi formé autour de Charles X, mais lui écarta les bois des lances et s'écria : « Messieurs, point de halberdes ! » Le mot fit fortune. La population parisienne, dont l'enthousiasme est si facile, crut que cette parole allait être le point de départ d'une ère nouvelle et que le système gouvernemental changerait. Vous savez qu'il n'en fut rien ; les ministres de Louis XVIII conservèrent leurs portefeuilles.

A l'avènement de Charles X, Caumartin était, depuis six ans président du tribunal civil d'Amiens. Il avait apporté dans ces fonctions les qualités d'esprit et de cœur qui le distinguaient : une science profonde du droit, la modération, la fermeté, l'indépendance.

A l'audience de rentrée du Tribunal, en novembre 1824, le président Caumartin prononça un discours qui lui était inspiré par le changement de règne.

Il termina en ces termes l'éloge du souverain que la France venait de perdre :

« Employant tour à tour la modération et la vigueur,
« l'exigence et les concessions, la persuasion et l'auto-
« rité, il a su affermir la monarchie constitutionnelle et
« prouver par les prospérités toujours croissantes de la
« France, l'excellence de ses intentions... »

Puis, il ajouta :

« Que serait-ce donc de cette belle France, Messieurs,
« si le roi législateur dont nous admirons les travaux
« avait pu compléter son ouvrage et nous donner ces
« lois organiques qui doivent nous mettre en possession
« des bienfaits encore inouis dont la charte recèle les
« germes précieux ! — Si elles eussent existé, ces lois
« qui doivent tout à la fois affermir la puissance royale,
« régler et garantir nos libertés ; — si sur la fin de son
« règne, les progrès de la maladie, l'affaiblissement de
« ses facultés n'avaient pas rendu désormais stériles
« pour nous ces intentions paternelles du roi, qui si
« souvent suppléaient à ces lois qui nous manquent ;
« — si nos plus chers intérêts n'étaient pas alors tombés
« entre les mains d'hommes qui, privés de ses lumières,
« ont eu le malheur de s'égarer, la France aurait-elle
« jamais été avilie sous ce régime de violence morale,
« de corruption et d'intrigue aussi contraire à la loyauté

« des Bourbons qu'au caractère national ? — Aurions-
« nous été privés de notre plus précieuse liberté ; la
« presse aurait-elle été asservie sous la censure ? — Cette
« mesure extrême prise au milieu du calme le plus
« parfait aurait-elle eu surtout pour motif avoué l'indé-
« pendance qu'auraient montrée des magistrats, comme
« si aucune puissance dans l'Etat pouvait s'élever au-
« dessus des tribunaux rendant la justice au nom du
« souverain, comme si le respect pour la chose jugée et
« l'entière indépendance de l'autorité judiciaire n'étaient
« pas les premières garanties de la propriété et de la
« sûreté individuelle des citoyens ?

« Non, Messieurs, *si le roi l'eût su*, ces déplorables
« écarts n'eussent pas eu lieu : son noble caractère, ses
« principes consignés dans la Charte, tout son règne
« enfin, désavouent ces derniers actes. — Quant à moi,
« comme français, comme citoyen et comme magistrat,
« je tiens à honneur et à devoir d'épurer par cette fran-
« che protestation de mes sentiments l'hommage qu'ici
« je rends à la mémoire de Louis XVIII.

« Mais c'est trop nous arrêter, Messieurs, sur ces
« affligeants souvenirs. Le cri de vive le roi a de nou-
« veau retenti dans toute la France : Charles X est
« monté sur le trône. Ses manières aussi nobles qu'ai-
« mables ; son esprit éminemment français ; cette fran-
« chise et cette loyauté chevaleresques dont il a conservé
« la tradition ; ces actes de bienveillance, ces mots heu-
« reux qui partent si naturellement de son cœur ; auprès
« de lui et partout avec lui son digne fils que ses excel-
« lentes intentions et sa belle et glorieuse conduite en
« Espagne rendent déjà si cher aux Français ; — Voilà
« quels étaient nos premiers motifs de consolation et

♦

« d'espérance. Avec quel empressement Charles les a
« tout à coup justifiés... »

Vous comprenez, Messieurs, qu'un langage empreint d'une franchise si élevée, porté immédiatement à la connaissance du garde des sceaux, M. de Peyronnet, ne pouvait que lui déplaire profondément et exciter ses colères. Je n'en veux d'autre preuve qu'une lettre écrite le 15 novembre au président du tribunal par le premier président de la Cour royale, pour lui apprendre que son discours avait été signalé au ministre, et que celui-ci voulait en connaître les passages incriminés. L'affaire en resta là. Mais l'incident ne fut pas oublié ; des rancunes vivaces surent, quelques années plus tard, en réveiller le souvenir, à l'occasion d'un fait sur lequel je dois m'arrêter quelques instants.

Le 30 avril 1827, au Champ de Mars, la garde nationale de Paris avait crié, en même temps que : Vive le roi ! — Vive la Charte ! Vive la liberté de la presse ! Ce dernier cri pouvait paraître opportun après la présentation par le ministère de la loi de justice et d'amour et son vote par la Chambre des députés, dans le sein de laquelle s'étaient produites des opinions comme celle de M. de Salaberry : « Redoutons, Messieurs, les fléaux de
« l'imprimerie, seule plaie dont Moïse oublia de frapper
« l'Egypte. » La garde nationale fut licenciée. Grave mesure, et d'un grave effet, car c'était faire à la bourgeoisie libérale un affront dont elle s'est souvenue. La censure fut de nouveau rétablie.

Le 3 septembre, Charles X quitta le palais de Saint-Cloud pour entreprendre dans la région du Nord un voyage qui fut une véritable marche triomphale. De grandes manœuvres eurent lieu au camp de Saint-Omer

pendant cinq jours, et le 16, le roi se remit en chemin par Arras, Amiens et Beauvais.

Le 18 septembre, à son passage à Amiens, le président Caumartin dut porter la parole au nom de sa compagnie. Il ne pouvait s'empêcher de faire dans sa pensée un retour sur les premiers mois du règne et sur les espérances qui avaient fait tressaillir les âmes de tant de bons citoyens ; cette pensée se reportait nécessairement sur les paroles que lui-même avait prononcées en novembre 1824, quand il avait loué le nouveau roi d'avoir supprimé la censure. Les temps étaient bien changés ; les espérances avaient fait place aux craintes les mieux fondées. Toutefois, dans son cœur, Caumartin faisait une profonde distinction entre le roi et son entourage ; il répétait ce qu'il avait dit en 1824 : *si le roi savait*, et il était heureux de pouvoir s'adresser au prince sans intermédiaire, pour lui rappeler ces beaux moments de confiance et d'épanchement réciproques entre son peuple et lui, ces moments qui avaient comme illuminé d'un pur rayon l'aurore de son règne.

Des commentaires haineux ont tellement envenimé le caractère de l'allocution prononcée par Caumartin en présence du roi qu'il est nécessaire de le proclamer hautement : il n'y eut rien de hardi ni d'irrévérencieux dans les paroles du président du Tribunal : il aimait son roi, et c'est parce qu'il l'aimait en sujet fidèle et dévoué, mais en même temps avec un esprit sagace et clairvoyant, qu'il s'efforçait de lui indiquer vers quel abîme la monarchie se précipitait aveuglément. Il disait à Charles X :

« Fidèle aux traditions de saint Louis, Votre Majesté
« manifeste en toute occasion son zèle pour cette justice
« impartiale, sauvegarde de tous les biens et de tous les

« droits, et Elle la reconnaît pour sa première dette
« envers ses peuples.

« Chargés de l'acquitter en son nom dans cet arron-
« dissement, heureux, si la manière dont nous remplis-
« sons ses généreuses intentions, est pour quelque
« chose dans les témoignages d'attachement et de
« reconnaissance qui de toute part s'adressent à son
« auguste personne.

« Plus heureux, Sire, si ces marques si franches de
« dévouement que vous pouvez aujourd'hui apprécier
« par vous-même, ramènent votre âme à cette confiance,
« à cet abandon qui, à votre avènement, combla tous
« nos vœux et semblait porter à votre cœur paternel de
« si douces jouissances !... »

Quand on lit cette dernière phrase, qui fit scandale dans la foule des courtisans, loin de la condamner, on est prêt à s'écrier : Voilà le langage de la raison et du patriotisme !

Comme en 1824, on demanda au président Caumartin le texte de son discours. Ce fut M. Morgan, procureur général, qui lui écrivit :

« Des bruits fâcheux circulent à l'occasion de votre
« discours au roi. Veuillez m'en envoyer une copie, afin
« que je puisse juger jusqu'à quel point ces bruits sont
« fondés, à supposer qu'ils le soient en tout ou en
« partie. »

Caumartin répondit :

« Je ne doute pas que la communication que vous me
« demandez ne soit une nouvelle preuve de la bienveil-
« lance que vous me portez et que votre démarche n'ait
« rien d'officiel, aucune autorité ne pouvant s'interposer
« pour apprécier un discours adressé par un magistrat
« directement à Sa Majesté et accueilli par elle avec sa

« grâce, sa bonté et sa sagesse accoutumées : je ne fais
« donc aucune difficulté de déférer à votre demande.
« Quant aux bruits publics qui ne peuvent avoir d'autre
« source que la sottise ou la perfidie, je suis très-fâché
« d'y donner sujet, mais je crois devoir les mépriser. »

Et quelque temps plus tard Caumartin disait également au procureur général :

« Je suis aussi dévoué au roi qu'ennemi de ses
« ministres. Ce sont eux que mon discours a blessés,
« parce que, en leur présence, j'en appelais au roi,
« pouvant voir par lui-même et juger de nos droits à sa
« confiance. »

« J'ai lu quelque part, dit M. Creton dans sa notice,
« que M. Caumartin, avait prononcé des paroles hardies ; c'est une erreur ; il fallait dire franches et
« courageuses. » M. le Procureur Général alla plus loin que l'accusation de hardiesse. Il se permit dans un discours solennel, à la rentrée de la Cour, en novembre 1827, une véritable diatribe qui visait le président du Tribunal, et qui fut sévèrement jugée par les esprits impartiaux.

« Lorsque certaines ambitions s'éveillent, disait l'orateur officiel, vous vous occupez à étudier l'intérêt
« caché de ceux qui les mettent au jour, et votre sagesse
« l'apprécie ce qu'il vaut. Souvent on cherche à donner
« des gages au parti que l'on affectionne. On passe
« toutes les bornes ; on oublie toutes les bienséances ;
« on se livre sans frein à des écarts d'autant plus coupables qu'ils blessent la majesté et le cœur paternel
« du monarque. L'emportement devient tel que l'on
« brave sans pudeur aucune l'opinion de la partie saine
« de la société dont on a eu la faiblesse de se séparer.

« Puis on se dit courageux, quand on n'a été qu'insensé
« et ridicule aux yeux de la multitude. »

Pour toute réponse aux attaques dirigées contre lui avec une pareille violence, Caumartin publia le texte des discours qu'il avait prononcés le 18 septembre.

Les suffrages de ses concitoyens le vengèrent bientôt après d'une façon éclatante en lui conférant les fonctions de député. Il en avait été investi déjà pendant les Cent-jours. En 1820, il s'était présenté à nouveau devant le corps électoral, mais n'avait pas obtenu la majorité. Depuis 1827, le mandat qu'il reçut de ses compatriotes lui fut constamment renouvelé par eux jusqu'à sa mort. Ce fut là l'honneur et je dois même dire l'un des plus grands bonheurs de son existence.

Caumartin avait la vocation de la vie publique. Il avait la noble ambition de servir ses concitoyens, de défendre leurs intérêts en même temps que les intérêts généraux du pays. Il était prêt à sacrifier sa fortune et son avenir plutôt que ce mandat de député qu'il tenait de la confiance de ses compatriotes exprimée d'une façon si persistante. Deux fois il refusa un légitime avancement, les fonctions de procureur général près la Cour d'Amiens, parce que ces fonctions étaient incompatibles avec le titre de député.

Est-ce à dire, Messieurs, que dans cet amour pour la vie publique, dans cette recherche du mandat législatif, de l'exercice d'une part de la souveraineté, Caumartin fut guidé par des sentiments de vanité et d'ambition ? — Je ne puis résister à la tentation de vous lire à ce sujet un passage que j'emprunterai à la notice de son éloquent ami :

« Il y a, Messieurs, deux sortes d'ambition : l'une
« étroite et cupide, qui convoite les dignités et les

« faveurs du pouvoir ; l'autre grande et désintéressée,
« ennoblie par l'amour de la patrie. Celle-ci, pour prix
« des plus grands sacrifices, n'aspire qu'à l'honneur
« d'avoir fait le bien, à l'estime des hommes et à leurs
« souvenirs. C'était celle de notre collègue. « On a parlé,
« disait-il après l'élection de 1827, on a parlé de mon
« ambition ; je n'en eus et je n'en aurai jamais d'autre
« que celle de bien servir mon pays, et d'obtenir pour
« récompense, de la part de mes concitoyens, des témoi-
« gnages d'estime et de confiance tels que ceux que j'ai
« recueillis dans ce jour, le plus glorieux de ma vie. »

Je trouve également dans la notice de M. Creton, mais exprimée en bien meilleurs termes, l'idée que j'énonçais en commençant sur le génie de la race picarde.

« ... Par la nuance politique à laquelle il appartenait,
« M. Caumartin représentait merveilleusement son pays
« natal et s'identifiait avec lui. Il joignait la modération
« et la prudence au libéralisme le plus éclairé. »

La même appréciation du caractère des habitants de ce pays se retrouve dans les écrits de Caumartin, affirmée à une époque troublée et dans des circonstances réellement solennelles.

En 1816, la Restauration avait cru nécessaire de recourir à l'établissement de tribunaux d'exception. Des cours prévôtales avaient été instituées dans toute la France. Caumartin dut prendre à Amiens les fonctions de procureur du roi près la Cour prévôtale de la Somme. Le jour de l'installation de cette juridiction, il prononça un discours qui contient le passage suivant :

« Au milieu des égarements révolutionnaires, la
« Picardie a constamment fourni des preuves de son
« amour de l'ordre, de son aversion pour les excès, de

« son attachement pour les vertus sociales qui honorent
« le plus l'humanité... »

La Cour prévôtale n'eût à juger que des crimes vulgaires imputables à des vagabonds. Le vœu de Caumartin était rempli. Il l'avait exprimé en ces termes :

« Puissions-nous arriver au bout de notre carrière
« prévôtale sans rencontrer de ces odieuses affaires
« politiques qui peuvent compromettre une partie de
« nos concitoyens et qui ont été l'objet principal de notre
« institution. Le bon esprit du département de la Somme,
« ainsi que nous l'avions prédit, nous a épargné l'afflic-
« tion de ces débats... »

Sans remonter à l'époque de 1816, nous voyons Caumartin rendre à ces concitoyens l'hommage qu'ils méritent par leur sagesse politique, par leur constant amour pour l'ordre et pour la liberté. Sous le ministère Martignac, le journal le *Courrier français*, dans son numéro du 7 septembre 1828, avait inséré un article intitulé : *Les deux voyages du roi*, dans lequel il opposait l'enthousiasme que soulevait le passage du souverain allant visiter les villes de l'Est à l'accueil qu'il avait reçu des populations du Nord l'année précédente. Le journaliste disait notamment : « Un magistrat d'Amiens
« eut le courage de dénoncer au roi des conseillers
« infidèles et de prendre à témoin de ces accusations la
« tristesse et le morne silence du peuple. » C'était là un véritable contre-sens historique, qui trouve son explication toute naturelle dans les attaques mêmes dont nous avons vu que Caumartin avait été l'objet. Le député d'Amiens s'empresse de restituer aux faits leur véritable physionomie. Le numéro du *Courrier français* du 16 septembre contient sa réponse. « C'est là une
« erreur grave que je dois relever pour l'honneur de

« nos concitoyens. En effet, leur attitude eut bien contredit une pareille assertion ; car il est impossible que nulle part la présence du roi ait causé plus de joie que dans notre ville. Vous voyez par le texte que je rapporte ci-dessus que je comptais même sur l'émotion qu'en devait éprouver Sa Majesté pour chasser de son âme les déplorables préventions dont depuis longtemps ses ministres l'empoisonnaient. »

Malheureusement les temps étaient proches où la monarchie abandonnant la politique plus sage à laquelle elle s'était un instant résignée, allait en arriver à divorcer violemment d'avec la nation. Infidèle à ses promesses, violant les libertés publiques garanties par la Charte, Charles X allait délier ses sujets du serment de fidélité et remettre aux hasards de la guerre civile les destinées du trône de saint Louis.

L'avènement du ministère de M. de Polignac, le 8 août 1829, fut la première journée d'une nouvelle révolution. Châteaubriand le dit dans son magnifique langage : « Toute révolution venant d'en bas est aujourd'hui impossible, mais cette révolution peut venir d'en haut ; elle peut sortir d'une administration égarée dans ses systèmes, ignorante de son pays et de son siècle. » (1)

Les deux Chambres, dans l'adresse au roi, prirent soin d'indiquer que l'accord n'existait plus entre les pouvoirs publics. Le remède se trouvait dans un changement de ministère. Le refus de concours exprimé par les députés n'était que conditionnel et l'un des théoriciens politiques de la gauche, Benjamin Constant, le montra avec sa clarté habituelle : « Ce n'est pas attaquer la prérogative royale que de signaler les défiances qui règnent dans

(1) Chambre des pairs, 9 mars 1830.

« le pays et d'exprimer le vœu que ces défiances dis-
« paraissent. Nous ne disons pas au roi que ses ministres
« doivent se retirer ; nous lui disons que l'accord doit
« régner entre tous les pouvoirs et qu'il importe de le
« rétablir. La royauté a entre les mains une ressource
« constitutionnelle dont elle peut user : c'est la dissolu-
« tion. Si de tristes antécédents obligent la Chambre à
« ne pas se confier aux ministres actuels, la sagesse
« royale choisira entre ces ministres et les députés... » (1).

Caumartin eut l'honneur de faire parti des 221 députés qui votèrent contre le ministère de M. de Polignac et le firent sans admettre aucun amendement, aucune atténuation : « Nos paroles, avait dit M. Guizot, la franchise de nos paroles, voilà, Messieurs, le seul avertissement que le pouvoir ait à recevoir de nous, la seule voix qui se puisse élever jusqu'à lui et dissiper ses illusions. Gardons-nous d'en affaiblir la force, gardons-nous d'énervier nos expressions. La vérité a déjà assez de peine à arriver jusqu'au cabinet des rois ; ne l'y envoyons pas faible et pâle. Je repousse tout amendement. »

Le lendemain du vote, la *Quotidienne*, principal organe du cabinet, imprimait cette phrase singulièrement prophétique : « 221 hommes ayant prêté serment de fidélité au roi ont sanctionné le premier manifeste de la *Révolution de 1830*. »

Vous savez, Messieurs, comment Charles X accueillit cette adresse, la réponse qu'il lui fit, bientôt suivie des mesures prévues : la prorogation des Chambres, la dissolution de la Chambre des députés.

La réélection des 221 ne pouvait être un instant dou-

(1) Chambre des députés. — Séance du 13 mars.

teuse pour les esprits clairvoyants. Tous les efforts de l'administration devaient être vains contre les fermes intentions du corps électoral. Le programme politique de la gauche ne comportait ni nuances ni ambiguïtés ; il se résumait en un véritable mot d'ordre qui pour tous était d'une saisissante clarté : réélire les 221.

Dans tous les départements des fêtes accueillirent les députés signataires de l'adresse ; une médaille fut frappée en leur honneur.

Le 24 juin, Caumartin fut nommé président de la deuxième section du collège électoral et réélu député.

Le mouvement d'opinion qui entraînait toute la France fut si vif que l'opposition constitutionnelle sortit des épreuves du scrutin plus forte et plus nombreuse. Mais Charles X était résolu à ne pas céder devant cette imposante manifestation de la pensée du pays et à adopter la politique des coups d'Etat. Il ordonna aux ministres « d'examiner de nouveau si l'article 14 donnait « à la couronne le pouvoir de prendre les mesures qui « lui paraîtraient nécessaires à la sûreté du pays » (1).

De cette fatale résolution sortirent les ordonnances, les journées de juillet, la chute des Bourbons de la branche aînée et la royauté de Louis-Philippe.

Je n'ai pas à retracer devant vous ces grands événements de l'histoire contemporaine, si présents à toutes les mémoires. Je dois seulement vous rappeler quel fut à cette époque le rôle de notre député.

Caumartin était à Amiens lorsqu'il apprit qu'une lutte entre le peuple et les troupes royales ensanglantait les rues de Paris. Résistant aux supplications des siens, n'écoulant que son courage et la voix du devoir, il partit

(1) Etudes historiques et politiques de M. de Polignac.

en poste pour Paris. et dans la nuit du 29 au 30 entra à pied dans la ville, véritable champ de bataille. Il fut l'un des quarante députés qui se trouvèrent à la Chambre et rédigèrent l'acte qui appelait le duc d'Orléans aux fonctions de lieutenant-général du royaume. C'était dès ce moment placer la couronne sur la tête de Louis-Philippe. Beaucoup pensaient alors que c'était inaugurer la meilleure des républiques.

Les événements de 1830 furent accueillis avec satisfaction par les populations de la Picardie, notamment à Amiens. L'adhésion à l'ordre de choses nouveau se manifesta sous mille formes différentes.

Le dimanche 17 octobre, Caumartin revint de Paris. Modeste autant que dévoué à ses concitoyens, ne recherchant pas les occasions de manifestations flatteuses, au lieu de passer par Amiens, il préféra se rendre directement où se trouvait sa famille, à sa maison de campagne de Dury. Mais les habitants d'Amiens voulurent montrer leurs sentiments de reconnaissance pour le député qui avait si bien compris les vœux et les intérêts du pays.

La *Sentinelle Picarde* du 24 octobre contient le récit de cette fête patriotique, si belle d'élan et de spontanéité. « L'idée de célébrer le retour de l'honorable député d'Amiens, dit le journal que je viens de nommer, fut adoptée aussitôt qu'exprimée. »

Une députation se présenta à Dury. Je trouve parmi ceux qui la composaient MM. Boullet, président de chambre à la Cour royale ; Decaïeu, procureur du roi ; Machart, avocat général ; Riquier, conseiller de préfecture ; Creton et Roussel, avocats ; plusieurs manufacturiers et négociants.

M. Mallet, chef d'une maison de commerce importante, premier scrutateur définitif aux élections de 1827 et de

1830, chargé de complimenter le député, commença ainsi son discours : « Votre retour dans nos murs est
« pour vos concitoyens une fête de famille. Ils n'oublient
« ront jamais que votre dévouement pour le bien public
« vous a exposé à une censure imméritée dont ils ont
« fait justice en vous nommant leur mandataire en
« 1827... »

Après avoir exprimé en quelques mots combien il était ému d'une démarche si honorable pour lui, Caumartin dut monter dans une voiture d'honneur qui prit la direction d'Amiens ; il rencontra bientôt toute la garde nationale, qui s'était portée vers Dury, l'état-major de la garnison et un grand concours de personnes appartenant à toutes les classes de la société.

C'est une immense satisfaction pour un homme qui a consacré son existence au bien public de se sentir en communion d'idées avec toute la population d'une grande cité, d'être fortifié par cette solennelle adhésion, réconforté par ces battements de milliers de cœurs à l'unisson du sien. Le 17 octobre fut un jour de fête pour la ville d'Amiens, un jour véritablement glorieux pour son député, heureux de tant de marques de sympathie et de reconnaissance. La plus éclatante allait lui être apportée le soir de ce même jour. Une députation du Conseil municipal lui remit un exemplaire d'une délibération prise la veille par acclamation et portant dans son article premier :

« Le Conseil municipal déclare, au nom de la ville
« d'Amiens, que M. Caumartin a bien mérité de ses
« concitoyens. »

M. Lemerchier, doyen d'âge de la députation, termina ainsi son allocution : « Puisse la fête de ce jour
« laisser de profonds souvenirs dans tous les cœurs ;

« puissent nos derniers neveux imiter votre fermeté dans
« les circonstances difficiles, votre sagesse et vos lumières
« dans les conseils, votre attachement inaltérable à la
« cause de la Patrie et de la Liberté. »

Caumartin mit toute l'effusion de son âme à répondre à ces hommages d'un caractère si exceptionnel.

Il considérait, du reste, comme un des devoirs impérieux de son mandat de se mettre en rapport avec les électeurs, de leur rendre compte de ce qu'il avait fait, de leur dire comment il envisageait la situation politique, quels seraient ses actes et ses votes dans la session qui allait s'ouvrir.

Je donnerai d'abord comme exemple le discours qu'il prononça, le 5 juillet 1831, en qualité de président de la première section du collège électoral *intra muros*. Il y parle du droit électoral, base fondamentale du gouvernement représentatif : « Le droit d'élection, jadis entaché du privilège du double vote, on l'a attribué également à tous les électeurs et à chaque arrondissement. « L'élévation de l'âge et du cens électoral restreignaient tellement jusque-là le droit d'élire qu'il constituait « une sorte d'aristocratie dans l'Etat. Aujourd'hui, « tenant meilleur compte des progrès de la civilisation, « la loi fait concourir à l'élection et à l'éligibilité une « classe de contribuables et une jeunesse qui, par leur « intelligence des intérêts publics et leur dévouement à « la patrie lui offrent toutes les garanties désirables. On « a consacré aussi, mais malheureusement trop restreint « dans l'application, le principe de l'adjonction de certaines capacités auxquelles la société rend un juste « hommage d'estime et de confiance. »

Cette question de l'adjonction des capacités devait constituer pour la monarchie de Juillet l'écueil que la

monarchie de la branche aînée avait rencontré dans l'interprétation de l'article 14 de la Charte. Le sphinx des révolutions pose ainsi au pouvoir des énigmes qu'il doit déchiffrer sous peine d'être dévoré.

Il est permis de penser que si Caumartin avait vu les dernières années du règne de Louis-Philippe, il aurait fait partie de l'opposition qui voulait la réforme électorale et combattait le système de M. Guizot. Si Caumartin n'a jamais marchandé au pouvoir la force dont il avait besoin quand surgissaient des circonstances difficiles et des dangers exceptionnels ; s'il fut partisan convaincu du ministère de Casimir Périer, s'il appartint constamment au centre gauche de la Chambre, les ministères si nombreux qui se sont succédé sous le gouvernement de Juillet durent toujours le compter au nombre des députés indépendants.

En mars 1839, après la seconde dissolution de la Chambre des députés opérée par le ministère Molé, il expliqua sa conduite politique dans une lettre à ses électeurs qui est un type de ces communications familières, empreintes d'une entière franchise, qu'il aimait à adresser à ses mandants.

« M'attachant avec indépendance, leur disait-il, non
« aux personnes, mais aux choses, j'ai voté pour ou
« contre les propositions du gouvernement, pour ou
« contre sa politique, selon qu'elles m'ont paru se rap-
« procher ou s'éloigner du système du 13 mars. A l'avè-
« nement d'un nouveau cabinet, confiant dans ses bonnes
« intentions, j'ai toujours de la tendance à l'appuyer ;
« ce n'est jamais qu'à regret que je me décide à l'oppo-
« sition. Longtemps d'accord avec le cabinet du 22
« février, j'ai repoussé ses lois d'apanage et de dotation,
« ses lois de disjonction et de non révélation. C'est ainsi

« encore que, séduit par les premiers actes du ministère
« du 15 avril, je lui ai prêté mon concours jusqu'à
« l'époque où je l'ai vu, après avoir pris son appui au
« centre gauche, le chercher dans d'autres fractions de
« la Chambre, déclarer qu'il n'avait pas de système, et,
« en effet, ne montrer dans sa marche aucune régularité.
« J'ai cru devoir me détacher de ce ministère quand,
« vis-à-vis des puissances étrangères, il a pris une atti-
« tude si différente de celle si digne, si honorable
« qu'avait tenu le président du Conseil du 13 mars,
« qu'avaient su garder ses successeurs et qu'il a ainsi
« laissé perdre ou se relâcher nos plus chères alliances
« politiques et commerciales... »

Je trouve encore la pensée de notre député consignée avec une énergique concision dans des notes de sa main, canevas d'un compte-rendu aux électeurs d'Amiens :
« Quand les factions sont vaincues, que le calme est
« rétabli, pourquoi formuler un système de résistance et
« d'intimidation ? Résister à quoi ? Intimider qui ? »

J'avais raison, Messieurs, de compter Caumartin parmi les vrais libéraux, parmi les dignes représentants d'une bourgeoisie éclairée, voulant avec ténacité cette alliance de l'ordre et de liberté sans laquelle les nations ne peuvent avoir ni calme, ni prospérité, ni grandeur.

Sept fois Caumartin fut élu député d'Amiens. En 1833, il avait été soumis à la réélection, après sa nomination de président de chambre à la Cour royale.

Dans une carrière législative de quinze années, il fut souvent membre et même président de commissions importantes. Je rappellerai ici l'objet de quelques-unes de ces commissions : suppression des juges auditeurs ; — application du jury aux délits de presse ; — proposition relative à la liberté individuelle ; — responsabilité

ministérielle ; — divorce ; — abolition des majorats ; — publicité des actes de société commerciale ; — abolition de la mort civile ; — organisation judiciaire ; — régime des bateaux à vapeur ; — concession des chutes ou prises d'eau sur les rivières navigables ; — régime des sucres, etc , etc....

En 1834, le gouvernement présenta un projet de loi destiné à modifier et à compléter le système des patentes. Dans la séance du 9 avril, Caumartin déposa, au nom de la commission de la Chambre des députés, un rapport plein de science et de sagacité, dont voici les « conclusions : « Après trente-cinq ans du régime des « patentes, ce n'est plus une loi d'épreuve, mais une « loi d'expérience que nous devons au pays ; nous « devons prendre à tâche d'assurer à notre ouvrage la « stabilité qui n'est réservée qu'aux bonnes lois et qui « accroît chaque jour leur autorité. Au terme de notre « législature, en présence des travaux d'une session « déjà si avancée, votre commission a pensé qu'il y « aurait imprudence à nous engager plus avant dans « cette entreprise dont nous avons montré l'importance « et les difficultés. » (1).

La Chambre partagea cet avis, et lorsque plus tard le gouvernement présenta un nouveau projet de loi sur les patentes, ce fut après y avoir fait entrer la plupart des modifications indiquées dans le rapport du 9 avril 1834.

En 1836, Caumartin fut nommé par le ministre de la justice membre d'une commission chargée de rédiger un projet de loi sur l'organisation et la compétence des justices de paix (2). C'était un labeur digne de lui et qui rentrait éminemment dans ses aptitudes ; ses collabora-

(1) Moniteur du 11 avril 1834.

(2) Moniteur du 8 mai 1836.

teurs étaient des hommes éminents tels que Barthe, Renouard, Tripiet...

Caumartin a pris part à l'élaboration d'une autre loi, plus importante encore, de la même époque, je veux parler de la belle loi de 1838, sur les faillites et banqueroutes, qui contient une refonte complète du livre III du Code de commerce (1).

Le 9 mai de cette même année 1838, il prononça sur la question des chemins de fer, un discours qui mérite toute notre attention. Il s'agissait de l'établissement du premier réseau de nos voies ferrées, c'est-à-dire d'un intérêt vital pour notre pays. Caumartin pensait que l'œuvre devait être immédiatement entreprise et que l'État devait se réserver l'exécution des grandes voies stratégiques, politiques et commerciales. Ces questions sont encore agitées de nos jours : l'État doit-il se faire entrepreneur de chemins de fer ? L'État doit-il racheter les lignes concédées ? Je ne me permettrai pas de prendre parti en ces matières qui divisent les économistes les plus distingués. Mais je dois vous indiquer quelle était la solution proposée par Caumartin : « Je ne voudrais pas, disait-il, que l'État fût seul chargé de l'exécution de toutes les lignes. Je ne voudrais pas que toutes les lignes fussent abandonnées aux compagnies. » C'est le système qui a été adopté en Belgique et qui a donné à ce pays un réseau aux mailles serrées sur lequel les transports se font avec la plus grande facilité et un extrême bon marché.

Je voudrais pouvoir vous lire la plus grande partie des remarquables discours de notre député. Je dois me borner à quelques extraits.

(1) Il fut président de la commission chargée d'examiner le projet de loi. — V. Séances des 2, 4 et 5 avril 1838.

Sur la question d'urgence de l'exécution des grandes voies ferrées, il s'élevait à ces considérations dont notre pays peut encore dans une certaine mesure tirer profit :

« Ne perdons pas les avantages tout particuliers de
« notre situation géographique. Nous possédons un littoral immense et des ports nombreux sur la Manche,
« sur l'Océan, sur la Méditerranée. La France est ainsi
« le passage naturel de toutes les contrées d'outre-mer
« vers les Etats continentaux à l'Est et au Nord... Par
« l'effet de nos lenteurs, les relations s'établissent avec
« d'autres ports que les nôtres, les habitudes se prennent, et il sera bien difficile par la suite, lorsque nous
« n'arriverons qu'après les autres, de ramener à nous
« tous ces avantages que nous aurons imprudemment
« sacrifiés. »

« J'arrive, continuait-il, à la grande question, celle de
« savoir si les grandes lignes doivent être construites
« par le gouvernement ou si on doit les abandonner à
« l'industrie. Il y a ici un grand intérêt gouvernemental
« qu'il est impossible que l'on méconnaisse. Il faut que
« l'Etat reste maître de ces grandes voies de communication ; c'est un gage assuré de notre sûreté intérieure
« et extérieure ; elle exige que le gouvernement retienne
« la possession de ces grandes lignes, comme il faut que
« le télégraphe reste en son pouvoir. »

Puis l'orateur montrant que les compagnies, songent plutôt à faire des bénéfices qu'à réaliser des progrès :
« Le gouvernement profitera, disait-il, d'une autre manière que la Compagnie : il profitera par le développement de la prospérité générale. »

S'occupant spécialement des voies projetées, Caumartin demandait l'exécution immédiate de la ligne de

Paris à la Belgique avec embranchement sur l'Angleterre, par les ports de Boulogne et de Calais.

Les intérêts de la Picardie et les intérêts généraux se trouvaient intimement liés dans cette question des chemins de fer. Aussi Caumartin en fit l'objet de sa constante sollicitude. Lorsque, dans la session de 1842, les chemins de fer revinrent en discussion, il s'inscrivit pour parler. Mais bientôt le *Moniteur* porta cette mention : *M. Caumartin renonce à la parole*. Ce n'était pas, Messieurs, l'indifférence ou la lassitude qui lui arrachait cette renonciation, c'était, pour ainsi dire, la mort même : il est tombé sur la brèche, fidèle à ses devoirs de député. Sa famille qui l'avait vu souffrant, à bout de forces, s'était opposée à son départ pour Paris ; mais nul ne put le retenir. Il alla à la Chambre des députés, fut assidu aux séances et ne quitta la place où le devoir le retenait que, mortellement atteint, pour ne plus se relever. Ainsi sa mort fut digne de sa vie ; jusqu'à la fin, il se montra l'homme dévoué aux intérêts du pays.

Ses funérailles eurent lieu le 27 mai 1842. Toute la population d'Amiens se porta à Dury, comme elle l'avait fait au 17 octobre 1830. Ce rapprochement s'imposait à tous les esprits. Quel deuil remplaçait l'allégresse de ce jour de triomphe ! Mais n'était-ce pas, *dans des appareils si divers*, pour employer les expressions de Bossuet, le même mobile qui poussait tout ce peuple vers la demeure de son député ? Au jour funèbre, comme au jour de gloire, n'était-ce pas la même pensée de reconnaissance pour celui qui était véritablement l'homme de la Cité, son fidèle représentant ?

Le Conseil municipal, sur la proposition de M. Duroyer, maire, décida, par délibération en date du 4 juin, qu'« un « portrait et un buste de M. Caumartin seraient exécutés

« aux frais de la ville pour être solennellement placés
« dans des édifices communaux. » Il fut dit, en outre,
qu'une des nouvelles rues de la ville porterait le nom
de Caumartin.

Si vous ne connaissiez de lui, Messieurs, que sa carrière de magistrat et de député, vous n'auriez pas une idée complète de l'homme. Il faudrait en même temps vous montrer les grandes et diverses qualités d'esprit et de cœur qui le recommandent à nos souvenirs. Mais sa biographie doit rester l'œuvre de M. Creton. Je désire seulement considérer quelques instants avec vous les côtés par lesquels Caumartin se rattache plus spécialement à votre Compagnie.

Par les nombreuses citations que j'ai faites jusqu'ici vous avez pu déjà l'apprécier comme écrivain ; vous avez vu combien son style est sobre et précis, comme il possède à un haut degré cette qualité si française : la clarté. Caumartin ne savait pas donner un éclat factice à la pensée à l'aide d'oripeaux et de clinquant ; il ne savait pas non plus dissimuler son absence en faisant flotter des draperies aux dispositions les plus riches, mais ne recouvrant que le vide ; jamais il ne s'efforça d'acquérir cet art, si recherché de tout temps, de parler sans rien dire. Il préférait garder le silence, quand il n'avait pas à exprimer des réflexions utiles, des pensées fortes, des aperçus nouveaux.

Ces qualités furent vite appréciées à Amiens. Avant même d'occuper le siège de président du Tribunal civil, il eut l'honneur, en 1818, de faire partie de l'Académie d'Amiens. Son discours de réception avait pour sujet : *De l'honneur en France* ; il fut prononcé, en séance publique, le jour de la saint Louis de 1822. Rempli d'idées justes et élevées, il se termine par ces patrioti-

ques paroles : « La France, de plus en plus glorieuse, « méritera dans le monde civilisé une prééminence plus « réelle, plus solide et plus satisfaisante que celle qu'elle « pourrait conquérir par la force des armes. »

En 1825, Caumartin fut directeur de l'Académie. A ce titre il eut à faire un discours en séance publique. « J'use de la liberté de choisir mon sujet, dit-il, et je « viens vous prier de redescendre avec moi, pour ainsi « dire à l'A B C et de permettre que je vous entretienne « quelques instants *de la lecture*. »

Ce choix est caractéristique. Profondément dévoué à la grande cause de l'instruction populaire, Caumartin a souvent fait des questions d'enseignement le sujet de ses méditations ; souvent aussi il en a pris texte pour prononcer des discours remplis d'une simple, mais persuasive éloquence. Il avait plus particulièrement occasion de traiter ces questions au sein de la Société d'enseignement mutuel, fondée à Amiens en 1817, et dont il était un des membres très-actifs. Je regrette que le temps me manque pour mettre sous vos yeux les principaux passages de ces discours.

Vous y verriez combien Caumartin était en avance sur les idées de son temps, comme il avait pris parti sans hésitation pour l'avenir contre le passé, comme il s'indignait d'avoir à répondre à cette opinion si répandue alors, qu'il y a inutilité, danger même, à faire participer les enfants du peuple aux bienfaits de l'instruction.

Dans son discours de 1825 sur la lecture, il s'étend avec complaisance sur les résultats de l'instruction élémentaire et compare le déplorable état dans lequel se trouvait alors la France sous ce rapport à ce qui se passait en Angleterre et aux Etats-Unis. Il termine ainsi : « Au milieu de ce grand mouvement que le con-

« cours universel des peuples imprime à l'industrie,
« craignons de demeurer stationnaires ; dans peu nous
« nous trouverions en arrière des nations à la tête des-
« quelles pourtant il nous appartient de marcher dans
« presque toutes les voies de la civilisation. »

J'ai emprunté, Messieurs, le début de mon discours de récipiendaire à l'un de vos collègues. J'arrive à la fin et je la trouve chez Caumartin, membre de l'Académie d'Amiens. Le 30 juin 1818, il prêta le serment imposé par votre règlement, et je dis avec lui :

« Admis au milieu de vous, Messieurs, j'y trouverai
« d'utiles leçons et d'excellents modèles. Puissé-je ainsi
« devenir un jour moins inhabile à conserver et à trans-
« mettre ces précieuses traditions que vous avez reçues
« de vos prédécesseurs, que vous avez enrichies de
« vos talents et au dépôt desquelles vous voulez bien
« m'associer. »

RÉPONSE

AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. LECOMTE

Par M. le Docteur LENOEL.

SEANCE DU 14 NOVEMBRE 1879.

MONSIEUR LE RÉCIPiendaire,

Un contemporain de M. Caumartin, son ami, son collègue à la cour royale d'Amiens et dans cette académie, M. Machart, qui a publié, sous un pseudonyme, deux romans qui ont eu de succès : *Paris à vol de diable*, et le *Siège d'Amiens*, et, signés de son vrai nom, divers ouvrages d'histoire et de littérature, écrivait dans sa *biographie des hommes célèbres de Picardie*, ces mots qui me paraissent aujourd'hui de circonstance :

« C'est une famille qu'une vaste réunion d'hommes
« qui se livrent sous l'empire des mêmes lois, sous la
« protection d'une administration commune, à une
« culture pareille, à une industrie semblable, favorisés
« par le même climat, le même sol, les mêmes eaux, et

« qu'unissent entre eux les mariages, les contrats de
« toute espèce, la communauté enfin des occupations,
« des besoins, des goûts et des plaisirs. Aussi les actions
« des illustres Français me touchent-elles plus que celles
« des grands hommes nés sur la terre étrangère, et
« serons-nous plus profondément émus, nous autres
« Picards, au récit des vertus et des talents des Picards
« célèbres, que si l'on nous disait les gloires de quel-
« qu'autre contrée de la France. »

Nous devons donc vous remercier, Monsieur, d'avoir, en entrant dans notre compagnie, eu la pensée de retracer devant nous cette grande figure d'un des hommes de 1830. Le sujet était difficile pour tout autre que pour un élégant écrivain et un studieux littérateur comme vous ; il touche peut-être un peu aux questions que notre règlement défend d'aborder. Mais l'histoire est du domaine de notre Académie, et l'étude de la Restauration et du règne de Louis-Philippe est entrée dans les programmes des classes des lycées ; d'ailleurs, la république de 1848, le second empire et le régime politique actuel ont apporté dans nos institutions et dans notre vie sociale de tels changements, que nous pouvons tous apprécier avec impartialité les événements de 1830. L'enthousiasme que cette révolution a excité il y a bientôt 50 ans, non seulement en France, mais aussi en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Allemagne et jusque dans les Indes, est maintenant refroidi, de même qu'ont disparu les agitations qu'elle a amenées, les haines et les discords qu'elle a suscités. Hier, la coupole du palais Mazarin a retenti d'applaudissements réitérés et unanimes après deux magnifiques discours où étaient résumés des événements bien plus récents que ceux où s'est trouvé mêlé M. Caumartin ; la crainte de tou-

cher à la politique n'a pas arrêté M. Henri Martin dans son éloge de M. Thiers. C'est pourquoi, Monsieur, vous pouviez entreprendre l'exposé de la vie de Caumartin avec plus de liberté que ne pouvait le faire M. Creton, quand, dans une séance publique de notre compagnie, il a lu ce qu'il a appelé une notice, mais ce qui était véritablement une histoire, un éloge de son ami.

La vie de M. Creton mérite aussi qu'un membre de notre compagnie fasse pour lui ce que M. Dubois a fait pour Berville, M. E. Obry pour Foy, M. Goblet pour Leroux, M. Debauge pour Philippe de Girard et ce que vous venez de faire pour Caumartin.

Machart, Creton, Berville, Caumartin ne sont pas les seuls membres de notre académie, en 1830, qui'aient laissé de glorieux et honorables souvenirs dans notre ville. Jetons, en effet, Messieurs, un coup d'œil rapide sur le tableau de l'Académie à cette époque et nous serons étonnés du nombre d'hommes de valeur que nous y rencontrerons : les noms de quelques-uns même passeront à la postérité. Nous y trouvons cinq médecins : vous comprenez, Messieurs, le motif qui me fait commencer par eux. Je suis médecin, et j'ai connu ces cinq confrères pendant ma jeunesse ; j'ai étudié leurs ouvrages ; trois ont été mes maîtres : Barbier, que l'on appelle dans la science Barbier d'Amiens, dont un livre, la *Thérapeutique*, est resté classique vingt ans : Pauquy dont la Flore est un monument comme celle de Lamarck ; Rigollot, dont le nom est associé à celui de Boucher de Perthes dans la science nouvelle de l'homme préhistorique ; Routier, aussi hardi qu'habile opérateur ; Lemerchier, que les occupations d'une clientèle considérable n'ont pas empêché d'être maire de notre ville pendant de nombreuses années. Ces médecins ont parmi nous

un collègue, un ami, M. Alexandre, notre excellent maître, qui, quand il peut assister à une séance de la Société médicale ou de l'Association des médecins de la Somme, recueille de vifs et vrais témoignages de sympathie et de vénération : c'est alors une véritable fête pour nous, tant nous l'aimons tous.

La pharmacie était représentée en 1830 par Lapolle, l'inventeur des paragrèles et des parafoudres en cordes de paille, et de nombreux instruments de physique, maintenant remplacés par d'autres, mais qui témoignaient une ardeur d'expérimentation et une ingéniosité d'esprit que M. l'abbé Moigno signalait dernièrement encore et que M. Delamorlière, secrétaire perpétuel de cette Académie, rappelait dans son éloge à la séance publique de 1832.

Le Barreau nous avait fourni, outre M. Creton, M. Anselin : nous l'avons presque tous connu ; son érudition, son talent d'écrivain, et son esprit fin et délicat en ont fait le plus spirituel de nos secrétaires perpétuels ; M. Obry, le père de notre ami le chancelier actuel, dont les ouvrages font autorité dans la science des langues ; M. Desmarquest, l'avocat à la parole facile, qui n'était surpassé que par Girardin et Creton ;

La magistrature était représentée par MM. Boullet, Hanocque, Decaïeu, Quenoble, Machart, ce dernier plus connu comme littérateur que comme magistrat ; l'administration, par M. Riquier, président du conseil de préfecture, dont, Monsieur, vous venez de rappeler un discours, et M. Marotte, dont la Ville a donné le nom à une de ses rues ;

Le commerce, l'industrie, l'agriculture, par MM. Demarcy, Laurent, Gorguette d'Argœuves, Daveluy fils, Duriez, Mallet-Desprez et Delamorlière qui a obtenu

le même honneur que M. Marotte : son nom donné à une de nos rues ;

Le collège royal, par MM. Delorme, Jourdain (Louis), l'abbé Vincent, Carême qui fut plus tard recteur ;

Le professorat libre, par M. Léonor Jourdain, dont M. Garnier, il y a quelques années, a rappelé ici les travaux ;

L'architecture, par M. Cheussey, qui a édifié bien des monuments, et parmi eux, la bibliothèque, son chef-d'œuvre, qui portera son nom à la postérité.

Enfin deux membres de l'Académie de cette époque vivent encore, M. Julien Dewailly dont nos Mémoires contiennent deux études sur diverses questions d'agriculture, mais qui nous a quittés, et M. Duroyer qui reste attaché à notre Académie comme membre honoraire, et qui assiste souvent à nos séances : dix ans secrétaire perpétuel, M. Duroyer a fait des rapports qui conserveront à nos descendants les travaux de notre Académie de 1837 à 1848 ; la Ville d'Amiens gardera aussi le souvenir de sa sage et éclairée administration comme maire.

Avec M. Duroyer et M. Alexandre, en prenant place parmi nous, Monsieur, vous trouverez d'autres représentants de cette généreuse et libérale génération de 1830, qui alors n'étaient pas encore membres de l'Académie, mais allaient le devenir : M. Henri Dauphin le gendre de M. Caumartin, M. Mancel qui se trouvait à Paris au milieu des combats de Juillet, M. Garnier qui déjà le 15 Août 1830 présentait à l'Académie un mémoire scientifique, le premier d'un nombre considérable d'excellents travaux.

Vous voyez, Monsieur, combien en 1830 notre Académie comptait d'hommes de valeur : quelques-uns

attendent encore un historien. L'histoire de Caumartin, que nous venons d'entendre, nous fait désirer, Monsieur, que l'étude des œuvres et des actes d'un de ces anciens membres soit un sujet qui vous tente ; et je suis certain d'avance que nous éprouverons le même plaisir, la même émotion qu'aujourd'hui si voulez bien nous faire cette lecture dans une séance ordinaire de notre Académie. Car, Monsieur, vous êtes membre maintenant de notre Académie, et, n'en déplaise à votre modestie, vous aviez des titres et d'excellents titres à occuper une place parmi nous. N'êtes-vous pas le Président et un des fondateurs d'une jeune Société savante de notre ville, qui, n'ayant encore qu'une année d'existence, a su réunir 32 membres titulaires et 75 membres associés ; a pu déjà publier trois bulletins où se font remarquer des œuvres littéraires et scientifiques du plus vif intérêt ; enfin a su faire entendre dans des conférences, où se pressait l'élite de notre population, des hommes tels que MM. Passy, Flammarion, de Lesseps et Soleillet. N'êtes-vous pas l'auteur d'un livre utile qui rend de nombreux services aux étudiants en droit et aux commerçants : *La vie commerciale en rapport avec la loi*.

N'avez vous pas été dernièrement couronné par la Société industrielle du Nord pour une étude comparée des principales législations européennes en matière de faillites, étude que j'ai lue avec plaisir, quoique étranger à cette question, mais qui m'a frappé parce que vos goûts littéraires s'y décèlent ; en effet à propos de faillite, vous avez pu citer des vers de Boileau et des pages de Balzac !

Oui, Monsieur, vous avez été trop modeste ; nous connaissons aussi d'autres travaux de vous publiés dans les bulletins de la Société industrielle d'Amiens et dans

quelques recueils et journaux de droit : je citerai un rapport sur les *Moyens de remédier au chômage du Lundi*, où vous entrez dans l'examen de certaines questions économiques importantes et difficiles. Je mentionnerai aussi : *Commis et Patrons, leurs rapports entre eux et avec les tiers ; Coup d'œil général sur l'histoire du commerce et de l'industrie*, mémoires dont les membres de la Société industrielle ont apprécié l'utilité.

En ma qualité de Président de l'association des médecins de la Somme, Société qui a pour mission la défense des intérêts professionnels et moraux du corps médical, j'ai profité de votre excellent article sur *la responsabilité médicale*.

Enfin, Monsieur, professeur, depuis deux ans, du cours de *droit commercial* à la Société industrielle d'Amiens, vous avez su attirer autour de votre chaire et les maintenir assidus un grand nombre d'auditeurs.

Cette énumération de vos titres était inutile : nous les connaissions tous ici lors de votre élection : mais je les rappelle aujourd'hui pour être amené à vous souhaiter la bien venue. Je n'ai plus, Monsieur, qu'à vous prier de faire la promesse, exigée par nos statuts, d'observer notre règlement, et je vous déclare membre de l'Académie.

LE DOCTEUR DUPARCQUE

(Extrait d'une Notice lue à l'Académie d'Amiens)

Par M. A. JANVIER.

SÉANCE DU 9 JANVIER 1880.

Le docteur Duparcque d'Amiens décédait le 30 octobre 1879, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année, des suites d'un vulgaire accident de voiture. Le rang honorable que son travail et sa longue pratique lui avaient conquis au sein du monde médical de la capitale, où il continuait la suite brillante des médecins distingués que lui a fournie la Picardie (1), sa qualité de compatriote, et de membre correspondant de l'Académie des Sciences, des Lettres et des Arts du département de la

(1) Il serait superflu d'indiquer ici la longue suite des médecins célèbres qu'a fournie à Paris la Picardie, en commençant par les Fernel, les Riolan, les Sylvius, les Desjardins, pour finir par les Deneux, les Baudelocque et les Frédéric Dubois, et dont le directeur de l'Académie, le docteur Lenoël, a si heureusement rappelé les qualités dans son discours sur Jacques Sylvius, lu dans la séance publique du 28 décembre 1879.

Somme, m'imposent le devoir de consacrer à sa mémoire, si chère pour moi, une courte notice nécrologique.

Frédéric Duparcque est né le 30 décembre 1788, paroisse de Saint-Firmin en Castillon, dans une maison qui existait encore, il y a trente à trente-cinq ans, dans la rue au Lin, presque au coin de la rue du Chapeau-de-Violettes. Son père, qui eut douze enfants, n'avait pour toute ressource qu'un petit commerce de lingerie. L'ordre et l'économie dont faisait preuve sa femme, femme énergique et assidue à la maison comme l'étaient les femmes de cette époque, avaient pu seuls l'aider à les élever convenablement. Mais la Révolution qui venait d'éclater, devait rendre encore plus précaire la situation du père de famille, qui fut obligé d'envoyer ses enfants à l'école gratuite. Ses heureuses dispositions et ses progrès, valurent à chaque distribution de prix, au jeune Duparcque l'honneur d'entendre son nom proclamé parmi ceux des lauréats. Aussi ses succès précoces, contribuèrent-ils à le faire admettre à l'école centrale du département qui, en l'an III, avait remplacé les anciens collèges supprimés, et que l'administration avait établie dans l'abbaye des Prémontrés aujourd'hui encore Lycée d'Amiens. Quoique les Ecoles centrales laissassent quelque peu à désirer, sous le point de vue de l'organisation, elles ne manquèrent pas cependant de rendre d'assez grands services durant la courte période de temps pendant laquelle elles fonctionnèrent, et la plupart des jurisconsultes, des médecins, des ingénieurs et des artistes les plus habiles que devait produire la jeune génération qui s'élevait, reçut dans leurs classes de législation, de mathématiques, de dessin et de sciences physiques, sa première, et quelquefois son unique éducation. Admis dans cet établissement en 1802, il y compta au nombre

de ses condisciples, nos regrettés collègues le président Decaieu, MM. Rigollot, Berville, Anselin.

Après avoir brillamment terminé ses études, le jeune Duparcque entra chez un notaire d'Amiens, ami de son père, dont la bienveillance voulait lui faciliter les moyens de se créer une position indépendante, mais son esprit actif et ses goûts prononcés pour les sciences naturelles, ne pouvaient se plier à la vie sédentaire et passive de l'étude, et malgré toute l'indulgence de son protecteur, ses inexactitudes, ses absences de plus en plus fréquentes, le firent bientôt remercier. C'est qu'au lieu d'étudier le Parfait notaire, il préférait dépenser son temps à suivre les cours d'histoire naturelle du docteur Trannoy au Jardin des Plantes, à herboriser, et à assister, quand il le pouvait, aux visites, aux opérations de dissection de l'Hôtel-Dieu. Ce fut dans une de ces excursions botaniques, que témoin un jour d'une pluie de crapauds, frappé fortement de ce phénomène, il en rechercha les causes et se les expliqua par les circonstances météorologiques qui l'avaient accompagné. Lorsque plus tard cette question fut mise en discussion devant l'Académie des sciences, M. Duparcque fit parvenir à ce Corps savant ses observations, qui parurent si fondées et si concluantes, que l'Institut les adopta. (Compte rendu, séance 27 octobre 1834).

Désolé de voir s'enraciner davantage le goût de son fils pour les sciences, et dans l'espérance de le détourner de sa vocation pour la médecine, son père, croyant opérer une diversion favorable à ses vues, le plaça à la tête de son petit commerce et lui fit apprendre les mathématiques élémentaires et la tenue des livres. Quand il se sentit assez fort dans la comptabilité commerciale,

Duparcque, en 1807 (il avait 19 ans) crut devoir chercher à se suffire à lui-même, et trouva un emploi dans les bureaux d'un agent de change de la capitale. Mais il devait en être de cette nouvelle position comme de celle qu'on avait voulu lui procurer par le notariat. Irrésistiblement entraîné dans les hôpitaux, vers la Faculté de médecine, aux cours du Jardin des plantes, cédant enfin à son penchant, il abandonna sa place déjà convenablement rétribuée, commençant sans fortune et sans appui, une vie de fatigues, de veilles laborieuses et de privations stoïques, pour s'adonner tout entier à ses études favorites. Son énergie et sa persévérance devaient triompher des obstacles de la route. Aussi, dès 1809 était-il, à la suite d'un concours, admis à l'Ecole pratique de médecine. Ce premier succès lui procurait deux avantages inappréciables, la facilité des dissections gratuites, et les ressources de la riche Bibliothèque de la Faculté, amplement fournie de livres sur toutes les branches des matières médicales. Un an plus tard, en 1810, il concourut pour l'Externat et fut reçu. Redoublant alors d'efforts, il se disposa pour subir les examens plus difficiles de l'Internat. A la suite d'un brillant concours auquel avaient pris part 120 candidats, il fut l'un des quinze qui furent nommés et qui depuis se sont fait un nom au premier rang de la médecine ou de la chirurgie, Bécлар, Brachet de Lyon, Chomel, Cloquet aîné, Emery, Lisfranc, Moreau, Sanson.

Interne à Bicêtre d'abord, il passa à l'hôpital Saint-Antoine. Il y terminait son internat. L'hôpital était alors encombré de nos soldats, tristes débris de nos armées du Nord, affectés de fièvres typhoïdes d'un caractère intense. Les soins pressants qu'exigeaient ces infortunés, surchargeaient les services des médecins et des internes,

soutenus dans leurs efforts par le dévouement le plus inaltérable. Duparcque, outre le service pénible et dangereux de l'hôpital, donnait encore ses secours aux nombreux malades qui, n'ayant pu trouver de lits dans l'établissement, étaient entassés dans les grands ateliers de l'industrie, alors en chômage, du faubourg, que leurs propriétaires avaient consenti à transformer en ambulances. Frappé à son tour par la contagion il eût infailliblement succombé sous les coups de l'épidémie, si sa constitution énergiquement soutenue par son moral et les soins affectueux et dévoués de ses collègues, parmi lesquels se distinguait déjà son ami Cruveilhier, ne l'eussent conservé à l'existence. A peine rétabli de cette maladie, devenu interne à l'Hôtel-Dieu il terminait ses épreuves pour le doctorat par une thèse soutenue avec distinction sur le cancer de l'estomac (13 mars 1813).

Reçu en 1816 membre de l'Athénée de médecine de Paris, il présenta à cette Société savante un grand nombre de mémoires, d'observations et de rapports publiés dans la Bibliothèque médicale, recueil des travaux de cette Compagnie.

Deux ans plus tard, il fut, en 1818, nommé médecin du Bureau de bienfaisance du VII^e arrondissement de Paris, qu'il ne cessa jamais d'habiter, ne recherchant que par son seul travail la position qu'un-peu de réclame ou de charlatanisme lui eût plus vite donnée. Il en remplit sans discontinuité les fonctions gratuites durant 36 ans, jusques en 1854, époque à laquelle il se démit en même temps de celles de médecin de l'état-civil, auxquelles le Préfet de la Seine l'avait appelé en 1822.

En 1820, il fut admis comme membre de la Société de médecine de Paris. La part active qu'il prit toujours aux travaux de cette Compagnie à laquelle il a voulu

donner une dernière preuve de son attachement, en lui léguant par testament, une somme de 10,000 francs, lui valut l'estime et la considération de ses collègues, qui en 1836 et en 1851 lui décernèrent les honneurs de la présidence. Le *Journal Général de Médecine*, les *Transactions Médicales*, la *Revue Médicale*, qui rendaient compte des travaux de cette Société, contiennent un grand nombre de ses observations et de ses mémoires sur les diverses questions qui se traitaient dans les séances mensuelles.

Lorsqu'en 1830, Paris provoqué par les folles ordonnances qui supprimaient les droits et les libertés consacrés par la Charte, se souleva en masse contre l'impopulaire ministère de Charles X, faisant abnégation de toute considération personnelle, le docteur Duparcque vint jusques sous le feu des combattants de cette lutte fratricide, porter les secours de son art aux victimes du combat, rue Saint-Antoine, Marché Saint-Jean, place de l'Hôtel-de-Ville. En récompense des services qu'il rendit dans ces tristes circonstances, il fut nommé médecin de la commission des blessés et décoré de la médaille de Juillet.

Cette même année 1830 la Société royale de médecine de Bordeaux, préoccupée de l'annonce d'opérations graves présentées comme les seules et efficaces ressources contre les maladies de la matrice, voulant apprécier la valeur des procédés chirurgicaux et préciser les indications thérapeutiques que réclamait le traitement de cette obscure et trop nombreuse affection, proposa un prix pour le meilleur travail sur cette question. Riche des observations qu'il avait recueillies dans les hôpitaux, dans son service du Bureau de bienfaisance, dans sa clientèle particulière où de nombreux accouchements

l'avaient mis à même d'observer dans leurs plus minutieux détails les maladies des femmes, le docteur Duparcque répondit à l'appel de la Société Bordelaise par l'envoi de son *Traité théorique et pratique sur les altérations simples et cancéreuses de la matrice*. Il lui valut à l'unanimité le prix proposé (une médaille d'or) et le titre de membre correspondant de la Société. Publié en 1838, (un volume in-8, Germer-Baillière), réédité en 1840, cet ouvrage traduit en Anglais par le docteur Wasington, (Philadelphie, 1830) et en allemand par le docteur Hies, (Leipsick, 1830), lui assura en Angleterre et en Amérique comme au-delà du Rhin, une réputation de spécialiste, qui se traduisit par de fréquentes demandes de consultations pour ce genre de maladies.

La Société médicale d'émulation, en 1835, ouvrit de son côté un concours sur la partie chirurgicale des affections des organes de la grossesse et des voies de la parturition. L'histoire complète des ruptures de l'utérus, du vagin et du périnée du docteur Duparcque, fut couronnée par la Société. Publiée en 1836, elle eut aussi les honneurs d'une traduction allemande du docteur Nevermann. Leipsick, 1838.

Moins avancée que l'Allemagne et l'Angleterre qui depuis longtemps possédaient des organes spéciaux sur ces questions, il n'existait point en France, avant 1842, de journal consacré aux accouchements et aux maladies des femmes et des enfants. Comprenant les avantages que la science devait retirer d'une feuille qui viendrait combler cette lacune de la presse médicale, le docteur Duparcque fut l'un des fondateurs des *Annales d'Obstétrique*.

Administrateur de la Caisse d'Epargne en 1844, membre des Commissions d'hygiène et de salubrité en 1848,

en 1832, en 1848, en 1849 membre organisateur des Bureaux de secours créés pour combattre les épidémies cholériques, le docteur Duparcque devait voir enfin sonner l'heure de la juste récompense de ses longs et consciencieux travaux. Un décret du Président de la République du 25 septembre 1850 lui décerna la décoration de la Légion d'honneur.

Jusques alors absorbé par ses nombreux travaux scientifiques et par les soins de sa clientèle, il n'avait jamais quitté la capitale et était arrivé jusques à l'âge de 60 ans sans avoir connu de la France, que le lieu de sa naissance et le rayon restreint des environs de Paris.

Depuis de longues années il n'avait pas même été tenté de revoir Amiens que toute sa famille, du reste, avait quitté pour venir successivement s'établir à Paris auprès de lui. Un motif l'y ramena depuis et souvent : la fixation dans cette ville de son plus vieil ami. A la suite d'un de ces courts séjours il se laissa entraîner à faire une excursion d'une huitaine en Belgique. Cette échappée lui inspira le goût des voyages qui devaient depuis occuper une si grande place dans sa vie. En 1854, il inaugura le cours de ses pérégrinations désormais annuelles par Genève, Aix-lès-Bains, la vallée de Chamouny, le Mont Blanc. De 1853 à 1862 il visita les bords du Rhin, les Pyrénées et leurs stations thermales, la Provence, le Languedoc, les Vosges, l'Italie et la Sicile, l'Algérie, la Haute-Italie, l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, la Belgique et la Hollande. Jouissant alors d'une position de fortune indépendante, acquise par son travail et son esprit d'ordre, il abandonna entièrement l'exercice de sa profession, pour se livrer à un repos bien mérité. Il n'avait plus qu'un seul mobile, ses chères excursions qu'il considérait comme nécessaires à sa

santé, bien qu'elle commençât déjà à se ressentir du poids des années et surtout des fatigues de ses longs voyages. En effet il limite désormais ses excursions à Baden-Baden, son séjour de prédilection, d'où la guerre de 1870 le force à rentrer précipitamment à Paris où ses petites-nièces dont il reste le seul parent sont en pension et où il supporte philosophiquement les horreurs du siège et de la commune, à Aix-les-Bains, à Vichy, à Carcassonne où l'appellent aussi de vieilles amitiés, ou bien encore sur les plages de la Manche aux derniers beaux jours de la saison. Sa dernière sortie fut en 1878, une courte halte de deux mois à Passy où il était allé attendre les réparations de son domicile complètement ravagé par l'explosion du dépôt de capsules fulminantes de la rue Béranger, catastrophe à laquelle il n'échappa que par un véritable miracle, et aux victimes de laquelle il s'empressa, malgré ses 90 ans, de prodiguer ses soins, avec une ardeur et une présence d'esprit qui faisaient l'étonnement de ses confrères plus jeunes accourus avec lui sur le lieu du désastre. Le besoin de locomotion qui l'agitait trouvait encore malgré la diminution rapide de ses forces un semblant de satisfaction à se faire transporter dans l'après-midi aux promenades les plus extrêmes de Paris, par les nombreux tramways et les omnibus qui desservent la capitale. Ce fut en descendant d'un de ces véhicules qu'il fit la chute, qui devait, après quinze jours de cruelles souffrances, terminer sa longue carrière.

Le docteur Duparcque était membre de l'Athénée de médecine de Paris (1816), de la Société de médecine de Paris (1820), membre correspondant de la Société de médecine de Hambourg (1843), de l'Académie de médecine de Turin (1859), de l'Académie d'Amiens (1860). Outre les

ouvrages que nous avons déjà eu l'occasion de citer dans le cours de cette notice, et le grand nombre d'observations insérées dans le journal d'Obstétrique, le Journal général de médecine française et étrangère, la nouvelle Bibliothèque médicale, la Revue médicale, la Gazette des Hôpitaux (1) il avait encore publié entr'autres :

Mémoires sur les phlegmasies, l'induration et l'oblitération du sac herniaire, 1816.

Mémoire sur l'épanchement du sang dans la vessie, 1823.

Recherches sur les époques de la grossesse auxquelles

(1) Parmi ces articles nous citerons notamment ;

Observation d'un corps fibreux d'une nature particulière développé dans la cavité utérine (1816, *Bibl. méd.*). Sur la phlegmasia alba dolente (1818, *ibid.*). Névrose singulière offrant tous les signes d'un épanchement cérébral. (*Ibid.*). Traitement de l'hémoptysie par les vapeurs d'éther balsamique de Tolu. Eclampsie et glossite monstrueuses, suites de couches (1820, *Journ. gén. de méd.*). Sur la gangrène de la bouche chez les enfants (stomacace). (*Ibid.*). Traitement du goître par l'hydriodate de potasse (1821, *Bibl. méd.*). Cas de rupture de l'utérus pendant la grossesse (1824, *Journ. gén. de méd.*). Observation de dysenterie épidémique (1823. *Bibl. méd.*). Observation de mort subite, apoplexie nerveuse (1830). Cas de perforation spontanée de l'estomac (1834). De l'oblitération de l'intestin grêle chez le fœtus (1834). Efficacité de la solution du deuto-chlorure de mercure dans le prurit de la vulve. (1834). Cas d'imperforation de l'anus, opération suivie de succès (1834). De l'emploi du seigle ergoté dans la paraplégie (1834). Epidémie d'oreillons qui a régné à Paris chez les enfants (1834). Nouveau procédé pour la réduction des luxations du coude en arrière (1834, *Rev. méd.*). De l'action du seigle ergoté dans les méthorragies symptomatiques (1842, *Gazette méd.*). Remarques sur les injections intra-utérines (1842, *Revue méd.*). Observations d'hydrocéphale fœtale avec présentation podalique (*Ann. d'Obst.*). Mémoire sur le ramollissement blanc aigu essentiel du cerveau chez les enfants (1852, *Arch. gén. de méd.*), etc., etc.

se manifestent les pertes internes dans les cas d'implantation du placenta sur l'orifice utérin, 1825.

Mémoire sur les propriétés anti-névralgiques du sous-carbonate de fer, 1826.

Mémoire et observation sur une espèce particulière d'endurcissement du fœtus, 1828.

Expérience sur un nouveau moyen de hâter ou de provoquer le décollement et l'expulsion du placenta, 1829.

Mémoire sur l'affection particulière des pieds et des mains qui a régné épidémiquement à Paris en 1828, 1829.

De l'influence de l'innervation dans les maladies en général et particulièrement dans les phlegmasies, 1829.

Théorie des hémorragies produites par les piqûres des sangsues et des moyens de les arrêter, 1830.

Sur la perforation spontanée de l'estomac, 1830.

Sur les inflammations aiguës de la moelle épinière, 1833.

Considérations pratiques sur le seigle ergoté, 1838.

Réfutation de la doctrine d'inévitabilité et d'incurabilité absolue du cancer, 1838.

Mémoire sur la dermatite contusifforme, 1840.

Mémoire sur la péritonite essentielle aiguë chez les jeunes filles, 1842.

Mémoires sur les calculs salivaires (ce mémoire forme une histoire bibliographique, historique, nosographique et thérapeutique complète de ce genre de production).

De la rétention d'urine chez le fœtus par suite d'imperforation des conduits excréteurs, 1842.

Mémoire sur les abcès retro-œsophagiens. 1842.

Nouvelles observations sur les affections intermittentes à courtes périodes, 1843.

Mémoire sur le climat de l'Algérie comparé à celui des contrées méditerranéennes de France et d'Italie, 1852.

De l'influence du mariage sur l'hystérie, 1857.

Sur les coliques hépatiques par concrétions biliaires, 1860.

Sur l'efficacité des semences de citrouille contre le tænia, 1861.

Considérations en faveur de la vaccine de bras à bras, 1866.

Mémoire sur l'accouchement par dilatation forcée du col de l'utérus pour suppléer à l'opération césarienne, 1869.

Mémoire sur la pneumonie latente du sommet des poumons simulant la phthisie pulmonaire, 1863.



UN ASPIRANT VOLONTAIRE

Par M. A. DE PUYRAIMOND.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1880.

Après les combats des 6, 7 et 8 Mai 1859, qui avaient eu pour résultat de rendre le corps expéditionnaire Franco-Espagnol maître de toutes les lignes fortifiées que les Annamites avaient élevées près de la rivière de Touranne, dans le but de refouler les alliés à la mer, l'Amiral décida que l'on occuperait les deux rives de l'embouchure. Pour mettre les troupes destinées à cette occupation à l'abri d'un coup de main, on releva les fortifications des forts, bouleversées lors des attaques qui avaient été dirigées contre eux afin de s'en rendre maître, et l'on entreprit la construction d'un grand ouvrage à cornes, devant contenir dans son enceinte les baraquements des troupes et les constructions nécessaires pour servir de magasins et d'ambulance. Les compagnies de débarquement des navires furent mises à terre afin de faire ces travaux dans le plus bref délai possible;

les troupes d'infanterie de marine et les soldats Espagnols fournirent journellement des hommes de corvée, pour aider les matelots dans les travaux de terrassement qui s'exécutaient sous la direction des officiers du génie, pendant que la flotille des canots prenait position en amont, afin de surveiller les mouvements de l'ennemi, et de s'opposer au besoin à une surprise des Annamites contre les travailleurs.

Un camp s'éleva sur les rives du fleuve, et en attendant que les baraques en bois destinées au logement des troupes fussent dressées par les ouvriers charpentiers de l'escadre, les hommes se logèrent sous des tentes.

Les nécessités de la guerre avaient amené la destruction des arbres voisins de la rivière ; l'abri que l'on aurait été si heureux de trouver sous leur ombrage faisait défaut, et les tentes furent posées au milieu d'un espace nu, brûlé par le soleil. La chaleur concentrée sous la toile arrivait à une intensité effrayante. Malgré la précaution que l'on avait de relever les bords inférieurs et de tendre horizontalement le morceau d'étoffe qui servait de porte, afin que l'air pût y circuler librement, le thermomètre indiquait des températures terribles ; rarement la nuit, un peu avant le lever de l'aube, à l'instant où la fraîcheur se fait le plus sentir, le nombre de degrés s'abaissait à 34 ou 35 : le jour, quand les rayons du soleil tombant directement sur la toile, échauffaient les couches d'air renfermées dans la tente, on voyait la colonne de mercure s'élever à 45° et 50 degrés. Quand, la nuit arrivée, on se rendait dans sa demeure pour tâcher d'y trouver le repos, et que pour éviter les maladies qui frappaient sans pitié les imprudents qui s'endormaient en plein air sans abri, on abaissait jusqu'à terre la partie inférieure et la porte de

la tente, le sol rendu brûlant par la haute température du jour réchauffait la petite quantité d'air contenue entre les parois, et la toile, impuissante pendant le jour à empêcher la chaleur de s'introduire dans l'intérieur, était suffisante alors pour arrêter la fraîcheur après laquelle on soupirait tout le jour, et qu'on attendait chaque nuit avec une impatience malheureusement toujours déçue.

On comprend combien dans ces conditions était surveillée avec intérêt la construction des baraquements, et le désir qui régnait de voir avancer les travaux. L'ouvrage à cornes terminé, les remuements de terre en plein soleil, dans une plaine dénudée, presque toujours sans un souffle de brise pour rafraîchir l'atmosphère brûlante qui régnait depuis déjà de longs mois dans la baie de Tourane, cesseraient. On n'aurait plus à ajouter aux veilles nécessitées par le voisinage de l'adversaire, aux marches fatigantes des reconnaissances dirigées à deux ou trois lieues de là vers les points sur lesquels s'était dirigée l'armée ennemie, ces travaux de terrassement pendant lesquels de six heures à dix heures du matin et de trois à six heures du soir, la terre remuée exhalait ces gaz délétères qui apportaient la fièvre aux organisations les mieux trempées. A l'abri des baraques on jouirait d'une fraîcheur relative, et l'on pouvait espérer passer les chaleurs torrides de l'été dans des conditions sinon satisfaisantes, du moins supérieures à celles dans lesquelles on se trouvait pour le moment.

Depuis près de deux mois, le ciel était d'un bleu immaculé ; jamais une ombre ne l'obscurcissait, jamais un nuage ne paraissait ; quelquefois à l'horizon, par dessus l'isthme de sable qui séparait la baie de la mer,

on voyait une légère brume qui semblait vouloir s'élever et apporter un changement à la monotonie de ce ciel éclatant ; mais le brouillard se fondait peu à peu. Comme un rideau déchiré, les diverses parties semblaient s'enfuir vers les côtés de l'horizon et derrière ces débris on voyait apparaître le bleu magnifique de ce ciel immuable. La lumière inondait le paysage d'une couleur intense ; les arbres qui couvraient les pentes de la presqu'île de Thien-cha, étaient d'un vert sombre et réfléchissaient les rayons tropicaux comme un miroir ; le sable de l'isthme qui reliait la presqu'île à la terre ferme, renvoyait des lueurs ardentes qui brûlaient la vue ; les mâtues des navires se détachaient en lignes bien tranchées sur l'azur du ciel ; les coques étaient éclairées avec une telle puissance que les lignes blanches des batteries se confondaient avec la couleur dont étaient peintes les autres parties des flancs des bâtiments ; partout une clarté qui éblouissait, qui accablait, qui brisait la vue, qui lassait de sa puissance ; spectacle admirable de beauté, il est vrai, mais qui, toujours le même, finissait par faire regretter le ciel brumeux et couvert de nuages des pays septentrionaux. Notre ciel, avec ses jeux d'ombre et de lumière, offre un spectacle changeant et fait voir les objets sous des aspects sans cesse renouvelés ; au contraire, sous celui-là, toujours pur et éclatant, toute chose se présentait de même à la même heure du jour, et cette monotonie du beau, cette puissance lumineuse uniforme, ce spectacle splendide, mais sans changement, cette chaleur torride trop imprégnée de vie, qui affaiblissait les ressorts du corps par l'impuissance ou ils se trouvaient de répondre à l'intensité d'existence qu'elle développait en lui, finissait par faire désirer un milieu moins beau et moins puissant, mais plus apte

par cela même à être supporté par l'esprit humain, pour qui toute beauté complète est la cause d'une grande jouissance, mais aussi d'une immense fatigue par suite du travail qu'il doit faire pour s'élever à sa hauteur et parvenir à la comprendre.

Sous ce ciel de feu, matelots et soldats travaillaient avec ardeur. Une partie d'entre eux venait de faire deux ans de campagne dans les mers de Chine ; d'autres arrivaient de France sur des navires envoyés pour renforcer le corps expéditionnaire, qui, composé à l'origine de deux frégates, deux transports, quatre corvettes, un aviso et quatre canonnières, pouvant en tout jeter à terre six cents hommes de troupes, venait, avec l'aide des Anglais, pendant les deux années précédentes, de s'emparer de la ville de Canton, et d'imposer à l'empereur de Chine, après avoir forcé les passes de Pei-ho et pris la ville de Tien-Tsin, le traité de 1858. Forcé d'occuper Canton et divers autres points des côtes de l'empire du Milieu, l'amiral avait remplacé dans les équipages les hommes laissés en garnison, par des Tagals enrôlés volontairement ; mais la tâche que le gouvernement imposait à l'escadre en Cochinchine exigeant de plus grandes forces que celles que son chef avait à sa disposition, de nouvelles compagnies d'infanterie de marine lui avaient été expédiées de France.

C'est au milieu de semblables circonstances que les mérites du matelot français peuvent surtout être appréciés. Habitué dès son enfance à vivre au milieu du péril, il garde toujours dans les dangers les plus imminents et durant les privations les plus prolongées, le courage et la confiance. Dès son plus jeune âge, il joue dans les canots ; son grand plaisir est de s'emparer d'un bateau et de le lancer sur les eaux du

port pour manœuvrer l'aviron trop lourd pour ses mains débiles. Autour de lui, tout le monde parle marine ; il entend les vieux matelots s'enthousiasmer pour les belles manœuvres qu'ils ont exécutées pendant leurs navigations ; il les entend vanter et mettre au-dessus de toutes les supériorités humaines ces pilotes qui, calmes au milieu des plus grands dangers, toujours prêts à exposer leur vie pour sauver celle des hommes en péril, ont dans le port où ils habitent une réputation universelle ; on trouve en effet, sur toutes nos côtes, des marins qui jouissent parmi leurs collègues d'un tel renom d'habileté et de sang-froid, que leur présence à bord d'un bateau est pour tout le monde la certitude du succès. Y a-t-il une entreprise périlleuse à tenter, une aventure téméraire à hasarder ? On ne verra peut-être d'abord personne se présenter ; mais un de ces hommes, devant la capacité desquels tout le monde s'incline, s'offre-t-il à diriger l'expédition, aussitôt les matelots accourent ; tous sont prêts à marcher ; car on sait que l'on va agir sous le commandement d'un homme énergique, capable, sachant son métier, et en marine plus que partout ailleurs, sans ordre, c'est-à-dire sans autorité, aucun bon résultat ne peut être obtenu.

A l'âge de sept à huit ans, l'enfant du marin est embarqué comme mousse sur un bateau de pêche ; chargé spécialement des soins domestiques, il donne cependant souvent la main à la manœuvre et il se familiarise avec cette vie toujours active, où l'imprévu joue continuellement un rôle ; il s'habitue avec la mer, ne s'effraie plus des coups de vent qui tombent sur le navire et regarde sans terreur ces énormes coups de mer qui, à l'entrée des passes, pendant les mauvais temps, s'avancent en roulant et en écumant, s'élancent sur le malheureux

bateau qu'elles couvrent en entier pendant quelques instants, et qui, malheureusement quelquefois, le laissent brisé par le choc, les membrures déliées, les bordages disjoints, flottant entre deux eaux. Puis arrive l'heure où l'État l'appelle au service, le moment où, quittant sa famille, il est appelé à voir ces pays étrangers dont il a si souvent entendu parler pendant les moments de repos à bord de son bateau de pêche ; mais si la vie à bord d'un bâtiment de guerre est souvent moins dure que celle qu'il quitte, elle lui impose des obligations d'obéissance passive et des études nouvelles qui complètent son éducation.

A la mer, à 6 heures du matin a lieu le branlebas ; au signal donné par le tambour et le clairon, chacun quitte son hamac. Dix minutes après, tout le monde est habillé et les hamacs roulés et amarrés sont arrimés par les gabiers dans les bastingages. Une bordée, c'est-à-dire la moitié de l'équipage déjeune dans le faux pont pendant que l'autre bordée lave le pont. Ce lavage se fait à grande eau tous les jours quelque soit la température, que le temps soit calme ou en tempête. On raconte que sur une corvette, acculée par un temps épouvantable dans le fond d'une baie, où elle louvoyait entre deux pointes sous une voilure percée, avec la certitude d'être jetée à la côte, quelques heures après, à moins d'un hasard imprévu, le commandement : « attrape à laver » reçut son exécution. En agissant ainsi, le commandant inspirait confiance aux hommes qui voyaient la vie habituelle du bord suivre son cours ; pendant qu'ils étaient occupés, ils ne pouvaient discuter entre eux les dangers qu'un avenir prochain leur préparait ; et puis, à la mer, rien n'est jamais complètement désespéré ; un léger changement de vent, l'Océan calmant un peu sa furie, suffisaient

pour assurer le salut ; et si le navire devait être jeté à la côte, le sang-froid du chef agissant comme si l'avenir se présentait à lui dans les circonstances habituelles, inspirait confiance aux hommes qui gardaient ainsi tout leur courage pour le moment où on aurait besoin de faire appel à leur énergie.

Au bout d'une demie-heure les rôles changent ; la bordée qui lavait le pont descend déjeuner, tandis que la première vient prendre sa place sur le pont. Après le lavage vient le fourbissage, qui consiste à nettoyer les cuivres du navire, à maintenir polies les diverses ferrures, telles que crocs de poulies, pitons fixés dans le pont, râteliers des pieds de mâts, etc., etc. et à astiquer les canons. Le navire mis en ordre, l'équipage prend la tenue du jour par bordées, et à 10 heures l'officier de quart et le lieutenant en second passent l'inspection du personnel et du navire.

Après l'inspection, une bordée reste sur le pont pour la conduite du bâtiment ; l'autre bordée est exercée aux manœuvres du canon ou du fusil. De 11 heures $1/2$ à 1 heure, l'équipage dîne par bordée ; à midi $1/4$ la seconde bordée prend la place de la première sur le pont et y reste jusqu'à 5 heures $1/4$, heure à laquelle la première, qui a employé l'après-dîner à divers exercices, vient la remplacer après avoir préalablement soupé. Sur les sept heures du soir a lieu le branbebas, et la moitié de l'équipage qui se couche alors, vient relever la bordée de quart à onze heures pour aller se recoucher à quatre heures du matin, où le branlebas du matin ramène tout le monde sur le pont.

Telle est la vie du marin à bord d'un navire, vie rude, où les heures données au sommeil sont mesurées d'une façon utile, où chaque moment de loisir laissé par les

travaux nécessaires à la marche et à l'entretien du bâtiment est consacré à améliorer l'instruction.

Sa vie s'écoule au milieu des privations ; dans certaines campagnes, il reste quelquefois plus d'un an sans descendre à terre ; aux dangers de la mer viennent s'ajouter les dangers du climat ; vivant dans de médiocres conditions d'hygiène, n'ayant généralement comme nourriture que des viandes salées ou conservées, privé de légumes frais, les maladies endémiques dans les pays chauds où ont lieu presque toutes les stations, viennent ajouter leurs atteintes aux autres périls qui l'entourent.

Exercés journellement au maniement du canon et du fusil, rendus adroits par les manœuvres à faire dans la mâture, les matelots sont aptes à remplir tous les services qu'on leur demande. En Crimée ils arment les batteries de siège ; au Mexique et en Chine, ils forment des régiments d'infanterie. On les voit dans une expédition faire leur métier de marins en conduisant les troupes sur le théâtre des opérations ; puis, les troupes débarquées, une partie d'entre eux forme des bataillons de marche, d'autres deviennent artilleurs à terre ; ils assurent les approvisionnements en remplissant les fonctions de soldats du train, et participent comme ouvriers à la construction des forts et des magasins nécessités par l'occupation prolongée d'un point déterminé. Parmi les équipages de la flotte, se rencontre une classe d'hommes digne des plus grands éloges, à qui l'on doit en grande partie les qualités du matelot ; c'est celle des officiers marinières, des maîtres, comme on les appelle. Hommes modestes, capables et zélés serviteurs, leur avancement est long et rude à obtenir ; proposés par les officiers réunis en conseil,

leur nomination est faite par le ministre. Intermédiaires entre l'équipage et l'état-major, ils ont l'estime et l'affection du premier et la confiance du second. Ils forment le lien qui réunit les deux extrémités du Corps Maritime ; un navire qui a de bons maîtres est un navire bien tenu ; les matelots voient en eux des hommes ayant leurs habitudes, connaissant leurs préjugés ; ils savent que leur grade n'a été obtenu qu'à force de travail et de capacité ; aussi leur obéissent-ils sans murmures, et le compliment du maître a souvent pour eux plus de poids que les louanges du commandant.

Avec de tels hommes rien n'est impossible ; le rôle des officiers est moins de les exciter à braver le danger que de les forcer à prendre les précautions nécessaires pour leur sûreté. Dans un combat, ils marchent droit à l'ennemi ; à la mer, ils n'hésitent jamais à exposer leur vie en montant dans la mâture par les temps les plus affreux, pour débarrasser le navire d'un excès de voile qui pourrait lui être fatal ou réparer des avaries causées par la tempête ; dans les pays intertropicaux, quand des épidémies déciment les équipages, on ne fait jamais un vain appel à leur dévouement pour soigner les malades ; ce sont ces qualités qui font comprendre les résultats obtenus dans les campagnes de Chine et de Cochinchine par cette poignée de matelots et de soldats de marine engageant une lutte invraisemblable avec les millions d'habitants des empires du Milieu et de l'Annam.

Parmi les chefs de corvées employés aux travaux de l'ouvrage à cornes, se trouvait un jeune volontaire, nommé Cérame, arrivé sur un des derniers navires venus de France ; il remplissait avec le plus grand zèle les fonctions dont il était chargé ; surveillant continuellement ses hommes, il dirigeait leurs travaux avec ordre

et logique, et obtenait des résultats remarquables par rapport au nombre de travailleurs dont il avait le commandement. Quoique jeune, il savait déjà commander. Ses ordres étaient donnés d'une manière brève et concise; il n'ordonnait chaque chose qu'à son temps et n'indiquait ce qu'il y avait à faire que lorsque le moment voulu de l'exécuter était arrivé; il ne demandait à chaque homme que ce qu'il lui était facile de faire, agissant toujours suivant un plan qu'il s'était fixé d'avance, et évitant ainsi les fatigues inutiles que doivent supporter les inférieurs quand ils sont placés sous une direction imprévoyante, qui ne se rend pas compte de l'ordre dans lequel on doit agir pour arriver avec le moins possible de dépenses de forces au but à atteindre. Ses matelots lui obéissaient avec plaisir; bienveillant avec eux, ne pensant à lui que lorsqu'il s'était assuré que rien ne leur manquait, accessible à leurs réclamations, faisant tout ce qui lui était possible pour leur éviter une fatigue quelconque, si elle n'était pas absolument obligée, il s'en faisait aimer et ses ordres s'exécutaient sans murmures; ils savaient que ce que Cérane leur commandait était nécessaire; ils le voyaient toujours au milieu d'eux, prenant part à leurs fatigues, et son exemple arrêtait les plaintes et le découragement qu'un travail quelquefois excessif leur eût certainement arrachés dans d'autres circonstances.

Le fort terminé, les baraques construites, les hommes abandonnèrent les tentes pour occuper leurs nouveaux logements. Malheureusement, les chambres destinées aux officiers étaient en nombre insuffisant et quelques-uns d'entre eux durent rester sous la tente. Parmi ces déshérités se serait trouvé Cérane, si un enseigne de vaisseau, qui l'avait eu souvent sous ses ordres pendant

la construction du fort, ne lui eût offert de partager son logis.

Dans le mois qui suivit, une véritable intimité s'établit entre l'officier et le volontaire ; ce dernier lui raconta son enfance, et lui fit connaître les sentiments qui remplissaient son âme. Fils d'un officier de l'armée, seul fils n'ayant qu'une sœur, trop aimé de sa mère qui lui pardonnait toutes les fautes et l'excusait toujours quand son père lui reprochait son manque de travail, il n'avait pu réussir dans aucun des examens auxquels il s'était présenté. Cependant son père n'admettait pas qu'il dût rester inutile à son pays ; il voulut pour lui le frottement des hommes et l'occupation d'une carrière ; il ne pensait pas qu'un jeune homme dût rester sans travailler, et Cérame ayant manifesté le désir d'entrer dans la marine, il lui fit passer les examens de volontaire. Aussitôt nommé, le jeune volontaire fut embarqué sur un des navires destinés à renforcer l'escadre des mers de Chine.

Les idées de Cérame respiraient le plus ardent patriotisme. Elevé dans la pensée du dévouement à la patrie, il était heureux de faire partie pour ses débuts d'une expédition de guerre ; il espérait être appelé à agir dans plusieurs affaires, et prouver à son père par sa conduite que les conseils qu'ils lui avait donnés à son départ avaient laissé leur empreinte dans son esprit.

Un humoriste Espagnol a affirmé que c'est avec des mots qu'on gouverne l'homme.

« Voulez-vous le conduire à la mort ? écrit-il, changez quelques syllabes et dites-lui : Je te mène à la gloire ! Il ira aussitôt. — Voulez-vous le soumettre à votre empire ? Dites-lui hardiment : c'est moi qui dois te commander. Il obéira sans contestation. — Voilà cepen-

dant tout l'art de manier les hommes !... Assemblez des phrases, rédigez des manifestes, faites retentir ces mots : l'aurore de la justice, l'horizon de la paix, le bienfait de l'ordre et de la liberté, l'hydre de la discorde, le droit commun, la légalité, etc., etc. Vous verrez les peuples sauter de joie, faire des vers, dresser des arcs de triomphes, placer des inscriptions. Merveilleux don de la parole ! facile bonheur ! avec un dictionnaire abrégé des mots d'une époque, vous pouvez prendre le temps comme il vient ; il n'y a qu'à savoir s'en servir à propos pour fasciner le Cerbère, et vous pourrez ensuite vous endormir sur des lauriers. »

Quoiqu'en dise l'auteur qui a écrit ces lignes, il n'y a pas là que des mots ; ces mots recouvrent des idées. Droit, justice, liberté, ordre, etc., indiquent des choses que tous les hommes reconnaissent nécessaires à leur existence et à celle des Sociétés. Comme les malades, qui cherchant un soulagement à leurs souffrances, appellent auprès d'eux tous les médecins qui se vantent de pouvoir les guérir, les hommes se jettent dans les bras de ceux qui s'engagent à leur procurer les moyens d'améliorer leur sort ; ils leur demandent d'établir parmi eux ces principes que leur raison ou leur instinct leur indique comme nécessaires ; mais quand, soit par impuissance d'eux-mêmes ou de ceux à qui ils se sont confiés, soit par tromperie de ces derniers, ils voient s'éloigner ces biens auxquels ils aspiraient, le scepticisme les prend, et alors, comme l'humoriste cité plus haut, ils peuvent arriver au doute pendant quelques moments, et ne voir plus dans les expressions qui indiquent les principes dont l'application a fui devant eux, que des mots.

Parmi ces mots, il en est un surtout qui fait naître

dans le cœur de l'homme les plus nobles sentiments ; c'est le mot de patrie. La patrie est la famille, la croyance, la tradition, les habitudes et même les préjugés ; dans les erreurs et les vertus du pays, on reconnaît ses propres défauts et ses propres qualités ; on aime la patrie dans sa prospérité et dans ses malheurs ; on la sert, qu'elle vous protège ou vous persécute. Car la patrie est l'endroit où les parents ont vécu, le lieu où sont toutes les affections, et quelles que soient ses erreurs, on doit la défendre, puisqu'on lui doit tout.

Cérane avait au plus haut degré l'amour de la patrie et l'ambition du devoir. Il n'aurait pas comme Nelson, feint de ne pas reconnaître les signaux de son chef qui lui défendaient de livrer bataille, même quand, comme l'amiral anglais, il eut été certain de la victoire, car c'était désobéir à celui qui avait le droit de le commander ; mais comme Tourville, il aurait obéi sans hésiter à l'ordre qui lui aurait été donné de combattre, fort ou faible, dût une défaite inévitable être le résultat de son obéissance.

Des reconnaissances fréquentes étaient dirigées vers les positions occupées par l'ennemi. Cérane prit part à quelques-unes d'entre elles ; la première fois qu'il y eut combat, le sifflement des balles, le ronflement des boulets et des biscaïens lui causèrent une sensation d'étonnement mêlée d'un peu de crainte ; ferme à son poste, marchant en avant au commandement et exécutant les ordres qu'on lui donnait, il était occupé surtout à ne montrer dans sa contenance aucun sentiment de peur ; il n'avait pas la lucidité d'esprit suffisante pour se rendre un compte exact des diverses péripéties de l'engagement ; il agissait en quelque sorte mécaniquement, bravement, il est vrai, mais en soldat qui obéit et non en chef qui doit commander et diriger.

Aux affaires suivantes, quand il se fut habitué à l'émotion inséparable des premiers combats, il garda au milieu des engagements les plus violents, le sang-froid nécessaire à un officier ; jugeant avec calme les divers moments de l'action, il commanda ses hommes avec intelligence, les maintenant sur la défensive et dirigeant avec soin le feu quand les circonstances l'exigeaient ; les entraînant avec lui en avant quand le moment d'agir vigoureusement était arrivé.

Dans tout combat, le premier moment apporte toujours avec lui une impression pénible à ceux qui vont s'y engager. Avant que le premier coup de feu ne soit échangé, pendant qu'on attend, l'esprit est préoccupé des dangers qui vont être affrontés. Les premiers coups de canon tirés, cette impression s'efface. Aux balles reçues, on répond par des balles ; l'action s'empare des hommes ; le mouvement fait oublier le danger couru, et les projectiles que l'on saluait au début n'ont plus le pouvoir de faire baisser la tête.

Dans une surprise dirigée à l'aube contre un camp ennemi, un bataillon s'arrêta en colonne à un millier de mètres devant l'adversaire, croyant sa présence ignorée de ceux qu'il voulait surprendre. Tout à coup un boulet vient raser le flanc droit de la colonne à environ un mètre de distance ; d'un seul bond par un mouvement d'ensemble instinctif, le bataillon entier se jette sur la gauche ; le boulet venait d'être salué. Quelques minutes après, la batterie ennemie était enlevée par les mêmes hommes, qui s'élançaient à l'assaut sans dévier de la route qui leur avait été indiquée malgré la pluie de projectiles qui jetaient à terre un certain nombre d'entre eux.

Au milieu du combat, les hommes se classent en deux

catégories ; ceux que la poudre grise, qui excités par le danger et le désir de la lutte, sont capables des actions les plus glorieuses, mais ne gardent pas le calme nécessaire pour se rendre un compte exact de l'action qui se déroule autour d'eux ; et ceux qui ayant leur sang-froid, parviennent par force de caractère à faire abstraction des dangers qui les entourent, et conservent la même lucidité d'esprit que lorsqu'ils sont à l'abri de tout péril. Au début, Cérame n'eut que les qualités des premiers ; plus tard il arriva à être compté parmi les seconds.

Cette vie active et pleine de dangers avait pour lui de grands charmes. Certes la guerre est un fléau de l'humanité, mais il faut reconnaître qu'elle développe chez ceux qui y prennent part l'abnégation, le courage, le dévouement, le respect de l'ordre et de l'autorité. Quand on est exposé journellement à perdre la vie, les idées d'égoïsme qui agissent si fortement sur l'homme perdent de leur puissance ; chacun ayant besoin du secours de son voisin, on ne se renferme pas dans un isolement intéressé ; la camaraderie militaire n'est certes pas un vain mot ; ceux qui ont pris part à une même expédition gardent toujours les uns pour les autres une grande sympathie, sympathie basée sur cette vie de dangers et de fatigues communes, où chacun était assuré de l'aide de son compagnon de périls. Ayant vu par expérience quelles sont les conditions sans lesquelles aucun bon résultat ne peut être obtenu, le soldat rentrant dans la vie civile y apporte le respect de la loi, car les personnes sous les ordres de qui il a servi, sont les premières à suivre les règles qu'elles ont charge d'imposer à leurs subordonnés et à s'exposer aux périls quand arrive le moment de les affronter.

Cette vie renfermant en elle le mouvement, la cama-

raderie, l'application de toutes les facultés, l'attrait de l'inconnu et le dévouement au pays, devait forcément séduire un esprit comme celui de Cérame.

Un jour, il fut désigné pour faire partie d'une expédition dirigée vers le haut de la rivière, dans le but de détruire des fortifications que les mandarins avaient élevées près du village de Kam-lé. L'expédition comprenait six canots français et deux faluas espagnoles portant environ cent dix hommes ; Cérame commandait l'un des canots. La flotille remonta la rivière qu'elle trouva fermée par un barrage un peu avant d'arriver au village. Cet obstacle fut franchi sans difficulté, et une partie des troupes débarqua pour détruire une redoute qui se trouvait au milieu de la plaine ; on trouva cette redoute abandonnée. Après y avoir mis le feu, les soldats continuèrent de marcher en longeant le bord de la rivière que remontait la flotille. La plaine paraissait déserte, et ce n'était que de loin en loin que les éclaireurs apercevaient des groupes de soldats annamites déguisés en laboureurs et chargés de suivre tous leurs mouvements. Ils s'enfuyaient à leur approche et gagnaient de petits bois de bambous où on les voyait disparaître. Arrivés sur la lisière d'un de ces bois, les chasseurs espagnols qui marchaient en tirailleurs furent assaillis par une grêle de balles. Les canots lancèrent immédiatement quelques obus au milieu des taillis sans pouvoir arrêter le feu de l'ennemi. Les soldats français furent plus heureux ; guidés par la fumée, ils se précipitèrent au pas gymnastique au milieu des Annamites, qui, surpris par la rapidité de leur attaque, s'enfuirent à leur approche dans une confusion impossible à décrire en laissant un grand nombre de morts sur le terrain. L'élan était donné ; le cri : aux batteries ! se fit entendre et en un instant les

assaillants arrivèrent devant les retranchements où ils pénétrèrent pêle-mêle avec les Annamites. Ceux-ci se hâtèrent de les abandonner et recommencèrent à courir en poussant de grands cris. Des poudres trouvées en abondance dans les casemates du fort furent noyées. Deux petits pierriers, en bronze, que les ennemis avaient laissés dans leur fuite, furent transportés à bord des chaloupes ; quant à ceux que l'on ne put emporter, on les encloua et on les jeta dans les fossés. Pendant ce temps les Espagnols s'emparaient d'une seconde batterie encore inachevée ; le village fut brûlé et les troupes se rembarquèrent. Il était alors une heure, l'engagement avait été long et les hommes étaient épuisés de fatigue. Après s'être reposées et avoir pris leur repas les troupes se remirent en marche ; l'escadrille s'avança encore à plus d'une lieue, et se disposait, n'apercevant plus traces de fortifications ni d'ennemis, à retourner sur ses pas, quand une violente canonnade partit subitement d'une batterie située à un coude de la rivière et cachée au milieu des arbres. L'embarcation de tête, but de cette bordée, se trouva en grand péril ; plusieurs hommes étaient blessés, une partie des avirons brisés et sa position devenait critique, quand Cérame se plaça entre elle et l'ennemi, la protégeant de son feu, et permettant ainsi au reste de la flotille d'arriver et d'éteindre le feu de l'adversaire. En même temps, on voyait un grand nombre de soldats cochinchinois s'avançant en bon ordre vers le théâtre de l'action. C'étaient les défenseurs des batteries de Kam-lé qui s'étaient ralliés.

Quelques volées de mitraille les dispersèrent dans toutes les directions après leur avoir fait éprouver des pertes sensibles. Le mandarin qui les commandait fut tué un des premiers, et l'on put voir son cadavre que

portaient sur un palanquin, plusieurs soldats. Quelques-uns des Annamites tombèrent encore sous les balles des tireurs, puis les embarcations reprirent la route du mouillage. La nuit était venue qu'elles s'en trouvaient encore à une assez grande distance, et un silence profond, interrompu seulement par le bruit cadencé des avirons que les marins ne pouvaient plus manier qu'avec peine à cause de leur extrême fatigue, régnait sur la rivière, lorsqu'elles regagnèrent leur poste à minuit.

Cette heureuse expédition ne découragea pas les Annamites. Peu à peu ils avancèrent de nouveau et en arrivèrent à occuper toute la plaine située sur la rive gauche près de l'embouchure de la rivière. Les attaques continuelles qu'ils dirigeaient contre les embarcations d'avant-garde exigèrent qu'on les délogeât des postes qu'ils occupaient. Cent quarante marins et soldats sortirent du fort au point du jour, se formèrent en colonnes et débouchèrent dans la plaine pendant que la flotille remontait la rivière, prête à soutenir de ses canons le feu des soldats. Cérame faisait partie de la colonne destinée à agir à terre.

Arrivées en vue des retranchements cochinchinois, les troupes furent reçues par des volées d'artillerie ; les batteries couvraient de mitraille les petites colonnes des alliés, pendant que de nombreux tireurs, à l'abri d'un rempart à terre, faisaient pleuvoir une grêle de balles. Les hommes s'élançaient pour déloger l'ennemi, quand le canon se fit entendre sur la gauche et annonça la présence de nouveaux adversaires. C'était un fort nouvellement construit, dont on ignorait l'existence et qui manifestait sa présence par ses boulets. Cette attaque de flanc menaçait de jeter le désordre dans les rangs, et de faire avorter l'expédition ; il fallait à tout prix s'emparer

de cette redoute. Cérane est envoyé avec ses hommes pour occuper la position ; il les entraîne et les lance au pas de course ; ceux-ci franchissent les palissades en bambous qui défendent les parapets du fort, y pénètrent et tuent ou font fuir les Anamites qui le défendaient. Au même instant, les éclaireurs signalaient des éléphants rangés derrière les batteries ; pour la première fois, on se trouvait en présence de trois de ces énormes animaux portant sur le dos de larges plateformes couvertes de housses écarlates et armées de pierriers. Ces éléphants effrayés par les projectiles dirigés sur eux, tournèrent le dos et s'enfuirent malgré les efforts de leurs cornacs. Les batteries furent prises, les canons détruits, encloués ou transportés à bord des canots, et les troupes regagnèrent leur campement.

Le lendemain, un ordre de l'amiral portait l'aspirant volontaire Cérane à l'ordre du jour et une demande était adressée au ministre pour qu'il fut nommé aspirant de marine.

Outre les expéditions à terre, destinées à repousser l'ennemi, il était nécessaire d'empêcher l'armée annamite de recevoir des secours en armes et en munitions. Dans ce but, des canots étaient envoyés en dehors de la rade pour visiter les jonques dont les vigies signalaient la présence en mer, afin de s'emparer des objets de contrebande de guerre qu'elles essayaient de débarquer sur divers points de la côte. Deux embarcations furent envoyées un jour pour reconnaître une jonque annamite qui avait été signalée en dehors des passes ; Cérane commandait l'une d'elles. Après avoir rempli leur mission, les deux canots se dirigèrent vers la rade. Le temps, orageux au commencement de la journée, était devenu superbe ; le vent était tombé ; les voiles battaient le long

des mats et les embarcations s'avançaient lentement sous l'effort des avirons. Vers les cinq heures du soir, l'horizon se chargea dans l'Ouest ; un nuage noir s'éleva lentement ; bientôt des éclairs le sillonnèrent et le tonnerre se fit entendre. Ce nuage était arrivé à moitié hauteur du zénith quand du côté du Nord un nouvel orage se forma ; ce dernier sembla d'abord se diriger vers l'Est, restant assez bas et contournant l'horizon ; des lueurs éblouissantes le traversaient continuellement. Cependant le premier orage s'élevait peu à peu et arrivait couvrant les embarcations et semblant porter dans ses flancs une avalanche d'eau et une forte brise, quand tout-à-coup il se retira et creva en partie ne laissant tomber qu'une petite pluie. Se dirigeant alors vers le Sud, le nuage marcha lentement dans cette direction et s'avança à la rencontre du second orage qui embrassait déjà toute la partie Est ; bientôt les deux nuées se touchèrent et se confondirent. L'horizon entier était sillonné d'éclairs qui semblaient se combattre et mêler leurs étincelles ; le tonnerre éclatant à l'Ouest obtenait immédiatement une réponse du côté opposé. Une obscurité intense couvrait la mer, les deux embarcations marchant bord à bord pouvaient à peine se voir. Le spectacle était sublime ; partout des nuages couleur d'encre, partout l'obscurité interrompue subitement par des éclairs fulgurants qui brûlaient la vue et étaient tellement fréquents que les canots semblaient naviguer sous une coupole embrasée ; au zénith, le ciel montrait encore un endroit clair qui diminuait à chaque instant, envahi par les nuages qui montaient à la rencontre les uns des autres ; les formes tourmentées et déchirées des nuées, leurs couleurs noires plus ou moins foncées, leurs mouvements qui semblaient les faire tantôt s'agglomérer, tan-

tôt se diviser, formaient un spectacle étrange ; un grondement sourd au milieu duquel résonnait par instants de violents coups de tonnerre se faisait entendre. Cependant la mer restait calme et les deux embarcations qui venaient d'entrer dans la rade utilisaient les brises folles qui régnaient et s'aidaient des avirons pour tâcher de gagner un abri avant que la tempête ne se déchaînât. Une nuée noire semblant tourbillonner sur elle-même s'éleva tout-à-coup de la partie Est et monta vers le zénith ; on entendit la mer bouillonner ; le vent approchait, les voiles furent amenées et aussitôt un tourbillon passa devant l'avant des canots faisant voler l'eau devant lui et entraînant dans sa course tout ce qu'il rencontrait ; le premier tourbillon passé, le vent souffla avec furie entraînant les deux embarcations qui furent séparées à l'instant. En une minute la mer, tout à l'heure si calme, se souleva ; la crête des lames volait en écume jetée par la tempête à la figure des hommes montant les canots qui fuyaient devant le temps. Devenus entièrement le jouet des éléments, tous les efforts de ceux qui les commandaient ne tendaient qu'à les maintenir l'arrière à la lame, espérant ainsi ou trouver leur salut à l'abri d'une pointe, ou tenir jusqu'à ce que le premier effort fut passé. Partout l'obscurité : une pluie diluvienne tombait et ajoutait sa masse d'eau à celle jetée par les embruns dans les embarcations, que les matelots étaient occupés à vider continuellement. Cérame gardait son sang-froid, surveillait l'homme de barre, et tâchait d'apercevoir, si une éclaircie avait lieu, quelque point de la côte. Pendant vingt minutes, la situation resta la même ; le canot fuyait toujours, entraîné avec une vitesse vertigineuse, volant sur une mer dont l'eau bondissait soulevée par le vent, au milieu d'une obscurité intense. Puis le vent se

calma un peu ; une légère éclaircie eut lieu ; on put apercevoir un instant une pointe qui indiquait l'entrée de la petite rade. Cérame commanda de venir sur babord, mais le canot ne gouvernait pas, et peu après, entendant le ressac de la mer sur la côte, il ne lui resta plus d'autre ressource que de mouiller. La première ancre jetée ne tient pas, l'embarcation se rapproche des récifs ; la seconde ancre est lancée ; le canot fait tête sur ses cables ; on était sauvé. Une demie heure après, l'orage était dissipé, et Cérame allait rendre compte de son expédition à l'amiral, qui le félicitait de sa conduite.

Cependant les maladies étaient venues s'abattre sur le corps expéditionnaire ; les fièvres, les dyssenteries, les angines et le choléra couchaient sur les lits des ambulances et des hôpitaux une trop grande quantité de marins et de soldats.

Cérame fut atteint à son tour ; sa maladie fut une angine. Elle se présenta sous un aspect assez bénin ; quelques jours après elle empira et prit le caractère d'angine couenneuse. Le chirurgien l'envoya sur le transport la *Saône*, pour y recevoir les soins qui lui étaient nécessaires ; mais tous les remèdes furent impuissants. La nuit de sa mort, le médecin du bord et les officiers restèrent à veiller, dans le carré sur lequel donnait la chambre où il était couché. Il se leva plusieurs fois, demandant, si c'était possible, qu'on apportât quelque soulagement à ses souffrances ; puis une heure avant le jour, des étouffements le prirent et il mourut en pensant à Dieu et à ses parents, qui bien peu de temps après avoir eu la joie d'apprendre son entrée si brillante dans la carrière qu'il avait choisie, allaient être plongés dans la douleur de sa mort, la plus grande douleur qui puisse atteindre des parents, en en exceptant toutefois

celle d'apprendre le déshonneur d'un de leurs enfants.

L'officier qui avait offert à Cérame l'hospitalité n'apprit sa mort qu'au bout de quelques jours. Elle lui causa une douleur profonde ; il aimait ce jeune homme si brave et si bon, aimant le beau et le bien, mourant au milieu de tout son enthousiasme et de ses illusions. Mais était-il à plaindre ? Ne valait-il pas mieux mourir ainsi, croyant encore à tout ce qui doit-être admiré, à l'honnêteté, à la franchise, au dévouement, que vivre longtemps et perdre toutes les belles croyances qu'il avait de la vie et de l'humanité, alors qu'il l'aurait vue si souvent s'abriter derrière les beaux sentiments pour les faire servir à son intérêt et à son ambition ?

Ne voulant pas que les parents de Cérame apprissent directement par la voie officielle la mort de leur fils, son ami écrivit au père du jeune volontaire une lettre où il lui annonçait le malheur qui le frappait. Trois mois après, il recevait une réponse de Madame Cérame, le priant de lui envoyer un souvenir quelconque de son fils, et surtout, s'il le pouvait, un peu de ses cheveux.

Ne connaissant pas le jeune officier qui n'avait été confié à ses soins que quelques heures avant sa mort, vivant au milieu de l'épidémie qui tous les jours faisait de nombreuses victimes, le chirurgien de la *Saône* n'avait pas pensé à prendre ce dernier souvenir si précieux aux parents ; l'officier dût donc chercher quelque autre objet à envoyer. Sur la tombe de Cérame, avaient poussé quelques fleurs ; il les cueillit et les envoya à la pauvre mère qui, en répondant à la lettre où il lui exprimait le profond chagrin qu'il éprouvait de ne pouvoir mieux satisfaire son désir, le remercia du fond du cœur de lui avoir envoyé un souvenir, qui lui rappellerait la mort si triste et si lointaine de son enfant.

DE LA

DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE

A PROPOS D'UN OUVRAGE DE M. FERRAND

SUR LES

INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Par M. A. DECAIEU.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1880.

L'ouvrage qui m'a suggéré les réflexions que vous allez entendre a pour auteur M. Ferrand, ancien préfet de l'Aisne et de la Savoie, notre associé correspondant; il est intitulé comme suit :

« Les Institutions administratives en France et à l'étranger : des réformes à apporter à notre législation sur la commune et le département. »

A propos d'un livre sur de semblables matières, il est évidemment facile de faire de la politique; mais il est bien facile aussi, j'espère vous le démontrer, de s'en abstenir. Le travail de M. Ferrand est avant tout une étude historique et juridique; c'est une œuvre de science qui est de notre ressort.

D'ailleurs, Messieurs, à ce point de vue le sujet, il faut l'avouer, importe peu ; tout dépend de la façon dont il est traité.

Un de nos collègues, dans son étude sur la soie, nous a récemment entretenus de l'infériorité qu'offre depuis plusieurs années la qualité de certains tissus de nos fabriques. Cette diminution dans la valeur de l'étoffe qui, si visiblement, est la conséquence d'une amélioration dans l'aisance générale et par suite d'une augmentation dans le nombre des acheteurs de ces tissus, notre collègue en a cherché la cause dans les traités de commerce de 1860.

Quoi de plus facile alors, s'il l'eut voulu, que de discuter à ce sujet les mérites et les démérites de l'Empire, autrement dit : de faire de la *politique*. Il ne l'a pas voulu, et il a eu raison.

Qu'un autre nous lise sa traduction de l'un des chefs-d'œuvre d'Euripide, avec les ingénieux commentaires qu'il y a joints, combien l'occasion ne sera-t-elle pas propice pour nous entretenir, s'il y tient, du gouvernement qui a ses préférences !

Il comparera les diverses formes de gouvernement établies chez les Grecs au temps d'Euripide, s'ingéniant à peser la valeur de chacune ; puis, par une transition toute simple, étant arrivé à notre époque, il en prendra prétexte pour produire une série de remarques relatives à nos institutions mises en regard de celles des Grecs ; et alors, s'il juge opportun de faire de la politique, rien ne lui sera plus facile que de discuter les nombreux gouvernements que notre époque a vu successivement naître, croître et mourir.

Je le répète, quelque soit le sujet, tout dépend de la façon dont le travail est fait, du point de vue auquel se

place l'auteur ; et pour ma part, pas plus qu'aucun des lecteurs que vous avez entendus jusqu'ici, je n'ai l'intention de faire de la politique devant vous.

Permettez-moi donc d'aborder sans aucune arrière-pensée l'œuvre de M. Ferrand et cette question vitale de la *décentralisation administrative*.

Le livre en vaut la peine, non pas seulement à cause des remarques judicieuses de l'auteur et des renseignements précieux qui s'y trouvent, mais encore, mais surtout à cause du monde d'idées que cette lecture fait surgir en nous.

En un mot, c'est une œuvre qui, comme toute œuvre sérieuse, a le mérite de faire penser ; après l'avoir lue, après l'avoir étudiée, on éprouve la satisfaction d'avoir fait quelques pas dans la voie du progrès.

Tous les hommes sont frères, me suis-je souvent dit en interrompant ma lecture ; tous doivent être égaux devant la loi humaine comme ils le sont devant la loi divine ; le plus petit d'entre eux a des droits imprescriptibles ; et la violation de ces droits a pour conséquence nécessaire, inévitable, un châtiment qui, s'il ne frappe pas toujours les auteurs même du mal, atteint fatalement leurs descendants : les nations ont la vie longue.

Les hommes, me disais-je encore, sont obligés de s'entr'aider, et le riche ne possède légitimement sa fortune qu'à la condition d'en faire part à son frère dans le besoin.

Ces pensées ne sont pas neuves ; elles existaient dans le monde bien avant la célèbre formule qui en trois mots les a si bien résumées : *liberté — égalité — fraternité* ; et je n'ignore pas que je ne suis ici qu'un simple éditeur venu après des milliers d'éditeurs. Je sais que dès le commencement du monde, ces idées ont

apparu, je sais que c'est dans ce sens qu'il y a 2000 ans a été prononcée cette parole saisissante pour qui en comprend toute la portée : qu'il est plus facile de faire passer un câble par le trou d'une aiguille que de faire arriver un riche au royaume des cieux. Mais ce que je sais aussi, c'est que dès l'origine du monde ces doctrines ont été combattues, raillées, persécutées plus ou moins ouvertement ; ce que je sais, c'est que chez nous, depuis 90 ans surtout, les redoutables problèmes qu'elles agitent s'imposent tout particulièrement à notre attention, et que c'est aux solutions ou mauvaises ou incomplètes qui ont été données à ces problèmes que sont dues la plupart de nos luttes et de nos misères.

Je vous ferai grâce, Messieurs, des autres réflexions et des nombreux souvenirs de lectures antérieures que cette étude a réveillés en moi. Permettez-moi cependant, de mettre sous vos yeux un de ces souvenirs ; c'est une citation que j'emprunte à un livre écrit il y a 150 ans, livre que tous nous avons lu, que nous avons tous aimé lorsque nous étions jeunes et qui, bien longtemps après nous, continuera à faire les délices des grands et petits enfants.

Ecoutez ce passage que je craindrais d'altérer si je l'abrégais ; ensuite je vous dirai le nom de l'auteur, car je ne crois pas que vous le deviniez.

« L'homme honnête n'est pas seulement celui qui paie à son prochain ce qui peut lui être dû selon les règles de la justice, et je doute fort si ce titre peut-être donné à un homme intéressé, toujours à chercher ses propres avantages sans songer à ceux des autres.

« Il a beau payer ses dettes jusqu'au moindre denier, il n'est pas impossible que sa justice ne soit accompagnée

de la souveraine injustice, suivant cette maxime : *summum jus, summa injuria*.

« Les riches doivent être considérés comme les feudataires du Seigneur de l'univers ; il leur a donné un fief avec tout son revenu, à condition seulement de payer une rente aux cadets de famille, c'est-à-dire aux pauvres.

« Cette rente consiste en actes de charité ; et celui qui refuse de la payer ne mérite non plus le titre d'honnête homme que celui qui fait une banqueroute frauduleuse.

« C'est un feudataire injuste qui a mérité de perdre son fief, parce qu'il n'a pas satisfait à une condition essentielle sous laquelle ce fief lui a été donné. »

Que dites-vous, Messieurs, de cette parabole ? Il me semble qu'elle ne manque ni de justesse ni d'originalité.

C'est Daniel de Foë qui a mis ces réflexions dans la bouche de notre vieil ami Robinson Crusœ.

N'allez pas conclure, Messieurs, de ce qui précède, que le livre de M. Ferrand soit un cours de philosophie historique, ou un traité de morale sociale ; il n'en est rien. On n'y trouve formulées, je me hâte de le dire, aucune des idées que je viens de vous indiquer.

L'auteur, à tort ou à raison, à tort selon moi, semble s'être systématiquement borné à une étude de législation pratique ; et rigoureusement il s'est abstenu d'y mêler aucune théorie *sociale, politique ou religieuse* ; c'est là, du reste, pour le dire en passant, ce qui me permet aujourd'hui de vous rendre compte de l'ouvrage.

Au milieu de l'agitation à laquelle nous sommes en proie depuis si longtemps, agitation que certains des peuples qui nous environnent ont traversée avant nous, et que d'autres, plus ou moins épargnés jusqu'ici, semblent sur le point de subir à leur tour, au milieu de ce bouil-

lonnement, en présence de ces risques annonçant en Europe de nouvelles et prochaines catastrophes, notre auteur semble n'avoir voulu que jouer le rôle d'un surveillant d'usine qui, trouvant le chauffeur endormi près de sa machine, se hâte d'ouvrir les soupapes pour éviter l'explosion ; ou bien encore, si vous le voulez, c'est le passant qui a vu une lueur menaçante, et qui réveille les habitants.

Aussi aurait-on pu désigner le volume sous le titre de *Manuel d'hygiène et de préservation sociale* ; et, en tête, l'auteur aurait fort bien pu placer cette maxime : Aide-toi, le ciel t'aidera. C'est évidemment la morale qu'il désire que nous tirions de son ouvrage.

Ce qu'il cherche, en effet, à nous démontrer, principalement à l'aide d'exemples empruntés aux législations étrangères, c'est que, jouissant en France actuellement d'un gouvernement fondé sur un principe libéral et démocratique, nous avons tort de conserver les institutions départementales et communales établies par un gouvernement absolu uniquement dans son intérêt propre.

En un mot, nous avons grandi, notre vêtement est devenu trop court, trop étroit, et il est urgent pour nous d'en revêtir un autre.

Maintenant, si vous voulez bien m'accompagner, je vais résumer du mieux qu'il me sera possible les idées de l'auteur, en le suivant pas à pas.

C'est à la centralisation administrative poussée à outrance qu'est du principalement, selon M. Ferrand, notre malaise. Un peuple qui possède à la fois la liberté et la centralisation administrative ne peut plus être gouverné d'en haut et n'est pas apte à se gouverner lui-même : car ce n'est qu'après s'être initié aux affaires de

cette petite patrie nommée la commune, que le citoyen sera en état de prendre sa part du gouvernement de la grande patrie.

De plus il faut ne pas oublier que l'attribution aux habitants de l'administration communale laisserait le pouvoir central plus fort, plus libre, moins attaqué, pour s'occuper des grandes affaires qui lui sont confiées.

Richelieu et Louis XIV aspirant à la monarchie absolue ne virent pas de moyen plus efficace pour y parvenir que l'abolition des franchises municipales qui, auparavant, laissaient aux habitants, dans un rayon très restreint il est vrai et sous la surveillance du seigneur, une part de liberté plus grande qu'on ne le croit généralement, liberté plus grande à coup sûr que celle accordée de nos jours à nos conseils municipaux.

De son côté la noblesse, nous dit l'auteur, oublieuse de son principe d'origine qui était la défense du sol et des populations, la noblesse devenue l'humble servante du prince, mais conservant jalousement les privilèges qu'elle avait conquis jadis *manu militari*, ou qu'elle avait reçus des vassaux par elle protégés, la noblesse oisive désormais, sans but et sans utilité, ne fit plus qu'exciter l'envie et la haine.

Sous le règne de Louis XIV si brillant à la surface, l'auteur nous montre les souffrances et les abus croissant et multipliant. A peine si, au milieu de cet audacieux oubli du droit et de la justice et de cette servilité générale, à peine si l'on entend s'élever la voix de quelques justes, Saint-Simon, Beauvillers, Chevreuse, Boulainvillers, Vauban, Fénelon.

Voilà ce que nous fait voir d'abord l'auteur ; ensuite, après avoir traversé le règne de Louis XV pendant lequel s'accroissent les fautes ainsi que les maux qui en sont la

conséquence, il arrive à la réforme qui a marqué la fin du XVIII^e siècle.

Il nous représente Louis XVI succombant sous le fardeau à lui légué par ses ancêtres, malgré quelques efforts généreux mais impuissants tentés par Turgot, au début du règne ; enfin, il nous montre la grande Révolution qui, attaquée par l'Europe entière, ayant à se défendre à la fois contre les ennemis du dedans et contre ceux du dehors,

Comme un coup de canon lâcha quatorze armées.

Elle ne put alors songer à autre chose qu'à conjurer ces périls, à déjouer ces trames, et elle y réussit. Mais après cinq ans d'une lutte gigantesque, après avoir été forcée d'autoriser la création de comités locaux sans contrôle, elle laissa la France intacte, il est vrai, victorieuse, mais épuisée et désenchantée.

Après le 18 brumaire et avec la Constitution de l'an VIII, on passe d'une exagération à une exagération opposée, en conformité de cette loi qui forcément après l'action appelle la réaction.

Voilà les maires chargés pour la première fois de faire exécuter les lois ; voilà les conseils municipaux réunis pendant quinze jours chaque année et, au lieu d'élections, des listes de notables.

Ce système du reste, sous l'empire comme sous la monarchie absolue, était logique. Aussi Napoléon après sa chute disait-il, en parlant de Louis XVIII : S'il fait bien, il conservera mon lit ; il se contentera de changer les draps !

La Restauration, en effet, conserva *le lit*, c'est-à-dire la Constitution de l'an VIII.

La monarchie de Juillet fait quelques changements

timides, bien en deçà de ses promesses : les plus imposés seuls peuvent voter, les administrations, bien qu'élues, restent dépendantes du pouvoir central, les conseils municipaux continuent à être soigneusement tenus en bride, n'ayant presque dans toutes les circonstances qu'un simple droit d'avis ; aucun contact n'existe entre les diverses classes ; le gouvernement, manifestement, s'oppose à tout ce qui pourrait favoriser la libre discussion et l'examen des questions même purement locales ; pour les citoyens il n'existe aucune occasion d'acquérir l'habitude des affaires.

En résumé, la royauté de Juillet surcharge les soupapes pour éviter d'être dérangée par le sifflet d'alarme, et subitement, en 1848, la chaudière éclate !

Et le suffrage universel est établi !

Et la masse non préparée, non instruite, règne et gouverne !

Et avant que la Constitution de l'an VIII ait pu être modifiée, l'Empire succède à la République.

Alors, le deuxième empire trouvant sous sa main la machine gouvernementale établie par le premier en use à son tour ; alors, ce sont les préfets et les maires qui font les élections, et malgré quelques velléités libérales plus ou moins sincères signalées par l'auteur, les choses restent ainsi jusqu'à la catastrophe de 1870.

Ici, je ne puis m'empêcher de m'interrompre un instant dans mon analyse, tenté de faire une querelle à l'auteur.

Comment se fait-il qu'après avoir formulé avec une telle netteté la nécessité d'une décentralisation administrative, il ne songe pas à nous signaler cette contradiction perpétuelle et volontaire que l'on est en droit de reprocher aux deux gouvernements tombés l'un en 1848 l'autre en 1870, contradiction évidente entre les principes

libéraux dont ils faisaient volontiers montre et entre leurs actes qui étaient ceux des gouvernements absolus?

Mais M. Ferrand, je l'ai dit, s'est, de parti pris, interdit tout exposé de doctrine ; il n'a voulu faire et il n'a fait en quelques sorte qu'un traité de *mécanique administrative*, laissant à d'autres le soin d'exposer les lois naturelles sans l'observation desquelles pourtant ni peuples ni individus ne sauraient subsister.

Il faut donc nous contenter de l'enseignement restreint qu'il nous donne, et tâcher d'en profiter.

Continuons à le suivre sur le chemin qu'il a adopté, et rappelons-nous toujours que lorsqu'il parle de *centralisation*, c'est de la centralisation administrative qu'il s'agit, et non de la centralisation politique. La forme du gouvernement n'est ici que l'accessoire, et l'on sait que chez certains peuples, avec la centralisation politique (c'est-à-dire avec le pouvoir absolu), on trouve la décentralisation administrative, en d'autres termes la gestion par la commune des intérêts communaux.

Avec l'auteur nous passons en revue les nations voisines ; nous examinons successivement les institutions locales dont jouissent la Belgique, la Hollande et l'Italie, et nous constatons chez ces peuples la soumission générale aux principes que depuis longtemps chez nous les esprits libéraux invoquent sans avoir pu en obtenir l'application.

La Prusse également après l'éna et l'Autriche après Solférino favorisent de tout leur pouvoir le « Self gouvernement local. »

Quant à nous, nous avons conservé le morcellement administratif, qui laisse toutes les affaires dans la main du pouvoir central.

Sur 36,000 communes, il y en a 34,771 qui n'ont pas

3,000 habitants ! comment veut-on que la vie municipale soit possible ?

Tandis qu'à l'étranger la commune, le canton, l'arrondissement, la province sont des foyers intenses de vie, d'efforts et d'agitation saine, nous voyons chez nous les particuliers divisés, inutiles ; nos nouvelles couches refoulées, soigneusement tenues à l'écart, s'agrippent et demeurent incultes.

Nos maires et nos préfets qui sont surchargés d'attributions s'usent rapidement, usant en même temps le gouvernement qu'ils représentent. La plupart des maires ne suffisent pas à une tâche trop lourde, tandis qu'à côté d'eux on voit les conseils municipaux demeurer inactifs.

Et comment en serait-il autrement, quand on voit que sur neuf millions d'électeurs appelés à nommer les maires, un tiers ne sait ni lire ni écrire, que le second tiers n'a reçu qu'une éducation rudimentaire, et que sur le reste un million à peine a quelque expérience de la chose publique.

Telles sont, résumées aussi fidèlement que j'ai pu le faire, les critiques formulées par M. Ferrand ; c'est là en quelque sorte le diagnostic de la maladie ; voyons les remèdes qu'il propose.

• Il voudrait les préfets chargés uniquement de gérer les affaires du gouvernement : ce qui tient aux finances de l'Etat, à la police générale, au recrutement, aux établissements d'utilité publique.

Pour les intérêts des départements, les préfets seraient seulement commissaires du gouvernement près des conseils généraux ; et, quant aux intérêts des communes, ils n'auraient qu'un droit de surveillance.

Les conseils communaux et départementaux devraient

être plus souvent renouvelés et auraient toutes leurs séances publiques.

Des autorités locales seules dépendraient les services locaux.

Quant aux fonctionnaires de l'État (bien plus nombreux chez nous que partout ailleurs et notamment dix fois plus nombreux qu'en Angleterre), leur nomination, leur avancement et leur révocation seraient réglés par des dispositions générales qui limiteraient le pouvoir des ministres. Des conditions de capacité devraient être exigées, les avis des conseils spéciaux demandés et suivis ; en un mot, les agents du pouvoir, les ministres, les corps délibérants eux-mêmes devraient observer des règles fixes, soigneusement étudiées, qu'il ne leur serait plus permis d'enfreindre suivant leur bon plaisir.

Je me suis complu dans l'analyse de ce travail parce que je pense qu'il y a beaucoup de fruit à en retirer, bien que je ne me dissimule pas les lacunes de l'œuvre.

L'auteur, je le répète, a laissé systématiquement à l'écart et il m'est impossible de ne pas le regretter, les grands principes sur lesquels reposent les sociétés. Ainsi, nous le voyons préconiser l'instruction obligatoire qu'il regarde comme la conséquence forcée du suffrage universel ; c'est logique en effet. Mais n'aurait-il pas dû nous faire remarquer que l'instruction n'est pas tout. L'instruction est un instrument et il faut aussi que le citoyen apprenne à se servir de cet instrument et qu'il ait la volonté de l'employer à un bon usage.

Aussi la culture morale n'est-elle pas moins indispensable que la culture intellectuelle.

Donc, tout ce qui peut servir à développer le sentiment du juste, l'amour de la patrie, le goût du bon et du beau, le respect de soi-même et du droit d'autrui, tout

cela nous est aussi nécessaire que l'instruction elle-même, et, à vrai dire, l'instruction n'a une telle importance que parcequ'elle est le plus puissant moyen de perfectionnement moral.

Il faut que nous sachions nous imposer à nous mêmes les vertus qu'avec raison nous réclamons dans nos gouvernants. Il faut que nous respections et fassions respecter autour de nous les convictions religieuses sincères, tout en poursuivant ceux pour qui la religion n'est qu'un prétexte à se soustraire à l'application du droit commun, ceux qui s'en sont fait une arme pour la conservation de privilèges contraires à la justice et à l'égalité des droits entre concitoyens.

En résumé, l'impression définitive qui reste dans l'esprit après l'examen de cette œuvre, c'est que nous avons fort à faire pour arriver à réaliser les améliorations les plus essentielles ; et pourtant c'est immédiatement qu'il faut nous mettre à l'œuvre ; nous n'avons déjà que trop perdu de temps.

Nous n'avons pas seulement à modifier des institutions en désaccord avec nos besoins actuels, ce sont nos mœurs publiques, c'est notre tempérament même en quelque sorte qu'il s'agit de changer ; sous ce rapport tout est encore à faire.

N'est-il pas vrai que ceux qui défendent ou croient défendre ou qui tâchent de faire croire qu'ils défendent un intérêt public s'imaginent en général que tout leur est permis ? N'est-il pas vrai qu'ils se montrent souvent insoucieux du droit d'autrui, oublieux des règles éternelles de la justice ?

Consultez vos souvenirs, interrogez la plupart de ceux qui sont obligés de traverser les bureaux de nos administrations, les voyageurs qui usent des chemins de fer

par exemple, dans les petites gares surtout, là où la surveillance est nulle ou insuffisante. Quel oubli des prescriptions réglementaires ! Quel mépris pour le droit du public ! et parfois, il faut avoir le courage de le dire, avec la complicité ou coupable ou inconsciente de ceux-là mêmes qui ont été préposés par l'État pour faire respecter les droits du voyageur !

Interrogez encore le contribuable obligé de payer des impôts dont une partie, — directement ou indirectement, — sera convertie en primes destinées à maintenir les hauts prix auxquels sont vendus à ce même contribuable les produits les plus indispensables.

Tous ces maux proviennent de l'empire qu'exerce encore en France ce monstrueux paradoxe qui consiste à considérer les voyageurs comme créés et mis au monde pour servir au bien être des compagnies de transport, le consommateur fait pour le fabricant, le justiciable pour le juge, et le gouverné pour le gouvernant.

C'est tout le contraire qui est la vérité.

Nous avons donc tous beaucoup à apprendre, et c'est un devoir essentiel pour nous de favoriser par tous les moyens non seulement l'instruction des ignorants, mais aussi celle des gens qui *croient savoir*, lesquels sont souvent bien plus difficiles à instruire que les purs ignorants.

« Une partie de la bourgeoisie se complait trop dans
« sa douce aisance matérielle, lit peu, tranche sur tout
« avec une imperturbable assurance, vit de lieux communs, et ne semble même pas avoir le soupçon
« qu'elle ait quelque chose à apprendre. »

Cette remarque n'est pas de moi ; je l'ai rencontrée en 1863 dans l'honnête et placide magasin pittoresque.

Quant à ceux qui affectent de croire que l'intérêt particulier est pour chacun la règle suprême et que la recherche du bien général est une chimère, je leur ferai remarquer qu'à ce point de vue encore la diffusion de l'instruction s'impose à tous ; c'est une véritable mesure d'hygiène sociale ; c'est le plus efficace moyen de préservation publique, la meilleure garantie de la société.

Ecoutez, c'est par là que je termine, écoutez ce conseil précieux à méditer, après nos revers surtout ; aux fruits qu'il a apportés il y a lieu de le croire bon. — Il y a 70 ans, le prussien Althenstein écrivait, après le désastre d'Iéna, au roi Frédéric Guillaume et à la reine Louise : « une nation vaincue et réduite peut encore
« aspirer à la première place si elle travaille plus que
« les autres à l'éducation du citoyen et à l'ennoblissement de l'individu. »

PESTALOZZI⁽¹⁾

Par M. l'abbé A. CRAMPON.

SÉANCES DES 12 DÉCEMBRE 1879 ET 9 AVRIL 1880.

L'éducation est une question toujours vivante ; elle se renouvelle sans cesse avec les générations qui se succèdent ici-bas ; elle renaît chaque jour avec ces milliers de petits êtres, espoir de l'avenir, auxquels Dieu donne, en même temps que la vie, une âme à former. Mais elle préoccupe surtout les esprits lorsque une nation, après avoir été ébranlée par quelque grande crise sociale, ou bien humiliée, plus encore qu'affaiblie, par quelque désastre inattendu, se relève et cherche à asseoir ses destinées sur une base plus solide. C'est ainsi qu'on vit l'Europe tout entière au lendemain de la Révolution, l'Allemagne après la bataille d'Iéna, s'éprendre de questions pédagogiques et discuter avec une ardeur

(1) *Histoire de Pestalozzi*, par Roger de Guimps, Lausanne, 1874. *Histoire universelle de la Pédagogie*, par J. Paroz. Paris 1876. — *Histoire critique des Doctrines de l'éducation en France*, par Gabr. Compayré. Paris, 1879. — *Etudes sur les Progrès de l'éducation en France*, par H. André. Paris, 1879, etc.

fiévreuse les meilleures méthodes d'enseignement. Un mouvement semblable, dû en partie aux mêmes causes, se produit aujourd'hui en France. Dans ce pays où naguère encore le nom de *pédagogue* était légèrement ridicule, et où celui d'*éducateur* est encore un barbarisme, il n'y a guère en ce moment de questions plus en vogue que celles qui regardent l'éducation et la pédagogie. A tous les degrés de l'échelle, aussi bien dans les hautes sphères de l'enseignement supérieur que dans les humbles régions de l'école primaire et de la salle d'asile, on poursuit des améliorations, on étudie des projets de réforme. La recherche du mieux, du progrès, étant un devoir pour la société comme pour l'individu, un esprit libéral ne peut qu'applaudir à ces efforts, à la condition toutefois qu'on se mette en garde contre des exagérations injustes et ineptes : injustes, en laissant entendre, par exemple, qu'en France, avant l'époque où nous avons l'avantage de vivre, on ignorait complètement l'art de l'éducation, comme si, sous le rapport des grands écrivains, des esprits distingués et des nobles caractères, notre patrie avait beaucoup à envier aux autres nations, notre passé à rougir devant la génération actuelle (1) ; — ineptes, en proclamant, par exemple, comme un axiôme indiscutable, que, dans le choc des peuples, c'est l'instruction primaire qui décide de la victoire, comme si, pendant bien des années, nos soldats, assez faibles, comme on sait, sur la lecture, sur l'écriture, l'orthographe et la géographie, ne s'étaient pas

(1) Notre littérature, dit M. Compayré (*Histoire des Doctrines de l'éducation en France*, t. 1, p. 1), est très riche en ouvrages pédagogiques. M. Buisson, dans son *Dictionnaire de Pédagogie*, en dresse le catalogue et ne compte pas moins de deux mille numéros.

pourtant promenés dans plus d'un pays et n'avaient pas su trouver le chemin de plus d'une capitale (1).

Venia sit dicto. Les membres de l'Académie n'avaient pas besoin de ce préambule, tombé presque tout seul de ma plume, pour accueillir avec bienveillance une étude consacrée à un des noms les plus populaires dans l'art d'élever l'enfance, au célèbre pédagogue suisse Henri Pestalozzi.

Le caractère comme la vie de Pestalozzi présente tous les contrastes. Son plus récent biographe, M. le baron de Guimps, dit justement qu'il tenait à la fois de l'aigle et de la colombe, de la femme et de l'enfant, plus peut-être que de l'homme. Comme tous les disciples de Rousseau, doué de plus de sensibilité que de raison, il joignit jusqu'à son dernier jour, à un esprit fécond et original, l'abandon, la confiance absolue, la naïveté inhabile d'un petit enfant. Dans sa longue et laborieuse vie de quatre-vingts ans, on peut trouver toutes les excentricités, toutes les maladresses, même toutes les folies. Mais une idée généreuse domine tout, une idée qui fut sa seule passion : la régénération des peuples par l'éducation élémentaire, et cela au moyen d'une méthode que son génie a trouvée, et qu'il juge par là même infail-
libile. La guerre, des rivalités jalouses, ses propres imprudences ont beau ruiner ses entreprises et détruire ses écoles ; il les rebâtit plus loin, recrute d'autres orphelins, d'autres vagabonds, oubliant qu'il est pauvre quand il s'agit d'être charitable, qu'il est malade quand il faut enseigner, poursuivant enfin, avec une indomptable énergie, à travers toutes les résistances et tous

(1) M. Bersot. — Pour M. Herbert Spencer, « les races les plus énergiques et qui ont dominé les autres sont les mieux nourries. » Si ce n'est pas plus vrai, c'est du moins très anglais.

les obstacles, son apostolat pédagogique. « Mourir ou réussir ! s'écriait-il. Mon zèle pour accomplir le rêve de ma vie m'eût fait aller, par l'air ou le feu, n'importe comment, au dernier des pics des Alpes (1). »

Tel est l'homme dont nous nous proposons d'exposer, dans une rapide esquisse, la vie et la méthode.

I

Henri Pestalozzi naquit à Zurich en 1746. Il n'avait pas six ans lorsque la mort de son père l'abandonna, sans grandes ressources, aux soins d'une mère laborieuse et honnête et de la fidèle Babéli, une de ces servantes au dévouement légendaire que nous ne connaissons plus guère que par les rapports sur les prix de vertu. Trop faibles pour discipliner un enfant d'une nature mobile, désordonnée et imprévoyante, ces deux femmes n'étaient pas faites pour donner à son âme la trempe, à son caractère la virilité, qui lui manquèrent toujours ; mais elles lui inspirèrent une piété tendre et une profonde bonté de cœur. A l'école, il ne fit pas merveille. Sans cesse il fallait lui dire d'attacher ses souliers, de relever ses bas, de se tenir propre. Il put à peine apprendre à écrire, tant sa main était maladroite, et son maître le jugeait complètement incapable. Malgré ses défauts, on

(1) Rapprochons un mot non moins sublime d'un autre grand promoteur de l'éducation populaire, le Vénérable de la Salle, bien supérieur à Pestalozzi par le caractère et le sens pratique. Des procès iniques, la maladie, de pénibles défections semblaient devoir faire sombrer son œuvre. De la Salle ne se laisse pas abattre. Il réunit autour de lui ses deux plus fidèles collègues, et fait avec eux le vœu solennel « de maintenir les écoles chrétiennes et gratuites, *dussent-ils demeurer seuls de toute l'association, aller mendier de porte en porte et ne vivre que de pain sec.* »

l'aimait pour son bon cœur : un insecte écrasé l'émouvait jusqu'aux larmes ; un petit mendiant qui avait faim lui faisait oublier ses propres besoins.

Chaque été, Pestalozzi allait passer quelques semaines de vacances chez son grand-père paternel, pasteur dans un petit village à une lieue de là. La vie toute de foi et de charité qu'il avait sous les yeux répondait aux sentiments du cœur de l'enfant ; lui aussi voulut être pasteur, et il suivit le cours de théologie à l'académie de Zurich. Cette académie était alors un centre littéraire considérable. Là professait Bodmer, un des écrivains qui contribuèrent le plus, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, au rajeunissement de la littérature allemande, et Bodmer recevait chez lui des hôtes tels que Klopstock, Kleist, Wieland. Le retour à la nature et aux vertus antiques, la simplicité des mœurs, la poursuite incessante de la justice et de la liberté, voilà ce qui passionnait les étudiants, et pour bien montrer leur mépris pour les richesses et les agréments matériels de la vie, ils couchaient sur une planche, sans autre couverture que leurs vêtements, et ne se nourrissaient que de pain et de légumes. L'un d'eux mourut des suites de tant d'austérités. Il va sans dire que Rousseau, dont l'*Emile* et le *Contrat social* venaient d'être condamnés par le gouvernement protestant de Genève, comme il l'avait été par le parlement de Paris, était leur héros.

Le jeune Pestalozzi, qui avait été un écolier médiocre, fut un étudiant assez distingué. Mais, le moment de prêcher arrivé, son début fut malheureux ; à plusieurs reprises il resta court, et ne sut même pas, dit-on, lire couramment l'Oraison dominicale. Cet insuccès lui fit changer ses plans. L'injustice et l'oppression révoltaient vivement sa nature sensible, et, dans ses divers séjours

à la campagne, il avait entendu plus d'une fois les paysans murmurer contre certains droits et privilèges que s'arrogeaient les bourgeois de Zurich. Il se mit donc à étudier la jurisprudence, afin de se faire le redresseur des torts. Plusieurs de ses camarades aussi ardents que lui, ayant fondé une petite feuille hebdomadaire, intitulée *le Mémorial (der Erinnerer)*, il y écrivit des articles qui lui valurent quelques jours de détention à l'hôtel de ville. Après quoi la feuille fut supprimée, et Pestalozzi, que tout le monde, même les opprimés dont il avait si chaudement soutenu les intérêts, regardaient comme un révolutionnaire, renonça à la carrière du droit, jeta au feu tous ses manuscrits et se fit agriculteur. Sous l'influence des enseignements de Bodmer et de Rousseau, les étudiants de Zurich regardaient l'agriculture, non seulement comme le plus noble des arts, mais comme le salut des classes pauvres et le remède à tous les maux de la société. Souvent, dans leur enthousiasme pour les travaux des champs, on les voyait sortir de la ville, se répandre dans la campagne, conduire eux-mêmes la charrue ou manier la faux avec un entrain qui émerveillait les paysans. Ainsi s'explique la nouvelle évolution de Pestalozzi.

Il y avait alors, dans le canton de Berne, une exploitation de garance qui donnait de beaux résultats ; le propriétaire se nommait Tschiffeli. « C'est là, se dit Pestalozzi, que tu dois aller te mettre au courant de ta nouvelle vocation. » Il s'y rend en effet, travaille pendant un an comme un valet de ferme, observe tout, interroge les paysans bernois sur les procédés agricoles ; puis il achète, pour la somme de mille florins, près du village de Birr (Argovie), une terre inculte dont on avait fait un pâturage de brebis. Sur ce domaine, qu'il appela *Neuhof*

(Ferme nouvelle), il fit construire une belle maison à l'italienne avec plusieurs dépendances, le tout fort mal approprié au but qu'il se proposait. Ces constructions absorbèrent la totalité de son patrimoine (1).

A peine installé, Pestalozzi songea à se marier. Son extérieur n'avait rien de ce qui plaît d'ordinaire à une jeune fille. Il était laid, chétif et malingre ; ses cheveux d'ébène étaient roides et hérissés ; ses yeux noirs, enfoncés sous de gros sourcils, tantôt brillaient d'un feu vif, tantôt se couvraient comme d'un voile obscur. Sa tenue et ses manières étaient à l'avenant : jamais il ne sut s'habiller ; ses distractions lui faisaient oublier aujourd'hui sa cravate, demain ses jarretières. Néanmoins la fille d'un riche négociant de Zurich, Anna Schulthess, qui avait eu l'occasion, chez un ami commun, de pénétrer tout ce qui se cachait de noblesse d'âme et de bonté de cœur sous ces désavantages extérieurs, ne crut pas devoir lui refuser sa main. Les parents d'Anna avaient moins de confiance dans les entreprises de Pestalozzi ; ce fut à regret qu'ils laissèrent partir leur fille, en lui disant : Tu seras obligée de te contenter de pain et d'eau. »

Pour notre héros, la réussite ne faisait pas l'ombre d'un doute. Mais la garance ne voulut pas croître sur le sol aride de Neuuhof ; en outre, l'établissement était fort mal administré. Le tiroir de la table à manger servait de bourse commune ; chacun y allait puiser, comme à la fontaine. Bientôt le trop naïf agronome fut complètement ruiné. Au lieu de l'opulence, ce fut la misère qui vint s'asseoir à son foyer.

Nous sommes en 1771. Pestalozzi est âgé de vingt-cinq ans, et rien encore ne nous a laissé deviner le

(1) Jul. Paroz, p. 300.

pédagogue futur. Sa vocation véritable va s'éveiller enfin. Il est devenu père d'un garçon, auquel il a donné le nom de Jacques, *Jacobli*, selon l'usage allemand des diminutifs ; c'est en s'occupant avec une piété touchante et une tendre sollicitude de l'éducation de son enfant que naîtra en lui l'idée, disons mieux, la passion irrésistible de travailler à la régénération de l'humanité par l'éducation.

En fidèle disciple de Rousseau, Pestalozzi ne songea d'abord à élever son fils que d'après les principes de l'*Emile*. Mais à chaque pas il est arrêté, redressé, et par les observations de son expérience personnelle, et par le souvenir des leçons qu'il a reçues d'une mère chrétienne. N'est-ce pas parce que Rousseau, comme fils et comme père, manqua de cette double expérience qu'il est tombé dans de si étranges erreurs ?

Disons ici, de peur de ne plus en retrouver l'occasion, que Jacobli, élevé moitié selon le système de Rousseau, moitié selon la méthode encore imparfaite de Pestalozzi, paya chèrement ces expériences. A onze ans, il ne savait encore ni lire ni écrire. Placé plus tard dans une maison de Bâle pour y apprendre le commerce, il n'y réussit pas mieux, et resta toute sa vie un pauvre homme. Chose assez étrange, l'éducation de l'unique fils de Jacobli, nommé Gottlieb, faite toute entière par Pestalozzi à l'institut d'Yverdon, n'eut pas plus de succès : l'enfant acquit juste assez d'esprit pour être tanneur à Zurich (1).

Ruiné, mais disposant encore d'une centaine d'arpents de terre et de bâtiments considérables, Pestalozzi chercha

(1) Un arrière-petit-fils de Pestalozzi, le colonel Charles Pestalozzi, est aujourd'hui, si je ne me trompe, professeur à l'Ecole polytechnique de Zurich.

une combinaison qui, en lui permettant de réaliser ses vues philanthropiques, lui ouvrit la chance de rétablir sa fortune. Il crut la trouver en faisant de Neuhof un asile pour les enfants pauvres et abandonnés. Et le voilà qui va chercher dans les villages et sur les chemins de petits mendiants couverts de haillons ; il les habille, les nourrit, les instruit ; pendant l'été, on travaille aux champs ou au jardin ; pendant les mauvais jours, on file, on tisse le coton dans une vaste salle. Il en recueille d'abord une vingtaine ; bientôt il en vient cinquante, quatre-vingts. Tout alla bien dans le commencement ; quelques personnes encouragèrent par des dons une œuvre si utile. Mais Pestalozzi était trop bon, et ses élèves trop méchants et trop rusés. Accoutumés à la vie vagabonde et à ses hasards parfois heureux, ils se pliaient mal au nouveau régime. Des parents intéressés les soutenaient dans leur mécontentement, et ils s'enfuyaient la nuit, emportant les habits neufs qu'on leur avait donnés. Il faut dire aussi que le désordre régnait partout. Pestalozzi étendait son commerce ; il allait aux foires, ne tenait aucun livre ; on le trompait de tous côtés ; il n'eut bientôt plus ni argent, ni pain, ni bois. Ses créanciers ne lui laissaient aucun repos, les autres le traitaient de fou. En 1780, cinq ans après sa fondation, l'école de Neuhof ne comptait plus un seul élève. Pestalozzi profondément découragé abandonna tout, et remit Neuhof à un fermier. On pouvait bien croire son œuvre finie ; elle était à peine commencée.

Sur les instances de son ami, le libraire Füssli, de Zurich, Pestalozzi se décide à composer un ouvrage afin de gagner quelque argent. N'ayant pas de papier, il écrivait à la marge et dans les interlignes d'un vieux livre de comptes. Ce qui est plus grave, il n'avait pas

non plus de plan. Quand un chapitre était terminé, il ne savait pas encore ce qui devait suivre. Aussi le voyait-on de temps en temps, après avoir jeté la plume, courir par toute la maison, ou bien errer dans la forêt de Birr, gesticulant, parlant tout haut, mâchonnant le coin de sa grosse cravate blanche, ne saluant personne, en quête de nouvelles scènes et de nouveaux épisodes, à la grande stupéfaction des passants, qui disaient en hochant la tête : « Certes, il manque quelque chose à M. Pestalozzi. » Cependant le livre avançait ; il fut terminé au bout de quelques semaines ; l'auteur l'intitula : *Léonard et Gertrude*.

C'est un simple récit, mais animé et vivant, de cette vie de village que Pestalozzi connaissait si bien. Léonard est un ouvrier maçon, faible de caractère et adonné au vin ; Gertrude, sa femme, lutte à la maison contre la pauvreté, avec tout le courage que donnent la foi en Dieu et l'amour pour les siens. Dans le village règne une profonde corruption et la misère, sa compagne inséparable. Le maire, un aubergiste fripon, qui attire chez lui les gens simples et les force à boire, est le mauvais génie du lieu. Non seulement Gertrude retire son mari de l'abîme ; mais par sa douce influence, avec l'aide du bailli, du pasteur et d'un ancien sergent qui s'est fait maître d'école, le village renaît aux bonnes mœurs et à la prospérité.

Tel est ce « faible roman, » comme l'appelle Michelet. Quoique les scènes et les incidents s'y entassent avec profusion, l'action est si naturelle, et les caractères si nettement tracés, qu'on croirait vivre avec les personnages. On trouve là le fond des idées de Pestalozzi : puissance de l'éducation pour relever le peuple et faire son bonheur ; rôle de la mère à qui incombe la tâche de

commencer cette œuvre ; rôle de l'école qui doit, en quelque sorte, se faire mère pour la continuer par une méthode et des procédés analogues à ceux que la mère a mis en usage. L'œuvre fit grande sensation en Allemagne et en Suisse ; l'auteur en retira honneur et profit, et peut-être se persuada-t-il qu'il pouvait vivre de sa plume. Pendant dix-sept ans, il ne fit pas autre chose que de composer des livres. Mais la mine lui avait donné en une fois à peu près tout son or. Les écrits de cette période renferment sans doute des vues précieuses, originales, sur l'art de l'éducation ; mais l'exposition, dénuée d'ordre et de logique, en est très imparfaite ; ce sont des élans de cœur, des pensées lancées comme au hasard, tantôt nettes et brillantes, tantôt diffuses et obscures, dont la lecture en somme n'avait aucun attrait pour la masse du public (1).

Les événements mémorables dont la Suisse fut le théâtre en 1798 rappelèrent Pestalozzi au ministère actif

(1) A cette époque de la vie de Pestalozzi appartiennent : *la Soirée d'un ermite* (die Abendstunde eines Einsiedlers), suite d'aphorismes où il exprime ses vues sur le relèvement du peuple par l'éducation (1780) ; *l'Instruction des Enfants dans la chambre d'habitation* (die Kinderlehre in der Wohnstube) : les Allemands appellent ainsi la chambre où se réunit la famille, où l'on mange, où chacun vient travailler, où l'on reçoit les visites ; deuxième volume de *Léonard et Gertrude* (1783), troisième volume (1785), quatrième volume (1787). Dans ces trois volumes, l'action est moins dramatique : les questions éducatives, économiques et sociales occupent la plus grande place. Ils eurent peu de succès et n'ont jamais été traduits en français. *Christophe et Elise* renferme plus d'une idée bonne à recueillir, mais la forme en est très imparfaite (1787) ; un recueil de *Fables* ou apologues ; *Recherches sur la marche de la nature dans le développement du genre humain* (1797), ouvrage diffus et obscur, mais, pour le fond, un des plus importants de l'auteur.

de pédagogue, qu'il ne devait plus quitter jusqu'à la fin de sa vie.

Maîtresse de la Suisse, la République française avait voulu refaire à son image cette vieille terre de l'indépendance.

A l'ancien système fédéral qui garantissait à chaque canton sa liberté, elle substitua le système unitaire, et proclama la république helvétique une et indivisible. Ce changement, qui n'eut d'ailleurs qu'une durée éphémère, ne s'accomplit pas sans de vives résistances. A Stanz, il y eut un affreux massacre, et par suite de nombreux orphelins. Le gouvernement recueillit ces tristes victimes de la guerre dans un ancien couvent de religieuses, et confia « au citoyen Pestalozzi » la direction de l'établissement.

Pour ce dernier, rien ne pouvait venir plus à propos. Il en avait assez du métier d'écrivain ; lui-même traitait de galimatias plusieurs de ces productions qui excitent aujourd'hui l'enthousiasme de certains critiques. Et n'était-ce pas là une occasion providentielle de mettre en pratique les idées qui l'agitaient depuis si longtemps ?

Il accourt à Stanz ; près de quatre-vingts enfants l'y attendaient. Mais quel dénûment dans la maison ! Il n'y avait rien de prêt : ni cuisine montée, ni lits, ni meubles. Et dans les enfants quelle misère physique et morale ! Plusieurs étaient des squelettes vivants ; beaucoup, remplis de vermine et de gale ; presque tous endurcis dans le vice, rusés, menteurs, défiants. Et pour habiller, nourrir, discipliner, instruire toute cette foule, Pestalozzi n'était aidé que d'une seule ménagère. A la fois maître et valet, instituteur et surveillant, il était du matin au soir au milieu de ses enfants, mangeant et jouant avec eux, épiait les manifestations de leurs facultés, de leurs

forces, de leurs bons mouvements, pour les mettre en œuvre. Du reste, aucun ordre, aucune méthode apparente dans l'enseignement ; pas même de livres et de matériel d'école. Il ne voulait, pour élever ces enfants, que le contact de son âme de père, celui de la nature et les incidents de la vie commune.

Cependant le bon Pestalozzi avait à se débattre contre des difficultés de toutes sortes. Ses brusques changements d'humeur, son extérieur toujours négligé, lui attiraient des moqueries. Il était suspect aux parents comme partisan du nouvel ordre de choses, et plusieurs venaient lui réclamer leurs enfants. Les visiteurs de l'établissement, ne comprenant pas la pensée du maître, n'y voyaient que désordre et confusion. Enfin la tâche était vraiment trop lourde pour un seul homme. Pestalozzi sentait ses forces s'épuiser ; il aurait succombé à la fatigue, si une circonstance imprévue n'était venue le relever de son poste. Refoulés par les Austro-Russes, les Français revinrent une seconde fois à Stanz, amenant avec eux beaucoup de malades. Il fallut convertir le couvent en hôpital et dissoudre l'école. Ce fut une grande épreuve pour le cœur de Pestalozzi. Il fit à chaque enfant un petit paquet, dans lequel il mit du pain et un peu d'argent, et les embrassa, en sanglotant, pour la dernière fois.

Après ce désastre, Pestalozzi, qui n'avait pas moins de cinquante-quatre ans, voulant à tout prix poursuivre l'application de ses principes d'éducation, sollicita et obtint la faveur de donner des leçons dans l'école élémentaire de Berthoud (ou Burgdorf, près de Berne), et cela sans aucun salaire, pour son pain seulement. L'activité qu'il déploya sur ce nouveau théâtre nous est peinte d'une manière fort curieuse par un des enfants de son

école, alors âgé de dix ans ; il se nommait Jean Ramsauer : c'était un pauvre orphelin du canton d'Appenzell, chassé de son pays par les malheurs de la guerre. Elevé à Berthoud par Pestalozzi, il devint plus tard instituteur et publia un livre intitulé : *Courte esquisse de ma vie pédagogique*. Voici comment il raconte sa réception à l'école de Berthoud et la première leçon à laquelle il assista :

« Cet homme sans cravate, dont les bas sont détachés et dont les larges manches de chemise (il était sans redingote) retombent sur ses mains, c'est Pestalozzi. Il m'accueille avec bienveillance, m'embrasse fortement, sans craindre de me blesser avec sa barbe rude et piquante, et m'envoie à ma place. La leçon interrompue roulait sur le singe. Il la reprend aussitôt avec une nouvelle ardeur, débitant d'une voix criarde une série de phrases où se trouvait le mot singe, *Affe* en allemand : *Singes à queue, singes sans queue*, etc. Ce dernier mot, *Affe*, était le seul que j'entendisse, tant j'étais effaré. En voyant les contorsions du maître, sa laideur, ses yeux étincelants, ses cheveux hérissés, je n'étais pas loin de croire qu'il était lui-même un quadrumane. »

Ramsauer continue ainsi : « Une peinture claire et complète de cette école est impossible à faire. Point de plan, point de répartition des heures de la journée selon les matières à traiter. Pestalozzi dépensait deux, trois heures à une même leçon. Nous étions là une soixantaine d'élèves, garçons ou filles, de huit à quinze ans, recevant l'instruction de huit à onze heures du matin, et le soir de deux à quatre. Toute notre besogne scolaire se bornait à des exercices de dessin, de calcul et de langage. On ne lisait pas, on n'écrivait pas ; nous n'avions ni livres ni cahiers ; nous n'apprenions rien par cœur.

Pour le dessin, on ne nous donnait ni modèles ni indications quelconques. Pendant que Pestalozzi nous faisait répéter, comme exercice de langage, des phrases sur l'histoire naturelle, nous devions, armés d'un bâton de craie rouge et d'une ardoise, dessiner *ce que nous voulions*. Les uns faisaient de petits hommes et de petites femmes, d'autres des maisons ; ceux-ci se bornaient à des traits, ceux-là s'ingéniaient à des arabesques, selon leur fantaisie. D'ailleurs Pestalozzi ne regardait jamais nos productions, ou plutôt nos barbouillages ; mais, à nos vêtements souillés, surtout aux manches et aux coudes, on devinait facilement que nous avions joué de la craie rouge. Quant au calcul, nous avions pour deux écoliers un petit tableau en carton divisé en carrés dans lesquels étaient des points que nous devions compter, additionner, soustraire, multiplier et diviser. Mais comme Pestalozzi se bornait à faire dire ou répéter ces exercices à la file, sans interroger ni poser des questions à résoudre, ce procédé, qui avait du bon, restait sans résultat. Notre maître n'avait pas non plus la patience de revenir en arrière, et, dans le zèle excessif qui l'emportait, il s'inquiétait peu de chaque écolier en particulier.

« Les exercices de langage étaient ce que nous avions de mieux, ceux du moins qu'il nous faisait faire sur la tapisserie de la salle de classe. Cette tapisserie était très vieille et déchirée. Pestalozzi nous tenait souvent plusieurs heures devant ces loques, occupés à en examiner les dessins, les trous et les déchirures, sous le rapport de leur forme, de leur nombre, de leur position, de leur couleur, et à formuler nos observations en phrases de plus en plus développées. Il nous demandait : Garçons, que voyez-vous (il ne s'adressait jamais aux jeunes filles) ? — Les enfants criant tous à la fois : Un trou dans

la muraille, — Pestalozzi : Bien, répétez avec moi :

« Je vois un trou dans la tapisserie.

« Je vois un long trou dans la tapisserie.

« Derrière le trou, je vois le mur.

« Derrière le large trou, je vois le mur. »

Pestalozzi : dites ce que vous voyez ensuite :

« Je vois des figures sur la tapisserie.

« Je vois des figures noires sur la tapisserie.

« Je vois des figures noires et rondes sur la tapisserie.

« Je vois une figure jaune et carrée, sur la tapisserie.

« A côté de la figure jaune et carrée, j'en vois une noire et ronde.

« La figure carrée est réunie à la figure ronde par une large raie noire », etc.

« Moins bien entendus étaient les exercices de langage dont il nous occupait sur des sujets d'histoire naturelle, tandis que nous dessinions, comme je l'ai dit plus haut. Il commençait : Amphibies : amphibies glissants ; amphibies rampants. Singes : singes à queue ; singes sans queue, etc. A cela nous ne comprenions rien, car il n'y avait aucun mot expliqué. Il débitait sa leçon d'un ton chantant, si rapide et si peu net, que ç'eût été miracle que personne saisisse rien, retint rien de ce qui se débitait devant nous. Pestalozzi, échauffé, criait d'un ton furieux, élevé, continu. Aussi lui était-il impossible de nous entendre si nous essayions de l'arrêter par des questions. Il déclamaient ainsi des pages entières, tout d'une haleine, et notre besogne se réduisait à répéter la dernière syllabe de la phrase. Mais d'interrogation véritable, il n'en était pas question. Dans son ardeur, Pestalozzi ne s'apercevait pas de la fuite du temps. L'exercice commencé à 8 heures durait encore à 11. Il était depuis une heure fatigué, enroué, tout en nage, et il ne songeait pas

à finir. Nous nous avisions que la fin de la classe était arrivée au vacarme que faisaient dans la rue nos camarades des autres écoles ; alors nous sortions tous en courant, sans en demander la permission.

« Si Pestalozzi était peu obéi, ce n'était pas faute de recourir aux moyens de justice sommaire. Bien qu'en toutes circonstances il recommandât à ses aides de ne pas frapper les enfants, peu conséquent avec lui-même, il distribuait les soufflets à tort à travers, mais sans obtenir que les écoliers lui rendissent la vie moins dure (1). J'avais une grande compassion pour lui,

(1) On ne lira pas sans intérêt un passage de la belle *Lettre de Pestalozzi à un ami sur son séjour à Stanz*, passage dans lequel il expose ses principes relativement aux punitions corporelles dans l'école :

« Lorsque les enfants montraient de la dureté et de la rudesse, alors j'étais sévère, et j'employais des châtiements corporels. Cher ami, le principe pédagogique qui veut qu'on s'empare de l'esprit et du cœur des enfants par de simples paroles et sans avoir besoin des châtiements corporels, est certainement bon et applicable dans des positions et des circonstances heureuses ; mais avec mes enfants si différents, la plupart mendiants et à défauts enracinés, avec le besoin d'arriver sûrement, promptement et par des moyens simples, à exercer de l'influence sur tous pour les mettre tous dans le bon chemin, quelques châtiements corporels étaient inévitables, et ce serait une erreur de croire qu'ils me faisaient perdre la confiance de mes élèves. Ce ne sont pas quelques actions rares et isolées qui forment l'opinion et les sentiments des enfants ; c'est la masse des impressions qui se répètent jour par jour et heure par heure, leur faisant éprouver l'inclination ou l'aversion que l'on a pour eux. C'est pourquoi les punitions des pères et des mères font rarement une impression fâcheuse. Mais il en est tout autrement des maîtres d'école et autres instituteurs qui ne sont pas jour et nuit avec les enfants. Il leur manque mille circonstances favorables pour gagner le cœur de leurs élèves, et ils ont toujours pour eux quelque chose d'étranger qui les dis-

et j'évitais de faire cause commune avec les turbulents. Remarquant cela, Pestalozzi m'affectionnait et me prenait souvent avec lui dans les promenades qu'il faisait, après ses classes, sur les bords de l'Emme, pour y recueillir des minéraux. Je devais lui aider dans sa recherche ; mais j'étais fort embarrassé ; car, parmi ces millions de cailloux roulés qui couvraient la rive, je ne savais lesquels choisir. Lui-même en connaissait encore fort peu ; mais il en remplissait chaque jour son mouchoir et ses poches, et les emportait chez lui, où il ne les regardait plus. »

tingue à leurs yeux des personnes auxquelles les enfants sont unis par une vie commune.

« Mes punitions n'excitèrent jamais l'obstination ; les enfants que j'avais châtiés étaient contents lorsque, un moment après, je leur tendais la main et je les embrassais, et je pouvais lire dans leurs yeux qu'en vérité le dernier effet de mes soufflets, c'était de la joie.

« Quand j'appris que dans le village on trouvait que je punissais trop rudement les enfants, je leur dis : Enfants, vous savez combien je vous aime ; mais, dites-moi, voulez-vous que je cesse de vous punir ? Croyez-vous que, sans soufflets, je puisse vous délivrer de vos mauvaises habitudes ? Sans tapes, est-ce que vous penseriez toujours bien à ce que je vous dis ?... Tu étais là, mon ami ; tu as vu de tes yeux avec quelle sincère émotion ils s'écrièrent : « Nous ne nous plaignons pas des soufflets ; Dieu nous préserve d'en mériter ! mais nous voulons être punis quand nous faisons mal. »

« Mais voici ce que j'ai éprouvé de plus fort en ce genre : un des enfants que j'aimais le plus, abusant de ce qu'il était sûr de mon affection, en menaça injustement un autre ; j'en fus outré, et ma main lui fit sentir durement mon indignation. L'enfant parut près de succomber à sa douleur ; il pleura pendant un quart d'heure sans interruption ; puis, dès que j'eus passé la porte pour sortir, il se leva, alla à son camarade offensé, lui demanda pardon, et le remercia d'avoir fait connaître sa méchante conduite. »

Ces détails familiers, dus, non pas à un détracteur de Pestalozzi, mais à un de ses élèves et de ses collaborateurs les plus dévoués, nous montrent l'homme dans ses proportions naturelles et nous ouvrent déjà une perspective sur ses procédés d'éducation. Mais, avant de parler de sa méthode, il nous reste à esquisser la dernière et la plus brillante période de cette existence tourmentée ; suivons notre pédagogue à Yverdon.

Nous l'avons laissé à Berthoud, enseignant dans une classe élémentaire. A côté de lui, un ancien porte-balle, improvisé instituteur, Krusi, homme plein de cœur et d'intelligence, venait de fonder une école normale pour toute la Suisse. Les deux maîtres se connaissaient depuis plusieurs années ; au lieu de travailler séparément, ils réunirent leurs efforts et leurs élèves, et de cette fusion naquit un institut qui fut installé d'abord dans le château de Berthoud, puis transféré en 1805 dans la Suisse française, dans l'antique château d'Yverdon (Vaud).

L'institut d'Yverdon n'était ni une simple école primaire, ni seulement une école normale d'instituteurs, ni une école secondaire, un lycée proprement dit, encore moins un établissement d'enseignement supérieur. On s'en fera une idée assez juste si l'on se figure un de nos lycées transformés, où l'enseignement des connaissances spéciales et professionnelles tiendrait le premier rang et surtout la plus grande place. On y compta bientôt près de 200 élèves, suisses, allemands, français, italiens, russes et même américains, tous attirés par la réputation du maître, un grand nombre avec le désir de se former sous lui à l'art de l'éducation.

Outre Krusi, Pestalozzi avait de nombreux collaborateurs. Quelques-uns étaient des écoliers de Berthoud, tels que Ramsauer, que nous connaissons déjà, et Joseph

Schmid, petit pâtre du Tyrol, merveilleusement doué pour le calcul et les mathématiques. D'autres étaient accourus près de Pestalozzi, lui apportant des aptitudes et des connaissances variées : c'étaient Tobler, ami et compatriote de Krusi, pour la géographie et l'histoire ; Buss, pour le dessin et la musique : il faisait chanter ses écoliers, en marchant en mesure, deux à deux se tenant par la main, dans les grands corridors du château ; Næf, ancien militaire qui avait guerroyé dans toutes les parties du monde, colosse à la longue barbe, à la figure sévère, aux formes rudes, et cependant la bonté même ; quand il marchait le front haut, à la tête de 60 ou 80 enfants, et entonnait de sa grosse voix une chanson suisse, il aurait, dit Ramauer, entraîné toute la maison : sa spécialité était la gymnastique ; enfin, pour me borner aux principaux, le pasteur Niederer, qui remplissait dans l'établissement les fonctions du culte ; on a appelé Niederer le philosophe de la méthode, parce qu'il retouchait tout ce que le maître avait écrit pour l'impression, et donnait une forme plus philosophique et plus littéraire aux idées un peu confuses de Pestalozzi.

Maîtres et élèves rivalisaient de bonne volonté et d'ardeur. Pestalozzi se trouvait alors, selon ses propres expressions, dans un vertige de jouissances morales, de délicieuses espérances et d'illusions ravissantes. La renommée de l'institut se répandit bientôt dans toute l'Europe. Le philosophe Fichte y mit le comble par son fameux *Discours à la nation allemande*, publié après Iéna (1808), et dans lequel il établit que l'éducation est le seul moyen de relever les peuples, et que toute réforme de l'éducation doit se rattacher à la méthode de Pestalozzi. Des savants, des pédagogues, même des princes, sans compter les curieux de toute espèce, arri-

vaient en foule à Yverdon pour y étudier la méthode ou voir des élèves formés par elle. Et tous ces visiteurs étaient reçus, logés et nourris dans l'établissement. Dans le temps de sa plus grande vogue, il y avait souvent plus de 300 personnes dans le château, dont deux cents élèves et cinquante instituteurs. Les deux portes restant ouvertes toute la journée et sans concierge, on pouvait sortir et rentrer à toute heure, comme dans l'habitation d'une simple famille. Aussi dans les salles, dans les allées, dans la cour, dans les rues, tout fourmillait d'élèves, de maîtres et d'étrangers. Qu'on se représente l'animation de l'établissement et l'ordre qui devait y régner sous le gouvernement paternel de Pestalozzi (1) !

Ces visites plaisaient extrêmement au bon vieillard. Sitôt qu'un étranger arrivait pour voir l'institut, il quittait tout pour réunir quelques élèves des plus capables et en faire l'exhibition.

Ramsauer va nous raconter une de ces visites si fréquentes qui passionnaient Pestalozzi, mais qui jetaient la perturbation dans les leçons.

« Un jour arriva à Yverdon le vieux prince d'Esterhazy; aussitôt Pestalozzi court dans tout le château en criant : Ramsauer, Ramsauer, où es-tu ? viens vite ! Prends tes meilleurs élèves et amène-les à la *Maison*

(1) Parmi les hommes sérieux qui vinrent à Yverdon étudier la méthode de Pestalozzi, nous devons mentionner Marc-Antoine Jullien, de Paris, auteur d'ouvrages estimés sur l'éducation. Non seulement il plaça ses fils dans l'institut, mais il publia plusieurs écrits à la louange des nouveaux procédés. Il essaya aussi d'y attirer quelques maîtres français, entre autres Alexandre Boniface, connu par une Grammaire française qui eut jadis une certaine vogue. « Ce fut, disait M. Jullien, le seul homme de mérite qui voulût quitter Paris pour venir manger de la vache enragée à Yverdon. »

Rouge (l'hôtel où le prince était descendu). Il y a là un personnage du plus haut rang ; il a des milliers de serfs en Autriche et en Hongrie. Bien sûr il affranchira ses paysans et fondera des écoles, si nous pouvons le gagner à notre cause. » Je me rendis à l'hôtel avec une quinzaine d'élèves. Pestalozzi me présenta au prince, en disant : « Voilà le maître de ces écoliers ; il est venu chez moi il y a 15 ans avec d'autres enfants pauvres du canton d'Appenzell ; maintenant il est lui-même instituteur ; il vous expliquera tout mieux que que je ne pourrais le faire. » Là-dessus il nous laissa : et moi, je me mis à interroger les élèves, à expliquer, à crier, avec un zèle qui me mettait en nage, ne doutant pas que le prince ne fût pleinement gagné. Au bout d'une heure, Pestalozzi revint ; le prince lui exprima sa satisfaction, et nous primes congé. En descendant l'escalier, Pestalozzi disait : Il est convaincu, entièrement convaincu, et il fondera sûrement des écoles dans ses terres de la Hongrie. Au bas de la maison, Pestalozzi s'écria : Tonnerre, tonnerre ! qu'ai-je au bras , qui me fait si mal ? Regarde , il est tout enflé, je ne puis plus le plier. Et en effet la large manche de sa redingote était devenue trop étroite. En parlant avec le prince avant la leçon, Pestalozzi, dans son ardeur, avait heurté si fortement le coude contre la grosse clef de la Maison Rouge, que celle-ci s'était courbée, et pendant cette heure de joie et d'excitation il ne s'était pas aperçu de l'incident. »

Tous les visiteurs ne s'en tenaient pas à ces leçons d'apparat et à quelques moments d'entretien avec Pestalozzi et ses meilleurs maîtres ; plusieurs s'arrêtaient dans l'établissement pour en étudier les diverses parties : ils voulaient voir de plus près la vie d'un institut dont on disait tant de merveilles. Là était l'écueil de l'établis-

ment. On y découvrirait bientôt tant de misères que le désenchantement ne tardait pas à survenir.

Pestalozzi voulait être le père de ses élèves, et dans ses rapports au public il ne cessait de vanter la vie de famille qui régnait dans son école. Mais cette belle et touchante fiction qui lui avait réussi sur un autre théâtre, ne pouvait plus se soutenir dans un institut qui était un monde par la multitude, par les diversités de langue, de culture et d'habitudes. Les élèves continuaient bien à lui donner le nom de père (Vater Pestalozzi), et lui-même les appelait de temps en temps dans son cabinet pour leur parler familièrement, leur adresser en passant une caresse, une exhortation. Mais la discipline d'affection disparut peu à peu, et comme aucune autre ne la remplaça, la vie de famille, à Yverdon, se changea bientôt, dit M. de Guimps, en une sorte de vie publique mal réglée.

Ensuite les jeunes maîtres étaient chargés de mille travaux domestiques peu compatibles avec leur profession. Ils devaient cultiver le jardin, puiser de l'eau, fendre du bois, chauffer les fourneaux, faire des copies, et se lever en hiver comme en été à 3 heures du matin pour venir à bout de leur besogne. Un si rude métier leur ôtait, sinon le temps, au moins l'élan nécessaire pour préparer et donner leurs leçons.

Quant à l'enseignement, sauf l'arithmétique et la géométrie, il était loin d'être brillant ; il y avait des lacunes qui feraient honte de nos jours à la plus faible école de village. Aussi les journaux révélaient-ils souvent les imperfections de l'institut d'Yverdon. Une commission nommée par la diète fédérale pour visiter l'établissement, tout en rendant justice aux bonnes intentions, au dévouement et à la persévérance de Pestalozzi, constata que,

sur un grand nombre de points, les résultats étaient loin d'être satisfaisants.

En outre, la situation financière de l'institut devint bientôt fort mauvaise. A partir de 1810, le nombre des élèves diminua, tandis que celui des maîtres augmentait. Le château était peuplé d'une foule de jeunes gens qui ne payaient point de pension, ayant été admis à étudier la méthode, parce qu'ils voulaient, disaient-ils, la porter dans des pays lointains. Pestalozzi était, à cet égard, d'une crédulité excessive ; il recevait des chevaliers d'industrie, qui disparaissaient au bout de quelques mois, en laissant des dettes que le maître se croyait obligé de payer. La nourriture était simple ; les soins du corps laissaient même beaucoup à désirer ; mais on tombait dans la prodigalité, et il y avait beaucoup de gaspillage. Puis l'imprimerie coûtait cher, car il y avait une imprimerie à Yverdon ; la polémique soutenue par Niederer pour défendre l'honneur de l'établissement nécessitait de nombreuses publications.

Mais la grande plaie de l'institut, c'étaient les dissensions intérieures. Dès l'année 1818, Pestalozzi se plaint que l'amour et la concorde n'existent plus dans sa maison. Niederer, esprit philosophique et spéculatif, ne pouvait ni comprendre ni aimer Schmid, qui joignait à un grand savoir-faire pratique une volonté de fer. Ces deux hommes sollicitaient Pestalozzi en sens contraire, et chacun avait son groupe de partisans parmi les autres maîtres ; mais le plus grand nombre se rattachaient à Niederer et détestaient Schmid à cause de son caractère dominateur.

Telles étaient les causes de ruine de l'institut d'Yverdon. Le mal avait fait de tels progrès, dès l'année 1819, qu'un envoyé du gouvernement prussien, qui vint

le visiter à cette époque, dit en partant : « Vraiment, si j'apprenais demain que l'Institut est dissous, j'en serais moins étonné que s'il durait encore un an. » — Il dura beaucoup plus longtemps. Pendant 15 ans, Pestalozzi soutint la lutte contre ces causes de ruine avec un admirable courage, parfois avec un succès momentané.

Un évènement tout accidentel faillit précipiter le fatal dénouement. Les alliés en marche contre la France venaient de pénétrer en Suisse. Le 9 janvier 1814, la municipalité d'Yverdon reçut du commissaire des guerres autrichien l'ordre de préparer des locaux pour un hôpital militaire ; 270 lits devaient être installés au château. Heureusement l'empereur Alexandre se trouvait à Bâle. On rédige en toute hâte une requête pour lui demander la révocation de cet ordre, et Pestalozzi se joint aux délégués municipaux chargés de la présenter au Czar.

Pestalozzi avait une véritable frayeur des grands de ce monde. Mais, pour sauver son institut, que n'eût-il pas fait ? Il se met donc en route et arrive sans encombre aux portes de Bâle. Là, un vieillard lui demande l'aumône. Pestalozzi sort aussitôt sa bourse de sa poche, mais elle était vide. Alors il se baisse, détache les boucles de ses souliers, les donne au vieillard et les remplace par quelques brins de paille. C'est dans cet appareil qu'il est introduit devant le czar entouré de ses dignitaires. L'accueil bienveillant qu'on lui fait, non seulement relève son courage, mais éveille sa sollicitude pour les millions de serfs qui peuplent l'empire russe, et le voilà prêchant éducation à l'empereur et lui démontrant comment il peut faire le bonheur de ses sujets. En parlant, il s'échauffe et s'approche toujours plus près du monarque, qui commence à battre en retraite. Pestalozzi le suit, et ils arrivent bientôt à l'angle de la salle.

L'empereur ne pouvant plus fuir, Pestalozzi était sur le point de le prendre par le bouton de son habit, lorsque tout à coup il sentit son indiscretion. « Pardon ! » dit-il. et il voulut baiser la main du czar. Mais Alexandre l'embrassa cordialement. Pestalozzi se souvient enfin de sa mission ; l'empereur promet de faire transporter ailleurs l'hôpital militaire, et notre pédagogue retourne le cœur content dans son cher institut.

La discorde, hélas ! y continuait ses ravages. Schmid s'était emparé de toute l'autorité. Non seulement il prétendait imposer ses vues aux autres maîtres, mais il dominait le vieux Pestalozzi lui-même, qui n'avait plus d'autre volonté que la sienne. Sous les apparences du respect et de l'affection, présentant habilement ses opinions comme des conditions de salut, il avait réussi à se faire croire un homme indispensable. En même temps il avait su mettre dans son parti les femmes de la maison, surtout M^{me} Pestalozzi, tout à fait dégoûtée du philosophe, du spéculatif Niederer, qui compromettait les intérêts financiers de son mari.

Cependant les meilleurs maîtres, ne pouvant plus supporter la domination de Schmid, s'en allaient les uns après les autres. Tobler, Buss, le fidèle et dévoué Ramsauer avaient quitté Yverdon, entraînant à leur suite à peu près tous les élèves payants.

Puis vinrent des procès scandaleux, tantôt entre Schmid et Niederer. tantôt entre l'institut et la municipalité ; des polémiques de journaux et de brochures ; des pamphlets où les partis, non contents de se prodiguer mutuellement l'injure, ne l'épargnaient pas même à l'infortuné Pestalozzi ; enfin, en 1824, un décret du département de justice et de police du canton de Vaud expulsait Schmid du territoire « pour avoir facilité des actions contre les mœurs

dans l'institut de M. Pestalozzi. » Ce fut le coup de grâce : quelques mois après, le noble vieillard, le cœur brisé, quitta à son tour le château d'Yverdon ; il n'y restait plus que quatre enfants pauvres.

Pestalozzi était alors dans sa quatre-vingtième année ; le rêve de sa vie s'était évanoui ; il se retira à Neuhof, auprès de son petit-fils Gottlieb. C'est là qu'il écrivit le *Chant du cygne*, son testament pédagogique, et le livre intitulé *Mes destinées*, où il raconte toutes les vicissitudes de sa vie.

Entre ses heures de travail, Pestalozzi se plaisait à se rendre dans les écoles des environs et à y faire des leçons aux enfants. Un jour qu'il visitait ainsi le célèbre institut de Beuggen, on lui avait préparé une réception digne de son mérite : un élève s'avança et déposa une couronne de chêne sur la tête du vieillard. Pestalozzi ne voulut point l'accepter ; il la prit et la posa sur le front de l'enfant, en disant d'une voix émue : « Ce n'est pas à moi, c'est à l'innocence qu'appartient cette couronne. »

Il mourut à Brugg l'année suivante, le 17 février 1827.

II

Nous connaissons Pestalozzi et ses établissements d'éducation ; il nous reste à exposer la méthode de ce célèbre pédagogue. Ce n'est pas une tâche facile, et plusieurs avant nous en ont fait la remarque. M. Compayré (1),

(1) L'ouvrage de M. Compayré est écrit avec élégance et renferme nombre de pages intéressantes. Mais l'auteur s'y montre bien sévère à l'égard des Jésuites. A chaque page, à propos de tout, il s'attache à dénigrer leur méthode et à rabaisser les services qu'ils ont rendus à l'éducation : on serait parfois tenté de croire que le livre tout entier n'a pas eu d'autre but.

dans son *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France* (II, 119), constate que Pestalozzi n'excelle pas par la netteté et la rigueur de ses théories, et le compare à « l'un de ces grands acteurs qui emportent avec eux dans la tombe une partie du secret de leur art. » L'historien suisse Vulliemin, l'un des continuateurs de Jean de Muller et ancien élève d'Yverdon, s'exprime ainsi : « Ce que l'on nommait, non sans emphase, la méthode de Pestalozzi, était, à vrai dire, une énigme pour nous ; elle l'était pour nos instituteurs. Comme les disciples de Socrate, chacun d'eux interprétait à sa manière la doctrine du maître ; mais nous étions loin du temps où ces divergences engendrèrent la discorde ; où nos principaux maîtres, après s'être donnés chacun comme le seul qui eût compris Pestalozzi, finirent par affirmer que Pestalozzi ne s'était pas compris lui-même, qu'il ne l'avait été... Schmid disait que par Schmid, Niederer que par Niederer. »

Certes, les ouvrages ne manquent pas où Pestalozzi a essayé d'exposer ses principes et sa méthode, depuis les *Soirées d'un Ermite* (1780) et *Léonard et Gertrude*, où pour la première fois il fit part au public de ses vues pour la réforme de l'éducation ; depuis *le Livre des Mères* et celui qui a pour titre : *Comment Gertrude instruit ses enfants* (1801), jusqu'au *Chant du Cygne*, testament pédagogique, publié deux ans avant sa mort. Mais, si ces écrits brillent de traits lumineux, ils abondent aussi en digressions de toute sorte et en fastidieux détails : à chaque instant le fil du discours est rompu. Doué d'une nature impressionnable et mobile, l'auteur n'a su nulle part concentrer ses idées, coordonner ses principes, de manière à donner un corps de doctrine logique et harmonieux. Ses conversations, recueillies

avec un soin religieux par les visiteurs plus ou moins illustres de Berthoud et d'Yverdon, offrent le même défaut. « J'ai entendu cent fois le maître lui-même, dit M. de Guimps, exposer sa doctrine aux visiteurs d'Yverdon, et chaque fois sous une forme différente. »

Une cause plus fondamentale encore que le génie prime-sautier de Pestalozzi empêche de bien comprendre et rend difficile la tâche de bien exposer sa méthode, c'est que cette méthode n'a jamais existé dans l'esprit de l'auteur qu'à l'état rudimentaire et incomplet. Dès le début, il en avait saisi les idées mères, les principes généraux ; l'élaboration en a duré toute sa vie, et n'était pas achevée à la fin. Les historiens nous montrent Pestalozzi, toujours mécontent de son œuvre, occupé d'essais et d'expériences qu'il faisait souvent en tâtonnant ; jusqu'à son dernier jour il retouche, il corrige, il poursuit des applications nouvelles. Quoi d'étonnant qu'une méthode toujours en voie de formation ne se présente pas à nous avec toute la netteté désirable ?

Essayons d'en rassembler les éléments épars, de donner un corps et une forme certaine à ces vagues contours.

Toute méthode d'éducation doit renfermer trois choses : la détermination du but à atteindre, les principes ou idées mères qui en sont comme l'âme, et les procédés à suivre pour appliquer utilement les principes. But, principes et procédés, tout cela se trouve dans la méthode que nous étudions.

Dès sa jeunesse, Pestalozzi avait été profondément touché de l'état de misère, de misère intellectuelle et morale surtout, dans lequel il voyait plongés un grand nombre de ses concitoyens. C'est de ce sentiment de commisération pour les petits et les pauvres que naquit

son plan de réforme éducative. Relever tous ces malheureux, en faire des hommes, et supprimer ainsi la principale cause des maux et des dangers de la société, tel est le but qu'il se propose d'atteindre, et le moyen, c'est l'éducation élémentaire, mais entendue et pratiquée tout autrement qu'on ne le faisait alors. Nous disons, *éducation élémentaire*, car la méthode ne dépasse pas cette humble région. Ne lui demandez pas des vues nouvelles sur ce que nous appelons enseignement secondaire, encore moins sur la haute culture de l'intelligence par l'enseignement supérieur; Pestalozzi ne vise pas si haut; le domaine si admirablement exploré par Rollin dans son *Traité des études* n'est pas le sien : il ne songe qu'à la culture de l'enfant, et encore de l'enfant du peuple. C'est aux orphelins et aux pauvres qu'il avait, à Neuhof et à Stanz, consacré les premières ardeurs de son dévouement; c'est à eux qu'il se plaît toujours à revenir. A Yverdon, au milieu de ces jeunes gens de grande famille qui se livraient à des études plus relevées, il se sentait moins à l'aise; sa conscience lui reprochait de s'absorber dans une œuvre qui n'était pas celle à laquelle Dieu l'avait appelé, et il ne put trouver de repos qu'en fondant, à quelques minutes de là, dans le hameau de Clendy, un asile-école pour les enfants abandonnés. Après Yverdon, retiré à Neuhof et touchant à ses quatre-vingts ans, il fait construire un nouveau bâtiment pour y installer une école de pauvres et d'orphelins, et réaliser enfin le rêve de sa jeunesse. Ainsi la régénération du peuple par l'éducation élémentaire, tel est le seul et véritable but de la méthode de Pestalozzi.

Toute bonne méthode d'éducation doit se conformer aux lois de la nature, c'est-à-dire à la marche suivie par la nature dans le développement de l'homme. Tel est le

principe fécond posé par Pestalozzi à la base de sa réforme pédagogique ; il saura en tirer les plus importantes conséquences.

1° La nature développe simultanément l'homme tout entier ; ainsi l'éducation s'appliquera au développement harmonique des diverses forces de l'enfant : forces morales, forces intellectuelles, forces physiques, toutefois avec la subordination nécessaire à leur véritable équilibre. Cet équilibre seul produit une vie tranquille, heureuse, et qui concourt au bien général. Une méthode éducative qui ne met pas en œuvre tous ces éléments n'est pas conforme à la nature ; elle n'excite et ne favorise qu'un développement partiel ; elle exerce une influence funeste, car, en détruisant l'équilibre des forces, elle laisse l'homme plein de trouble et d'agitation. Nous voyons (1) que là où l'équilibre est brisé, l'homme est un navire sans voiles, sans boussole ni gouvernail : cela est vrai quand la nature animale prend le dessus et que l'homme devient l'esclave de ses appétits charnels ; cela est vrai quand l'esprit manque de l'appui du cœur, d'une direction morale.

2° La nature développe l'homme selon une loi d'organisme, c'est-à-dire que ses progrès résultent, non d'une juxtaposition extérieure, mais du produit d'un travail intérieur. Voyez une plante, un animal : ils sortent d'un germe, croissent et grandissent en vertu d'une force interne, toujours active, qui s'assimile les richesses du sol, les dons de la lumière et de la chaleur. L'enfant, créature de Dieu, même au sein des familles les plus dégradées par la misère, possède comme en germe un trésor de facultés, de sentiments, d'aptitudes et de forces. L'éducation routinière, au lieu de rechercher ces élé-

(1) Dans cet exposé, nous empruntons le plus souvent à Pestalozzi ses propres expressions.

ments de forces chez l'enfant pour les mettre en œuvre, les développer et leur faire produire cet accroissement naturel de l'individu dans toutes les aptitudes salutaires, se bornait à lui présenter le savoir-faire, les idées et les sentiments d'autrui, en s'efforçant de les fixer dans ses habitudes et de les graver dans sa mémoire. Elle remplissait sa tête de mots et le soumettait à des habitudes machinales, au lieu de développer en lui une spontanéité intelligente. Aussi les forces les plus précieuses de l'enfant s'étiolaient dans l'inaction, et son individualité restait indigente sous l'enveloppe de connaissances et de sentiments étrangers dont le maître s'efforçait de le couvrir. L'éducation se faisait du dehors au dedans, par l'action du maître ; Pestalozzi voulut la faire du dedans au dehors, par l'activité propre de l'élève. Cette méthode a pour point de départ les impressions, les expériences personnelles de l'enfant, non la science et les idées particulières de l'instituteur. Ce dernier n'apparaît jamais comme un être supérieur qui enseigne avec autorité ; son rôle consiste à donner l'éveil et la direction aux pouvoirs intérieurs de l'enfant, à préparer le vase bien plus qu'à le remplir (1).

(1) Montaigne se plaignait déjà que les maîtres, de son temps, se contentassent de « verser dans les oreilles de l'écuyer comme dans un entonnoir, et de lui faire redire ce qui lui a été dit. » Et, bien avant Montaigne et Pestalozzi, Plutarque disait de même : « L'âme n'est pas un vase qu'il faille remplir ; c'est un foyer dont il faut approcher l'étincelle. » Mais nulle part ces principes n'ont été mieux exposés et appliqués que par la célèbre école de pédagogie connue sous le nom de *Port-Royal*. » A partir de Port-Royal, dit M. Burnier dans son *Histoire littéraire de l'Education*, t. 1, p. 85, les méthodes ont pu recevoir plusieurs perfectionnements, mais le fond est trouvé. Port-Royal simplifie l'étude, sans lui enlever pourtant ses salutaires difficultés ; il

3° La nature, dans le développement de l'individu, suit une marche lente et progressive ; le progrès s'ajoute au progrès par un enchaînement sans lacune. Tout accroissement nouveau, soit dans la plante, soit dans l'animal, se rattache à des parties déjà formées. Ainsi de nos connaissances et de leur accroissement : toutes commencent par un élément auquel se rattachent des notions nouvelles, qui en supportent d'autres à leur tour. La marche artificielle de l'école, qui entasse à la hâte les mots et les notions toutes faites, méconnaît l'ordre de la nature, qui ne se presse pas et sait attendre ; aussi ne donne-t-elle qu'un éclat trompeur, sous lequel se cache le défaut de force naturelle intérieure.

4° La nature a un moyen pour accroître et fortifier l'organisme physique : c'est l'usage ou l'exercice ; autrement dit : c'est la vie qui développe. L'enfant est porté, par la nature même des forces qui sont en lui, à les employer, à les exercer, à leur donner tout le développement dont elles sont susceptibles. Ce désir s'augmente à chaque essai couronné de succès ; dans le cas contraire, il diminue et risque de s'éteindre. Le besoin de marcher diminue chez le petit enfant qui tombe ; un écolier se rebute et se décourage dans un enseignement au-dessus de ses forces. L'éducateur aura donc à chercher les exercices les plus propres à développer les diverses

s'efforce de la rendre intéressante, bien qu'il ne la convertisse pas en un jeu puéril ; il n'entend confier à la mémoire que ce qui d'abord a été saisi par l'intelligence ; il n'admet que des idées parfaitement claires et distinctes, peu de préceptes et beaucoup d'exercices, la connaissance des choses et non pas celle des mots : bref, *le vrai développement de la pensée et des facultés de l'âme par le moyen de l'étude.* » Pestalozzi, qui n'était rien moins qu'un savant, s'imagina naïvement que personne avant lui n'a rien entendu à l'art de l'éducation.

facultés de son élève. Il en trouvera la matière dans les objets qui entourent l'enfant et qui sont à sa portée, et prendra garde que son enseignement ne dépasse jamais la force des facultés auxquelles il est offert.

5° La nature semble avoir formé la mère pour être la première institutrice de l'enfant. Elle l'a douée pour cela de la tendresse la plus ingénieuse. La mère provoque par des soins de tout genre, par le sourire et les caresses, les premiers sentiments, les premières réflexions, les premières manifestations de l'enfant. Elle cause, elle rit, elle montre, elle s'agite sans cesse, pour faire passer dans l'âme et le cœur de l'enfant tout son cœur et toute son âme. Et avec quel tact admirable, avec quel instinct providentiel elle évite les peines, ménage les transitions et passe du facile au difficile ! Pestalozzi donne pour type et modèle du maître la pratique d'une bonne mère dans ses relations avec son petit enfant. Il veut, d'une part, que la mère fasse acquérir à l'enfant, par l'exercice de son activité naissante, les éléments des connaissances qu'il ira chercher plus tard à l'école ; et, d'autre part, que l'œuvre de l'école ne soit que la continuation de l'œuvre de la mère.

Telles sont les vues générales, les principes qui ont inspiré la méthode de Pestalozzi, ce que lui-même appelait son « idée de l'éducation élémentaire. ».

Nous avons dit que cette méthode, embrassant les trois éléments de la nature humaine, le cœur ou la volonté, l'esprit et le corps, se proposait un triple but : le développement moral, le développement intellectuel et le développement physique de l'enfant.

Pour le développement moral, chaque faculté spéciale du cœur doit être mise en œuvre et exercée, afin de se fortifier et de s'étendre. C'est dans la vie ordinaire, dans

la vie de famille surtout, que se trouvent les occasions et les moyens de cette formation du cœur. On les rencontre aussi à l'école, dans les rapports mutuels des enfants. A la nouvelle de l'incendie d'Altorf, Pestalozzi rassemble ses orphelins de Stanz et leur dit : « Voici encore d'autres orphelins ; si j'en demandais vingt ? — Oh ! oui, oui, faites-les venir. — Mais nous avons peu d'argent ; il vous faudra manger moins et travailler plus. — Oui, Père, nous le ferons pour eux. » Sur ce point, Pestalozzi n'a pas proposé une série d'exercices déterminés, chose impossible à réaliser ; mais il s'applique, en toutes circonstances, à ne donner pour mobile à l'activité de l'enfant que des sentiments et des désirs conformes à la morale chrétienne. Et dans le livre intitulé : *Comment Gertrude instruit ses enfants*, écrit en forme de lettres, il consacre les deux dernières à exposer comment le sentiment moral et religieux naît et se développe dans le cœur de l'enfant. Citons-en quelques passages :

Je me demande : Comment l'idée de Dieu germe-t-elle dans mon âme ? D'où vient que je crois en Dieu, que je me jette dans ses bras et que je me trouve heureux quand je l'aime, quand je me confie en lui, quand je le remercie et quand je lui obéis ?

Alors je vois bientôt que les sentiments d'amour, de confiance, de gratitude et d'obéissance doivent être éclos dans mon cœur, pour que je puisse les appliquer à Dieu. Mais comment ces sentiments prennent-ils naissance dans mon cœur ? C'est principalement par les rapports qui existent entre la mère et son enfant au berceau.

La mère doit soigner son enfant, le nourrir, le mettre en sûreté, le réjouir : elle y est poussée par toutes les forces de son instinct. Aussi elle pourvoit à tous ses besoins, elle supplée en tout à son impuissance ; l'enfant est soigné, il est réjoui : le germe de l'amour est éclos en lui.

Maintenant paraît devant ses yeux un objet qu'il n'a pas encore vu : l'enfant est étonné, il a peur, il crie ; la mère le serre contre

son sein, elle joue avec lui, elle le distrait ; alors ses pleurs cessent, mais ses yeux restent longtemps humides. L'objet étranger reparait ; la mère reprend l'enfant dans ses bras protecteurs et lui sourit. Cette fois l'enfant ne pleure pas, il répond au sourire de sa mère en souriant lui-même : le germe de la confiance est éclos en lui.

La mère accourt au berceau pour chaque besoin ; elle est là à l'heure de la faim ; au moment de la soif, elle le désaltère ; quand l'enfant entend ses pas, il se calme ; quand il la voit, il étend les mains vers elle, il attache ses regards sur son sein ; il est rassasié ; sa mère et le rassasiement, c'est tout un pour lui : il est reconnaissant.

Les germes de l'amour, de la confiance et de la reconnaissance se développent bientôt. L'enfant connaît le pas de sa mère ; il sourit à son ombre ; ce qui ressemble à sa mère, il l'aime aussi : une créature qui a la même apparence que sa mère est pour lui une bonne créature. Il sourit à la ressemblance de sa mère, il sourit à l'humanité. Celui que sa mère aime, il l'aime aussi ; celui que sa mère embrasse, il l'embrasse aussi. Le germe de l'amour des hommes, de l'amour fraternel, est aussi éclos en lui.

L'obéissance, à son origine, est opposée aux premiers penchans naturels ; elle ne procéderait pas d'eux spontanément, et cependant c'est sur eux que s'appuie l'art de l'éducateur pour la faire éclore...

L'enfant crie avant de savoir attendre ; il est impatient avant de savoir obéir. La nature se montre inflexible contre la colère de l'enfant ; celui-ci frappe sur le bois et sur la pierre, mais la nature reste inflexible, et l'enfant ne frappe plus sur le bois et sur la pierre. Maintenant c'est la mère qui reste inflexible contre ses désirs désordonnés ; il tempête et il crie ; elle reste toujours inflexible ; il ne crie plus et il s'accoutume à subordonner sa volonté à celle de sa mère. Les premiers germes de la patience et de l'obéissance sont éclos en lui.

L'obéissance, l'amour, la gratitude et la confiance réunis font éclore les premiers germes de la conscience, c'est-à-dire un premier sentiment, très faible encore, qu'il n'est pas bien à l'enfant de se fâcher contre la mère qui l'aime, que sa mère n'est pas dans le monde uniquement pour lui, que tout n'est pas pour lui

dans le monde, que lui, l'enfant, n'est pas non plus dans le monde pour lui seul : une première lueur de devoir et de justice est éclosée en lui.

Voilà quels sont les premiers éléments du développement moral éveillé par les relations de la mère avec son nourrisson. Eh bien, ce sont aussi ceux du développement religieux, et c'est par la foi en sa mère que l'enfant s'élève à la foi en Dieu...

Bientôt viendra le moment où disparaîtront ces premiers motifs de croire et de faire qui avaient été si puissants sur le cœur de l'enfant. Déjà sa propre force lui permet d'abandonner la main de sa mère. Il sent croître de jour en jour son indépendance, et peu à peu surgit au fond de son âme cette secrète pensée : Je n'ai pas besoin de ma mère. Mais elle lit cette pensée dans ses yeux, elle serre plus fortement son bien-aimé contre son cœur, et elle lui dit avec un son de voix qu'il n'avait encore jamais entendu : Mon cher enfant, il y a un Dieu dont tu as besoin quand tu n'as plus besoin de moi ; il y a un Dieu qui te prend dans ses bras quand je ne puis plus te protéger ; il y a un Dieu qui te prépare le bonheur et la joie quand je ne puis plus rien faire pour ta joie et ton bonheur. Alors s'agite dans l'âme de l'enfant quelque chose d'inexprimable, une sainte flamme qui le réchauffe, une disposition à croire qui l'élève au-dessus de lui-même ; il se réjouit au nom de son Dieu, dès que sa mère lui en parle. Les sentiments d'amour, de gratitude et de confiance, éclos sur le sein maternel, s'étendent et s'élèvent jusqu'à Dieu, et l'embrassent comme un père, comme une mère. Sa faculté d'obéir s'étend aussi. L'enfant croit maintenant à l'œil de Dieu comme à l'œil de sa mère, et il fait le bien pour la volonté de Dieu, comme il le faisait pour la volonté de sa mère.

Pour le développement physique, nous nous bornerons à constater que Pestalozzi a remis en usage les exercices gymnastiques à une époque où l'Europe semblait les avoir tout à fait oubliés, et qu'il les a soumis à une gradation qui a été imitée et perfectionnée depuis. En outre, dans tous ses instituts, il associait, autant qu'il lui était possible, le travail du corps et celui de l'intelligence. A côté des salles d'études, il y avait l'atelier. Il y

avait aussi le travail du jardin : tantôt les élèves avaient leurs petits carrés à cultiver ; tantôt on les envoyait à tour de rôle, deux par deux, travailler quelques heures sous la direction du jardinier. D'autres s'occupaient de reliure et de cartonnage. A Yverdon, quand la saison le permettait, chaque semaine, quelques heures de l'après-midi étaient consacrées aux exercices militaires. Les élèves formaient un petit bataillon avec drapeaux, tambours, musique et arsenal ; ils devinrent habiles aux manœuvres les plus compliquées. De temps en temps on allait faire la petite guerre dans une localité choisie, à quelques kilomètres de la ville : grande fête pour les élèves ! Le tir à la cible était encore un exercice en honneur ; le vainqueur recevait une brebis avec son agneau et la jouissance d'une petite étable ou d'un petit jardin (1).

Mais c'est pour le développement intellectuel que Pestalozzi a le plus travaillé et obtenu les succès les plus propres à frapper le public. Il a recherché les éléments les plus simples de nos connaissances, tels qu'ils s'offrent à l'attention du petit enfant ; il les a fait acquérir par cette expérience directe qu'il appelle l'*intuition* ; il les a développés dans des séries d'exercices progressant par degrés insensibles et dans un enchaînement sans lacune. Comme c'est là ce qu'on nomme généralement la *méthode de Pestalozzi*, et peut-être ce qui appartient le plus en propre au célèbre pédagogue, nous devons entrer dans quelques détails.

L'*intuition*, ce terme sacramentel qui revient à chaque instant dans les écrits de Pestalozzi, est la pierre angulaire de tout le système. « Toutes les connaissances de l'homme, dit-il, doivent être fondées sur l'intuition, c'est-

(1) De Guimps.

à-dire sur une perception directe et expérimentale. D'après mes expériences, le succès répond de ce point : Que toute chose enseignée aux enfants s'en fasse accepter comme vraie, pour être intimement liée à une expérience intuitive et sensible qui lui soit propre... Toutes les descriptions, les explications et les définitions restent sans effet sur l'esprit de l'enfant, si elles ne s'appuient sur des idées intuitives déjà acquises... Depuis l'invention de l'imprimerie, on s'est singulièrement exagéré le rôle et le pouvoir du livre. On a confondu le livre avec le savoir, les mots avec les idées. Pour l'instruction, on n'a pas vu, on n'a pas employé autre chose que le livre. En apprenant à l'enfant à lire, c'est-à-dire à prononcer le son articulé des divers assemblages de lettres, on a cru ouvrir la porte de tout savoir. Mais on n'a fait ainsi que des hommes de livres, des hommes de mots, des hommes de *lettres*, dans l'acception la plus restreinte et la plus matérielle du mot, et l'on n'a créé que ce verbiage vide, plus dangereux encore que l'ignorance pour l'avenir et le bonheur des hommes. Que fait, ajoute-t-il, auprès de son nourrisson, une mère inspirée par son instinct et par son cœur ? Elle lui montre la nature ; elle rapproche des objets trop éloignés ; elle lui apporte ceux dont l'éclat attire ses regards. Elle le fait pour calmer l'enfant, pour le distraire ; elle ne songe point encore à l'instruire, et cependant elle lui donne ainsi les premiers et les plus indispensables éléments de l'instruction. Pourquoi l'art de l'enseignement ne vient-il pas continuer ces procédés si simples et si précieux ? La mère appenzelloise suspend un oiseau en papier colorié au-dessus du berceau de son enfant : c'est l'objet de ses premiers regards, de ses premiers gestes, de ses

jeux; elle nous ouvre une voie que nous devrions poursuivre (1). »

Voici maintenant comment Pestalozzi rattache à l'intuition les diverses branches d'enseignement.

Trois qualités, auxquelles se subordonnent toutes les autres, sont essentielles à tous les objets : le nombre, la forme et le nom. A toute nouvelle apparition, on demande : Combien d'objets (le nombre) ? quelle apparence (la forme) ? qu'est-ce (le nom) ? Pestalozzi conclut de là que l'étude du nombre, de la forme et de la langue, à laquelle correspondent trois facultés principales, celle de compter, celle de mesurer et celle de parler, sont les branches fondamentales de l'enseignement élémentaire.

De l'étude du nombre naissent l'*arithmétique* et l'*algèbre*. L'étude de la forme donne le *dessin*, l'*écriture* et la *géométrie*. L'étude de la langue se divise en trois parties : la prononciation, qui s'occupe de la culture des organes de la voix et à laquelle se rattache le *chant*; le vocabulaire, ou la connaissance des mots; et la langue proprement dite, qui apprend à exprimer ses pensées dans tout le domaine soumis à l'observation sensible.

Pour chacune de ces branches, Pestalozzi remonte jusqu'aux premiers éléments par où elle prend racine dans notre intelligence, et trace la marche progressive qu'elle doit suivre dans son développement, et cela par

(1) Si Nicolle n'emploie pas le mot *intuition*, il connaissait certainement la chose. « Les lumières des enfants étant toujours très dépendantes des sens, dit-il dans son traité de *l'Éducation d'un prince*, il faut, autant qu'il est possible, attacher aux sens les instructions qu'on leur donne, et les faire entrer, non seulement par l'ouïe, mais aussi par la vue. » Plus loin, il recommande « qu'on leur fasse voir des images qui représentent les machines, les armes, les habits des anciens, et aussi les portraits des rois, des hommes illustres. »

la voie de l'intuition, au moyen de tableaux et d'exercices plus ou moins ingénieusement combinés pour mettre les choses sous les yeux de l'enfant.

Nous ne pouvons entrer dans le détail de ces procédés ; essayons seulement d'en donner une idée par quelques exemples.

Pour l'intuition des nombres, ou le calcul intuitif, Pestalozzi employait plusieurs tableaux, dont le premier était celui des unités. Chaque unité y était figurée par un trait, et l'enfant pouvait faire par la vue toutes les opérations d'addition, de soustraction, de multiplication et de division jusqu'à 100. Qu'un enfant ait appris par cœur, dans un livre, le nom des 100 premiers nombres ; qu'il ait retenu de la même manière que $4 + 5$ égale 9, que 6×7 égale 42, etc., partira-t-il de là comme d'un résultat acquis ? Non, ce résultat n'est point à lui ; il l'a reçu de confiance, et il est fort possible qu'il ne sache réellement pas ce que c'est que le nombre 7 ou le nombre 42. Grâce au tableau des unités, l'enfant se fait une idée juste et précise des nombres et de leur rapport : il les voit de ses yeux s'accroître ou diminuer par l'addition ou la soustraction. Il sait que 6×7 égale 42, non pour l'avoir lu dans un livre, mais pour l'avoir constaté par son observation et son expérience personnelle, parce qu'il a vu se former ce nombre 42 par 6 groupes de 7 unités ajoutés successivement l'un à l'autre. Ainsi formés, les élèves de Berthoud et d'Yverdon devenaient capables de faire de tête les calculs les plus compliqués. Schmid, très heureusement doué pour les mathématiques, compléta les tableaux et donna à cette branche de connaissances un merveilleux essor. C'était le côté qui frappait le plus l'admiration des visiteurs, et Pestalozzi en était justement fier. Cette prédominance exagérée des mathéma-

tiques n'était pourtant pas sans inconvénient pour l'éducation. Le célèbre cordelier de Fribourg, le P. Girard, en fit un jour la remarque à son ami ; celui-ci lui répondit vivement : « C'est que je veux que mes enfants ne croient rien que ce qui pourra leur être démontré comme 2 et 2 font 4. — En ce cas, dit finement le cordelier, si j'avais trente fils, je ne vous en confierais pas un ; car il vous serait impossible de lui démontrer comme 2 et 2 font 4 que je suis son père et que j'ai à lui commander. »

L'intuition appliquée à l'étude des formes, c'est-à-dire du dessin, de l'écriture et de la géométrie, n'eut pas moins de succès. Pestalozzi mettait aux mains du plus petit enfant une ardoise et un morceau de craie pour lui faire dessiner, d'abord un peu au hasard, toutes sortes de lignes et de figures ; puis des lignes combinées et des figures régulières, des angles, des triangles, etc. Les élèves se formaient ainsi de bonne heure et à la fois la main, le coup d'œil et le goût : excellente préparation pour l'écriture, qui allait de pair avec la lecture, surtout pour le dessin linéaire et la géométrie. Exercé à distinguer, à peindre sur l'ardoise des lignes verticales, horizontales, obliques, parallèles, les angles droits, aigus, obtus, etc., l'élève était conduit aux premiers théorèmes de la géométrie raisonnée, et les abordait avec tant de plaisir et de facilité, qu'il trouvait lui-même la plupart des démonstrations. Le dessin linéaire et la perspective étaient la partie favorite de Ramsauer ; il y excellait, et c'est à lui qu'on doit la marche rationnelle et graduée qui a permis d'introduire cette branche d'enseignement dans les écoles populaires.

L'intuition appliquée à l'étude de la langue est la partie faible de la méthode de Pestalozzi. Nous avons

vu qu'il y distingue trois degrés. Le premier est l'étude des sons, le *syllabaire*. Pestalozzi veut que l'enfant, avant de parler et de lire, sache exprimer tous les sons et articulations de la langue. Il commence son syllabaire par les voyelles, passe ensuite à leurs combinaisons les plus simples avec les consonnes, et arrive enfin par une lente progression aux syllabes les plus compliquées. La mère, et à son défaut l'instituteur, doit faire répéter à satiété tous ces sons à l'enfant jusqu'à ce qu'il les prononce correctement et sans broncher. Il n'y a qu'un mot pour caractériser ces exercices, où ni l'intuition ni l'intelligence n'ont rien à faire : ils sont tout simplement barbares, et nous ne pouvons que plaindre la pauvre Gertrude, à qui son maître a imposé la tâche de rompre la fragile cervelle de son nourrisson par cette affreuse et interminable cantilène : *ba, ba, ba, bra, bra, bra*, etc.

Nous en dirons autant du second degré ou de l'étude des mots, ou plutôt des noms. Pestalozzi avait composé de longues listes de vocables classés par genre et par espèce, et désignant les principaux objets de la nature, de l'histoire, de la géographie, etc. Ces tableaux, mis sous les yeux des enfants, étaient leurs seuls exercices de lecture, et ils devaient les répéter sans explication aucune jusqu'à les savoir par cœur. Pestalozzi appelait cela les *intuitions obscures*.

Le troisième degré nous conduit aux *notions distinctes* (*deutliche Begriffe*) : c'est l'étude de la langue proprement dite. Il s'agit ici d'apprendre à l'enfant à examiner les objets pour s'en faire des notions claires, et de l'exercer à reproduire ces notions, par la parole d'abord, ensuite par écrit. On passait en revue les objets dont les vocables avaient été appris dans le vocabulaire. Ces noms figuraient sur des tableaux divisés en cinq colon-

nes, renfermant les vocables appartenant à la géographie, à l'histoire, à l'histoire naturelle, etc. Chaque objet était offert, soit en réalité, soit en figure, à l'observation directe des enfants qui, sous la direction du maître, devaient en énoncer eux-mêmes la forme, les caractères, les particularités de temps et de lieu. Ramsauer nous a fait assister, dans la première partie de ce travail, à une leçon de ce genre donnée par Pestalozzi lui-même, et ayant pour objet la vieille tapisserie de sa classe. Ce genre d'exercices a été récemment introduit dans nos écoles primaires sous le nom de leçons de choses (1).

Est-il besoin de faire observer qu'il y a beaucoup d'arbitraire, et partant peu de logique, dans ces classifications de Pestalozzi ? Le nombre, la forme et le nom ne sont pas des propriétés universelles qui conviennent à tous les objets. Quel est le nombre de l'air, la forme de l'eau, de la chaleur ? Ensuite la langue ne constitue pas une propriété des choses, comme le nombre et la forme ; elle n'est pas une des sources de nos idées, mais

(1) Mme de Staël, qui avait vu les *leçons de choses* pratiquées en Allemagne, ne leur était pas favorable. « L'étude faite en s'amusant, dit-elle, disperse la pensée ; la peine en tout genre est un des grands secours de la nature. L'esprit de l'enfant doit s'accoutumer aux efforts de l'étude, comme notre âme à la souffrance... Vous enseignez avec des tableaux une quantité de choses à votre enfant, mais vous ne lui apprendrez pas à apprendre... Les sciences naturelles ne sont pour l'enfant qu'un divertissement, des hochets savants. Les *leçons de choses* fatiguent l'enfant sans exercer son jugement, en faisant passer devant ses yeux une multitude de spectacles. Le développement d'une faculté, l'attention, est beaucoup plus essentiel que quelques connaissances de plus. » A notre avis, l'enseignement par tableaux et leçons de choses convient aux tout jeunes enfants ; il éveille en eux le désir de savoir, et les accoutume à fixer leur attention sur un sujet donné.

le moyen par lequel nous les exprimons. Il fallait donc la traiter à part, et ne pas englober dans cette étude, par une étrange bizarrerie, l'histoire, l'histoire naturelle et la géographie. Ajoutons que, en dépit de ces inconséquences, cette dernière science s'enseignait d'une manière très neuve et très rationnelle à Yverdon ; on en jugera par ce témoignage d'un ancien élève de cet institut, M. Vulliemin : « Les premiers éléments de géographie, dit-il, nous étaient enseignés sur le terrain. On commençait par diriger notre promenade vers une vallée resserrée du voisinage, celle où coule le Buron. On nous la faisait contempler dans son ensemble et dans ses détails, jusqu'à ce que nous en eussions l'intuition juste et complète. Alors on nous invitait à faire chacun notre provision d'une argile qui reposait en couches dans un des flancs du vallon, et nous en remplissions de grands paniers que nous avions apportés pour cet usage. De retour au château, on nous partageait de longues tables, et on nous laissait, chacun sur la part qui lui était échue, reproduire en relief le vallon dont nous venions de faire l'étude. Après une nouvelle visite, nous corrigions les erreurs d'un premier essai. » Une autre innovation non moins heureuse contribuait encore à rendre la géographie attrayante, même pour des enfants : on y rattachait l'histoire naturelle, l'agriculture, la géologie locale des couches superficielles. Les promenades étaient également utilisées au profit de l'instruction ; sous la direction des maîtres, les élèves recueillaient à l'envi des minéraux, des plantes, des coquilles, des insectes, qui devenaient ensuite des sujets d'étude intéressants.

Le chant jouait un grand rôle dans les établissements de Pestalozzi ; on chantait souvent et partout. L'Alle-

magne, on le sait, est riche en douces mélodies, en poésies morales et patriotiques appropriées aux besoins et au caractère de l'enfance. Quelques recueils récemment composés en France pour le jeune âge ne nous ont pas relevés de notre infériorité à cet égard. Quant à l'hymne naguère proclamé national, tout ce qu'il nous convient d'en dire ici, c'est que, dans sa beauté sauvage et sa farouche énergie, il agite l'âme d'émotions trop fortes pour convenir aux circonstances ordinaires de la vie.

Tels sont les principaux caractères de la méthode du pédagogue suisse. Mais il nous semble qu'il manquerait des traits essentiels au tableau, si ne nous répondions pas à ces deux questions :

Pestalozzi était-il un savant, et quelle mesure d'instruction voulait-il donner au peuple ?

Pestalozzi était-il religieux, et quelle part faisait-il à la religion dans son « idée de l'éducation élémentaire ? »

D'abord Pestalozzi était un penseur, mais nullement un savant. Ch. Monnard, un des continuateurs de Jean de Muller, le dépeint ainsi à son arrivée à Berthoud dans l'été de 1799 : « Les autorités de Berthoud n'eussent pas alors osé confier à Pestalozzi une école primaire; et de fait cet homme immortel n'aurait pu réellement entrer en concurrence avec le moindre des aspirants. Il avait tout contre lui : prononciation dure et peu distincte, mauvaise écriture, ignorance du dessin, dédain de l'érudition grammaticale. Il avait étudié diverses branches de l'histoire naturelle, mais avec insouciance de la classification et de la terminologie. Instruit des opérations principales sur les nombres, il n'aurait guère su se tirer d'une multiplication ou d'une division avec des chiffres un peu considérables, et probablement il n'avait jamais essayé de démontrer un théorème de géométrie. Depuis

des années, ce rêveur n'avait point lu de livres. Il ne savait pas même chanter : dans les moments où son âme s'enflammait, il fredonnait sans art, et chaque fois sur un air différent :

Süsse, heilige Natur,
Lass mich gehn auf deine Spur (1) !

Surtout ces deux vers :

Wenn ich dann ermüdet bin,
Sink ich dir an Busen hin (2).

Quelques années plus tard, Pestalozzi lui-même écrivait à un de ses amis : « Depuis trente ans je n'ai pas lu un livre. »

L'illustre Ch. Ritter, le rénovateur des sciences géographiques en Allemagne, confirme ces témoignages. Après deux visites à Yverdon, la dernière en 1809, il s'exprime ainsi : « Pestalozzi lui-même n'est pas en état de donner des leçons selon sa méthode dans aucune branche d'enseignement. Il n'a pas même une langue intelligible ; il ne parle ni l'allemand ni le français. Parfaitement inhabile au détail, il a la vue de l'ensemble ; ce qu'il possède, il sait le répandre avec force, avec clarté, et il sait rendre les intelligences aptes à agir selon ses conceptions. C'est avec raison qu'il me disait, parlant de lui-même : Je ne puis dire que j'aie créé ce que vous avez sous les yeux. Niederer, Krusi, Schmid se riraient de moi si je me nommais leur maître ; je ne sais ni calculer ni écrire ; je ne comprends rien à la grammaire, aux mathématiques, à aucune science ; le dernier de nos élèves en sait plus que moi ; je ne suis

(1) « Douce et sainte nature, laisse-moi suivre tes traces. »

(2) « Si alors je ressens la fatigue, je me laisse tomber sur ton sein. »

que l'éveilleur de l'institut, et c'est à d'autres qu'il appartient de réaliser ma pensée. » Et plus loin : « Pestalozzi ne savait pas en géographie ce que sait un enfant de nos écoles primaires ; ce n'est pas moins de lui que j'ai acquis le plus en cette science ; car c'est en l'écoutant que j'ai senti s'éveiller en moi l'instinct des méthodes naturelles ; c'est lui qui m'a ouvert la voie, et ce qu'il m'a été donné de faire, je me plais à le lui rapporter comme lui appartenant. »

Dans les premiers temps de Berthoud, alors que commencèrent ces exercices d'histoire naturelle, ces leçons de choses, qui furent en si grand honneur à Yverdon, les maîtres n'étaient guère moins ignorants que les enfants. Néanmoins, comme par instinct, ou plutôt sous le souffle inspirateur du maître, on collectionnait des minéraux et des plantes, on les examinait, on les décrivait, et chacun les classait à sa fantaisie. Un ingénieur de Zurich étant venu visiter l'institut de Berthoud, c'est lui qui dit à Krusi : « Ceci est du quartz ; voilà du granit. » Et Krusi est devenu un habile minéralogiste ; et l'orphelin d'Appenzell, Ramsauer, un habile dessinateur, et ainsi de la plupart.

C'est dans le *Chant du Cygne* que Pestalozzi s'explique le plus nettement sur le degré d'instruction nécessaires aux classes populaires :

Quand un tailleur fait un habit, il prend mesure sur la personne qui doit le porter, afin qu'il ne soit ni trop grand ni trop petit. Il faut procéder de même dans l'éducation et donner à l'homme une culture en rapport avec ses besoins : elle ne doit ni demeurer en deçà ni les dépasser.

Le degré de développement de tout homme est donné par la sphère dans laquelle il vit. Il y a danger à le pousser au-delà : on ne peut le faire sans affaiblir la vie qu'il doit déployer dans sa sphère. Le laboureur qui concentrera son intelligence et son

talent dans les limites de sa vocation, la remplira mieux et sera plus heureux que celui qui s'occupera en outre de chasse, d'industrie ou de commerce, ou dont l'esprit courra le monde dans les livres et les gazettes. Les forces qu'on dépense en dehors de sa vocation sont perdues pour celle-ci. Il est à remarquer encore, d'après les règles de la nature, que sortir de la sphère à laquelle on est lié pour la vie, c'est courir dans le vague : là est le pays des illusions, des châteaux en Espagne, des jugements téméraires, des erreurs, des préjugés, et surtout celui des déceptions pour ceux qui s'y aventurent en courant après la fortune.

On cultive l'homme en aveugle dans notre siècle, en méconnaissant les limites que la nature prescrit à son développement.

On pourrait établir trois degrés de culture :

La culture des gens de la campagne : degré inférieur. La culture des bourgeois et artisans des villes : degré moyen. La culture scientifique pour les carrières scientifiques : degré supérieur.

Pour le paysan, les choses essentielles sont la charrue, la force des muscles et la solidité du corps. Il n'a pas, au même degré que l'artisan, besoin du calcul, de l'écriture, de la lecture. La géographie et l'histoire le sortent de sa sphère. L'artisan et le bourgeois ont besoin d'une plus grande culture de l'esprit et du talent, à cause de la nature de leurs relations et de leurs occupations. Je ne dis rien des savants.

Les vérités de bon sens qui servent de base à ce programme ne passeront pas. Mais, à notre époque, où le paysan est appelé chaque jour à exercer les mêmes droits civils et politiques que le noble et le bourgeois, où toutes les relations de la vie se sont étendues et multipliées, où toutes les industries, sans excepter même la pacifique agriculture, ont besoin, pour suffire à l'énorme production exigée par la libre concurrence, d'appeler à leur aide toutes les ressources de la science, j'imagine que Pestalozzi, s'il vivait encore, modifierait quelque peu son programme et n'hésiterait pas à faire disparaître ce qu'il appelle le *degré inférieur*, qui ne convient plus

à personne, pour mettre à sa place le *degré moyen*, qui ne dépasse pas les plus humbles.

La réponse à la seconde question que nous nous sommes posée n'est pas douteuse : Pestalozzi avait un sentiment religieux profond, qui se montre dans toutes les circonstances de sa vie, dans tous ses écrits, et marque d'une vive empreinte tous ses travaux pédagogiques.

Dans sa jeunesse, il s'était d'abord lancé dans la politique ; puis, partageant l'utopie en vogue dans son entourage académique de Zurich, il avait entrepris avec la même ardeur de réformer l'agriculture, croyant trouver dans cette réforme le salut de l'humanité. Une fois marié et devenu père, une rénovation morale et religieuse se fait dans son âme ; il regrette amèrement sa dissipation antérieure et éprouve le besoin de se sanctifier pour pouvoir élever saintement un être chéri. C'est alors qu'il écrit dans le journal de sa femme :

J'étais toujours occupé de soins insignifiants, et non point de rendre mon cœur digne du plus heureux jour de ma vie. Hélas ! j'ai oublié mon Seigneur et mon Dieu, et dans l'anxiété de mon cœur je n'ai point prié celui qui a formé chacun de nous dans le sein de sa mère et qui donne à tous la respiration et la vie. Pardonne-moi, mon Père, je ne suis pas digne d'être appelé ton fils. Tu as répandu tes bénédictions sur moi au delà de toute mesure. Tu as conservé à ma femme la vie et la santé ; tu m'as rendu père d'une de ces créatures immortelles. Ah ! si je pouvais reconnaître ta bonté par mon repentir !... Envoie-moi ton esprit d'en haut. Donne-moi maintenant une nouvelle force, crée en moi un nouveau cœur et un nouveau zèle ! O mon fils, mon fils, horrible pensée ! trahi par moi, infidèle à ta destination, tu pourrais un jour devant mon Juge être l'accusateur de ton père, de celui qui devait te conduire dans des chemins sûrs ! Il vaudrait mieux pour moi que je n'eusse jamais vu ton visage. Dieu me préserve, cher enfant, d'exciter aucun vice dans ton âme !

Voici quelques pensées extraites de son premier ou-

vrage, *Soirée d'un Ermite*, écrit sous forme d'aphorismes :

Le besoin le plus intime de l'homme, c'est son rapport avec Dieu.

O homme, ta nature douce et impressionnable n'a pas de force pour supporter sans Dieu la contrainte, la souffrance et la mort.

C'est parce que l'humanité croit en Dieu que je suis tranquille dans ma cabane.

La source de la justice et de toute bénédiction dans le monde, la source de l'amour fraternel parmi les hommes, est dans cette grande pensée de la religion, que nous sommes enfants de Dieu.

Je crois que le christianisme est le sel de la terre (1).

On n'a pas oublié que c'est en instruisant le jeune Jacobi que s'éveillèrent dans l'esprit de Pestalozzi ses idées nouvelles sur l'éducation, en même temps que s'allumait dans son cœur la sainte passion de se consacrer à la régénération morale du peuple par l'éducation élémentaire. Et voici comment il l'entend :

Il faut, non pas seulement que les enfants apprennent à répéter de bouche que l'homme a été créé à l'image de Dieu, et qu'il doit vivre et mourir comme enfant de Dieu, mais qu'ils éprouvent cette vérité dans leur cœur, et qu'elle les élève, non seulement au-dessus du bœuf qui laboure, mais encore au-dessus de l'homme vêtu de pourpre et de soie qui vit d'une manière indigne de sa haute destination.

Et ailleurs :

Quelle effrayante responsabilité pour le directeur, à qui il sera redemandé les âmes de cent enfants, s'il leur a laissé oublier leur Dieu, leur Père, leur Sauveur? s'il n'a pas maintenu en eux, fortes et vivantes, comme un besoin de l'âme humaine, la foi en la révélation divine, notre seule consolation dans l'épreuve, et l'espérance de la vie éternelle à laquelle nous sommes appelés! — *Lettre de Newhof*, vers 1777.

(1) Cette dernière pensée se trouve dans une lettre du 1^{er} octobre 1795.

Et dans le *Chant du Cygne* :

L'homme ne vit pas de pain seulement ; chaque enfant a besoin d'un développement religieux ; chaque enfant a besoin de savoir prier Dieu en toute simplicité, mais avec amour et avec foi. Ce besoin est un privilège qui relève les plus humbles et qui les développe moralement d'abord, puis aussi intellectuellement.

Des historiens ont remarqué, non sans quelque surprise, que l'enseignement de la religion n'avait pas de place spéciale dans la méthode, qu'il n'y était pas même représenté par un de ces petits livres que nous appelons *catéchismes*, où sont brièvement exposés les vérités à croire et les devoirs à pratiquer. Ce n'est pas, comme on pourrait le penser, que la plupart des enfants élevés par Pestalozzi, vivant dans un milieu chrétien, avaient moins besoin d'être affermis dans leur foi par des leçons spéciales de religion. On serait certainement plus près de la vérité en disant que Pestalozzi, si dédaigneux en général de tout livre didactique, ne voulait pas plus de *catéchismes* qu'il n'admettait de *grammaires* ou d'*arithmétiques*. A notre avis, la raison fondamentale est qu'il envisageait la religion, non comme une branche d'enseignement, mais comme un moyen d'éducation, agissant de lui-même et par sa seule pratique sur le cœur et la volonté, pour les porter au bien et les soutenir dans la vertu.

Quoique l'ancien pasteur Niederer fût, à Yverdon, comme le chapelain de l'établissement, c'était Pestalozzi qui, chaque matin et chaque soir, présidait le *culte*, selon l'expression dont se servent les protestants. Le culte commençait par une méditation que le maître improvisait en se promenant de long en large dans la grande salle entourée de gradins qui servait de chapelle, et où tous les enfants et tous les maîtres étaient

réunis. « Sa parole, dit Ch. Ritter, plongeait dans le cœur de ses élèves et y produisait une impression profonde. » L'exercice se terminait par le chant, une lecture de la Bible et la prière. Celle-ci était parfois muette, et alors chacun priait en son particulier pendant quelques moments de silence. Ces improvisations sont perdues, sauf quelques-unes qu'on a recueillies et qui peuvent nous donner une idée de toutes les autres. Voici un extrait d'une méditation prononcée un vendredi pendant l'hiver :

Aucun des jours de la semaine n'est-aussi important que celui-ci, jour des souffrances et de la mort de Jésus-Christ. Nous nous sommes occupés hier du repos de l'hiver. J'ai cherché à vous faire comprendre que la semence jetée dans le champ ne prospère que lorsque le champ a été bien labouré ; quand il a été mal préparé, ni l'hiver ni son manteau de neige ne peuvent contribuer à l'œuvre du soleil, nonobstant le repos de l'hiver, la semence est étouffée dans le champ mal préparé. Ainsi l'homme ne peut espérer un lit de mort paisible et une heureuse résurrection, que lorsque les semences de sa vie sont propres à donner une bonne récolte. Il ne peut se livrer en paix au sommeil, si le travail de la journée n'a point été accompli.

Quand nous prenons au sérieux cette vérité, nous comprenons que le sacrifice et la mort de Jésus-Christ ont été l'accomplissement de son œuvre sur la terre. Sa dernière parole fut : « Tout est accompli, » et comme il était assuré que son travail était bien terminé, il mourut en paix. Il a vécu pour son Père céleste et pour l'humanité ; de là son repos.

Puissions-nous suivre son exemple, persuadés que c'est le seul moyen de jouir du repos éternel !

Nous devons nous demander sans cesse : Me suis-je efforcé de travailler à mon perfectionnement ? ma conduite a-t-elle prouvé que j'avais avancé quelque peu dans cette voie, la voie de la sanctification ? Qui peut aller au-devant de la mort avec tranquillité, si ce n'est celui qui a pleinement accompli sa tâche ?

Efforcez-vous à aimer toujours davantage Dieu, vos parents et vous tous les uns les autres.

Pestalozzi avait aussi l'habitude, chaque nouvel an, d'adresser à toute sa maison un discours dans lequel il passait en revue l'année écoulée et s'exprimait à cœur ouvert sur l'état de son œuvre, sur les craintes et les espérances qu'elle lui faisait concevoir. Dans tous ces discours respirent la foi la plus vive, et en même temps la plus tendre affection pour les maîtres et les élèves.

Celui du 1^{er} janvier se termine ainsi :

Père tout-puissant qui nous conduis, achève le miracle de ta grâce envers moi. Conserve-moi le cœur de mes amis jusqu'au tombeau. Conserve le lien qui nous unit jusqu'à ce que soit accomplie l'œuvre que tu nous as mise au cœur, et que ta grâce a préservée jusqu'à présent. O Dieu, mon créateur, conserve-moi la seule force que tu m'as donnée, conserve-moi mon amour. Ne me laisse pas oublier un seul moment tout ce que je te dois, et ce que je dois aux amis ici réunis. Renouvelle mon amour pour toi, renouvelle mon amour pour tous les enfants qui m'entourent, qui sont mon espérance, qui seront la consolation de ma vie...

Je m'adresse maintenant à vous, jeunes gens et jeunes filles, mes enfants bien-aimés. Que vous dirai-je dans la plénitude de mes sentiments paternels à cette heure solennelle où commence une nouvelle année ? Je voudrais vous presser tous sur mon cœur avec des larmes de joie, en remerciant mon Père qui est au ciel de ce qu'il m'a permis d'être votre père. Je voudrais tomber à genoux et dire à mon Père qui est au ciel : Seigneur, me voici avec les enfants que tu m'as donnés. Je voudrais tomber à genoux et lui dire : Seigneur, pardonne-moi, car je suis bien loin d'avoir été pour ces chers enfants tout ce que j'aurais dû être pour eux ; pardonne-moi, car je n'ai pas été leur père comme j'aurais dû être leur père. Je voudrais tomber à genoux et lui dire : Seigneur, le fardeau que tu as mis sur mon épaule est trop pesant pour moi ; tu me l'as donné, aide-moi à le porter, et donne-moi, donne à ceux que tu as appelés à servir avec moi de pères à ces enfants, donne-nous à tous ton Saint-Esprit, ton Esprit d'amour et de sagesse, afin que, fortifiés par ta force, nous achevions tous saintement l'œuvre que tu nous as donnée à faire et que nous amenions nos enfants à être réellement tes enfants.

Le discours de Noël 1810 parle d'abord de la grande joie que ce jour nous rappelle et qu'il doit renouveler pour tous les hommes. Jésus-Christ, devenu homme pour nous racheter, et nous, pardonnés, sanctifiés, unis par l'amour, en communion avec Dieu le Sauveur pour l'éternité : voilà la grande joie, une joie céleste et divine, qui surpasse toutes les autres joies de la terre. Mais, pour goûter cette joie, il faut avoir le cœur plein de l'esprit de Jésus-Christ.

Mais le plus beau peut-être et le plus touchant de tous est celui que Pestalozzi prononça le 12 janvier 1818. On y trouve sa doctrine éducative exposée avec force et clarté. Il affirme que « l'esprit de bénédiction de la vraie doctrine de Jésus-Christ peut seul entretenir dans les âmes une vie intérieure et pure. » « Amis et frères, y lisons-nous vers la fin, en ce jour solennel où je dispose ma maison pour entrer dans la vallée de la mort qui conduit à la résurrection, je vous en prie, ne me regardez pas selon la faiblesse de ma vie, mais souvenez-vous de mes paroles. Aimez-vous les uns les autres comme Jésus-Christ nous a aimés. Mais voici ce que je demande surtout de vous, car c'est notre obligation la plus sainte et la plus élevée : Veillez sur vos enfants, priez avec eux et priez pour eux. »

C'est donc avec raison que M. de Guimps, le plus récent historien de Pestalozzi, caractérise ainsi son rôle pédagogique : « L'instruction des enfants n'était pas le principal but auquel Pestalozzi vouait l'ardente activité de sa vie. Ce qu'il voulait surtout régénérer, c'était l'éducation morale et religieuse ; ce qu'il voulait particulièrement développer, c'était le cœur, et dans le cœur, la foi et l'amour. Il voulait que l'Évangile pénétre, s'assimile tout leur être, pour former leur conscience, pour

être le principe de leurs sentiments, de leurs aspirations, de leur volonté. »

Michelet, qui manie la langue et les idées en véritable prestidigitateur, dans son livre intitulé : *Nos Fils*, raconte cette anecdote, que nous avons rapportée nous-même : « Un jour que Pestalozzi, âgé de quatre-vingts ans, visitait une école, un enfant vint lui offrir une couronne de chêne ; le vieillard la prit, et la déposa sur la tête de l'enfant, en disant : Elle appartient à l'innocence ; » et Michelet ajoute : « Mot d'un vrai sage qui, à travers ses troubles, garda la foi moderne, et, contre le passé, dit au dernier jour : L'homme est bon. » M. de Compayré, dans l'ouvrage cité plus haut, répète l'anecdote et la donne comme une preuve que « le premier principe de la pédagogie de Pestalozzi, c'est que l'enfant est bon. » Si l'on entendait par là que Pestalozzi ne croyait pas plus que Rousseau au dogme chrétien du péché originel, ce serait une erreur complète. Notre pédagogue reconnaissait incontestablement l'existence originelle du mal dans le cœur de l'homme. Dans le recueil de ses fables, il s'en trouve une composée uniquement dans le but d'exprimer cette vérité d'une manière populaire ; la voici :

L'Intérieur de la colline.

Un fou, voyant une colline couverte d'une belle verdure, pensait qu'elle devait être d'excellente terre jusqu'au fond. Un homme qui connaissait les lieux le conduisit à un endroit où l'intérieur était à découvert : ce n'était que roc et gravier.

Les collines de la terre, si vertes et si fertiles qu'elles soient, ont presque toujours un sous-sol dur et stérile.

La nature humaine, à quelque hauteur que s'élèvent le cœur et l'esprit, a dans la chair et dans le sang des couches mauvaises, qui ressemblent fort au roc et au gravier...

C'est pourquoi, quelque haut qu'on soit, il faut suivre le pré-

cepte : « Veillez et priez, de peur que vous ne tombiez dans la tentation, car l'esprit est prompt, mais la chair est faible. »

Il y a plus. Le péché originel et la grâce sont, dans le christianisme, deux vérités corrélatives ; qui admet l'une, par là même doit admettre l'autre. Le péché originel, vice de notre nature, est la blessure ; la grâce divine en est le remède. Eh bien, Pestalozzi croit aussi en la nécessité de la grâce ; elle entre comme un des facteurs essentiels dans son idée de l'éducation. Voici comment il s'exprime dans son *Chant du Cygne* :

La nature humaine ne peut vivre seule et de sa propre vie. Il y a, en dehors de notre nature, une base sur laquelle elle doit reposer tout entière, c'est la grâce divine. Hors de cette base, l'idée de la culture élémentaire n'a aucun fondement solide et ne peut parvenir à une pleine harmonie. Hors de cette grâce que l'homme doit chercher en Dieu par la prière, tout dans l'homme, son cœur et son esprit, est sensiblement ramené sous l'empire de sa nature animale. Oui, ce qui donne de la vie au cœur et le purifie, ce qui ennoblit l'intelligence et sanctifie le talent, c'est la grâce de Dieu. Elle doit devenir l'âme de notre âme, la vie de notre vie, sans quoi toute notre éducation s'écroule sous le poids de sa faiblesse.

Mais peut-être aussi n'y a-t-il entre M. Compayré — je ne dis pas entre Rousseau, — et nous qu'un malentendu. Rousseau attribue à la nature de l'enfant une innocence, une bonté parfaite. « Il n'y a point, dit-il, de perversité originelle dans le cœur humain ; c'est la société qui corrompt les hommes. » Quoi ! des hommes naturellement bons, et une société mauvaise ! Mais la société, qui se compose d'hommes, qui l'a rendue mauvaise ? Une multitude de sources alimentent un réservoir ; toutes ces sources sont pures, et les eaux du réservoir seraient empoisonnées ! Né au sein du calvinisme, qui exagérât le dogme du péché originel et tenait l'enfant

comme entièrement et essentiellement mauvais, Rousseau a réagi, mais avec excès, contre cette exagération et proclamé l'enfant entièrement et essentiellement bon. M. Compayré est loin d'être aussi absolu ; d'autres passages de son livre le prouvent. Il se trompe toutefois sur la vraie doctrine de Pestalozzi, induit sans doute en erreur par plusieurs passages où notre pédagogue se complait à décrire les charmes de l'enfance, et reconnaît d'heureux germes, des trésors de bons sentiments jusque dans les âmes les plus dégradées. Or c'est là justement ce qu'enseigne l'Eglise catholique, et il nous semble que M. Compayré trouverait bien peu de chose à reprendre dans ce passage de Mgr Dupanloup : « Il y a dans l'enfance une grâce, une dignité, une noblesse qui lui est propre ; c'est ce je ne sais quoi d'heureux qui respire son origine céleste et qui n'est pas dans le commun des hommes. Rien encore n'a été flétri et abaissé en cet enfant. Sans doute, il porte en lui, avec la tâche originelle, le penchant au mal qui est le triste apanage de notre nature ; mais c'est un germe enveloppé dans la profondeur de son âme, et qui n'a encore reçu aucun développement. »

Pestalozzi mérite-t-il la réputation qu'ont voulu lui faire quelques disciples enthousiastes ? Si l'on s'arrête à ses œuvres extérieures, à son enseignement, à l'histoire de ses établissements d'éducation, on trouvera qu'il n'est pas beaucoup de maîtres moins capables de diriger un institut scolaire ou même de tenir une classe. Ses théories pédagogiques elles-mêmes manquent de logique, renferment des lacunes considérables et des erreurs. Sous prétexte de revenir à la nature, il a souvent recours à des procédés artificiels, minutieux et compliqués, par-

fois à de ridicules enfantillages, si bien que l'ensemble de sa méthode n'est plus appliquée nulle part, même dans sa patrie. De plus, parmi les idées justes qui font partie de sa doctrine, la plupart avaient été reconnues et exposées avant lui, non pas, il est vrai, avec l'appareil philosophique, mais un peu prétentieux, dont il les a revêtues : qu'il nous suffise de nommer Rabelais, Montaigne, Port-Royal, Fénelon, l'abbé Fleury, Rollin ; l'intuition elle-même avait été appliquée avec succès à l'enseignement par Comenius et Basedow. Mais, si l'on considère avec quelle tendresse il a aimé les enfants, avec quelle abnégation, quelle inébranlable persévérance il a dévoué sa vie à la rénovation morale et religieuse de l'humanité, surtout des orphelins et des pauvres ; si l'on se rappelle qu'il a été, sinon l'inventeur, au moins le promoteur passionné de beaucoup d'idées pratiques et fécondes ; qu'il a enfin, mieux que personne avant lui, formulé ce grand principe, que l'éducation élémentaire de l'enfant doit se faire par l'exercice libre et graduel de ses facultés, on ne saurait refuser à Pestalozzi un rang distingué parmi les maîtres dans l'art de la pédagogie.

DE L'UTILITÉ
DE
RECOURIR AUX SOURCES DE L'HISTOIRE

DISCOURS DE RÉCEPTION

Par M. le Baron A. DE CALONNE.

SÉANCE DU 11 MAI 1880.

Messieurs,

J'étais loin de supposer que mes études fussent un titre suffisant à l'honneur que vous m'accordez. Cet honneur, je le dois uniquement à votre haute bienveillance, car je puis dire, en m'attribuant la pensée d'un moraliste célèbre, que « j'ai mis votre choix à tel prix que je n'ai point osé en effleurer la liberté par une importune sollicitation. »

J'avais d'ailleurs une juste défiance de moi-même. Il n'y a ni titre, ni faveur qui aient pu vous influencer et je me persuade que vous avez voulu honorer, une

fois de plus, en la très indigne personne de son vice-président, la Société des Antiquaires de Picardie, à laquelle je suis fier d'appartenir, et à laquelle j'ai voué une profonde gratitude, parce que c'est aux encouragements qu'elle me prodigua, à peine avais-je quitté les bancs du collège; c'est aux précieux exemples des érudits qui l'illustrent que je dois d'avoir vu se développer en moi le goût, j'allais dire la passion des études historiques qui sont le charme de ma vie et qui m'ouvrent aujourd'hui les portes de l'Académie.

Déjà, Messieurs, par l'organe de votre honorable directeur, je vous ai exprimé les sentiments que m'inspirait votre vote indulgent et spontané. Ce que je lui écrivais, en réponse à sa gracieuse communication, j'aime à le redire ici et très haut: M'associer à vos travaux sera pour moi plus qu'un honneur, ce sera un profit, une jouissance!

Un académicien, dont le souvenir est encore vivant chez la plupart d'entre vous, rappelait, un jour, comment la découverte de quelques vieux parchemins avait successivement fait de lui un paléographe et un archéologue. Il ajoutait :

« Soyez-en persuadés, je ne me suis pas condamné à
« entreprendre la publication des coutumes locales du
« bailliage d'Amiens uniquement pour faire connaître
« les usages et la simplicité des anciens temps, mais
« bien pour essayer, selon mes forces, de réhabiliter
« quelques-unes des institutions de nos ancêtres. Dans
« ce pêle-mêle de dispositions si confuses, si contradic-
« toires en apparence, l'unité se fait jour. Ces coutumes
« si diverses, lorsqu'on les étudie avec attention, appa-
« raissent comme la conséquence d'un système politique
« fortement organisé. »

Ce que M. Bouthors disait, il y a trente ans, de la nécessité de recourir aux sources de l'histoire, en vue de restituer au passé sa véritable physionomie, à plus forte raison le répéterai-je, maintenant que nous voyons les études historiques partout encouragées, développées, vulgarisées pour ainsi dire.

Jamais la curiosité ne s'est portée plus avidement vers la connaissance du passé. Nous avons vécu, depuis un demi-siècle, dans un monde agité par tant d'événements prodigieux et divers ; les peuples, les lois, les trônes ont tellement éprouvé de vicissitudes ; l'avenir, même prochain, semble chargé de la solution de si grands problèmes, que le premier emploi du loisir et de la réflexion a été l'étude de l'histoire. Non pas seulement de cette histoire qui consiste dans les chroniques des guerres et des révolutions ou dans le portrait des grands hommes, mais encore de l'histoire des mœurs et des usages de nos pères qui nous permet de vivre en quelque sorte de leur vie.

Alors, Messieurs, un acte qui vous indignait, tant qu'il se présentait à nos yeux comme isolé, apparaît conforme aux mœurs de l'époque et amené par le train ordinaire des choses.

Alors, fait-on justice des accusations mensongères qu'un illustre économiste qualifie de fausses théories d'histoire. Fausses théories qui prirent naissance, la plupart du moins, dans le cours du dix-huitième siècle ; du jour où, par une pente involontaire peut-être, par une opinion falsifiée à sa source, certains écrivains mirent en oubli les éléments des libertés publiques qui s'étaient transmises à travers les âges.

Cherchant avant tout le succès populaire, ces mêmes écrivains sacrifièrent sans mesure et sans discernement

l'aristocratie féodale et l'autorité royale, afin de représenter le peuple comme écrasé sous le poids d'une servitude odieuse et permanente.

Dès les premières années de notre siècle, une réaction se produisit contre ces tendances, réaction qui s'accrut davantage à mesure que la lumière se fit parmi les riches collections de titres originaux, de cartulaires, de chroniques, de mémoires, de dénombrements entassés dans les dépôts de nos archives départementales et municipales.

On a compris — on comprend surtout maintenant — qu'il y a là une mine incomparable de renseignements précieux et que les parchemins poudreux permettent d'apprécier, sainement et justement, les idées comme les mœurs des générations descendues au tombeau depuis des siècles.

Augustin Thierry reconnut un des premiers le contraste existant entre les sources autorisées auxquelles il puisait les éléments de ses travaux et le style pompeux des historiens qu'il combattait. Il en fut frappé. Sa conscience se révolta contre la mauvaise foi de ceux-là même qui avaient été ses maîtres.

« Je tâchai, écrivait-il, d'effacer de mon esprit tout ce
« qu'ils m'avaient enseigné et j'entrai pour ainsi dire en
« rébellion contre eux. Plus le renom et le crédit
« d'un auteur étaient grands et plus je m'indignai
« de l'avoir cru sur parole et de voir qu'une foule de
« personnes croyaient et étaient trompées comme moi...
« J'étais donc fondé à dire que nos historiens modernes
« présentaient sous le jour le plus faux les événements
« du moyen-âge..... Il ne faut pas se dissimuler que,
« pour ce qui regarde la partie de l'histoire de France
« antérieure au dix-septième siècle, la conviction publi-

« que, si je puis m'exprimer ainsi, a besoin d'être
« renouvelée à fond. »

Augustin Thierry se mit à l'œuvre. Vous n'ignorez pas avec quel succès. Et si le témoignage de l'auteur de *l'Essai sur l'histoire du Tiers-État* ne suffisait pas, j'en trouverais un non moins significatif sous la plume de M. le Play :

« Je n'ai jamais négligé l'occasion de connaître le
« sentiment des érudits que forme notre école des
« Chartes et qui gardent les trésors de la science sociale.
« J'ai toujours appris avec étonnement qu'ils n'y trou-
« vent aucune trace de cette opposition permanente qui,
« d'après une opinion devenue fort commune, aurait été
« le trait caractéristique de notre ancien régime. Les
« monographies, que ces savants commencent à publier,
« mettent en relief l'excellence des rapports qui unis-
« saient les seigneurs soit aux paysans, soit aux
« bourgeois. »

Enfin, M. Taine dont les derniers ouvrages ont eu un immense retentissement, M. Taine ne déclare-t-il pas qu'il faut avant tout que le témoignage historique ne soit point une pièce de polémique concertée pour les besoins d'une cause ou un morceau d'éloquence arrangée en vue du public ?

« Il n'y a, ajoute-t-il, que les documents originaux
« pour nous montrer les figures vivantes : petits nobles,
« curés, moines et religieuses de province, avocats,
« échevins et bourgeois des villes, procureurs de cam-
« pagne et syndics de villages, laboureurs et artisans,
« officiers et soldats. Il n'y a qu'eux pour nous faire
« voir en détail et de près la condition des hommes,
« l'intérieur d'un couvent, d'un conseil de ville, d'un
« ouvrier, le produit d'un champ, les impositions d'un

« paysan, les dépenses d'un seigneur ou d'un prélat, le budget, le train et le cérémonial d'une cour. »

S'il est grandement utile de porter la lumière dans les coins encore ténébreux ou trop peu éclairés de tant de questions plus célèbres que connues, il ne faut pas que ce soit une œuvre de parti-pris.

En proclamant la nécessité de recourir aux sources et en y recourant moi-même, voici donc ce que je prétends :

Rétablir la vérité historique par les témoignages sévèrement contrôlés, à l'aide des documents originaux soigneusement recherchés, au moyen de textes scrupuleusement étudiés.

A mes yeux, l'écrivain, qui trahirait la vérité historique pour ne pas trahir la faiblesse d'une institution ou d'un régime politique auxquels il aurait voué le culte d'une admiration aveugle, serait non moins coupable que celui qui attaque, sans les avoir étudiés, et cette institution et ce régime politique,

Je réprouve les mutilations et les altérations de l'histoire de quelque part qu'elles viennent, persuadé qu'elles ont fait autant de tort à la cause du passé que les falsifications inqualifiables de ses adversaires.

Toutes les classes de l'ancienne société française ont intérêt à ce que la vérité historique brille dans tout son éclat ; toutes ont intérêt à voir opposer à des on-dit des faits basés sur des documents authentiques.

Le clergé — l'institut monastique principalement — la noblesse, la bourgeoisie, le peuple des villes et le peuple des campagnes gagnent à n'être plus considérés à travers le prisme des passions politiques.

En ce qui concerne les couvents, par exemple, combien n'en a-t-on pas médité ! Combien la raillerie s'est exercée à leurs dépens depuis la caricature jusqu'au poème ;

depuis le rire éclatant de Pantagruel jusqu'à l'inoffensif badinage de Vert-Vert ! Que d'exagérations dans le procès fait aux moines alors que la littérature et l'histoire les prirent à parti ; les attaquant sans pitié et sans trêve ; dénonçant la vie du cloître comme une hypocrisie soutenue ou comme un sacrifice ridicule des plus doux sentiments de la nature.

Trente ans s'étaient à peine écoulés depuis la ruine des ordres religieux et Montalembert laissait échapper cet aveu :

« J'étais bien de mon temps. Je n'avais pas la moindre notion de ce qu'était un moine et dans tout le cours de mon éducation domestique ou publique, personne ne m'avait enseigné à connaître les ordres monastiques qui civilisèrent l'Europe. »

Depuis, bon nombre d'écrivains impartiaux ont pénétré dans l'intimité du cloître, et si l'institut monastique n'échappe point à l'infirmité de toutes les choses humaines, il demande justice, ne serait-ce qu'au nom des lettres qu'il fit revivre, au nom des auteurs anciens qu'il conserva, au nom des annales des peuples qu'il rédigea, au nom de la civilisation qu'il a créée et développée.

Non moins que l'institut monastique, la noblesse et le Tiers-État recueillent le bénéfice de l'élan irrésistible qui pousse les esprits sérieux à interroger les sources de l'histoire.

A la noblesse il n'est désormais plus permis d'imputer — d'une façon générale, j'entends, — les excès condamnables dont les écrivains modernes se plaisent à enrichir ses annales, non plus que les droits odieux dont on ne trouve aucune trace si loin qu'on remonte dans le passé.

Au Tiers-État, Augustin Thierry a élevé un monu-

ment impérissable. Quand je dis le Tiers-État, je comprends la population des hameaux tout aussi bien que la population des villes privilégiées. Pour les cités comme pour les communes rurales, l'ordre, la régularité, l'économie, le soin du bien être de tous n'étaient pas seulement une tendance ; ce fut, de bonne heure — plus tôt qu'on ne le croit — un fait de tous les jours garanti par des institutions de tous genres ; institutions souvent méconnues, j'en conviens, notamment à l'époque des guerres sans nombre qui ont affligé notre pays, mais qui n'en existaient pas moins.

L'histoire de France, — l'histoire du moyen-âge aussi bien que l'histoire du siècle de Louis XIV — ne peut plus être écrite par les modernes comme elle l'a été par nos devanciers. La religion, la philosophie, la législation, le commerce, la littérature, les arts, les sciences, en un mot, tout ce qui tenait peu de place dans les préoccupations des savants, mais ce qui est cependant la cause réelle des civilisations, est aujourd'hui l'objet des recherches de l'antiquaire et du paléographe. Ils relèvent, pour les étudier, les classes oubliées ou proscrites.

L'historien universel, tout en embrassant d'un coup d'œil la marche de l'humanité à travers les siècles, aura désormais le devoir de suivre attentivement les investigations faites par ses confrères, les historiens de détail, s'il ne veut encourir le reproche de manquer à cette passion de vérité, à ce besoin d'exactitude qui sont une des plus nobles exigences de notre époque.

Tantôt les révélations profiteront aux institutions anciennes et tantôt elles les présenteront sous un jour défavorable, mais constamment la vérité historique se dégagera rayonnante des documents originaux. Or, par sa nature même, l'homme a soif de la vérité. C'est,

comme le remarquait Bossuet, l'aspiration constante de nos âmes et M. Thiers aussi le comprenait, qui s'écriait au cours de l'histoire du Consulat et de l'Empire : « Le vrai ! voilà le but, le devoir, le bonheur même d'un historien véritable ! Quand on sait apprécier la vérité, quand on sait combien elle est belle, on ne veut, on ne recherche, on n'aime, on ne présente qu'elle!!!

RÉPONSE

AU

DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. LE BARON A. DE CALONNE

Par M. PEULEVÉ.

SÉANCE DU 11 MAI 1880.

MONSIEUR,

Nous savions déjà depuis longtemps l'estime dont vous êtes entouré dans la Société des Antiquaires de Picardie, l'émule très sympathique de notre Société académique ; et l'honneur de la vice-présidence qu'elle vous a décerné, justifie bien le renom qui vous avait précédé chez nous, avant même que vous fussiez des nôtres.

N'en déplaise à votre modestie, nous avons apprécié à une haute valeur les différentes publications que vous fîtes à diverses reprises touchant les histoires locales de l'Artois et de la Picardie.

Vous êtes, Monsieur, un travailleur, un travailleur érudit qui ne reculez pas devant la tâche de fouiller les

documents authentiques, les parchemins poudreux du moyen-âge afin de reconstituer les mœurs d'une époque et surtout l'histoire locale d'une région.

Vos loisirs, vous les consacrez à l'étude et au travail, bel et noble emploi dont nous vous félicitons, et dont nous nous réjouissons, car il nous est garant d'une coopération savante et active à nos travaux.

Vous avez surtout appliqué vos recherches au dépouillement du moyen-âge, cette époque de transition où la France unitaire n'existait pas encore, mais où elle s'est agitée dans un laborieux et pénible enfantement. Les études locales, en ce qui concerne cette époque, sont bien aussi instructives que l'histoire générale. Notre pays n'était alors, en effet, qu'une réunion de tronçons nombreux, isolés, ayant chacun sa vie propre, n'ayant pas encore et ne pouvant pas avoir l'idée de l'unité territoriale ; présentant le spectacle singulier, quand on le voit du *xix^e* siècle, d'une hiérarchie remplie d'incohérence, toute de tradition et d'arbitraire, le régime féodal. En haut le Seigneur sous toutes ses formes ; en bas le manant, le vilain, ; entre les deux, les vassaux plus ou moins hiérarchisés ; les uns toujours en guerre ou en luttes, les autres bons pour payer ; — jusqu'au jour où l'idée d'association, germant ou se développant malgré tout chez les opprimés, finit par avoir raison du joug à mille formes qui les courbait.

La notion du droit commençait à naître, se dressant irrésistiblement devant l'autorité arbitraire. Les associations communales s'essayaient, inconscientes encore du germe fécond qu'elles portaient en elles et qui devait aboutir à une rénovation morale, politique et sociale.

Voilà les siècles féconds en luttes que vous étudiez et où votre patiente érudition peut se donner carrière à

travers les dédales infinis d'histoires locales où les noms, les coutumes, les charges, les impôts, les juridictions, l'administration variaient d'une province à la province voisine, d'un comté à un autre comté, d'un évêché à un prieuré, chacune de ces puissances exerçant des droits plus ou moins onéreux et qui avaient forcément pour objet la terre et ceux qui y étaient attachés. Plus tard les communes auront leur véritable organisation, leurs droits seront reconnus et le plus habituellement respectés et c'est d'elles que naîtra ce tiers-état qui tiendra une si grande place dans l'histoire.

Il semble, dans les réflexions que vous venez de nous communiquer, que vous ayez surtout en vue la fin du moyen-âge, où les communes, en effet, se sont trouvées bien et dûment organisées, ayant leur charte reconnue et tout le rouage municipal parfaitement complet.

Si je fais cette distinction, c'est que je m'étonnerais beaucoup de voir appliquer au moyen-âge enfant, les appréciations élogieuses que mérite le moyen-âge majeur et adulte. Il me paraît difficile d'englober dans un même jugement les deux parties de cette époque, l'une florissant avec le servage et, par une conséquence inéluctable, avec l'oppression, l'autre avoisinant une ère rénovatrice, fécondée par le souffle puissant d'une dignité légale qui envahissait le pays, je dirais presque l'Europe, et sous laquelle, par suite, les excès des siècles précédents devenaient impossibles, par la résistance organisée qu'ils rencontraient.

Il est juste d'ajouter que l'autorité royale, et non les seigneurs, par l'augmentation de son domaine et son esprit dès lors centralisateur, fut l'ouvrière habile de ce grand mouvement, et aida, moitié par sa volonté et beau-

coup par la force même des choses, à sortir des épaisses ténèbres du passé.

M. Le Play proclame l'excellence des rapports qui unissaient les seigneurs aux paysans et aux bourgeois, et ne trouve aucune trace de l'opposition permanente qui aurait été comme le trait caractéristique de notre ancien régime.

En lisant cette déclaration faite d'une façon aussi catégorique, sans autre distinction d'époque que celle d'ancien régime, j'éprouve quelque embarras même pour y répondre, ne sachant au juste à quel siècle elle s'applique. Heureusement pour la vérité historique, vous ajoutez à ces paroles qui me semblent bien absolues, et qui répondent peu aux idées généralement reçues, un correctif qui rétablit l'équilibre, en disant qu'il ne faut pas glorifier outre mesure un passé qui connut des abus très regrettables, dont les temps modernes ont fort heureusement fait justice.

Et comment n'y aurait-il pas eu des abus dans une société où le premier abus était l'organisation sociale elle-même ? N'est-ce pas un principe faux en effet que celui sur lequel a reposé la société du moyen-âge, à savoir : que la souveraineté est attachée à la propriété. L'ancien régime, plus que le moyen-âge, reposait encore sur ce principe, à tel point qu'on pourrait presque dire (et c'est logique), que plus ce principe a été absolu dans son application, plus il y a eu d'excès et de servitude ; à mesure, au contraire, que le moyen-âge grandit, la notion de la souveraineté nationale combat la souveraineté territoriale, les abus diminuent, ils ont trouvé un frein. Quels combats cependant pour en arriver là ? Quelles luttes à tous propos et combien longtemps cette puissance territoriale a tenu en échec ou réduit à l'impuissance les notions de

droit public qui ne purent sérieusement voir le jour que vers la fin du moyen-âge. Les États Généraux que Philippe-le-Bel faisait assez puissants pour les interposer entre la tiare et sa couronne ne l'étaient pas assez pour discuter contre la souveraineté soit du seigneur, soit de la royauté. Car, c'est seulement en 1484 aux États généraux de Tours, qu'un député de la Bourgogne, Philippe Pot, osait, avec une certaine témérité, exposer en pleine séance les droits naturels de la nation à gouverner. Ce fut à propos de la tutelle du jeune roi Charles VIII, tutelle, comme vous le savez, que se disputaient les princes du sang. Philippe Pot s'exprima ainsi :

« Comme l'histoire le raconte, et comme je l'ai appris
« de mes pères, dans l'origine, le peuple créa des rois
« par son suffrage et il préféra particulièrement les
« hommes qui surpassaient les autres en vertu et en
« habileté. En effet, chaque peuple a élu un roi pour son
« utilité. L'État est la chose du peuple ; quand je dis
« peuple, j'entends les hommes de toutes conditions,
« sujets et princes. Est-ce que chez les Romains, aucune
« loi était promulguée avant que, d'abord rapportée au
« peuple, elle eût été approuvée par lui ? Eh bien, les
« États généraux sont les dépositaires de la suprême
« puissance, étant les représentants du peuple ; et c'est
« à eux seuls que doit appartenir le droit de nommer le
« conseil de tutelle du jeune roi. »

Ainsi parle Philippe Pot, arborant hardiment en face de la Cour, des principes qui semblèrent étranges à cette époque. Il fut écouté très attentivement.

A ces nouvelles idées sur la souveraineté se joignait aussi l'idée de légalité qui se fit jour parlementairement dans ces mêmes États. C'est là, en effet, que paraît s'être

discutée pour la première fois, cette question importante surtout par le principe qu'elle voulait consacrer à savoir : Qui indemniserait les députés ? Le tiers état demandait que chaque ordre indemnisât ses délégués. Les ordres privilégiés répondirent que la seule fonction de la noblesse était de combattre ; celle du clergé de prier, celle du tiers état de payer. Ils refusaient donc toute contribution.

Le chancelier accorda bien que seul le tiers état devait payer tout le monde ; mais il demanda au clergé et à la noblesse pour l'amour de Dieu et à cause de la détresse des contribuables, d'accepter pour cette fois seulement de fournir l'indemnité due à leurs propres députations. C'était une maigre concession, mais à coup sûr elle n'eût pas été faite un siècle auparavant, — et les choses ne se fussent pas ainsi passées aux États de 1302. C'est que l'esprit public avait marché, les idées de justice, d'égalité, de droit, se faisaient jour peu à peu pour marcher à l'anéantissement de l'arbitraire et des excès des siècles précédents.

Comme vous le dites, Monsieur, les excès on ne peut les nier ; sans être jamais légitimes, ils sont expliqués par le vice originel de l'organisation sociale. L'opposition permanente entre les classes, elle ne pouvait pas ne pas exister quand on place d'un côté les droits exorbitants et vexatoires des classes privilégiées, et de l'autre le dénuement légal et absolu des classes inférieures. Comment expliquer sans cela, d'ailleurs, la continuité de ce mouvement d'affranchissement et de revendications commencé au moyen-âge pour aboutir à la fin du xviii^e siècle ?

Je me demande si l'histoire est aussi facile à faire en ce qui concerne la vie seigneuriale, et les rapports des

habitants des villes ou des campagnes avec les potentats hiérarchisés qui exerçaient sur eux leurs droits.

Dans les pièces qui vous sont parvenues, vous dites que l'on ne trouve aucune trace de ces droits seigneuriaux odieux, dont la tradition, à défaut de titres authentiques s'est transportée pleine de vie jusqu'à nous.

Je ne puis avoir, Monsieur, sur des questions historiques, localisées, aussi importantes, ni votre érudition, ni l'autorité nécessaire pour émettre une opinion qui serait absolument sans valeur. Mais je ne puis me soustraire à l'étonnement en pensant qu'ils n'auraient jamais mésusé de leur puissance, ces seigneurs de l'époque dont un document ancien et authentique dit : « Ils sont « seigneurs du ciel à la terre, ils ont juridiction sur et « sous terre, sur cou et sur tête, sur eaux, vents et « prairies. »

C'est encore à cette époque si troublée que le clergé, gardien naturel des lois morales, mais impuissant à les faire prévaloir établissait la trêve de Dieu qui défendait de tuer ou de voler du mercredi soir au lundi matin.

Qui pourra jamais connaître le fond des choses ; et quelles pièces authentiques trouver, relativement à ces rapports de vie quotidienne entre un seigneur puissant et les vilains, ses sujets, qui devaient fournir à lui et à ses vassaux tous les éléments de nécessité et d'agrément de l'existence. Étant donné les mœurs générales de l'époque, la vraisemblance ne paraît-elle pas se ranger du côté de la tradition ?

Non pas, je pense qu'il faille se refuser à penser qu'il ne se soit trouvé bien des seigneurs à l'âme généreuse, vrais croyants pratiquant leurs croyances et mettant en pratique les principes de morale évangélique vis-à-vis

de leurs sujets. Mais faut-il appliquer ce tribut d'éloges et de magnanimité aux classes privilégiées tout entières, et est-il donc démontré que très généralement le seigneur a observé fidèlement et loyalement ses devoirs de protecteur sans jamais pressurer ses protégés ; que l'union la plus sincère n'a cessé de régner entre seigneurs et sujets ! Cette démonstration changerait la face du moyen-âge à la plus grande louange d'ailleurs des classes qui dominaient et feraient des héros de ces cœurs généreux.

La Fontaine a dit, en vers, bien après le moyen-âge il est vrai :

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

Cette vérité aphoristique n'a malheureusement pas éclaté seulement au ^{xvii}^e siècle ; et si elle n'était pas rimée avant lui, je crains bien qu'elle n'ait reçu bien des sévères exécutions dans les siècles précédents.

Je n'en veux d'autres preuves que ces récits historiques où l'on rencontre aussi souvent pour illustrer les seigneurs dont les noms ont traversé les âges, des actes retentissants de cruauté ou d'oppression, que des hauts traits de générosité ou d'abandon de leurs droits.

La faute en est-elle aux historiens ? Leur bonne foi a-t-elle été surprise, ou ont-ils voulu surprendre celle de leurs lecteurs, comme c'est votre opinion, ou bien encore la faute en est-elle à l'histoire elle-même ? Jugement difficile à porter en faisant la part exacte de chacun. Mais, ce qu'avec vous l'on ne saurait proclamer trop haut, c'est la flétrissure de celui qui falsifierait l'histoire en connaissance de cause, en tronquant ses faits ou en altérant les textes. C'est là une fourberie de droit com-

mun qui, de quelque part qu'elle vienne, mérite le mépris et l'indignation des honnêtes gens.

La vérité pourtant ne peut pas être de deux côtés à la fois. Pourtant aussi, les dissentiments existent entre historiens également intègres. Ah ! c'est qu'en histoire il y a autre chose que les faits ; quelque chose qui se place entre le fait et l'écrivain ; ce quelque chose c'est l'interprétation du fait lui-même. Quel est en effet l'historien qui bornera son œuvre à un aride exposé des actes de l'époque qu'il raconte, sans donner en même temps la clef de l'enchaînement des circonstances ; sans relater les causes, ou évidentes ou secrètes, qui ont amené tel événement ; qui n'interprétera pas en un mot, avec son cœur, avec ses convictions et sa loyauté, les actes que l'authenticité ne fait qu'enregistrer ?

Là sans doute est le secret du dissentiment qui peut exister, d'une part entre la tradition qui a toujours son origine vraie, et les auteurs consciencieux qui essaient de l'interpréter à nouveau.

La belle passion de la vérité, la plus noble peut-être, qui puisse orner un historien, vous en êtes pénétré. Vous trouverez pour elle, dans notre Compagnie, un écho vigilant et toujours sympathique.

Vous ne l'avez pas appliquée jusqu'ici à des études synthétiques sur l'histoire, et vos jugements d'ensemble appartiennent plutôt à vos auteurs favoris. Ce sont les études locales que vous avez fait jusqu'ici profiter de votre labeur et de vos recherches. Vous accumulez les matériaux avec science et talent pour ceux qui synthétiseront et écriront l'histoire générale.

Vous mettez ainsi en application une grande et belle méthode qui a vu le jour à notre époque, jeune d'âge par conséquent, mais bien riche déjà par les fertiles

travaux qu'elle a provoqués dans beaucoup de branches des connaissances humaines ; n'est-ce pas la en effet la grande méthode expérimentale appliquée à l'histoire ?

Procédant du simple au composé, accumulant par la statistique les faits simples pour en étudier plus tard les relations, en tirer des conséquences synthétiques qui elles-mêmes deviennent connaissances analytiques relativement à d'autres plus élevées dans l'ordre des idées générales, c'est ainsi que l'histoire isolée des différentes communes vous mène à des vues d'ensemble sur la grande institution communale ; institution qui une fois bien connue va être un des rouages analytiques de l'époque historique ultérieure.

Pardonnez-moi cette considération, trop inspirée peut-être par l'étude habituelle des sciences d'observation. Mais les sciences historiques n'ont rien à perdre à ce contact qui d'ailleurs n'a rien de profane.

C'est en effet une vraie science d'observation rétrospective ou actuelle que l'histoire ; et je conclurai, comme vous, qu'elle doit avoir pour idéal, je dirai presque pour unique culte, cette vérité vraie, cette vérité toute nue à laquelle tout savant est tenu d'offrir à l'avance le fruit de ses méditations.

Laissez-moi vous dire en terminant que vous avez sévèrement appliqué cette règle de conduite dans vos dernières recherches qui constituent sous le titre de : « *La Vie communale au XV^e siècle* ; » un recueil précieux des mœurs sociales, administratives, politiques et religieuses de cette époque. C'est avec le plus grand intérêt qu'on lira ces pages où l'on trouve vivant authentiquement la commune du XV^e siècle avec son organisation municipale, ses élections, son mayor, ses échevins, son budget de recettes et de dépenses. Aussi est-

ce justice que la faveur, dont ce livre est entouré, encore qu'il soit nouveau-né, près des historiens soucieux de la véritable histoire. — Je n'en saurais dire davantage après l'éminent collègue de notre Académie dont la haute compétence a du lever tous les scrupules de votre modestie.

Le présent nous est garant de l'avenir et je fais des vœux pour que vous perséveriez dans ces études consciencieuses, à votre plus grand honneur, Monsieur, et au plus grand profit de la vérité historique.





LES

CRIMINALISTES ITALIENS

ET

LA PEINE DE MORT

Par M. MAXIME LECOMTE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1880.

« Ne touchez pas à la hache ! » — telles furent les paroles adressées au bourreau par Charles I^{er} sur l'échafaud dressé en face de Whitehall, le 9 Février 1649.

Ne touchez pas à la hache ! Ces mots me venaient involontairement à l'esprit, lorsque je méditais sur la peine de mort et sur les nobles efforts qui ont été tentés pour obtenir son abolition.

Ne touchez pas à la hache ! Ces mots n'ont pas arrêté Beccaria, l'illustre criminaliste italien, lorsqu'il a porté une main ferme sur le sinistre instrument et fait tout ce qui était en lui pour l'arracher à l'exécuteur.

La peine de mort n'est ni juste ni nécessaire. Qui soutenait cette thèse et à quelle époque ?

En 1764, le marquis Cesare Beccaria Bonesana, à peine âgé de 27 ans, publiait à Milan le traité *Des délits et des peines*. Ce livre illumina d'une soudaine clarté les profondes horreurs de la législation criminelle. La cause de la justice et de l'humanité était portée devant le tribunal de la conscience publique ; elle devait être gagnée et l'œuvre de la réforme allait enfin commencer, non pas, il est vrai, sans les résistances du pouvoir, sans les luttes entreprises en faveur des préjugés et de la routine, mais en même temps avec un succès presque général et un incessant progrès.

Le chapitre XVI du traité de Beccaria est intitulé : *De la peine de mort* et commence ainsi :

« A l'aspect de cette profusion de supplices qui n'ont jamais rendu les hommes meilleurs, j'ai voulu examiner si la peine de mort est véritablement utile et si elle est juste dans un gouvernement sage.

« Qui peut avoir donné à des hommes le droit d'égorger leurs semblables ? Ce droit n'a certainement pas la même origine que les lois qui protègent. »

M. Faustin Hélie, dans l'édition *Des Délits et des peines* qu'il a donnée, en 1856, a fait précéder l'ouvrage de Beccaria d'une savante introduction et chaque chapitre est accompagné de son commentaire.

« Beccaria, dit l'annotateur, sur le chapitre XVI, est le premier publiciste qui ait mis en doute la légitimité de la peine de mort et proposé sa suppression. C'est l'un des principaux titres de sa gloire. Quelle que soit l'opinion que l'on se forme sur ce point, soit que l'on rejette, soit que l'on adopte sa théorie, on ne peut se défendre d'une vive sympathie pour l'esprit audacieux et humain

qui a osé poser cette thèse hardie et qui en a puisé l'idée dans un ardent amour de la justice. »

Ce qui était une grande hardiesse, au milieu du XVIII^m siècle, semble n'offrir plus rien de neuf, à la fin du XIX^m ; le sujet peut être considéré comme épuisé ; les affirmations de l'une ou de l'autre thèse ne scandalisent et même ne passionnent plus ; les plaidoyers ardents et convaincus de Jules Simon et de Victor Hugo ont fait oublier le chapitre de Beccaria ; les objections les plus pressantes des partisans de la peine de mort se résument en une courte phrase d'un homme d'esprit.

Est-ce à dire qu'on doive ranger parmi les lieux communs, reléguer parmi les disputes d'école, toute étude nouvelle de ce grand problème de philosophie sociale ? Non. Le silence ne peut se faire ; la question sera pendante, actuelle, tant qu'un pouvoir quelconque se croira en droit d'élever un échafaud et que devant cet échafaud une conscience protestera. Non, je considère cette discussion comme toujours digne de fixer l'attention des esprits élevés, de solliciter les méditations du philosophe et du jurisconsulte. (1)

D'autre part, embrasser l'ensemble d'une question si vaste, si complexe et si grave, serait manifestement au-dessus de mes forces. J'ai le devoir de me borner. J'étudierai spécialement le mouvement qui, en Italie, a accompagné et suivi l'apparition de la doctrine de Beccaria.

Imbu des théories de Rousseau sur le contrat social, l'auteur du traité *Des Délits et des peines* les prend pour fondement de ses raisonnements, lorsqu'il veut examiner si la peine de mort est légitime :

(1) Ajoutons : du législateur, puisque le Parlement est actuellement saisi de la question par la proposition Louis Blanc.

« La souveraineté et les lois ne sont que la somme des petites portions de liberté que chacun a cédées à la société. Elles représentent la volonté générale, résultat de l'union des volontés particulières. Mais qui jamais a voulu donner à d'autres hommes le droit de lui ôter la vie ? Et doit-on supposer que, dans le sacrifice que chacun a fait d'une petite partie de sa liberté, il ait pu risquer son existence, le plus précieux de tous les biens ? »

« Si cela était, comment accorder ce principe avec la maxime qui défend le suicide ? Ou l'homme a le droit de se tuer lui-même, ou il ne peut céder ce droit à un autre, ni à la société entière. »

Chose remarquable, Rousseau lui-même, parti du même point, aboutit à une conclusion opposée. Voilà, en effet, ce que dit le philosophe de Genève : « tout malfacteur attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à la patrie : il cesse d'en être membre en violant ses lois, et même il lui fait la guerre. Alors la conservation de l'État est incompatible avec la sienne ; il faut qu'un des deux périsse, et quand on fait mourir un coupable, c'est moins comme citoyen que comme ennemi.... » (*Contrat social*, liv. II, chap. 5).

Beccaria commence par cette proposition : « La peine de mort n'est appuyée sur aucun droit. »

Il résume ensuite en une ligne l'opinion de Hobbes et de Rousseau : « C'est une guerre déclarée à un citoyen par la nation, qui juge la destruction de ce citoyen nécessaire ou utile. » Enfin, il dit nettement sur quel terrain se placera désormais son argumentation : « Si je prouve que la mort n'est ni utile ni nécessaire, j'aurai gagné la cause de l'humanité. »

M. Faustin Hélie (p. 106) pense que le principe posé

par Beccaria : « la peine de mort est en dehors du droit, » est le côté faible de sa thèse ; il montre comme ce principe est victorieusement combattu, notamment par Filangieri, (liv. III Chap. 5).

Avant d'aller plus loin, voyons s'il est réellement impossible de soutenir l'illégitimité de la peine de mort et de prétendre que par sa nature même elle est en dehors du droit humain.

Beccaria, objectera-t-on, s'est bien gardé de proclamer, d'une façon absolue, le prétendu principe de l'inviolabilité de la vie de l'homme par l'homme. Il est incontestable que l'individu a le droit de tuer son semblable qui vient l'attaquer et menacer son existence : ce droit de légitime défense subsiste tant que l'agresseur n'est pas mis hors d'état de nuire. Le droit du pouvoir social va plus loin : la société punit de mort le criminel, bien qu'elle ait d'autres moyens de le mettre hors d'état de nuire, parce qu'il est nécessaire d'intimider par cet exemple ceux qui seraient tentés de commettre le même crime. En un mot, si la peine de mort est nécessaire au maintien de la société, elle est juste. Or, il est des cas dans lesquels la mort est le seul frein capable d'empêcher de nouveaux crimes ; dans ces cas, le pouvoir social a le *droit* de la prononcer : Beccaria l'a formellement reconnu : « Sous le règne tranquille des lois . . . il ne peut y avoir aucune nécessité d'ôter la vie à un citoyen, à moins que la mort ne soit le seul frein capable d'empêcher de nouveaux crimes. Car alors, ce second motif autoriserait la peine de mort et la rendrait nécessaire » (1).

(1) Io non veggio necessità alcuna di distruggere un cittadino, se non quando la di lui morte fosse il vero ed unico freno per distogliere gli altri di commettere delitti ; secondo motivo per cui può credersi giusta e necessaria la pena di morte.

Tout le mérite de la peine de mort consiste donc dans son *exemplarité*. Et si cette exemplarité est contestable ; si, d'autre part, elle n'est pas expérimentalement démontrable, que devient le droit de tuer revendiqué par le pouvoir social ? Il repose sur un pur fait, d'un caractère tellement particulier qu'on peut nier ou en affirmer son existence avec la même bonne foi ; qu'on peut croire avec Filangieri que la peine de mort est efficace, et avec Beccaria qu'elle est funeste à la société ; qu'un gouvernement peut la rétablir, un autre l'effacer de ses lois, sans que chez l'un ou chez l'autre l'ordre social soit menacé.

Un droit qui n'a pas de base plus rationnelle n'est pas un droit ; il n'est lui-même qu'un simple fait, exposé à toutes les fluctuations, destiné à se modifier suivant que la grande famille humaine continue à marcher dans les voies de la civilisation et du progrès ou suivant qu'au contraire elle rétrograde, momentanément et partiellement, et semble regretter ces temps antiques où l'homme était pour l'homme une bête sauvage.

L'exemplarité de la peine de mort est loin d'être confirmée par l'expérience. Il ne manque pas de bandits pleins de mépris pour la mort et donnant sans sourciller leur tête comme enjeu de la lutte sans merci qu'ils veulent entreprendre contre la société. L'un de ceux-là disait à d'autres, frappés de la même condamnation et qui se lamentaient : « Vous avez donc oublié que nous sommes sujets à une maladie de plus que le commun des mortels ? » On en a vu profiter de l'affluence causée par le spectacle d'une exécution capitale pour commettre un crime puni par la loi de la peine de mort. Settimanni rapporte un autre fait curieux. En 1672, on devait exécuter à Pise un Dalmate, condamné à mort

pour fabrication de fausse monnaie. Les professeurs de l'université demandèrent son cadavre pour leurs travaux anatomiques. Par la maladresse du bourreau, la mort ne suivit pas le supplice ; le ressuscité resta à l'hôpital et fut compris au nombre des hommes de service. La leçon fut si peu efficace que sa mauvaise conduite le fit expulser ; puis, pour de nouveaux crimes, il fut condamné et exécuté à Modène. Cette fois, le bourreau fut plus adroit.

Il peut se faire que la peine de mort soit inefficace ; il peut se faire même qu'elle soit, dans un cas donné, la plus inefficace de toutes les peines, en même temps que le plus funeste des exemples.

Mais, admettons pour un instant que seule, en d'autres circonstances, elle puisse servir utilement au maintien de l'ordre social, et, pour employer le langage de Montesquieu, devenir *le remède de la société malade*. Le juge aura le droit de la prononcer, quand il aura la certitude qu'elle frappe le coupable. Il est donc permis, en face de l'absolument irréparable, de passer outre en invoquant la certitude ? Il est permis à un être essentiellement borné et faillible de prononcer comme s'il était absolument infallible ? Non, je ne le crois pas : au créateur seul, le droit de détruire ; à l'infaillible seul, l'irréparable. Vainement on a dit un jour : nous renvoyons le pécheur devant son juge naturel. — La justice humaine émane de la justice divine ; elle ne doit pas en être l'usurpation.

Je ne veux pas, Messieurs, vous parler des nombreuses erreurs judiciaires qui, depuis que des tribunaux existent jusqu'au moment où nous parlons, ont troublé les idées de justice, si chères au cœur de l'homme. Il est certain que de telles erreurs ont existé, en grand nombre

même, et il est certain que la condamnation d'un innocent apporte dans ce monde un désordre mille fois plus grave que l'impunité d'un coupable.

La peine de mort, maintenue dans les lois, expose à chaque instant le pouvoir social à l'obligation de proclamer que tel jour, à telle heure, il a fait tuer un innocent.

Cet ordre d'idées ne se rencontre pas dans le chapitre XVI du *Traité des délits et des peines*. Je signale cette lacune sans chercher à l'expliquer. Depuis Beccaria, elle a été comblée par de nombreux et éloquents écrits.

Notre auteur s'est bien gardé toutefois de ne pas faire remarquer l'horreur instinctive et générale dont le bourreau est l'objet :

« Quel est le sentiment général sur la peine de mort ? Il est tracé en caractères ineffaçables dans ces mouvements d'indignation et de mépris que nous inspire la seule vue du bourreau, qui n'est pourtant que l'exécuteur innocent de la volonté publique, qu'un citoyen honnête qui contribue au bien général, et qui défend la sûreté de l'Etat au-dedans, comme le soldat la défend au-dehors.

« Quelle est donc l'origine de cette contradiction ? Et pourquoi ce sentiment d'horreur résiste-t-il à tous les efforts de la raison ? C'est que, dans une partie reculée de notre âme où les principes naturels ne sont point encore altérés, nous retrouvons un sentiment qui nous crie qu'un homme n'a aucun droit légitime sur la vie d'un autre homme, et que la nécessité, qui étend partout son sceptre de fer, peut seule disposer de notre existence. »

Ces mots qu'il vient lui-même d'écrire : *le sentiment*

général, arrêtent la pensée du philosophe. Il y revient comme malgré lui. N'est-ce pas là une des principales objections dirigées contre la peine capitale ? L'histoire, dit-on, constate que, loin de révolter la conscience générale de l'humanité, la peine de mort a été appliquée partout et dans tous les temps.

« L'histoire des hommes, s'écrie Beccaria, est un immense océan d'erreurs, où l'on voit surnager çà et là quelques vérités mal connues. Que l'on ne m'oppose donc point l'exemple de la plupart des nations, qui, dans presque tous les temps, ont décerné la peine de mort contre certains crimes ; car ces exemples n'ont aucune force contre la vérité qu'il est toujours temps de reconnaître. Approuverait-on les sacrifices humains, parce qu'ils ont été généralement en usage chez tous les peuples naissants ? »

« Mais si je trouve quelques peuples qui se soient abstenus, même pendant un court espace de temps, de l'emploi de la peine de mort, je puis m'en prévaloir avec raison ; car c'est le sort des grandes vérités de ne briller qu'avec la rapidité de l'éclair, au milieu de la longue nuit de ténèbres qui enveloppe le genre humain.

« Ils ne sont pas encore venus, les jours heureux où la vérité chassera l'erreur et deviendra le partage du grand nombre. »

Ainsi Moïse, transporté au haut de la montagne, embrassait la terre promise de son regard, tendait les bras vers elle et savait qu'il ne lui serait pas donné d'y pénétrer. Son âme cependant était remplie d'une immense espérance, un saint frémissement l'agitait : les voiles de l'avenir s'étaient déchirés.

Oui, l'humanité malade se guérit d'une partie de ses maux ; elle va des ténèbres à la lumière, de la passion à

la raison, de la barbarie à la civilisation, de la mort à la vie. Il y a longtemps déjà que le vieux Lazare a secoué les suaires du tombeau.

A la profusion de supplices dont parle Beccaria a succédé une application humaine et modérée de la loi pénale. Ce n'est qu'une étape, mais elle est immense. Muyart de Vouglans, l'un de nos plus savants criminalistes, haussa les épaules à la lecture du traité *Des Délits et des peines*, et s'écria : « Que penser d'un auteur qui veut supprimer la torture ? » Il arrivera un temps où au lieu de trouver spirituel le mot d'Alphonse Karr : « Que Messieurs les assassins commencent ! » on trouvera, ainsi que le pensait Beccaria, dès 1764, notre société absurde « d'ordonner un meurtre public pour détourner les citoyens de l'assassinat ; » on nous considérera comme des barbares parce que nous aurons toléré l'échafaud, et, au lieu d'appeler notre époque le siècle de la paix et de l'instruction, on dira que c'était un siècle de fer et de sang.

La peine de mort est appelée à disparaître, comme l'esclavage et la torture ont disparu, comme la loi du talion elle-même, dont elle n'est qu'un article, égaré dans nos législations modernes. La postérité la condamnera sans retour et la proclamera un reste de l'ancienne barbarie.

Peut-être me dira-t-on que la postérité, à supposer qu'elle entre dans les voies que j'indique, sera injuste envers notre société, parcequ'elle ne se rendra pas exactement compte des difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises : en maintenant la peine de mort dans nos codes, nous conservons un moyen indispensable, à l'époque actuelle, à la défense de la civilisation contre des individus demeurés barbares. L'abolition de la peine de

mort est une question d'opportunité et les plus sages croient que les temps ne sont pas encore accomplis. Lisez Rossi : « La peine de mort est un moyen de justice extrême , dangereux , dont on ne peut faire usage qu'avec la plus grande réserve , qu'en cas de véritable nécessité , qu'on doit désirer de voir supprimer complètement et pour l'abolition duquel le devoir nous commande d'employer tous nos efforts, en préparant un état de choses qui rende l'abolition de cette peine compatible avec la sûreté publique et particulière. » (*Traité de droit pénal*, liv. III, chap. 5).

Je réponds que la doctrine de l'intimidation, comme celle de l'expiation, est essentiellement dangereuse, parce que logiquement elle conduit aux excès. Il est fort heureux qu'actuellement les hommes soient moins violents que les institutions et les principes qu'ils ont conservés. J'ajouterai qu'à suivre les doctrines de Beccaria dans leur ensemble on ne court pas le risque de s'égarer : « Ce n'est pas, dit-il, la rigueur du supplice qui prévient le plus sûrement les crimes, c'est la certitude du châtiment. La perspective d'un châtiment modéré, mais inévitable, fera toujours une impression plus forte que la crainte vague d'un supplice terrible qui laisse quelque espoir d'impunité. » On a trouvé dans les papiers de l'illustre Milanais cette phrase écrite de sa main sur une feuille détachée : « Les peines doivent être d'autant plus douces que plus exacte est la justice qui les prononce. »

L'expérience de chaque jour démontre la justesse de ces pensées. Je connais un arrondissement dans lequel sept assassinats ont été commis presque successivement sans qu'on ait pu en découvrir les auteurs. Si, dans ce pays, après cette constatation de l'impuissance du pouvoir social, le misérable qui préméditait encore un tel

forfait songeait en même temps à la peine édictée par la loi, l'idée de la mort devait-elle l'arrêter ou bien l'espoir de l'impunité le précipiter vers le lieu du crime ? Faisons des économies sur les bois de justice et dépensons ce qu'il faut pour avoir une bonne police judiciaire ; n'oublions pas que le véritable frein qui peut retenir les criminels est non pas l'atrocité de la peine, mais la certitude qu'ils ne resteront pas impunis ; concluons avec M. Faustin Hélie : « La justice est forte, non quand elle frappe au hasard quelques coupables, mais quand elle atteint tous les coupables, non quand elle châtie avec colère quelques délits, mais quand elle enveloppe et saisit tous les délits, sans qu'aucun quelque petit qu'il soit puisse échapper à sa vue. Comprend-on quelle serait sa puissance préventive, si son action était si fatalement attachée à la faute qu'elle en fût inséparable ! Si les deux idées de peine et de délit étaient tellement corrélatives que l'une suivit l'autre, suivant l'énergique expression de Beccaria, comme son ombre même ? Qu'importe que les peines appliquées soient de tel ou tel degré, pourvu qu'elles soient appliquées ? »

L'effet produit par le petit traité de Beccaria fut immense. Les uns le portèrent aux nues, les autres le traînèrent dans la boue. Telle est la destinée commune des œuvres fortes qui viennent, à l'heure dite, marquer les progrès accomplis par l'humanité et en même temps indiquer la tâche de l'avenir.

Le Conseil des Dix vit dans le *Traité des Délits et des Peines* un pamphlet diffamatoire qui constituait à l'égard de l'oligarchie vénitienne une attaque personnelle. L'auteur ne s'élevait-il pas avec indignation contre tout système d'espionnage et de dénonciations secrètes ? Les Dix chargèrent un dominicain du couvent de Vallom-

breuse, appelé Angelo Fachinei, de réfuter l'œuvre nouvelle. Le moine le fit en termes peu mesurés, essayant de racheter par la violence et la grossièreté de la forme la faiblesse de son argumentation. Pour lui, Beccaria est un écrivain stupide, un fanatique imposteur, un satirique effréné et furibond, rempli de vénimeuse amertume, de perfide dissimulation ; c'est un mordant calomniateur ; son livre abonde en sophismes, chicanes et paralogismes. L'injure est l'arme chère à Fachinei. Beccaria lui fit cependant l'honneur d'une réponse ; il écrasa cette chenille, a-t-on dit, et il est intéressant pour nous de voir ce qu'il a pensé de l'accusation portée contre lui de contester aux souverains le droit de punir de mort.

« Comme il ne s'agit ici ni de religion ni de gouvernement, mais seulement de la justesse d'un raisonnement, mon accusateur est bien libre d'en croire tout ce qu'il voudra. Je réduis mon syllogisme en cette forme : on ne doit pas infliger la peine de mort, si elle n'est vraiment utile ou nécessaire ; mais la peine de mort n'est pas nécessaire ni vraiment utile ; donc, on ne doit pas infliger la peine de mort.

« Il n'est pas question de dissenter ici sur les droits des souverains. Le critique ne voudra certainement pas soutenir que l'on doive infliger la peine de mort, lors même qu'elle n'est ni vraiment utile, ni nécessaire. Un propos aussi cruel et aussi scandaleux ne peut sortir de la bouche d'un chrétien. Si la seconde partie du syllogisme n'est pas exacte, ce sera un crime de lèse-logique et jamais de lèse-majesté. On peut d'ailleurs excuser mes prétendues erreurs ; elles ressemblent à celles que suivaient les moines du temps de Théodose-le-Grand, sur la fin du iv^e siècle. Muratori en parle dans ses *Annales d'Italie*, à l'année 389, il dit que « Théodose

fit une loi par laquelle il ordonnait aux moines de rester dans leurs couvents, parce qu'ils poussaient la charité pour leur prochain jusqu'à enlever les criminels des mains de la justice, ne voulant pas qu'on fit mourir personne. » Ma charité ne va pas si loin, et je conviendrai sans peine que celle de ces temps-là se conduisait sur de faux principes. Une action violente contre l'autorité publique est toujours criminelle. »

Le traité *Des délits et des peines* fut très-favorablement accueilli en France, par les encyclopédistes. Linguet prétendit même que c'était leur ouvrage et qu'ils avaient laissé à Beccaria le périlleux honneur de l'éditer dans le pays de l'inquisition. D'Alembert ne revenait pas de son admiration pour le livre du jeune Milanais : Quelle philosophie ! s'écriait-il. Quelle logique ! Quelle précision et en même temps quel sentiment et quelle humanité !

L'abbé Morellet, sur les conseils de Malesherbes, se faisait le traducteur de Beccaria, Morellet dont Chenier a dit :

Et ce bon Morellet, qui toujours se repose,
Enfant de soixante ans qui promet quelque chose.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de montrer quel a été dans notre pays le sort du livre dont je parle et quelle influence il a pu avoir soit dans l'ordre des faits, soit dans le domaine des idées. Peut-être me sera-t-il donné plus tard d'entreprendre cet intéressant examen. Je dirai seulement aujourd'hui que Beccaria devait beaucoup lui-même à l'influence des doctrines philosophiques répandues en France. Il l'a, du reste, reconnu toujours avec une grande franchise et même quelquefois avec une certaine exagération. Ainsi, parlant d'Helvetius, il nous apprend que c'est ce philosophe qui l'a poussé avec force

dans le chemin de la vérité et qui, le premier, a réveillé son attention sur l'aveuglement et les malheurs de l'humanité ; il ajoute : je dois à la lecture de l'*Esprit* une grande partie de mes idées. » (Milan, mai 1766).

D'Alembert écrivait de Paris à Beccaria, le 28 novembre 1765 : « Quelque sensible que je sois à ce que vous voulez bien me dire d'obligeant, je ne puis ni ne dois le prendre au pied de la lettre. Un homme tel que vous n'a pas besoin de maître, et encore moins d'un maître tel que moi. Vous êtes comme le Titus Curtius de Tacite, *ex se natus* : et vos enfants n'ont personne pour aïeul. Un père tel que vous leur suffit. »

Les éditions du *Traité des délits et des peines* se succédèrent avec rapidité, à l'étranger comme en Italie. En 1777, un imprimeur napolitain s'aventura à demander au roi l'autorisation de reproduire cet ouvrage, « afin, dit la requête, que l'argent ne sorte pas de ce très-heureux royaume. » La censure, touchée de ce motif, indulgente pour cette fois, donna le permis d'imprimer.

Je ne m'arrêterai pas à toutes les marques d'estime et d'admiration qui furent prodiguées au jeune réformateur du droit criminel. Il vaut mieux passer en revue les écrits qui surgirent et vinrent soit approuver, soit contredire les doctrines du novateur. Dès 1766, Paolo Risi (1) publiait un plaidoyer contre la torture, bien écrit, mais prudent et qui se gardait bien de réclamer une complète abolition. Avec Antonio Mattei, Risi, acceptait l'emploi de la question pour les affaires de lèse-majesté et quelques autres. Quant à l'avocat Franchino Rusca (2), il restait pleinement fidèle aux saines tradi-

(1) *Animadversiones ad criminalem j. p. pertinentes, de probationibus ad capitale judicium necessariis.* (Milan. 1766).

(2) *Osservazioni pratiche sopra la tortura.* (Lugano, 1776).

lions, conservait le respect des anciennes coutumes et soutenait hardiment la nécessité de maintenir la torture. Il est à remarquer qu'il emploie exactement les mêmes moyens de discussion que les défenseurs actuels de la peine de mort : la torture est indispensable pour atteindre le but de la procédure criminelle ; si l'abolition totale est réclamée par un esprit d'humanité trop frappé de la douleur infligée à quelques individus, elle est repoussée par un esprit d'humanité plus large, plus éclairé, qui considère en même temps les exigences du bien public.

En 1784, Antonio Giudici (1) publia une longue et savante apologie de la jurisprudence romaine. On lui reprocha avec raison d'opposer à un philosophe l'autorité des légistes et de réfuter un penseur en lui citant des textes d'Ulpien, de Paul et de Papinien.

Avec le *Traité de la science de la législation* de Filangieri nous arrivons à une œuvre capitale, à la fois philosophique et scientifique, mise par quelques critiques au-dessus du *Traité des délits et des peines*. Lorsqu'il fit imprimer son premier volume, en 1780, Filangieri n'avait pas trente ans. Il mourut huit ans plus tard, brisé par l'excès de travail et par des malheurs de famille. Prenant pour base l'hypothèse du contrat social, acceptant pour principe du droit de punir l'utilité générale, Filangieri conclut cependant tout autrement que Beccaria :

« L'homme, dans l'état d'indépendance naturelle a droit à la vie, il ne peut renoncer à ce droit. mais peut-il le perdre ? Peut-il en être privé sans qu'il y renonce ? Est-il quelque autre circonstance où un autre homme puisse le tuer, sans en avoir reçu le pouvoir de lui-

(1) Apologia della giurisprudenza romana, o note critiche al libro intitolato Dei delitti e delle pene, Milano.

même ? Dans cet état d'indépendance naturelle, ai-je le droit de tuer l'homme injuste qui m'attaque ? Personne ne doute de ce principe. Si j'ai le droit de le tuer, il a perdu le droit de vivre ; car il serait extraordinaire que deux droits opposés existassent en même temps. Dans l'état d'indépendance, il est des cas où un homme peut perdre le droit à la vie et un autre homme acquérir celui de l'en priver, sans qu'il existe à cet égard de convention entre eux... Or cette imperfection de nature a été corrigée dans la société ; on n'a pas créé un nouveau droit, on a assuré l'exercice d'un droit ancien. » (Liv. III, chap. 5).

En 1789, l'avocat Roggeri fit paraître à Rome le *Code pénal concilié avec le Code des faits*. Cet ouvrage est un peu déclamatoire. L'auteur insiste pour que la peine capitale ait la plus grande somme possible d'exemplarité.

« Oh ! quel homme rigide, quel homme cruel ! dira plus d'un. — Moi, rigide ? moi, cruel ? Je suis un homme qui a un cœur comme tous les autres, un cœur capable de compassion et de sensibilité, peut-être plus que d'autres ; mais savez-vous ce qui éveille ma compassion, excite ma sensibilité ? — Tant de pauvres mutilés, tant de malheureuses victimes égorgées, assassinées, dépouillées par des mains sanguinaires, violentes et rapaces. Voilà, mes frères, voilà ceux qui ont un droit tout particulier à ma sensibilité et à ma compassion ; voilà ceux qui ont un droit d'autant plus sacré à la vindicte publique que plus grave a été l'atteinte portée à leur paix, à leur sécurité, à leur existence. Que m'importe, à moi, une poignée de scélérats tout ensanglantés, qui ne vivent que de rapines et de brigandages ? Mais ce qui m'importe beaucoup et ce qui doit importer à la

société, c'est la conservation, c'est la sécurité de tant d'honnêtes gens, de tant de bons pères de famille, de citoyens utiles. Telle est, mes chers philosophes, la classe de la société que vous devez avoir à cœur de protéger, qui doit intéresser votre humanité, exercer votre génie, et non point ce ramassis infâme de débauchés, de joueurs et d'assassins qui insultent, pillent, égorgent, non dans l'emportement de la passion ou de la colère, non sous l'empire de la nécessité, mais par pur instinct bestial, par habitude, ou, pour parler comme les légistes, *ex solâ libidine delinquendi*. A entendre vos lamentations philosophiques, il semble que la justice ne fasse autre chose, ne cherche autre chose que s'abreuver de sang, tandis qu'un grand nombre de brigands, tout couverts de sang, tout chargés de dépouilles, échappent au bras de l'autorité. »

Voilà une belle page pour un réquisitoire de Cour d'assises.

D'autres auteurs contemporains de Beccaria, mettant sur le même plan le criminel qui obéit à ses instincts où à ses passions et la société qui administre la justice, considèrent aussi comme une choquante inégalité au profit de l'assassin le fait de pouvoir attenter à la vie d'autrui sans risquer la sienne. C'est la formule : en frappant, tu te frappes toi-même ; en volant, tu te voles toi-même, formule plus philosophique, mais qui ressemble encore trop à la loi biblique : *œil pour œil, dent pour dent*.

Certains criminalistes sont amenés logiquement à regarder cette loi du talion avec une certaine indulgence. Tel est le cas de Romagnosi, l'un des principaux théoriciens de la légitime défense sociale, auteur de *l'Origine du droit pénal*, ouvrage publié en 1791.

La doctrine mystique de l'expiation est à l'antipode de celle de l'intérêt public. On la retrouve avec toute son énergie dans cette œuvre étrange et admirable à la fois qu'on appelle les *Soirées de Saint-Petersbourg*. Pour guérir des idées de de Maistre, la lecture de de Maistre est le meilleur remède ; pour voir le vice des théories absolues, il suffit de les suivre dans l'application. « Le mal étant sur la terre, dit l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg*, il agit constamment, et par une conséquence nécessaire, il doit être constamment réprimé par le châtimement »

Le glaive de la justice n'a point de fourreau ; toujours il doit menacer ou frapper. Qu'est-ce donc qu'on veut dire, lorsqu'on se plaint de l'impunité des crimes ? Pour qui sont le knout, les gibets, les roues et les bûchers ? »

Je ne citerai pas devant vous, Messieurs, le portrait fantastique du bourreau dû à ce peintre énergique et sombre dont la manière ressemble à celle de Rembrandt, d'Holbein ou de Ribeira : il est dans vos mémoires ; vous savez que de Maistre croit à un miracle, à un décret particulier, à un *fiat* de la puissance créatrice pour faire naître le bourreau là où il en est besoin. « Il est créé comme un monde. »

Joseph de Maistre appartient tout naturellement au sujet que nous traitons, et par sa propre nationalité, et par l'influence acquise par ses idées en Italie. Les pères Liberatore, Tapparelli, d'autres encore, sont ses disciples. Je n'ai garde d'oublier Rosmini. Selon ce dernier, toutes les peines, à l'exception de la peine de mort (qu'il considère comme indispensable), peuvent être converties en amendes. En cas d'insolvabilité, il faut appliquer une peine qui cause une douleur vive, mais passagère. La bastonnade rentre parfaitement dans cette définition, et,

sous le nom de *verges*, ce supplice est formellement prévu par l'auteur.

Dans notre siècle, plusieurs publicistes se sont efforcés de concilier les doctrines opposées de l'utilité sociale et de la justice absolue. Celui dont la théorie a eu le plus grand retentissement est Rossi. Personne n'ignore ses remarquables travaux et sa fin tragique. De l'école doctrinaire, avec Cousin, Guizot, le duc de Broglie, Rossi part du principe de la rétribution du mal par le mal et cherche à ce principe une limitation nécessaire : d'après lui, cette limitation se trouve dans l'intérêt social. « Le pouvoir social, dit-il, ne peut regarder comme délit que la violation d'un devoir envers la société et les individus, exigible en soi et utile au maintien de l'ordre politique. » Nous savons que Rossi est partisan de la peine de mort, mais dans des limites très-raisonnables et j'ai cité tout-à-l'heure devant vous le passage éloquent qui termine dans son livre l'examen de cette grande controverse.

Beccaria, à l'inverse de ce que Rossi a fait plus tard, part du principe de l'utilité sociale et trouve à ce principe une limitation dans la loi morale et la justice absolue ; il proclame qu'il n'y a de délits punissables que ceux qui offensent à la fois la loi naturelle et la loi sociale ; qu'il faut substituer dans la jurisprudence criminelle l'idée de justice à l'idée de force (ch. XXV, XXVII). Ainsi, chez Beccaria comme chez Rossi, on rencontre la combinaison de deux éléments, l'un politique, l'autre moral ; mais chez le premier, c'est l'élément moral qui est secondaire et non essentiel ; c'est le contraire, chez le second.

Giovanni Carmignani (1) accepte et développe le sys-

(1) *Teoria delle leggi della sicurezza sociale. — Elementa juris criminalis.*

tème même admis par Beccaria. (*Jus puniendi nihil est quam jus politicæ necessitatis*). L'élément moral n'intervient que pour restreindre la portée du principe posé. Ce même Carmignani, après avoir toute sa vie combattu la peine de mort, convia un jour ses élèves de l'Université de Pise à entendre une leçon académique sur cette question. Cette leçon eut lieu le 10 mars 1836 et fut une rétractation solennelle des principes que le professeur avait jusque-là enseignés. Elle fut publiée en italien et en français. Il était beau de voir un professeur avouer publiquement qu'il croyait s'être trompé. Mais ce bel exemple d'humilité philosophique et de sincérité dans les convictions devait soulever des protestations, surtout en Toscane, où l'on ne peut souffrir l'échafaud. On se se fit pas faute de lancer des *lazzi* et des plaisanteries de toute sorte. J'ai essayé de traduire une des épigrammes qui coururent à cette occasion :

Plaidant pour l'échafaud et les gibets infâmes
Giovanni fait horreur et soulève les âmes
De dégoût. Son écrit ne semble bon ni beau
A personne : homme ou femme, innocent ou coupable,
Ignorant ou savant, puissant ou misérable.
A personne ? Pardon !... A Monsieur le bourreau (1).

Carmignani riposta :

Aux brigands, aux voleurs qui craignent l'échafaud
L'écrit de Giovanni, dit-on, a fendu l'âme.
Am lecteur, voilà plus qu'il n'en faut
Pour nous expliquer l'épigramme :
Nous savons de quelle frayeur
Se trouve frappé son auteur (2).

(1) Al nobile, al plebeo,
All' innocente, al reo,
Al semplice, al dottore,
Alle femmine, ai maschi, all' universo
Il libro di Giovanni ha fatto orrore,
Che vuol che l'uomo sulle forche muoja.
— Nè ad alcun piacque ? — Al boja.

(2) Al ladro e all' assassino
Che temono il cordino
Il libro di Giovanni ha fatto male :
Per questo anche all' autor del madrigale

Le napolitain Pasquale Mancini se rapproche beaucoup de Rossi par les principes qu'il défend, mais quant à la question qui nous occupe, sa solution est différente; la peine de mort est, selon lui, complètement irrationnelle. Il eut, du reste, la satisfaction de la faire abolir dans la république de Saint-Marin. Sa thèse lui suscita une belle polémique avec Terenzio Mamiani, champion de la peine de mort, théosophe et partisan de la théorie de la justice absolue.

Jusqu'ici, Messieurs, j'ai cité devant vous en majorité des adversaires des abolitionnistes; ces derniers sont cependant les plus nombreux. Mais, de même que je ne pouvais vous fatiguer en énumérant toutes les raisons qui militent contre la peine capitale ou bien en répétant après un auteur italien la réfutation de trente-trois arguments adverses, je n'ai pas non plus la pensée de vous parler de tous ceux qui en Italie, à la suite de Beccaria, ont travaillé au succès de la cause qui à mes sympathies et mes préférences. Je me contenterai donc de quelques noms.

Pisanelli (1) proposa l'abolition de la peine de mort au parlement napolitain de 1849.

Pietro Ellero, dans un livre publié à Venise en 1860 (2) déclare cette peine inutile, injuste, immorale; la danse ignoble de l'étrangleur sur le corps de l'étranglé est un fléau que l'humanité est coupable de tolérer; le proscrire est une nécessité politique, un devoir de conscience, une obligation de droit.

Rafaello, au contraire, se passionne pour la défense de la peine capitale. Lorsqu'il va conclure, une pensée traverse son esprit et l'épouvante; le doute s'empare de

(1) Sulla pena di morte. Lezione. 1856.

(2) Della pena capitale.

pourquoi?
C'est qu'il
songe à l'irrévocable
; c'est
le fait
de
Cantù
qui
l'efface
de la
liste
des
peines,
qu'elle
est
irréparable.

pourquoi? C'est qu'il songe à l'irrévocable ; c'est le fait « comment concilier ces deux théorèmes de justice, l'un qui enseigne que la peine de mort est nécessaire, l'autre qui l'efface de la liste des peines, qu'elle est irréparable. » (2).

Le même phénomène intellectuel apparaît dans l'essai de Cesare Cantù, intitulé : *Beccaria e il diritto penale*. Je tardais de vous parler de ce livre, parce qu'il m'a donné la plupart des indications que j'ai eu l'honneur de vous communiquer. Il a été publié à Florence, en 1862, et je ne pense pas qu'il en existe de traduction française. Pour de l'*Histoire universelle* vous est connu ; il appartient à la grande école du catholicisme libéral ; ses pages rencontrent des contradictions et des critiques ; mais ils accordent à louer ses intentions et son talent. C'est comme même dont l'Italie contemporaine peut être fière à juste titre et dont elle a récemment déploré la perte.

Dès avoir dit que l'on se prend à sourire tristement aux projets d'abolition de la peine de mort comme à ceux d'une peine perpétuelle, Cantù, lui aussi, voit son esprit égaré par le doute. Voici sa conclusion :

En face de ces doutes terribles Beccaria voudrait-il convaincre ceux qui approuvent la peine capitale édictée par les lois et qui soutiennent de leurs raisonnements la peine qui la justifie ? Mais, lors même que l'esprit y consent, le cœur se révolte contre cette théorie. Confessant l'insuffisance du sens humain, il nous semble entendre une voix qui nous crie : Comment pouvez-vous condamner une tête, la tête d'un homme, d'un chrétien à un homme payé pour la trancher ? Il appartient donc au législateur de prononcer d'irréparables sentences ? Ne faut-il donc infliger à l'homme, mis en ce monde pour

(2) *Nomotesia penale*, vol. IV, tit. 5 et 3.

expier et mériter, une peine irrévocable, qui non-seulement peut être faussement appliquée, mais dont la légitimité même est mise en contestation ? »

D'où viennent ces angoisses du chrétien, ces hésitations du penseur ? Des protestations intimes de la conscience qui montrent dans l'acte d'enlever la vie à un homme quelque chose qui dépasse les pouvoirs humains, une usurpation des droits réservés à celui qui a dit : *non occides*.

Cette pensée, nous la retrouvons exprimée sous une forme plus scientifique dans un autre passage de l'ouvrage de Cantù :

« L'homme existe ; la société humaine, l'ordre social. Si tout cela existe, si l'ordre social n'est pas une chimère, il faut le maintenir, et pour cela, menacer. Pour que la menace ne soit pas vaine, il faut qu'elle puisse aboutir au châtement. Niez la pénalité et vous niez la nature humaine..... La justice répressive naît de la volonté de Dieu qui, faisant l'homme sociable, a voulu que les moyens de conserver l'ordre social fussent légitimes. Cette justice... a pour fin de rétablir cet ordre, lorsqu'il a été troublé et lésé. D'une part, elle n'est mise en mouvement que lorsqu'un devoir a été violé ; d'autre part, elle agit uniquement dans l'intérêt de la Société. Elle opère au moyen d'effets naturels et dans la légitime mesure de ces effets..... » Ces derniers mots sont remarquables, mais l'écrivain va compléter sa pensée, dire comment il comprend le rôle de la justice humaine.

« Elle exige que la peine soit essentiellement juste, limitée et par l'imperfection de ses moyens et par l'utilité de son action pour obtenir la conservation de l'ordre social. »

Il est facile de tirer la conséquence de ces principes :

l'absolu n'appartient qu'au parfait, ou, comme je l'ai déjà dit : *à l'infailible, l'irréparable*.

Nous savons que César Cantu appartient à l'école théologique. Ses convictions se sont nettement affirmées : après avoir énoncé les conditions qui s'imposent à la justice humaine, il déclare : « Je tiens pour certain qu'il n'est pas possible de se conformer à ces conditions, sans avoir recours à une religion positive. » Il ajoute : « Il ne suffit pas de sourire ; réfutez. » (*Non serve altri sorrida. Confuti*).

De nos jours, les théologiens sont enclins à soutenir la peine de mort, malgré la maxime : *Ecclesia abhorret a sanguine*. Je ne veux pas étudier ici le côté religieux de la question, renvoyant ceux d'entre vous qui seraient curieux d'examiner les textes et les doctrines à de savants articles, dus à la plume d'un magistrat et parus récemment dans le journal *le Droit* (1). Je me contente de faire remarquer qu'avant Beccaria les élus de Dieu, les saints, les pères de l'Eglise, avaient seuls protesté contre la peine capitale. Le plus considérable d'entre eux est saint Augustin. Dans le même sens, Tertullien a dit : « *Vetus lex ultione gladii se vindicabat : nova autem clementiam designat.* »

Les variations et les contradictions de l'esprit humain se présentent, d'ailleurs, avec un rare degré d'intensité dans cette grave question qui s'agite depuis tant de siècles. Chacun sait que Robespierre, Marat, et autres terroristes voulaient l'abolition de la peine de mort en matière ordinaire. Cantù rapporte un fait du même genre : En 1318, les Ciompi, faction florentine, triompha de ses adversaires, décréta l'abolition de la peine de mort, et, en conséquence.... fit pendre le bourreau.

(1) Nos des 19, 20 et 21 avril 1880.

M. Guizot, partisan du maintien de la peine capitale, a eu l'immortel honneur d'amener le triomphe d'une grande idée, l'abolition de la peine de mort en matière politique (1). Tout le monde semble aujourd'hui frappé de l'injustice qu'il y aurait à supprimer l'existence d'adversaires politiques. Au XVIII^{me} siècle, la tendance était inverse et toutes les sévérités de la répression étaient conservées pour les crimes de lèse-majesté. Les rares esprits qui, guidés par des sentiments d'humanité ou par des raisonnements philosophiques, voulaient l'abolition de la peine de mort, faisaient, quant aux matières politiques, des réserves qui leur paraissaient nécessaires. Beccaria lui-même écrivait :

« La mort d'un citoyen ne peut être regardée comme nécessaire que pour deux motifs. Premièrement, dans ces moments de trouble où une nation est sur le point de recouvrer ou de perdre sa liberté. Dans les temps d'anarchie, lorsque les lois sont remplacées par la confusion et le désordre, si un citoyen, quoique privé de la liberté, peut encore, par ses relations et son crédit, porter quelque atteinte à la sûreté publique, si son existence peut produire une révolution dangereuse dans le gouvernement établi, la mort de ce citoyen est nécessaire.... »

La réforme qui s'est accomplie chez nous me ramène à l'étude de celles qui se sont produites en Italie.

Quelques années après l'apparition du *Traité des délits et des peines*, en 1775, un membre de l'Université de Vienne, Sonnenfels, qui partageait entièrement les opinions de Beccaria, fut accusé auprès de l'impératrice Marie-Thérèse d'enseigner des principes contraires aux lois, accusation grave dans tous les temps et dans tous les pays. Sonnenfels pensa que les souverains éclairés sont

(1) De la peine de mort en matière politique. 1822.

dignes d'entendre la vérité. Au lieu donc de suivre les règles de la prudence ordinaire, il adressa à l'impératrice un mémoire dans lequel ses idées se trouvaient éloquentement exposées. Ce mémoire plut à la souveraine, les principes qu'il renfermait lui parurent vrais et elle ne tarda pas, à la suite de la conviction qu'elle s'était ainsi faite, à abolir la torture dans ses états allemands et polonais.

Quant aux possessions italiennes, elles jouissaient d'une sorte d'autonomie que l'impératrice devait respecter. Pour y faire pénétrer la réforme, il fallait l'assentiment des représentations locales. Le Conseil de justice de Mantoue et le Sénat de Milan furent donc consultés. Les résolutions prises à Mantoue et à Milan furent dissimilaires. Les idées modernes sont noblement exprimées dans le rapport envoyé de Mantoue, mais les anciennes coutumes trouvèrent à Milan des défenseurs énergiques, notamment dans la personne de Gabriel Verri, président du Sénat, père de Pierre Verri, l'intime ami de Beccaria. L'avis du Sénat milanais fut que la peine de mort devait être réservée aux crimes atroces, mais qu'il fallait conserver la torture, indispensable à la recherche de la vérité.

Malgré cette réponse, la torture tomba en désuétude dans le Milanais, bien avant le 11 septembre 1789, date de son abolition définitive dans tous les États qui dépendaient de l'Empire. Dès 1784, des instructions étaient même envoyées de Vienne pour que la peine de mort ne fût plus appliquée.

En 1789, cette dernière peine fut abolie à toujours par le grand duc de Toscane, Pierre Léopold. Ce prince revint cependant sur le mot qu'il avait prononcé et Cesare Cantù nous donne à cet égard les renseignements les plus précis. L'édit du 30 juin 1790 rétablit la peine

de mort « contre tous ceux qui essaieraient de soulever le peuple et de le pousser à la révolte contre les actes du gouvernement. » La loi du 30 août 1795 en menace ceux qui tenteraient de porter atteinte à la religion catholique et ceux qui se rendraient coupables d'homicide prémédité, y compris l'infanticide. En fait, en mars 1799, lors du départ du grand duc, on ne comptait qu'une condamnation à mort, prononcée contre un contumace ; une autre, contre un récidiviste, commuée d'ailleurs en détention perpétuelle.

Pendant l'occupation française, un tribunal d'exception prononça une condamnation à mort qui devait être exécutée à Florence sur la place di Santa Maria la Nuova. La réprobation fut si vive et si générale que la Municipalité dut demander la commutation de la peine ou du moins l'exécution dans un endroit écarté. On n'accorda rien ; on croyait à la nécessité d'un exemple. La population florentine protesta en désertant la voie publique, fermant les magasins et les fenêtres des maisons.

Après la Restauration, une loi du 22 juin 1816 étendit la peine capitale même aux vols qualifiés. Toutefois, chez ce peuple rempli de sentiments doux et humains, aucune exécution n'eut lieu. En 1838, un rescrit du grand duc exigea l'unanimité des juges pour toute condamnation à mort. Cette unanimité ne se rencontra qu'une fois et le propre fils du prince lui présenta le recours en grâce, qui fut accueilli. A la suite des journées d'octobre 1847, la peine de mort fut officiellement abolie. La réaction amena, en 1852, non seulement le retrait de l'abolition, mais encore la suppression de la condition de l'unanimité des voix. Heureusement les circonstances atténuantes furent toujours admises. Une seule exception se présenta en 1856, et le souverain se hâta de faire grâce.

Il y a quelques années, lors de l'annexion, c'est avec regret que les Toscans se sont vus obligés d'accepter le code du nouveau royaume qui promulguait la loi de mort. Ils se sont écriés : Serons nous donc contraints de tolérer l'échafaud !

En 1863, Pisanelli, que nous avons vu demander au Parlement de Naples l'abolition de la peine de mort, devint ministre de la justice. Le bruit courut aussitôt que le gouvernement italien allait présenter aux Chambres un projet de loi supprimant la peine capitale. M. Véra, professeur à l'université de Naples, lança à cette occasion un opuscule anti-abolitionniste. Cet écrit a été traduit en français, publié à Paris, en 1864, par l'éditeur Germer Baillière, dans la Bibliothèque de philosophie contemporaine, en même temps que deux autres dissertations du même auteur, sur des sujets différents, et sous le titre collectif d'*Essais de philosophie hégélienne*.

Ce que j'ai peine à comprendre, c'est que M. Véra, inondé de la pure lumière du beau ciel de l'Italie, ait été demander ses inspirations aux brouillards de la Germanie. La forme de sa dissertation s'en est manifestement ressentie. On n'y trouve pas les qualités de la langue des Machiavel et des Guichardin. De longues pages d'une obscurité plus ou moins voulue et d'une lourdeur prétentieuse amènent cet aphorisme que *le châtement doit être adéquat à l'offense*. Le philosophe hégélien croit ceci : « Il est clair que les différences de l'échelle juridique, c'est-à-dire les divers moments qui constituent l'être juridique, ne sont pas seulement des différences quantitatives, mais qualitatives. Le vol et l'homicide, par exemple, ne se distinguent pas seulement par le degré, mais par la nature de l'offense et du droit violé. D'où l'on voit que ce n'est pas seulement la quantité, mais la

qualité aussi qui intervient dans les rapports des termes qui constituent l'être juridique, et comment la peine ne saurait atteindre son but et remplir sa fonction qu'autant qu'elle est égale à l'offense ; ce qui signifie que la peine de mort forme, comme la prison ou comme une autre peine quelconque, une partie intégrante de l'être juridique, et, par là même, un des droits essentiels de l'État. »

Si des théories hégéliennes nous passons à l'application, nous lisons ceci : « Supposons que la proposition de Beccaria ait paru avec Adam et Eve, dans les lieux et aux temps où vivaient nos premiers parents, où seraient Socrate, ou seraient le Christ surtout et la Révolution française. » L'auteur s'explique : « Abolissez la peine de mort et non seulement vous faites de la Révolution française un événement vulgaire et y effacez l'aspect dramatique et le sens héroïque et divin, mais vous la rendez impossible. »

De semblables idées, aussi étranges, mais exprimées avec moins de génie que celles de Joseph de Maistre, ne se discutent pas. Ou la loi du progrès n'existe pas ou l'humanité marche vers un meilleur avenir. Il est permis de croire qu'elle n'est plus l'humanité ensanglantée pour la plus grande gloire de Dieu ou de la Révolution. Plus elle s'éloignera de l'état sauvage, plus elle se distinguera de la brute, qui aime à voir couler le sang, qui déchire sa victime et s'en repait, plus elle se rapprochera de Dieu, bonté suprême et éternelle perfection.

UN VAINQUEUR

CAUSERIE

Par M. H. DAUSSY.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1880

— C'était ici, dans votre salon ?

— Ici même, colonel, mais ce salon n'était pas le mien ; la maison était alors occupée par un de mes parents. Le salon, comme beaucoup d'autres à cette époque, avait été converti en chambre ; il y avait pour tout mobilier quelques matelas par terre sur lesquels étaient étendus quatre ou cinq soldats. Celui-là seul était resté debout.

— Mais vous me disiez qu'il était complètement...

— Pas au point de ne pas tenir sur les jambes. Mais à cela près, il était complètement... Du reste, c'était un Polonais.

— Oh ! je vous assure, moi qui pendant la captivité ai connu les Allemands chez eux, qu'ils méritent bien la réputation qu'on a faite aux Polonais.

— Ce n'est pas moi, colonel, qui voudrais contester aux Allemands le droit de rivaliser, sous ce rapport, avec leurs annexés du duché de Posen. Seulement je constate que ce Polonais justifiait pleinement notre proverbe.

Il fallait qu'il fut hors de toute raison pour avoir voulu frapper de son sabre un vieillard, le plus inoffensif des hommes. On était accouru à la Mairie me demander protection contre ce furieux, et quand j'arrivai ici, vers huit heures du soir, avec les deux fusiliers que le chef du poste de la mairie m'avait donnés, je le trouvai toujours obsédé de cette pensée qu'on lui avait cassé sa pipe et toujours aussi irrité contre le pauvre homme auquel, je ne sais pourquoi, il imputait ce méfait.

A toutes les observations que je lui fis je ne pus obtenir une réponse sensée. Il répétait sans cesse, avec cette obstination particulière aux égarés que poursuit une idée fixe : — « Une pipe de 20 sous ! Il m'a cassé « ma pipe ! *Eine acht Groschen Pfeife*. » Impossible d'en tirer autre chose. « *Eine acht Groschen Pfeife*. »

Quoique bien édifié d'avance à cet égard, j'avais interrogé ses camarades sur l'accusation qu'il portait contre son hôte ; ils m'avaient répondu en haussant les épaules, et en me disant que je devais bien voir l'état dans lequel il était.

J'avais beau lui dire qu'il se trompait, que le lendemain tout s'éclaircirait, j'avais beau invoquer le témoignage de ses camarades, mon Polonais n'en voulait point démordre. — « Il m'a cassé ma pipe. — Une pipe « de 20 sous ! »

Vainement je l'engageais à prendre du repos, dont il devait avoir besoin comme ses camarades, tout au moins à ne pas troubler le leur, ni celui des habitants.

« Il m'a cassé ma pipe ! *Eine acht Groschen Pfeife.* »

Il ne sortait pas de là.

— Parbleu ! vous aviez de la patience. Il n'y avait qu'à le faire conduire au violon.

— Oui, colonel, il fallait beaucoup de patience, car il fallait beaucoup de prudence. Quelle autorité avais-je sur lui, moi bourgeois, moi Français ? Et si je donnais un peu trop précipitamment à mes deux acolytes l'ordre de l'emmener au poste, pouvais-je être certain d'être obéi de mes deux Prussiens ? Voilà pourquoi je traitais avec toutes sortes de ménagements ce vilain ivrogne.

De la patience... Ah ! oui, il m'en a fallu pendant huit mois au milieu de ces conflits incessants entre le soldat et l'habitant, entre les vainqueurs et les vaincus, dans ces innombrables petites misères, mais poignantes misères, d'un contact odieux. Je m'étais fait une règle de n'agir qu'avec la plus grande circonspection.

Aussi, pendant plus d'un quart d'heure, j'essayai tous les moyens de persuasion pour amener cet ignoble soldat à se calmer. Ses camarades, ainsi que les deux Prussiens dont j'étais accompagné, écoutaient sans mot dire, et, j'en suis certain, s'étonnaient de mon calme et de ma douceur. Par la porte que vous voyez, et qui était restée ouverte, les habitants de la maison, rassemblés dans le corridor, assistaient à la scène, sans rien comprendre à la conversation puisqu'elle avait lieu en allemand, et en attendaient anxieusement l'issue.

Un moment je crus avoir réussi ; le Polonais parut disposé à s'apaiser, et il ôta sa veste pour se coucher. Mais, avec la mobilité des gens qui sont dans cet état, il abandonna bien vite cette idée et se montra plus récalcitrant que jamais.

Quelque fut mon ferme propos de demeurer calme, à

la fin la patience m'échappa. — « Allons, voyons, lui
« dis-je brusquement, tu ne vas pas nous tenir ici toute
« la soirée. Couche-toi, dors, et que cela finisse ! »

A ces mots, ses petits yeux gris étincelèrent d'indignation, la colère anima son visage maigre et pâle. Je crois qu'il se serait jeté sur moi s'il n'eût été tenu en respect par les deux baïonnettes dont j'étais flanqué à droite et à gauche. L'orgueil l'avait presque entièrement dégrisé.

« Ah tu me tutoies ! » s'écria-t-il. Et ce petit homme, de chétive apparence, se redressait de toute sa taille et semblait vouloir grandir sous l'outrage. Car je m'étais permis, moi Français, moi vaincu, de tutoyer un soldat Prussien !

— Ils étaient donc bien susceptibles, nos vainqueurs ? Comment, un simple soldat s'irritait à ce point de ce qui, en définitive, n'avait rien de bien positivement injurieux ?

— C'est là ce que je voulais vous faire remarquer, mon colonel ; j'en fus très-vivement frappé. Ce fut pour moi une occasion de constater à quel degré l'orgueil de la victoire avait pénétré jusque dans les derniers rangs de l'armée allemande.

Bien des fois j'avais eu à souffrir de l'arrogance des officiers et je n'ai pas besoin de vous dire combien étaient amères les humiliations que j'étais obligé de dévorer. Mais la plupart affectaient cependant, je dois le reconnaître, de se montrer modestes et ne parlaient de leurs victoires qu'en exprimant leur étonnement de succès qui, disaient-ils, avaient dépassé toutes leurs espérances. Sincère ou feinte, cette modestie ne rendait que plus cruelle la blessure infligée à mon amour-propre national. « Ce n'est pas pour la gloire que nous com-
« battons maintenant, me disaient-ils ; de la gloire nous

« en avons assez ; *Ruhm haben wir genug*. Nous en
« avons pour des siècles. Nous combattons à présent
« pour faire la paix qui doit nous assurer le prix des
« victoires que nous avons remportées, Dieu aidant, sur
« les premiers soldats du monde. » Car ils prenaient
plaisir à rehausser la valeur de nos troupes et procla-
maient bien haut leur courage. Ils ne parlaient qu'avec
admiration de l'attitude de nos régiments sur le champ
de bataille. C'était une manière de faire ressortir d'au-
tant mieux le mérite de leur armée, sa puissante organi-
sation, la sûreté, la précision mathématique de ses
mouvements, ainsi que la profonde habileté du grand
homme de guerre qui les dirigeait. Ce langage des offi-
ciers supérieurs trouvait son reflet dans celui des officiers
de troupe et même des sous-officiers dont un assez grand
nombre étaient des jeunes gens bien élevés. Chez quel-
ques-uns, naturellement, la joie du triomphe avait des
manifestations brutales : il y a dans une armée tant de
natures différentes.

Quant aux soldats, il ne m'était pas encore arrivé
d'avoir à subir, comme ce soir-là, une explosion de leur
orgueil de vainqueurs. A partir du moment où je l'avais
tutoyé, mon Polonais était devenu un autre homme.
L'ivrogne abruti avait fait place au soldat glorieux de
ses victoires. « Ah tu me tutoies ! *du dutzest mich !* »
répétait-il indigné, et il s'écriait, d'un ton qui rappelait
le *Civis romanus sum* des anciens temps : « Je suis
« Prussien, — *Ich bin ein Preusse*. » — Ce sont
les premiers mots d'une chanson célèbre en Alle-
magne et que j'ai entendue plus d'une fois sur nos
places publiques chantée en chœur par les soldats de
l'armée victorieuse. Je n'en sais plus, après dix ans, que
ces premières paroles : il m'est impossible de les oublier,

les ayant entendu prononcer par ce soldat avec l'accent de l'orgueil blessé.

— Et ce soldat, si fier d'être Prussien, était un Polonais ?

Cela m'étonnait comme vous, je vous assure. Cet homme était du duché de Posen. Je connais des gens de ce pays qui, servant dans l'armée prussienne, ont déserté ses rangs en 1863 et abandonné leurs épaulettes pour prendre part à l'insurrection polonaise. Ils étaient Polonais avant tout. Mais je suis convaincu que, depuis 1870, les choses ont bien changé dans la Prusse polonaise. On y est bien moins polonais, bien plus prussien. Nos défaites ont cimenté l'annexion. Le prestige de la gloire militaire est si puissant. C'est par lui que les nationalités se transforment. On soumet une nation par la force ; on la gagne et on se l'assimile en la rendant solidaire d'une gloire dont elle est fière de revendiquer sa part. Croyez-vous que Napoléon n'ait pas bien plus fait pour nous attacher l'Alsace que n'avait pu faire Louis XIV ?

— Il y a du vrai là-dedans. Mais votre homme appartenait-il à ces classes sociales où le sentiment de l'honneur national peut pénétrer profondément ? Avait-il reçu de l'instruction ?

— C'est ce que je ne puis vous dire bien positivement. Le sentiment de la gloire est de telle nature qu'il peut toucher les âmes les plus grossières. C'est un levier avec lequel on remue les grandes masses. Il était évident, d'ailleurs, que ce soldat n'était pas sans instruction ; il avait réponse à tout ce que je pouvais lui dire. Naturellement je l'avais menacé de le faire conduire au poste. « M'arrêter, moi, un soldat prussien ! ce n'est pas un « Français qui fera cela. » Et il répétait exaspéré — « als

arrestant ! » — Une telle pensée le suffoquait. J'invoquais les droits de l'autorité civile, chargée de faire respecter l'ordre et d'assurer la protection des habitants ; j'étais le représentant du maire, au nom duquel j'intervenais pour rétablir la tranquillité dans une maison où il apportait le trouble. « Eh bien, répondait-il, moi je suis ici « au nom du Roi. *Im Namen des Königs.* » Car ceci se passait le 12 janvier 1871 et Guillaume n'était pas encore proclamé Empereur d'Allemagne. « C'est par ordre du Roi que je suis ici. » Et comme pour justifier son droit à la protection qui lui était due par son Roi, il ajoutait : « J'ai été au feu sept fois. *Ich stand siebennal im Gefecht.* » Excité par le sentiment des services qu'il avait rendus, fier d'avoir pris part à ces grandes batailles qui décident du sort des nations, il trouvait des mots qui reportaient ma pensée à des temps plus heureux pour nous où toute une épopée glorieuse se résumait en disant d'un soldat : « Il était de l'armée d'Italie. »

— Ces Polonais étaient de bons soldats, paraît-il.

— Je l'ai toujours entendu dire, mon colonel. Dans le 8^e corps, avec lequel nos rapports ont été bien plus fréquents, puisque le 1^{er} corps était presque constamment à Rouen, nous n'avions qu'un régiment polonais, le 33^e, et il s'est fait remarquer par sa bravoure. A Pont Noyelles, c'est le 33^e qui eut l'audace de déboucher au-delà de l'Hallue, et de tenter, sous le feu de nos batteries, l'escalade des hauteurs occupées par nos troupes. A Bapaume, dans la journée du 3 janvier, c'est le 33^e qui défendit avec acharnement le village de Biefvillers. Délogé enfin de cette position importante, il se retira, jonchant la route de ses morts et de ses blessés, et, rentré dans Bapaume, serré de près par nos soldats, il se main-

tint jusqu'au soir derrière les vieux remparts de la ville. Vers la fin de la journée, un correspondant du *Daily Telegraph* rencontrant sur la place de Bapaume le lieutenant-colonel von Henning, qui commandait ces braves gens, lui demanda comment allaient les affaires et si son régiment n'avait pas été trop maltraité. « Mon régiment? » répondit l'officier prussien, et de grosses larmes lui coulaient des yeux, « mon régiment? je n'en ai plus. »

Mais si ces Polonais étaient braves au feu, ils étaient généralement fort durs pour les habitants, et nous avons eu beaucoup à pâtir de leurs procédés. La plupart étaient extrêmement mal élevés : c'étaient des brutes et des ivrognes.

— Décidément vous tenez à prouver que le proverbe a dit vrai. — Est-ce que votre homme était du 33°?

— Non, il était du 1^{er} régiment et par conséquent du 1^{er} corps ; mais au moment dont je parle, le général de Goeben qui, après sa défaite de Bapaume, s'était replié pour se mettre à l'abri derrière la Somme, attirait à lui autant de renforts qu'il pouvait et faisait venir une grande partie des troupes qui occupaient Rouen parce qu'en Normandie la situation était moins fâcheuse pour les Prussiens. Il s'attendait à une pointe de Faidherbe dans la direction d'Amiens et massait ici et aux environs tout ce dont il pouvait disposer. Nous étions écrasés de logements militaires et nous pressentions, à la Mairie, par les changements de dispositions qu'amenaient à chaque instant les départs et les arrivées de troupes, combien était grande l'agitation qui régnait au quartier général de la rue Neuve. Nous nous attendions à une bataille en voyant les épaulettes blanches du 1^{er} corps venir se joindre aux épaulettes bleues du 8°. Je puis vous dire que les habitants n'aimaient point les épaulettes blanches.

— C'étaient donc tous Polonais ?

— La moitié seulement était de la province de Posen. Le reste du 1^{er} corps était composé de Poméraniens ; de grands gaillards à larges épaules ; robustes mais brutaux, et qui, pour l'habitant, ne valaient pas mieux que les Polonais.

— Et comment avez vous fini par mettre votre homme à la raison ?

— Mais je n'en suis pas venu à bout, mon colonel. L'ivresse de la colère avait succédé chez lui à celle du vin. Il s'agitait, se démenait, gesticulait d'un air menaçant, et je vous avoue que je finissais par être assez embarrassé. Je ne savais comment dompter cette résistance tour à tour brutale et éloquente. Il y avait bien une demie-heure que la scène durait et je n'en prévoyais pas l'issue, quoi que je fusse bien résolu à avoir raison de mon homme, car j'étais piqué au jeu. Un incident précipita le dénouement.

Mes deux acolytes qui avaient assisté, immobiles et l'arme au pied, à toute cette querelle, impatientés de la voir ainsi se prolonger, y prirent spontanément une part qui en eut bientôt changé le caractère. Par un heureux hasard, le poste de la mairie avait été fourni ce soir là par le 70^e, qui appartenait au 8^e corps ; de sorte que mes deux soldats étaient des Rhénans, qui n'aimaient pas beaucoup les Polonais.

— Ah ! voilà ce que je voulais vous demander tout à l'heure ; vous avez donc eu occasion de constater les inconvénients de cette organisation prussienne en régiments provinciaux. Ceci est bon à savoir. Il y avait donc jalousie, rivalité, entre les troupes appartenant à des provinces différentes.

— Il n'est pas douteux pour moi, colonel, que, sans

le joug implacable de la discipline prussienne, ces inconvénients très réels se seraient manifestés avec une certaine gravité. Vous savez toutefois que cette organisation exclusivement provinciale ne concerne que les hommes de troupe. Les officiers appartiennent à n'importe quelle province. Mais entre troupiers les différences de race, de langue, de mœurs, les préjugés locaux engendrent des mésintelligences profondes : on en arrive à se détester très cordialement.

Donc, mes Rhénans n'aimaient point les Polonais. Ils trouvaient d'ailleurs, et ils le dirent à notre homme, que j'avais montré envers lui plus de patience et de douceur qu'il n'en méritait. Entre eux et lui la querelle devint une dispute de soldats où les propos grossiers pleuvaient de part et d'autre ; si bien qu'en un instant le Polonais en arriva à traiter mon Rhénan de droite... comme il nous arrivait parfois, entre nous je suis obligé de le confesser, de traiter nos vainqueurs. Il est juste de dire que les officiers prussiens ne se gênaient pas non plus pour apostropher leurs hommes comme s'ils eussent fait partie des troupes que gardait l'Enfant prodigue.

Un grognement digne de l'animal immonde dont le nom avait servi d'injure, répondit à cette invective du Polonais. En même temps, prompt comme la poudre, mon Rhénan de gauche saisit l'homme au collet, le souleva de terre, le jeta sur un matelas et lui mettant le pied sur le ventre, d'un coup de crosse lui eût brisé la mâchoire si d'un geste rapide, saisissant la baïonnette, je n'eusse arrêté le coup. « Pas de ces violences, m'écriai-je ; faites lever cet homme et emmenez-le au poste, mais ne le frappez-pas. »

Je fus obéi. Les autres Polonais qui étaient-là couchés n'avaient pas bougé ; pas un ne s'était levé et n'avait

même pris la parole en faveur de son camarade ; mais je ne suis pas certain que, si le Rhénan eût frappé, si le sang eût coulé, ils eussent gardé la même tranquillité.

Les Rhénans firent lever mon homme, lui passèrent sa veste, lui mirent sa calotte sur la tête, et je puis certifier que c'étaient de rudes valets de chambre. Plus furieux que jamais il voulait résister, cherchait à s'emparer d'une arme. Les sabres et les fusils étaient là dans ce coin. Mais les épaulettes bleues le tenaient ferme. Il s'accrochait à tout pour ne pas se laisser emmener. Il fallut l'arracher de la maison et le jeter dehors. Pendant tout le chemin jusqu'à la Mairie, il ne cessa de vociférer et de se débattre contre ses gardiens : ceux-ci ne parvenaient à le faire avancer qu'à force de bourrades. La chaussée n'était pas trop large pour eux à cause des zig-zags que ce forcené les obligeait à décrire. Je les accompagnais à distance en suivant le trottoir et ne quittais pas de l'œil mon prisonnier que je tenais à consigner moi-même entre les mains de l'officier qui m'avait confié ses deux soldats.

— Vous deviez faire l'étonnement des passants dans ce rôle du vaincu qui conduit en prison un des ses vainqueurs.

— Des passants, mon colonel, y songez-vous ? Des passants ! il n'y en avait pas.

Pendant tout ce triste hiver je suis sorti chaque soir, puisque chaque soir je retournais à la Mairie, d'où je revenais quelquefois fort tard. Mais, qu'il fût six heures du soir ou deux heures après minuit, la physionomie des rues était toujours la même. Pas une boutique ouverte, pas une lumière aux fenêtres, pas un Français dans les rues. Vous ne sauriez croire combien elle était triste, notre pauvre ville d'Amiens. C'était l'aspect lugubre

de la désolation et le morne silence de l'effroi. Vainement les autorités prussiennes s'efforçaient de rassurer la population, prodiguaient les protestations, affirmaient leur volonté de protéger les personnes et les propriétés. L'ennemi n'est jamais parvenu à triompher de la répulsion profonde qu'il inspirait. Ce sentiment d'une méfiance invincible irritait les Prussiens au suprême degré. Mais qu'y faire ? On ne peut forcer les gens à sourire aux vainqueurs, ni à éclairer leurs boutiques, ni à sortir le soir de chez eux quand il leur plait d'y rester.

— Au fait, la conduite de votre Polonais prouve que, même chez soi, on n'était pas certain d'être tranquille.

— Précisément.

Je le conduisis au lieutenant qui commandait le poste de la Mairie. Dès qu'il fut en présence de l'officier, ce furieux qui n'avait cessé de crier et de se démenager, demeura à l'instant muet, immobile, comme pétrifié dans la position du soldat sans armes. Un vrai changement à vue ! comme au théâtre. Je ne pus m'empêcher d'admirer l'effet de la prodigieuse discipline de l'armée prussienne.

Mon Rhénan de gauche, celui qui avait terrassé le Polonais, fit son rapport au lieutenant. Le Polonais voulut répondre ; mais l'officier lui ferma la bouche : *Halt' dein Maul !*

— C'est-à-dire ?

Mon Dieu ! cela voudrait dire : Tais ton bec, s'il l'eût traité comme un serin. Mais il lui parlait comme à un chien, et vous pouvez faire la variante de traduction.

L'homme fut mis en prison et je saluai l'officier.

En me quittant, celui-ci me dit : « Nous tenons ,
« Monsieur, à ce que nos soldats observent une exacte
« discipline et respectent les habitants. » Ceci fut dit en français. En se servant de notre langue dont il n'avait pas

fait usage jusque-là, le Prussien voulait me montrer que, malgré la grossièreté dont il venait de faire preuve en parlant à un soldat, il appartenait au monde des gens bien élevés.

— Toujours l'orgueil prussien.

— Toujours, mon colonel. Je le retrouvais partout. C'était la note dominante, dans la politesse guindée de l'officier comme dans la colère du soldat ivre.

DELAMBRE ET AMPÈRE

DISCOURS DE RÉCEPTION

Par M. DESBOVES.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1880.

MESSIEURS,

Ancien élève et professeur au Lycée d'Amiens, à peine de retour dans ma ville natale après trente ans d'absence, je me vois appelé à l'honneur de partager vos utiles travaux. Je suis profondément touché de cette marque d'estime et de bon souvenir, et je veux tout d'abord vous en témoigner ma vive et sincère reconnaissance.

Par une disposition libérale de votre règlement, vous laissez au récipiendaire le choix du sujet de son discours qu'il peut ainsi faire entrer dans le cadre de ses travaux de prédilection. J'espère donc que vous accueillerez avec bienveillance une étude sur deux savants unis par les liens de la plus tendre amitié : Delambre, notre cher

•

compatriote, et l'illustre Ampère qui fut son protégé avant de devenir son ami.

Né à Amiens le 19 septembre 1749, Delambre fit d'excellentes études au collège de cette ville, puis il vint passer une année au collège de Plessis, à Paris, où il obtint, comme à Amiens, les plus brillants succès. Il était le fils aîné de petits marchands de la rue de la Viéserie qui élevaient avec beaucoup de peine une nombreuse famille composée de six enfants. Aussi, une fois ses études terminées, Delambre, ne pouvant attendre aucun secours de ses parents, dut compter uniquement sur ses propres forces. Bien que ses connaissances variées et étendues, et les protections, que sa réputation naissante lui avaient déjà acquises, eussent pu lui faire obtenir une position lucrative, sans rien demander à personne, il résolut de compléter par lui-même son instruction fort avancée déjà au sortir des écoles. Logé dans une mansarde et ne dépensant que quelques sous par jour pour sa nourriture, il put se livrer au culte désintéressé des lettres et des sciences. Il n'abandonnait un instant ses persévérantes études que pour faire quelques traductions et donner des leçons particulières dont la modique rémunération l'aidait à soutenir sa vie de labeur et de sacrifice. Cependant, au bout de deux années, cédant aux instances de son ami Favart, il entreprit l'éducation du fils de M. Dassy, Receveur général des finances qui, par la suite, lui constitua une rente viagère bien supérieure aux besoins de sa modeste existence. Libre dès lors de toute préoccupation étrangère à l'étude, il s'y livra tout entier. Delambre, suivant d'abord l'impulsion qui lui avait été donnée par son ancien professeur au collège d'Amiens, l'abbé Delille, s'était surtout adonné aux lettres dont l'étude lui était

rendue facile par sa prodigieuse mémoire et sa vive intelligence. Les littératures grecque et latine lui étaient familières, et il savait aussi parler et écrire l'Italien, l'Anglais et l'Allemand ; mais ce n'est pas de ce côté que l'appelait sa véritable vocation.

Bientôt, sans abandonner pourtant ses études littéraires, il appliqua les forces de son puissant esprit, plus spécialement, aux sciences mathématiques et astronomiques qu'il étudia seul dans les livres. Quelque temps après, il se mit à suivre les cours du fameux Lalande dont il s'était déjà assimilé les ouvrages : ce fut là un pas décisif dans sa carrière, et dès ce moment il connut sa faculté maîtresse. Fourier, dans son éloge de Delambre, raconte que Lalande le remarqua pour la première fois, à l'occasion d'un passage d'Aratus que, de mémoire, il cita tout entier dans le texte grec en l'accompagnant des remarques de tous les commentateurs. Lalande ne voulut plus voir sur les bancs un pareil élève. Le poussant dès lors dans sa propre voie, il le prit pour collaborateur et engagea M. Dassy à construire dans son hôtel un observatoire à l'usage exclusif du nouvel astronome. Pour son début, Delambre observa le passage de Mercure le 4 mai 1786. Voici comment lui-même raconte sa première observation : « Au lever
« du soleil, il pleuvait ; tous les astronomes étaient à
« leurs lunettes ; mais, fatigués d'attendre, ils quittèrent
« leur poste une demi-heure après le moment de la
« sortie calculée par les tables de Lalande, ne conser-
« vant plus aucune espérance. Je pris le parti d'attendre
« jusque après le moment indiqué par les tables de
« Halley ; mais je n'eus pas besoin de tant de constance.
« L'observation arriva trois-quarts d'heure plus tard
« que suivant Lalande, mais trois-quarts d'heure plus

« tôt que suivant Halley. Lemonnier et Pingré, Lalande
« et son neveu, Méchain, Cassini et ses trois adjoints,
« trompés par l'annonce de Lalande, avaient tous man-
« qué l'observation. Je leur montrai la mienne le soir
« même ; ils ne voulurent presque pas y croire. Ce fut
« la première observation que j'eus l'occasion de porter
« à l'Académie des sciences, et c'est de là que date ma
« carrière d'observateur. »

Qu'on ne s'étonne pas ici des erreurs que de grands astronomes ont commises dans l'étude du mouvement de Mercure. La planète, presque toujours perdue dans les rayons du soleil, est très-rarement observable, et les calculs de Halley et de Lalande n'étaient pas appuyés sur un nombre suffisant d'observations pour pouvoir conduire à des résultats exacts. Si je connaissais quelqu'un, disait l'astronome Mastlinus, qui s'occupât de Mercure, je me croirais obligé de lui écrire pour lui conseiller charitablement de mieux employer son temps (1).

Delambre mena bientôt de front l'observation et la théorie. Pour son début dans l'astronomie calculatrice, il construisit des tables d'Uranus. Plus tard, il donna aussi des tables du Soleil, de Saturne, de Jupiter et de ses satellites. Le premier, il combla l'intervalle qui sépare l'Astronomie expérimentale de la Mécanique céleste. « Avant lui, dit Fourier, les calculs astronomiques étaient fondés sur des méthodes numériques, « indirectes et irrégulières ; il les a toutes changées et « perfectionnées. La plupart de celles dont les astronomes se servent aujourd'hui lui appartiennent ; il les « a déduites de formules analytiques qui rendent les

(1) Leverrier rappelle ce propos de Mastlinus dans son célèbre mémoire sur le mouvement de Mercure qu'il a définitivement fixé.

« opérations plus sûres, plus uniformes et plus faciles. » Mais, sans entrer dans plus de détails sur les travaux que je viens de rappeler, je me hâte d'arriver à l'œuvre capitale de Delambre, son plus grand titre de gloire aux yeux de la postérité.

Lorsque l'Académie des Sciences entreprit d'établir un nouveau système de mesures dérivant toutes d'une unité linéaire prise dans la nature, elle chargea Delambre et Méchain de mesurer l'arc du méridien de Paris, compris entre Dunkerque et Barcelone, la quarante-millionième partie du méridien total devant être prise pour la nouvelle unité principale appelée mètre. Il ne s'agissait plus ici des travaux paisibles d'un observatoire. Il fallait manier des instruments délicats exigeant les soins les plus minutieux, tantôt en plein champ sous l'ardeur d'un soleil brûlant, quelquefois sur le sommet d'une montagne couverte de neige, sans abri contre les vents impétueux ou un froid glacial. Mais ce n'est pas la nature elle-même, malgré toutes ses rigueurs, qui fut le plus cruel ennemi de Delambre (1). A Montjoie, à Epinay, des fanatiques stupides arrachent ses signaux et veulent briser ses instruments. Une troupe armée le traîne à travers champs par la pluie et dans la boue, en même temps qu'il est poursuivi par les cris furieux d'une foule en délire. Lui, toujours calme au milieu de la tempête, il cherche à faire entendre raison à ses persécuteurs. En plein champ, sur le terrain même des observations il fait une véritable leçon de géodésie. Avec son air doux et tranquille il essaie de se faire comprendre par ses peu intelligents auditeurs ; mais, vains efforts, c'est avec beaucoup de peine qu'il parvient

(1) Delambre et Méchain opéraient séparément, l'un au Nord, l'autre au Midi.

à sauver ses instruments et sa personne. Après des tribulations de toute sorte qu'il serait trop long de raconter ici, lorsqu'il aurait mérité une récompense nationale pour l'ardeur qu'il mettait à un travail semé de tant d'obstacles, Delambre se voit subitement révoqué par un arrêté signé : Barère, Robespierre, Billaud-Varennes, Couthon, Collot d'Herbois. Alors obligé d'abandonner ses travaux, il se réfugie dans l'étude des lettres, ces suprêmes consolatrices ; et ce ne fut que dix-huit mois plus tard qu'il put reprendre et achever ses longs travaux. Il en a consigné les principaux résultats dans son livre sur la mesure d'un arc de méridien, œuvre éminente d'un savant analyste et d'un habile expérimentateur. L'Académie des Sciences, voulant récompenser le zèle et l'habileté qu'il avait déployés dans l'accomplissement de sa mission et rendre hommage à la grandeur des résultats qu'il avait conquis au profit de l'humanité toute entière, lui décerna un de ses principaux prix en proclamant que ses travaux pour la mesure du Méridien étaient la plus belle application des sciences mathématiques et physiques qui eut été faite depuis dix ans. Quelque temps après, ses titres à la fois littéraires et scientifiques le firent élever à la position si enviée de Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences qui comptait alors parmi ses membres des hommes tels que Lagrange, Laplace, Legendre, Biot et Arago. Il était déjà membre de l'Académie des Sciences et du Bureau des longitudes, et professeur d'astronomie au collège de France où il avait succédé à son ancien protecteur Lalande. Non content de ses succès de professeur et de savant, il composa un abrégé et un grand traité d'astronomie, et, dans les dernières années de sa vie, il écrivit une histoire de sa science favorite depuis les

temps les plus reculés jusqu'au commencement du XIX^e siècle.

En résumé, on peut dire, avec Fourier, que Delambre se distingua surtout par la persévérance infatigable de son esprit ; que personne n'a mis plus de suite dans ses travaux et n'a parcouru avec plus de constance le vaste champ des connaissances humaines. Ajoutons encore, pour achever de faire connaître et aimer notre illustre compatriote, que, d'abord sauvage et solitaire sous la contrainte des nécessités d'une vie laborieuse, il fut plus tard très répandu dans la société de son temps. Très goûté dans le monde qui appréciait son esprit sans prétention et ses connaissances si variées ; malgré sa rare facilité d'élocution et la supériorité que lui donnait son immense érudition, il savait écouter avec bonhomie : en un mot, il était le plus aimable des savants.

Ancien membre de l'Université, je ne dois pas oublier que Delambre eut l'honneur d'en faire partie dès le moment de sa création : il y remplit les fonctions de Trésorier du Conseil supérieur de l'Instruction publique, et d'Inspecteur général chargé d'organiser plusieurs nouveaux lycées. C'est ainsi qu'il fut mis pour la première fois en relation avec Ampère, alors simple professeur de chimie et de physique à l'école centrale de Bourg.

Né à Lyon le 20 janvier 1775, Ampère à peine âgé de quinze ans vit monter sur l'échafaud son père tendrement aimé, innocente victime des fureurs de la guerre civile. Dès cette époque, seul et sans guide, il avait déjà étudié les Mathématiques ; mais, quand arriva la terrible catastrophe, tout son être éprouva une perturbation intellectuelle et morale d'une telle profondeur qu'il resta presque idiot pendant deux ans. Ce fut la Botanique,

cette aimable science dont l'étude n'est jamais une fatigue pour l'esprit, qui lui rendit le goût du travail; et bientôt, sous cette douce influence, il reprit peu à peu possession de toutes ses facultés. C'est avec une ardeur sans égale qu'il se remet à cultiver les sciences et les lettres; et, à vingt ans, tout en s'assimilant la volumineuse Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, il apprend par lui-même et sans autre secours que les livres, les Mathématiques, la Physique et la Chimie, sans oublier la Métaphysique qui fut toujours pour lui une véritable passion. Quelques années plus tard, quand nous le retrouvons membre de l'Institut, professeur au collège de France et à l'Ecole Polytechnique, il peut, sans infériorité, engager avec le grand Cuvier une lutte courtoise sur l'Histoire naturelle, discuter une question de chimie avec Guy-Lussac et Thénard, tout en entretenant avec ses amis de Lyon une correspondance suivie sur les questions les plus ardues de la Métaphysique. Depuis Descartes, c'est certainement le plus vaste cerveau que la France ait produit. Sans entrer ici dans l'exposé des travaux d'Ampère sur tout l'ensemble des connaissances humaines, travaux qui sont tous marqués de l'empreinte de son génie toujours original, il suffit de rappeler qu'il fut le créateur de l'Electrodynamique. A la fois physicien habile et mathématicien profond, il a ainsi ouvert à la science un monde nouveau; et son nom, ne fût-ce qu'à ce titre, est à jamais immortel.

J'arrive maintenant à la partie la plus intéressante et la plus neuve de mon sujet, c'est-à-dire au récit de la première rencontre de Delambre et d'Ampère; mais un retour en arrière de quelques années est d'abord indispensable. Je prendrai ici pour guide un charmant petit volume qui a pour titre : *Journal et correspondance*

d'André-Marie Ampère. La lecture en est saine et rafraichissante, et on peut le mettre à côté du journal d'Eugénie de Guérin pour la grâce attendrie et la douceur pénétrante. Je lis d'abord, écrite par Ampère lui-même, l'histoire de ses amours avec Mademoiselle Julie Carron qui fut plus tard sa femme adorée. Rien de plus naïf et de plus touchant. On commence par le prêt de quelques livres qui est, pour l'amoureux timide, un innocent moyen de se rapprocher de celle qu'il aime. Comme un autre Saint-Preux, il donne à sa Julie des leçons d'italien, tout en glissant, entre deux promenades, une leçon de mathématiques au cousin Périsset. Un autre jour, on cueille des cerises et on se les partage en riant ; c'est presque le gracieux épisode des confessions de Rousseau, mais avec plus de franche gaieté et d'innocence. Quelquefois encore, ce sont des échanges de vers, fables, charades et chansons. Ampère, déjà auteur de quelques tragédies, faisait des vers avec la plus grande facilité. Les suivants adressés à Julie ont sans doute un peu vieilli ; mais ils sont néanmoins pleins d'harmonie et de grâce :

Que j'aime à m'égarer dans ces routes fleuries
Où je t'ai vue errer sous un dais de lilas !
Que j'aime à répéter aux nymphes attendries,
Sur l'herbe où tu t'assis, les vers que tu chantas !
Au bord de ce ruisseau dont les ondes chéries
Ont à mes yeux séduits réfléchi tes appas,
Sur les débris de fleurs que tes mains ont cueillies,
Que j'aime à respirer l'air que tu respiras !
Les voilà, ces jasmins dont je t'avais parée ;
Ce bouquet de troène a touché tes cheveux.

Cependant le manque de fortune des deux fiancés et l'incertitude de la position d'Ampère font longtemps

ajourner le mariage : ce n'est qu'au bout de deux ans, le 6 août 1799, que sa constance est enfin récompensée et qu'il devient l'heureux époux de Julie Carron. Tous deux vont habiter Lyon où Ampère parvient avec beaucoup de peine à soutenir son nouveau ménage à l'aide de quelques leçons particulières. Lorsqu'il est devenu le père d'un aimable enfant, Jean Jacques, qui devait donner plus tard un nouveau lustre au nom paternel comme littérateur érudit et voyageur historien, il sent que les ressources précaires qu'il s'est créées ne sont plus suffisantes, et qu'il faut à tout prix conquérir une position, sinon brillante au moins assurée. Après bien des sollicitations longtemps infructueuses, en décembre 1801, il obtient enfin une chaire de professeur de physique à l'école centrale de Bourg. Malheureusement pour Ampère, je n'ose dire heureusement pour nous qui devons lire un jour les lettres des deux époux, Madame Ampère, d'une santé chancelante, est, sur l'ordre des médecins, obligée de rester à Lyon. Alors commence une correspondance suivie qui n'est interrompue qu'au moment des vacances. Les lettres d'Ampère mettent à nu la simplicité de son cœur et sa nature aimante ; je n'en donnerai ici qu'un seul extrait : « J'ai
« voulu retourner, avec le paquet de tes lettres, dans
« le pré derrière l'Hôpital où j'avais été les lire avec
« tant de plaisir avant mes voyages de Lyon. J'y voulais
« retrouver de doux souvenirs dont j'avais ce jour-là
« fait provision, et j'en recueille au contraire de bien
« plus doux pour une autre fois. Que tes lettres sont
« douces à lire ! Il faut avoir ton âme pour écrire des
« choses qui vont si bien au cœur, sans le savoir, à ce
« qu'il semble. Je suis resté jusqu'à deux heures, assis
« sous un arbre, un joli pré à droite, la rivière ou flot-

« taient d'aimables canards, à gauche et devant moi. » Mais au milieu de ses tendres épanchements, Ampère n'oublie pas que, pour avoir une existence assurée auprès de sa femme et de son enfant, il lui faut obtenir une chaire de professeur au lycée de Lyon. C'est en composant un mémoire sur la théorie mathématique du Jeu qu'il espère atteindre son but ; et il ne se trompait pas dans son espérance que l'on pouvait croire alors un peu ambitieuse ; car ce mémoire devait le conduire non seulement à Lyon, mais à Paris, dans la maison-mère des Mathématiques, l'Ecole Polytechnique.

La grande préoccupation d'Ampère était de savoir si ses formules étaient nouvelles. Il consulte sur ce point le professeur Roux, du lycée de Lyon ; mais le professeur n'est pas à la hauteur du sujet, et il fait toujours espérer une réponse qui ne vient jamais. Cependant le temps presse ; on attend les inspecteurs généraux Delambre et Villars qui doivent proposer les candidats aux chaires des lycées. Ampère est désespéré, le mémoire arrivera trop tard.

Enfin Delambre vint : ici je laisse parler Ampère. M.

« Delambre qui a fait sa visite au collège, m'a dit : tout
« ce que je vois de vous confirme l'idée que j'en avais
« conçue. Je vais à Paris porter la liste de mes obser-
« vations sur ceux qui se présentent. Votre place est à
« Lyon. Le gouvernement n'a rien changé encore à ce
« que j'ai fait ; certainement il ne commencera pas à
« propos de vous ; d'ailleurs je serai là et j'y veillerai.
« — Ma nomination n'est plus susceptible du moindre
« doute. Je vais travailler à me faire une réputation
« qui m'assure une fortune brillante. M. Delambre a
« commencé par être précepteur dans des maisons par-
« ticulières. Il va quitter l'Inspection générale de l'Ins-

« truction publique et il lui restera quatorze mille livres
« de rente par les places qu'il occupe. » Dans une autre
lettre, Ampère écrit : « j'ai su aujourd'hui que M.
« Delambre avait dit à un dîner chez le Préfet : vous
« allez perdre M. Ampère ; c'est un homme d'un mérite
« supérieur. Il a envoyé un mémoire à l'Institut, et l'avis
« unanime des membres de la Section de Mathéma-
« tiques est que cet ouvrage ne peut venir que d'une
« tête forte. — Je te rapporte sans modestie, mot à mot,
« la phrase comme on me l'a rendue. »

Je n'ai pas raconté toutes les vicissitudes du fameux
mémoire sur la Théorie mathématique du Jeu. Une faute
de calcul s'y était glissée et fut sévèrement réprimandée
par Laplace à qui le mémoire avait été envoyé. Là dessus
grand désespoir d'Ampère qui croit son avenir perdu.
Vite un carton réparateur, et le mémoire corrigé il faut
se hâter de l'envoyer au terrible Laplace. C'est le bon
Delambre, dont la complaisance ne lui fait jamais défaut,
qui est le suprême recours d'Ampère. Il lui écrit : « Mon-
« sieur, je me flatte que vous ne me refuserez pas de
« remplacer les trois exemplaires erronés de mon mé-
« moire sur la Théorie mathématique du Jeu, qui sont à
« la bibliothèque de l'Institut et entre les mains du Pré-
« sident et de M. Laplace, par les trois exemplaires
« corrigés que vous trouverez dans le paquet joint à
« ma lettre. » Dans la même lettre, on lit plus loin :
« Quel prix plus flatteur pourrais-je attendre de mon
« travail, si je voyais un jour quelques-uns de mes
« petits ouvrages insérés, en tout ou par extraits, dans
« le recueil où l'Institut réunit des mémoires des savants
« qui lui sont étrangers. C'est à vous, Monsieur, *Præsi-*
« *dium et dulce decus meum*, que je devrai cet avan-
« tage inappréciable ; ce sont les éloges que vous avez

« eu la bonté de me donner qui ont excité en moi le
« le désir de les mériter. » Grâce à la protection de
Delambre, Ampère est enfin nommé professeur au lycée
de Lyon. Mais au moment où son rêve de bonheur et
d'avenir semble réalisé, lorsqu'il est enfin réuni aux
deux êtres qui lui sont si chers, à peine a-t-il fait quel-
ques leçons au Lycée que sa femme, après trois ans de
lutte contre la maladie et la souffrance, meurt entre ses
bras.

Avant de me séparer de vous, permettez-moi,
Messieurs, de résumer, à grands traits, les analogies
et les contrastes de situation de caractère et de génie
entre les deux illustres savants. Tous deux, sans fortune,
eurent une jeunesse laborieuse et entièrement vouée à
l'étude des lettres et des sciences. Mais la jeunesse
d'Ampère eut son rayon de soleil, l'amour pour sa
Julie, tandis que Delambre n'eut d'autre soutien que son
ardent amour pour la science. Il ne se maria qu'à l'âge
de cinquante-cinq ans avec une veuve, femme du reste
d'une rare distinction et qui fit le bonheur de ses dernières
années. Ampère et Delambre avaient tous deux une éru-
dition profonde et une grande puissance de travail. Mais
Delambre était un esprit calme et sévère : travailleur ré-
gulier et opiniâtre, il se fixait d'avance un but et il ne
s'arrêtait que lorsqu'il l'avait complètement atteint. Am-
père, au contraire, à part quelques instants de lassitude et
de dégoût, avait un cerveau toujours en ébullition, et on
le voyait passer sans cesse des Mathématiques à la Chi-
mie et à la Physique, ou de la Philosophie à l'Histoire
naturelle, suivant la passion du moment. Aussi sensible
aux malheurs de ses amis ou de la France qu'à ses mal-
heurs personnels, son cœur était souvent plus actif encore
que son cerveau. La sensibilité de Delambre était aussi

profonde, mais moins en dehors, et sa bonté était toujours prête à répondre au premier appel. En comparant Delambre et Ampère, je ne prétends pas les élever à la même hauteur : notre patriotisme local ne peut aller jusque-là. Si Delambre est une des gloires de la France, Ampère est l'honneur de l'humanité toute entière. C'est un de ces astres brillants qui viennent, de loin en loin, éclairer le monde, et que la main de Dieu semble faire luire indifféremment au sein de l'un des grands peuples, dans la Grèce ancienne, en Italie, en France, en Allemagne, en Angleterre.

Me sera-il permis, Messieurs, en terminant, d'émettre un vœu que je serais heureux de voir adopter par vous. Lyon va élever une statue à Ampère : ne serait-il pas opportun d'élever en même temps une statue à Delambre, non pas confondue dans la foule de celles qu'un artiste habile, notre sympathique collègue, a consacrées aux gloires si nombreuses de la Picardie ; mais seule, dans la cour d'honneur du Lycée par exemple, pour rappeler aux jeunes générations comment un enfant né dans une humble condition peut s'élever par l'amour du travail à la gloire et à la fortune. J'aimerais à voir représenter notre cher compatriote, une carte céleste à la main et un globe terrestre à ses pieds avec cette épigraphe : *Delamber mensor cœli et terræ.*

RÉPONSE

AU

DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. DESBOVES

Par M. PEULEVÉ, Directeur.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1880.

MONSIEUR,

En vous souhaitant aujourd'hui seulement la bienvenue parmi nous, je commence par m'excuser de le faire plus tardivement que je ne l'aurais voulu. Je m'accuse de ce retard, comptant un peu d'ailleurs que ce péché avoué sera complètement pardonné, malgré le tort que cette absolution pourrait porter à la sentence plus populaire que morale : péché caché à moitié pardonné.

Notre compagnie dans laquelle j'ai l'honneur de vous introduire, n'est pas pour vous, Monsieur, une famille nouvelle. Sans en faire partie, vous la connaissiez depuis longtemps, et la distance matérielle qui vous tenait éloigné d'elle est certainement la seule cause qui l'ait

privée depuis longtemps du plaisir de vous compter dans ses rangs.

Vous lui appartenez doublement, Monsieur, et par les qualités éminentes qui ont fait l'honneur de votre carrière universitaire, et aussi par ce lien tout platonique, mais bien réel, qui solidarise naturellement les sociétés savantes de toutes les contrées avec les enfants distingués qui y sont nés et y ont grandi.

C'est en effet dans cette cité que vous avez passé votre jeunesse, dans le sein de l'université, sous la direction de maîtres que je tiens pour fort habiles quand je considère la carrière distinguée fournie par l'élève. Vous apprîtes d'eux le chemin de notre grande école normale, cette belle institution nationale si féconde en esprits élevés ; et dès l'âge de 21 ans vous comptiez parmi ses plus brillants élèves.

Peu d'années après, vous rentriez dans ce même lycée d'Amiens où vous receviez naguère vos leçons, et où désormais vous deviez les donner.

Mais vous ne deviez pas y attarder votre marche et c'est sur un théâtre plus vaste, dans ce bel établissement du lycée Fontanes, que vous étiez appelé dès l'âge de 30 ans aux difficiles fonctions de distribuer la science à une série non interrompue de générations. Pendant les trente années consécutives passées au milieu de cette jeunesse studieuse et intelligente, vous avez encore grandi en vous ces besoins d'études dont vos nombreux travaux sont le témoignage flatteur. Je n'en veux pour preuve que cette série savante et non interrompue d'œuvres remarquées sur la géométrie, l'algèbre, la trigonométrie, ainsi que votre grande étude sur Pascal et les géomètres contemporains.

Vous rentrez maintenant au pays de votre prédilection

et vous trouverez parmi nous toute la sympathie que recommandent vos qualités éminentes d'homme de sciences, grand ami des lettres.

Votre présence ici revivifie le souvenir de ces leçons scientifiques que vous avez prodiguées, pendant votre court séjour d'autrefois, à des jeunes gens qui sont maintenant des hommes, nos collègues peut-être, et qui peuvent aujourd'hui juger sainement de l'influence qu'a pu avoir sur leur esprit l'enseignement des sciences, sans lequel les notions de méthode et de précision sont souvent insuffisantes.

Je tiens en effet pour une vérité, que c'est un privilège des sciences exactes d'imprimer à l'esprit une direction méthodique un besoin d'ordre et de logique. Ces démonstrations rigoureuses, ces notions absolues du chiffre, ces déductions par voie de conséquence apportent dans l'art de raisonner une rigueur intelligente qui imprime forcément à l'esprit une direction vers la logique.

Elles démontrent à tout instant qu'en deça et au delà du vrai il n'y a que l'erreur.

La plupart de nos grands maîtres dans l'art de raisonner (je parle des derniers siècles) n'ont ils pas été le plus souvent aussi des maîtres dans les sciences exactes?

Non pas que j'entend qu'elles suffisent pour faire raisonner juste ; vous ne l'avez jamais cru non plus ; mais elles mettent en possession d'un précieux instrument, sans être responsables des écarts de ceux qui s'en servent mal.

Quand ces belles méthodes sont mises au service d'esprits judicieux et littéraires à la fois, elles en font des natures d'élite dont les principes sont inébranlables

parce qu'ils sont le fruit du raisonnement, et dont le commerce présente un charme exquis parce qu'il satisfait à la fois notre admiration pour le vrai et notre aspiration vers le beau.

Les deux hommes illustres à différents titres, dont vous nous avez retracé la vie avec autant de cœur que d'esprit, réalisaient à un degré élevé ces qualités qui ne sont d'ailleurs qu'un des côtés par lesquels on peut envisager leur grande figure.

Leurs noms sont désormais liés à des découvertes ou à des travaux si importants qu'ils vivront toujours. Qui peut parler d'électricité sans évoquer le souvenir d'Ampère ? Qui s'occupera de l'origine du système métrique sans rencontrer le nom de Delambre.

Il ne manque pas de savants dont les travaux sont restés dans le domaine spéculatif. Nos héros ne sont pas de ce nombre, ils ont contribué à un véritable progrès dans le monde et, à côté de leurs titres de savants, il faut placer celui de bienfaiteurs de l'humanité.

Ampère surtout mérite une place à part, et la grande pénétration de son intelligence le fait classer parmi les hommes de génie.

C'est qu'il y a en effet plusieurs genres de génie.

Zimmerman dans son traité de l'*Expérience*, prétend qu'il y en a de trois genres différents :

1° Celui qui demande plus d'imagination que d'intelligence ; c'est celui des poètes et des peintres ;

2° Celui qui demande autant de l'une que de l'autre ; c'est le génie des grands hommes politiques, des grands capitaines, des grands médecins.

3° Celui qui demande plus d'intelligence que d'imagination, c'est celui des mathématiciens.

C'est dans ce dernier genre donc, qu'il faudrait ran-

ger le génie d'Ampère ; tout en reconnaissant toutefois que l'imagination ne lui manquait pas, témoin ces vers si tendres que vous nous lisiez tout à l'heure et que le poète inspiré composait à 23 ans.

J'en pourrais conclure que la division de Zimmerman doit comporter bien des variétés et des sous variétés où les deux éléments constitutifs du génie sont alliés dans des proportions variables à l'infini.

Leur développement extrême et parallèle produirait ces génies qui paraissent faits pour tout comprendre ; qui, comme Bacon, prédisent des découvertes et qui les font comme Newton.

Ampère me fait songer à Newton, Newton me reporte à Archimède, et je trouve dans ces hommes, grands à des titres divers et à des degrés différents, une qualité qui appartient souvent aux puissants esprits, c'est cette faculté de s'abstraire pour ainsi dire de soi-même pour fixer la pensée sur un objet déterminé, d'une façon calme et tenace à la fois, et souvent en dépit des agitations du milieu.

Qui ne se rappelle la fin malheureuse d'Archimède tombant sous les coups d'un grossier soldat de Marcellus, pour avoir négligé de le suivre comme prisonnier, et n'avoir pas su arracher son esprit à sa fixation invincible sur la solution d'un problème.

Comment avez vous fait disait-on à Newton pour arriver à ces grandes découvertes qui font l'étonnement et l'admiration du monde entier ? « C'est en y pensant toujours » répondit-il.

Cette réponse pleine de profondeur et que pourraient faire la plupart des grands génies, ceux surtout qui s'absorbent dans l'étude des mathématiques, où le détachement complet des objets extérieurs est comme irré-

sistible, cette réponse, dis-je, explique un des côtés originaux de la manière d'être de ces grands esprits vus dans l'exercice de leur vie privée. — Ils sont distraits. — distraits ! Je le prends dans le sens étymologique du mot ; c'est à dire entraînés quant à leur esprit loin du milieu où ils sont.

Archimède n'avait pas échappé à cet inconvénient lorsque, poursuivant jusque dans son bain un problème d'aréométrie et le découvrant enfin, il s'élança tout nu de sa baignoire en criant par la ville son fameux Eureka !

Ampère y échappa bien moins encore et les situations parfois comiques, les quiproquos et les originalités que furent la conséquence de cette disposition d'esprit, ont été si fréquents et parfois si singuliers qu'ils sont restés légendaires et fourniraient quasi un chapitre, et un chapitre important, de sa biographie. La tradition, sans nulle doute, s'est encore complu à en grossir la quantité et la qualité.

Mais on ne prête qu'aux riches, comme le dit un proverbe, et dans ce sens, Ampère devait l'être. Il l'était tant que ce serait presque manquer à sa mémoire que de ne pas fournir un de ses traits.

C'était dans un grand diner, en belle compagnie. Sa sœur et lui, avaient été priés. Lui, occupait la place d'honneur à droite de la maitresse du logis. Sa sœur était en face à la gauche de l'amphytrion.

Pendant le repas son humeur se troubla. Tout en dinant il pensait ; et sans doute ce milieu était peu propre à favoriser ses méditations. Pascal dit quelque part que le vol d'une mouche suffit parfois pour déranger les plus profondes combinaisons du génie.

A plus forte raison du bruit des fourchettes. Sous cette

fâcheuse impression, Ampère trouva le diner fort mauvais et, dans un moment d'humeur distraite, ne se gêna pas pour le dire ; dans une sortie vraiment épique : « Madame, » dit-il en s'adressant à sa sœur qui se trouvait en face : « Quand on reçoit à diner, on fait au moins servir des mets présentables. »

Il se croyait chez lui.

D'ailleurs ses amis et tous ceux qui l'approchaient étaient bien faits à ces distractions et aussi à ces bizarreries de caractère, qu'on pardonne si volontiers aux hommes vraiment supérieurs.

Ampère a dû beaucoup à notre compatriote Delambre, et sans lui peut-être aurions-nous un grand homme de moins et une grande découverte encore à faire. Car il fut le promoteur de l'arrivée d'Ampère dans le monde savant.

Il lui servit d'introducteur en le mettant en vue. Delambre nous appartient complètement. Ce n'est pas d'ailleurs la seule illustration qui représentait la Picardie pendant cette période, à Paris.

Un autre savant dont l'Académie a glorifié le souvenir, l'année dernière se trouvait son collègue à l'Académie de sciences, c'est de Lamarck, dont la carrière présente des analogies vraiment curieuses avec celles de Delambre.

Tous deux ils furent pauvres, et issus d'une nombreuse famille. Tous deux commencèrent tardivement les études qui devaient les rendre célèbres et ne trouvèrent leur véritable voie que vers le milieu de leur existence.

Delambre était le secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences lorsque Lamarck y entra comme membre.

Je regrette bien que les documents m'aient fait défaut au sujet des rapports d'amitié qui ont dû réunir ces deux

enfants d'Amiens. Il eut été digne d'intérêt pour nous d'avoir à cet égard des détails que je n'ai pu me procurer.

En terminant, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur, d'avoir eu l'heureuse idée de faire revivre ici l'image de Delambre. L'Académie a déjà montré quel prix elle attachait au souvenir de ce grand homme en fondant au Lycée de cette ville un prix qui porte le nom de « prix Delambre, » et qui est destiné à l'élève de mathématiques qui s'est le plus distingué dans ces sciences.

Vous savez, Monsieur, que les ressources pécuniaires ne permettent pas à notre société de prodiguer de telles récompenses, et le choix du nom qu'elle a fait donné encore plus du prix au souvenir qu'elle consacre annuellement au grand géomètre, au grand astronome amiénois.

C'est vous dire qu'en principe elle est entrée dans la voie que vous lui demandez aujourd'hui de parcourir jusqu'au bout, en prenant sous son haut patronage le projet d'une statue qu'on élèverait à Delambre dans la cour du Lycée d'Amiens.

Notre sympathique collègue, M. de Forceville, ne l'a pas oublié d'ailleurs dans le remarquable monument qu'il vient d'élever aux grands hommes de la Picardie et la vieille province picarde peut être fière à bon titre du grand nombre des enfants illustres qu'elle a produits.

Mais ce serait, à notre sens un bel enseignement mis sous les yeux de la jeunesse, au milieu même du grand établissement qui lui prodigue si brillamment l'instruction que cette statue d'un homme intègre, sorti d'un rang très humble de la société d'alors, et arrivé par son travail,

sa tenacité, ses talents à se faire lui-même une place hors ligne au milieu des illustres savants de son époque.

Les sentiments de noble émulation ne peuvent qu'y gagner et peut-être plus d'une jeune tête, travaillée par le puissant aiguillon d'une ambition bien placée, songera courageusement en voyant Delambre, à réaliser la belle maxime de notre Académie : *Tentanda via est.*

.

TABLEAU DE CONJUGAISON

DU VERBE FRANÇAIS

Lecture, par **M. H. DAUSSY**

SÉANCE DU 28 MAI 1880

J'ai entrepris, sur mes vieux jours, de me faire maître d'école pour instruire mes petits enfants. Il m'a fallu rapprendre la grammaire, avant de l'enseigner; car j'avoue humblement que depuis longtemps j'avais perdu de vue cette ancienne connaissance. J'ai retrouvé mes premières impressions d'écolier, je me suis rappelé les ennuis profonds que la grammaire m'avait causés, et je me suis demandé s'il n'y aurait pas moyen de la rendre, non pas attrayante, ce qui est impossible, mais du moins intelligible pour mes chers élèves.

Je pense que l'enfant n'a pas seulement une merveilleuse mémoire ; je suis certain qu'il a l'intelligence très active et l'esprit fort logique. A mon sens on ne doit donc pas se contenter de faire appel à sa mémoire, on doit s'adresser aussi à son intelligence, exercer son esprit et

développer sa faculté de raisonnement. L'enfant a un grand désir de savoir ; il est heureux quand il comprend, bien plus heureux encore quand il découvre ou vérifie par lui-même les raisons de ce qu'on lui enseigne. Il travaille alors avec goût et par conséquent avec fruit.

C'est pourquoi je ne demande pas à mes élèves de me réciter les règles de la grammaire, sauf à n'y rien comprendre. Je m'efforce de leur donner toujours, au sujet des règles et des formules grammaticales, une explication dont leur intelligence puisse être satisfaite. Tel est l'esprit dans lequel j'ai fait pour eux le travail que je vais vous communiquer sur le VERBE, cette partie si importante du discours, qui fait, dans toutes les langues, la terreur des écoliers et le désespoir des maîtres.

J'ai bien hésité avant d'oser appeler votre attention sur un pareil sujet. Mais quelques uns d'entre vous, à qui j'avais soumis mes idées, m'ont déterminé à vous demander un peu de vos instants et beaucoup de votre patience pour vous exposer la manière dont je présente le verbe à mes élèves.

Tableau du Verbe. — Son utilité.

Je me sers pour cela d'un tableau de conjugaison. C'est la vue de ce tableau, l'étude de sa disposition qui doit donner à l'élève l'intelligence du verbe.

Je crois en effet que l'enfant n'apprend bien que par les yeux. Ce qu'il perçoit par l'oreille peut bien rester dans sa mémoire, docile à l'impression des sons, mais n'arrive pas toujours jusqu'à son intelligence ; tandis que ce qui est perçu par ses yeux pénètre sûrement et reste gravé dans son esprit.

J'attache donc une grande importance à la disposition

de mon **TABEAU DU VERBE** puisque c'est le moyen à l'aide duquel l'enfant doit, par ses observations personnelles, et par la vérification de celles que je lui sou mets, arriver à reconnaître les lois de la conjugaison.

Je vais vous expliquer les raisons qui m'ont déterminé dans l'arrangement que j'ai adopté.

Élimination du Verbe auxiliaire.

Je ne mets d'abord sur mon tableau que le verbe lui-même, laissant de côté son auxiliaire.

Je sais bien que le verbe, réduit à lui seul, ne peut suffire à sa besogne qui est de montrer l'action en mouvement dans des circonstances diverses de temps et de modes. Il lui faut le secours d'un auxiliaire, d'un autre verbe qui, combiné avec le verbe principal, supplée à son insuffisance. C'est ce qui donne naissance à ce qu'on nomme les *temps simples* et les *temps composés*. Ces derniers sont, comme le mot l'indique, composés d'un verbe auxiliaire combiné avec le participe passé du verbe principal. Les premiers, au contraire, sont formés uniquement du verbe principal, au moyen de terminaisons variées qui s'ajoutent à son radical.

Mais précisément à cause de cette distinction des temps simples et des temps composés, ou en d'autres termes du *verbe principal* et du *verbe auxiliaire*, je sépare l'un de l'autre pour ne m'occuper que du verbe principal.

Lui seul en effet peut présenter des difficultés, lui seul a besoin d'être étudié dans ses lois de formation, lui seul peut offrir des irrégularités. Quant à l'auxiliaire, qui n'est après tout qu'un autre verbe, il suit les même lois de formation que le verbe principal, et d'autre part il se combine avec le participe passé d'une manière absolument invariable dans tous

les verbes quelconques. De telle sorte que l'enfant qui connaît, par exemple, le verbe *avoir* sait nécessairement conjuguer le verbe *avoir sauté*, *avoir couru*, *avoir ri*, etc.

Je concentre donc l'attention de l'enfant sur le verbe principal ; je ne mets sur mon tableau que les temps simples, ajournant à plus tard l'examen des temps composés.

Je supprime ainsi jusqu'à nouvel ordre le *Passé Indéfini*, le *Plus-que-Parfait*, le *Futur passé* etc.

Dénominations à proscrire.

J'avoue du reste que j'ai pris en horreur ces dénominations de *Plus-que-Parfait*, de *Futur passé* etc. qu'il faut renoncer à faire comprendre à l'enfant. Nous ne les comprenons nous-mêmes que par un effort d'esprit, effort qu'il nous faut renouveler chaque fois que ces bizarres assemblages de mots se représentent. Je confesse, quant à moi, que je n'ai pu parvenir à retenir ces appellations qu'à l'aide de la formule du verbe qu'elles sont destinées à nous faire connaître. Je ne me représente le *Futur passé* qu'en me disant : c'est la formule « j'aurai eu ». De sorte que c'est la chose qui me rappelle le mot et non le mot qui me rappelle la chose.

Ces appellations sont donc mauvaises : elles devraient être des définitions et se présenter à l'esprit avec un sens clair. Mais comment concevoir un *Futur* qui est *Passé* ou un *Passé* qui est *Futur* ? Cela ne dit rien à l'intelligence, et on ne résout pas la difficulté en donnant au *Futur passé* le nom, un peu moins choquant pour l'oreille, mais tout aussi peu clair de *Futur antérieur*.

Je proscriis ces dénominations.

Origine de ces dénominations.

Elles ont pour cause la division du verbe en *Modes* qui eux-mêmes sont subdivisés en *Temps*.

Le verbe ne doit pas seulement dénommer l'action ; pour cela il eût suffi, comme pour les substantifs, d'un radical et d'une terminaison ; le verbe doit nous montrer dans quel temps l'action se passe et de quelle modalité elle est affectée. A cet effet on ajoute à son radical une série de terminaisons qui, du même coup, indiquent le Temps et le Mode de l'action. C'est ce qui constitue la conjugaison.

Les grammairiens groupent ces terminaisons d'abord suivant les *Modes*. Ils rassemblent tout ce qui est simplement indicatif de l'action, puis forment un autre groupe de ce qui exprime certains rapports de dépendance ou autres : c'est ainsi qu'ils établissent leur grande division de la conjugaison en Mode Indicatif, Mode Subjonctif, Mode Impératif, etc. Cela fait, chaque mode est ensuite subdivisé selon le *Temps*. L'Indicatif a son temps Présent, son temps Imparfait, son temps Futur etc. De même le Subjonctif a son Présent, son Imparfait, etc. Cette subdivision d'après la différence des temps dans un même mode a nécessairement amené des désignations dont le but est d'exprimer chacune des nuances du temps. L'Indicatif, qui est naturellement le mode le plus usuel, se subdivise donc en Temps présent, Temps imparfait, Temps passé qui est défini, Temps passé qui est indéfini, Temps passé qui est plus que parfait (plus que passé), Temps futur qui est antérieur à un autre temps passé, etc. En un mot il a fallu s'ingénier pour trouver des noms à toutes les variations que peut présenter l'idée du Temps. La difficulté était déjà grande

pour les grammairiens de créer une terminologie exacte. Quant aux écoliers obligés d'apprendre ces distinctions subtiles, on leur a rendu la tâche impossible en se servant de termes latins dont ils ne peuvent comprendre le sens. En français, ce qui est parfait c'est ce qui est bien fait. L'enfant ne s'habitue pas aisément à voir dans ce mot un synonyme de Passé. Cette terminologie, dont il est inutile de montrer les inconvénients, a sa cause dans l'arrangement du Verbe tel qu'il est adopté par les grammairiens. Elle est la conséquence de ce qu'on a subdivisé en *Temps* les *Modes* du Verbe, après avoir établi la première division par *Modes*.

**Division du Verbe par Temps et subdivision
par Modes.**

Je procède tout à fait inversement.

Je fais la première division par Temps. Et je subdivise les temps par Modes.

Il en résulte que le Verbe est divisé en trois Temps, le Présent, le Passé et le Futur. Ce sont là trois idées simples que l'enfant comprend aisément dès qu'il sait distinguer ce qu'il voit *aujourd'hui* de ce qu'il a vu *hier* et de ce qu'il verra *demain*.

Cela fait, je subdivise chacun des trois Temps par Modes; car dans chaque Temps l'action peut se présenter ou toute simple ou affectée de diverses modifications. La subdivision nous donnera un certain nombre de Formules que nous allons examiner.

Je dis Formules et non plus Temps de verbe. Car il importe d'éviter toute confusion. Les grammairiens sont parfaitement logiques lorsqu'ils donnent le nom de Temps du verbe à la série des terminaisons d'une même for-

mule, puisque, dans leur système, cette série doit rappeler et préciser l'idée du temps dans lequel l'action est représentée. Comme mon point de départ est différent je ne puis conserver cette appellation. Pour moi dans un même Temps il y a, suivant le Mode que revêt l'action, des Formules différentes. Voilà pourquoi, laissant maintenant de côté l'expression de Temps du verbe dont j'ai précisé plus haut la portée en disant qu'il n'y a que trois Temps, le Présent, le Passé et le Futur, je donne désormais le nom de Formules à chaque série de terminaisons.

J'examine donc le résultat que donne la subdivision de chaque Temps du verbe en différents Modes. Et je commence ce travail en prenant le Verbe latin, dont l'intelligence est nécessaire pour comprendre la formation du Verbe français.

TEMPS PRÉSENT.

« Prends ton cahier ; Écris. — *Scribe*. »

L'action d'écrire est ici ordonnée, commandée, d'un ton presque impérieux : le Verbe *Scribere* est au Mode impératif.

« Que fais-tu là ? Tu écris. — *Scribis*. » L'action d'écrire est ici indiquée purement et simplement. Le Verbe est employé au Mode simple.

« Je désire que tu écrives bien — *ut Scribas*. » Ici l'action d'écrire est présentée dans son rapport de jonction et de soumission avec le désir que je manifeste ; elle est subjonctive. Le Verbe est au Mode subjonctif.

Voilà donc trois Modes, Impératif, Simple et Subjonctif ; voilà trois Formules, *Scrib e*, *Scrib is*, *Scrib as*, que nous rencontrons au Temps Présent du verbe latin. Il n'y en a pas d'autres.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail de la

série de terminaisons correspondant à chacun de ces trois Modes ; on sait que ces terminaisons doivent indiquer si l'action est faite par une personne ou par plusieurs ; par la personne qui parle, par celle à qui le discours s'adresse ou par une tierce personne. Je constata seulement que le Temps présent se subdivise en trois Modes.

TEMPS PASSÉ.

Il en est un que nous ne retrouvons plus au Temps passé, c'est l'Impératif ; car lorsqu'on commande une action c'est qu'elle est encore à faire ; elle n'est donc pas au passé.

Le verbe latin ne nous donne que deux formules pour le temps passé ; celle du Mode simple et celle du Mode subjonctif.

« Hier tu n'écrivais pas trop mal, *Scrib ebas*. —
« Mais j'aurais voulu que tu écrivisses encore mieux, *Scrib eres*. »

Nous subdiviserons donc le Temps Passé en deux Modes : Simple et Subjonctif.

TEMPS FUTUR.

En latin ce Temps n'a que le Mode simple.

« Demain tu écriras, *Scrib es*. »

Il n'eût pas été illogique assurément d'avoir au futur un Mode impératif, car on commande non seulement ce qui doit être fait sur le champ mais aussi ce qui doit l'être ultérieurement. En fait l'Impératif futur n'existe pas : on se sert de la même formule pour commander l'action présente et l'action future.

De même on comprendrait très-bien un subjonctif futur, mais ce mode n'existe pas en fait, et on se sert en

latin de la formule du subjonctif passé, pour parler au Mode subjonctif d'une action future.

La subdivision des Temps en Modes nous donne donc en latin six Formules pour le Verbe principal, le seul dont nous nous occupons quant à présent.

Scrib ere, quand je parle à mon élève, prend l'une ou l'autre des six terminaisons suivantes :

PRÉSENT			PASSÉ		FUTUR
IMPÉRATIF	SIMPLE	SUBJONCTIF	SIMPLE	SUBJONCTIF	SIMPLE
—	—	—	—	—	—
<i>Scrib e</i>	<i>Scrib is</i>	<i>Scrib as</i>	<i>Scrib ebas</i>	<i>Scrib eres</i>	<i>Scrib es</i>
écris	tu écris	que tu écrives	tu écrivais	que tu écrivisses	tu écriras

Dénomination des Formules du Verbe principal.

Il est extrêmement facile de dénommer ces six Formules. Je laisse à la première le nom d'Impératif, qui a l'avantage d'être connu, et qui indique tout à la fois le Mode et le Temps, puisque nous avons fait remarquer que ce mode n'existe qu'au Présent.

En dressant mon tableau du verbe (qui comprend toute la série des terminaisons de chacune des six Formules) je place à la gauche la formule de l'Impératif, parce qu'elle n'aura point de formule corrélatrice dans le verbe auxiliaire.

La seconde formule en allant de gauche à droite est celle du Mode simple du Temps présent. Je l'appelle le Présent simple.

La 3^e est celle du Mode subjonctif du Temps présent. Je la nomme le Présent subjonctif.

La 4^e est celle du Mode simple du Temps passé, que l'on connaît sous le nom d'Imparfait. Je l'appelle le Passé simple.

La cinquième est appelée le Passé subjonctif.

La sixième le Futur simple.

Ces désignations, faciles à retenir et à comprendre, s'expliquent d'elles-mêmes par la vue du tableau. Elles rendent compte du double élément que renferme chaque Formule, le Temps et le Mode.

Verbe auxiliaire.

La conjugaison du *Verbe principal* étant ainsi établie au moyen de six formules ou séries de terminaisons, il reste maintenant à nous occuper du Verbe auxiliaire.

Il n'y a en latin qu'un Verbe auxiliaire : *Esse*.

Dans les verbes passifs, ou à forme passive, on l'emploie en le conjuguant après le participe passé. On dit : « *Amatus sum* (je suis ayant été aimé) j'ai été aimé » ; on dit : « *locutus sum* (je suis ayant parlé) J'ai parlé. »

Dans les verbes actifs on l'ajoute, un peu altéré, au radical également modifié du Verbe principal ; il ne forme qu'un seul mot avec ce nouveau radical.

Ainsi notre verbe *Scrib ere* a pour auxiliaire le verbe *Scripts isse*. Le radical *Scrib* est devenu *Scripts*, auquel on ajoute le verbe *isse*, forme altérée de *esse*.

Le Verbe *Scripts isse* (être ayant écrit) « avoir écrit, » n'a point d'impératif puisqu'il exprime une action passée avec laquelle la formule du commandement serait incompatible.

Mais il se conjugue, pour tout le reste, sur le modèle du verbe principal, puisqu'il n'est autre chose que le verbe *esse* qui a, comme tous les autres verbes, son

Temps présent subdivisé en Modes simple et subjonctif; son Temps passé subdivisé également en Modes simple et subjonctif; son Temps futur n'ayant que le Mode simple.

Hier j'ai écrit.	<i>Scripts</i> i	je suis	ayant écrit
Il faut que j'aie bien mal écrit;	» <i>erim</i>	que je sois	» »
J'avais écrit vite, sans quoi	» <i>eram</i>	j'étais	» »
J'eusse écrit un peu mieux.	» <i>issem</i>	je fusse	» »
Demain quand j'aurai écrit	» <i>ero</i>	je serai	» »
Je me relirai.			

Voilà les cinq formes de terminaisons que prend le verbe *Scripts isse*, employé à la première personne.

De ces cinq formules, les quatre premières présentent l'action d'écrire comme passée.

J'ai écrit	<i>Scripts</i> i	je suis	ayant écrit
Que j'aie écrit	» <i>erim</i>	que je sois	» »
J'avais écrit	» <i>eram</i>	j'étais	» »
J'eusse écrit	» <i>issem</i>	je fusse	» »

La cinquième au contraire présente l'action d'écrire dans le temps futur. « Demain quand j'aurai écrit. » C'est celle à laquelle on donne ordinairement le nom de futur passé. L'action d'écrire est future et la pensée se porte sur le moment où cette action future sera achevée.

Les quatre premières formules du Verbe auxiliaire *Scripts isse* appartiennent donc au Temps passé et la cinquième au Temps futur.

Tableau du Verbe latin.

Plaçons maintenant le verbe auxiliaire sous le verbe principal de manière à établir la concordance des Formules simples et subjonctives de l'un et de l'autre ; délimitons par un trait tout ce qui dans les deux verbes appartient au Temps présent, au Temps passé, au Temps fu-

tur. Nous aurons ainsi le tableau de la conjugaison intégrale.

SCRIBERE					
PRÉSENT			PASSÉ		FUTUR
IMPÉRATIF	SIMPLE	SUBJONCTIF	SIMPLE	SUBJONCTIF	SIMPLE
—	—	—	—	—	—
e	o	am	ebam	erem	am
ito	is	as	ebas	eres	es
amus	it	at	ebat	eret	et
ite	imus	amus	ebamus	eremus	emus
unto	itis	atis	ebatis	eretis	etis
	unt	ant	ebant	erent	ent

SCRIPTISSE					
i	erim	eram	issem	ero	
isti	eris	eras	isses	eris	
it	erit	erat	isset	erit	
imus	erimus	eramus	issemus	erimus	
istis	eritis	eratis	issetis	eritis	
erunt	erint	erant	issent	erint	

La vue du tableau montre à l'enfant que sur les onze formules du Verbe, trois seulement se réfèrent au Temps présent, toutes trois appartenant au Verbe principal ; que deux seulement se réfèrent au Temps futur, l'une appartenant au Verbe principal, l'autre au Verbe auxiliaire ; et que les six autres formules, deux appartenant au verbe principal et quatre à l'auxiliaire, se réfèrent au Temps passé. Ces différences s'expliquent facilement. C'est surtout quand on reporte son esprit sur les actions passées qu'elles se présentent avec des nuances plus nombreuses.

Le tableau, en même temps qu'il précise aux yeux

de l'enfant tout ce qui se réfère aux trois temps Présent, Passé et Futur, lui montre clairement la loi de formation du verbe auxiliaire, qui correspond exactement au verbe principal.

Dénomination des Formules du Verbe auxiliaire.

La désignation des formules de l'auxiliaire est des plus simples. Elle ressort du tableau lui-même puisque l'enfant y voit :

Le Présent simple et le Présent subjonctif de l'auxiliaire.

Le Passé simple et le Passé subjonctif de l'auxiliaire.

Le Futur simple de l'auxiliaire.

Cette terminologie rappelle à l'enfant qui a l'habitude du tableau la place de chaque Formule et par conséquent le Temps auquel elle se rapporte ; elle lui rappelle aussi son mode de formation.

On peut faire faire à l'enfant, sur ce tableau, les observations qui se réfèrent à la série des terminaisons du verbe employé à telle ou telle personne ; lui faire remarquer par exemple qu'au pluriel la première personne se termine toujours en *mus*, la 2^e personne toujours en *tis*, la 3^e personne en *nt* (sauf l'Impératif pour ces 2 dernières personnes.) C'est surtout par les yeux que l'enfant se pénètre bien de ce qu'on lui enseigne.

Mais ce n'est pas ici le lieu de développer les remarques que suggère le tableau du verbe latin. Nous ne nous en occupons que pour arriver à l'intelligence du verbe français ; et c'est à ce point de vue qu'il faut faire sur le verbe latin, tel qu'il est présenté dans le tableau, les deux observations suivantes.

Deux Formules du Verbe auxiliaire latin ont été transportées au Verbe principal français.

Dans le verbe principal, comme dans le verbe auxiliaire, je place au-dessus du Passé subjonctif l'Infinitif dont il dérive.

Avec l'Infinitif *Scrib ere* on obtient, par addition de la lettre *m*, le subjonctif passé *Scrib ere m*, « que j'écrive. »

De même qu'avec l'Infinitif *Scripts isse* on obtient par la même addition le subjonctif passé *Scripts issem*, « que j'eusse écrit. »

Scriberem est donc dérivé du verbe principal et *Scripts issem* du verbe auxiliaire.

« Que j'écrive » est la traduction française de *Scriberem*, mais historiquement c'est la reproduction de *Scripts issem*. Il est aisé de s'en assurer en comparant les deux formules française et latine dans toute la série de leurs terminaisons.

Que	j'	écriv	isse	<i>Scripts</i>	<i>issem</i>
Que	tu	»	isses	»	<i>isses</i>
Qu'	il	»	ît (ist)	»	<i>isset</i>
Que	nous	»	issions	»	<i>issemus</i>
Que	vous	»	issiez	»	<i>issetis</i>
Qu'	ils	»	issent	»	<i>issent</i>

De sorte que nous pouvons constater que la formule française « que j'écrive » provient du verbe *auxiliaire* latin, quoique chez nous elle appartienne au verbe principal.

Nous pouvons remarquer en second lieu qu'une autre formule du verbe principal français « j'écriv is » pro-

vient également du verbe auxiliaire latin. C'est la formule *Scripts i*.

J'	écriv	is	<i>Scripts</i>	<i>i</i>
Tu	»	is	»	<i>isti</i>
Il	»	it	»	<i>it</i>
Nous	»	imes	»	<i>imus</i>
Vous	»	îtes	»	<i>istis</i>
Ils	»	irent	»	<i>erunt</i>

Nous avons donc, dans notre verbe principal français, deux formules ayant pour origine commune le verbe auxiliaire latin. Nous aurons à constater plus tard les conséquences de cette origine.

Tableau du Verbe français.

Arrivons maintenant au verbe français pour en dresser le tableau d'après les mêmes principes.

Nous séparerons le verbe principal du verbe auxiliaire.

Le verbe principal sera divisé en trois Temps : Passé, Présent et Futur.

Le Temps Présent sera subdivisé en trois Modes, comme dans le verbe latin ; l'Impératif, le Présent simple et le Présent subjonctif.

« Allons, *écris* ! — Eh bien *j'écris*, — puisqu'il faut » que *j'écrive*. »

Mais le Temps passé sera subdivisé en trois Modes tandis que le verbe latin n'en avait deux.

« Hier *j'écrivais* mal ; on m'a dit qu'il fallait que *j'écrivisse* mieux, et à partir de ce moment *j'écrivis* mieux en effet. »

« *J'écrivais* » — est la formule du Passé simple ; » que *j'écrivisse* » est celle du Passé subjonctif.

« J'écrivis » — est la troisième et nouvelle formule : je lui donne le nom de Passé narratif. Elle est au Mode narratif.

C'est en effet dans la narration que cette formule est employée presque exclusivement; l'appellation de Narratif que je propose, au lieu du terme de Passé défini qui est en usage, s'explique d'elle-même et par conséquent se retient aisément. Je l'ai retrouvée du reste dans une grammaire de la langue française en allemand, par M. Ahn; cela m'a confirmé dans la pensée que le terme était bien choisi.

Je rappelle que le subjonctif et le narratif du temps Passé proviennent de l'auxiliaire latin tandis que le Passé simple vient du verbe principal latin. — « J'écrivais » procède de *Scribebam*. On ne s'étonnera donc point, quand nous parlerons des radicaux, de trouver pour le Passé simple un autre radical que celui du subjonctif et du narratif.

Le Temps futur du verbe français se subdivise en deux Modes : le Mode simple et le Mode conditionnel.

« Demain *j'écrirai* bien ; et même, si on me donnait « une bonne plume, *j'écrirais* parfaitement. »

Le latin n'avait au futur que le Mode simple. Le conditionnel est un Mode nouveau. En latin, pour exprimer ce que nous rendons par le conditionnel, on se servait du Passé subjonctif. De sorte que *Scriberem* signifiait tout à la fois que *j'écrivisse* et *j'écrirais*.

C'est cette forme *Scriberem* que nous avons adoptée pour exprimer l'action présentée d'une façon conditionnelle. Nous l'avons exclusivement affectée à cet usage et nous avons ainsi créé un Mode spécial au Temps futur; car le conditionnel appartient au Temps futur, s'il est vrai, comme disent les juriconsultes, que la condition

soit un événement futur mais incertain. Un grammairien pourrait ajouter que notre formule du conditionnel est, comme celle du futur simple, dérivée de l'Infinitif et qu'elle a, dans tous les verbes, exactement le même radical que le futur simple. Elle se rattache donc par tous les titres au Temps futur.

C'est parce que nous avons ainsi spécialisé pour le conditionnel la forme *Scriberem* qu'il a fallu le remplacer au Passé subjonctif. Nous avons pris pour cela, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, le Passé subjonctif du verbe auxiliaire latin, *Scriptissem* ; voilà pourquoi notre Passé subjonctif du verbe principal n'est pas originaire du verbe principal latin.

Scriberem a été transporté du Temps passé au Temps futur et n'exprime plus que le conditionnel : *j'écrirais*.

Scriptissem a été substitué pour le Temps passé au subjonctif *Scriberem* et nous a fourni notre subjonctif passé « *que j'écrivisse*. »

Nous pouvons maintenant dresser le tableau du verbe français.

Le Verbe principal aura huit formules, soit deux de plus que le Verbe latin, le narratif et le conditionnel, qui sont les deux Modes nouveaux, l'un appartenant au Temps passé, l'autre au Temps futur.

Le Verbe auxiliaire (Être ou Avoir...) auquel manque toujours l'Impératif, en aura sept.

Je place les formules de l'auxiliaire sous celles qui leur correspondent dans le Verbe principal, et je délimite par un trait noir tout ce qui, dans l'un et dans l'autre Verbe, appartient à chacun des trois Temps : Présent, Passé et Futur.

En un mot, je procède exactement comme j'ai fait pour le Verbe latin.

Il est par conséquent inutile de revenir sur la terminologie à l'aide de laquelle je désigne les 15 formules du verbe français.

Le tableau montre que le verbe auxiliaire français appartient tout entier au Temps passé, à l'exception de son futur. « Quand *j'aurai écrit*, » comme *Scripts ero* du latin, indique, ainsi que nous l'avons montré, une action future.

Le conditionnel du verbe auxiliaire français ne se réfère pas au Futur, mais bien au Passé. Dans cette phrase : « Si j'avais eu une bonne plume, *j'aurais écrit* beaucoup mieux » il est manifeste que l'action d'écrire n'est pas au futur, mais bien au passé : on n'a de regret que de ce qui n'est plus. De sorte que le *si* qui commence la phrase n'exprime plus qu'une hypothèse, une supposition et non une condition proprement dite.

Ainsi nous avons en français :

Au Temps Présent, trois formules appartenant toutes au verbe principal — comme en latin.

Au Temps Passé, neuf formules ; trois du verbe principal, six de l'auxiliaire ; tandis que les latins n'en avaient que six. Au Temps Futur, trois formules ; deux du verbe principal et une de l'auxiliaire ; tandis que les latins n'en avaient que deux. — Voir le tableau page 304, qui permet de faire la comparaison des formules du Verbe latin et du Verbe français.

C'est au sujet de cette comparaison des deux tableaux du verbe, latin et français, qu'il convient d'expliquer pourquoi les grammairiens ont tant de peine à faire comprendre la distinction des deux formules : « j'écri-

vis » et « j'ai écrit » qu'ils appellent Passé défini et Passé indéfini. Ils sont forcés, comme je l'ai montré, d'établir entr'elles une nuance de Temps. La chose est malaisée et on peut dire que cette nuance ne saurait être définie. Car les deux Formules procèdent manifestement d'une seule et même origine latine ; elles n'expriment donc point une différence par rapport au Temps.

J'écrivis vient de *Scripts i* (je suis ayant écrit).

J'ai écrit vient de *Scripts i* (je suis ayant écrit).

L'action est passée, dans « j'écrivis » comme dans « j'ai écrit, » et de plus elle est également passée dans l'une et l'autre Formule. La distinction ne peut donc pas être tirée de l'idée du Temps ; pour trouver quelque chose de plus défini ou de plus indéfini dans l'une que dans l'autre, il faut une grande subtilité d'esprit.

La véritable distinction à faire est celle qui est tirée de l'idée du Mode, car dans un même Temps l'action peut être affectée de modalités différentes. C'est pourquoi je considère la formule « j'écrivis » comme appartenant à un mode spécial, celui de la narration, le Mode narratif. Tandis que « j'ai écrit » appartient au Mode purement indicatif que j'appelle le Mode simple.

Observations à faire sur les Formules du Verbe.

Sur le tableau du Verbe français ainsi dressé on peut faire faire à l'enfant toutes les observations qui gravent dans sa mémoire les lois des terminaisons.

On lui montre par exemple que la seconde personne de l'Impératif (il n'y a pas de première personne, car on ne se commande pas à soi-même) est toujours semblable à la première personne du Présent simple. — « Chante « je chant e. — Boi s, je boi s — » ; qu'à l'exception de celle

de l'Impératif dont on vient de parler, toutes les secondes personnes du singulier se terminent par une *s*. « Tu « chantes, que tu boives, tu chantais, que tu busses, tu « chantas, tu boirais, tu boiras. » Que toutes les troisièmes personnes se terminent comme en latin par *nt*. — « Ils « chantent, qu'ils boivent, ils chantaient, qu'ils bussent, « ils chantèrent, ils boiraient, ils boiront, » etc., etc.

C'est en multipliant ces observations, en les faisant vérifier par l'enfant sur le tableau du verbe, qu'on facilite l'action de sa mémoire. Son œil travaille en même temps que son oreille.

En ayant toujours son tableau sous les yeux il s'habitue en peu de temps à la grande division du Présent du Passé, et du Futur. C'est une idée tellement simple qu'elle s'imprime facilement dans son esprit.

Pour lui donner l'idée de la subdivision en Modes j'emploie un procédé que vous avez déjà pu remarquer. Je fais une petite phrase, ou une petite conversation qui comprend le verbe à tous les Modes d'un même Temps.

Je dis par exemple :

Au Présent : « Allons, *écris* ta page : Comme tu » *écris* mal : Il faut que tu *écriv*es mieux. »

Au Passé : « Tu *écrivais* bien auparavant : Je vou- » drais que tu *écrivisses* ta page comme la lettre que » tu *écrivis* hier à ton oncle. »

Au futur : « Tu *écrirais* bien, si tu le voulais. Mets » y de l'attention et tu *écriras* comme il faut. »

En variant ces phrases je lui fais comprendre que les Formules du verbe sont des types de terminaisons dont le nom ne correspond qu'à l'emploi qui en est fait le plus ordinairement.

Ainsi la Formule impérative, qui est celle du commandement, comme son nom l'indique, est aussi celle de la prière : « Mon Dieu, pardonnez-nous nos offenses. »

Voilà donc un Mode qui s'appelle le mode Impératif mais qui n'indique pas toujours une exigence impérieuse. Nous employons la même Formule pour supplier que pour ordonner.

Il en est de même au point de vue du Temps. Telle Formule est un type dont on se sert pour exprimer le Temps Présent, qui pourtant s'emploiera quelquefois pour exprimer le Futur.

» Mon oncle n'est pas venu : je doute même qu'il « vienne. » Je me sers ici du Présent subjonctif « qu'il « vienne » relativement à une action future : car si je doute, c'est précisément par ce que le fait n'est ni accompli ni présentement en train de s'accomplir.

Et à l'inverse, je me sers d'une Formule ordinairement employée au Futur pour exprimer une action présente lorsque je dis : « Je voudrais qu'il fût venu ce matin. »

Ma volonté n'a rien de conditionnel quoique « voudrais » soit la formule du conditionnel : j'emploie ici ce Mode pour donner à ma volonté le caractère d'un regret.

La pensée humaine est susceptible d'une foule de nuances et nous n'avons pour les exprimer qu'un nombre très-limité de Formules.

Place de l'Infinitif et des Participes.

Il reste à compléter le tableau de conjugaison en y plaçant l'Infinitif, qui est le nom du verbe, et les Participes, Présent et Passé, qui en sont les formes adjectives.

Pour expliquer la place que je donne dans mon tableau à l'Infinitif et aux Participes je suis obligé de faire

une excursion dans le domaine des radicaux que j'ai laissé jusqu'ici complètement intact ; je n'avais à m'occuper que de classer les terminaisons du Verbe. Mais pour donner aux formes substantives et adjectives du verbe la position qui leur appartient et faciliter ainsi à l'enfant l'intelligence des Formules qui dérivent, les unes de l'Infinitif, les autres du Participe Passé, les autres du Participe Présent, je ne puis négliger un élément aussi essentiel que le radical.

En latin le radical de l'Infinitif est invariablement celui du Verbe principal. *Scrib ere* a pour radical *Scrib* dans les six formules du Verbe.

Il n'en est pas de même en français.

Le radical de l'Infinitif se reproduit chez nous aux deux formules du Futur. *Écri re*, *j'écrirai*, *j'écrirais*. Mais il est souvent modifié au Participe présent.

Nous en avons de suite la preuve dans notre verbe français *écri re* où le radical *écri* est additionné d'un *v* de liaison (rappelant le *b* du latin) dans « *écriv ant*. » Dans d'autres cas la liaison se fait au moyen de la lettre *s* : *Li re* fait *lis ant*; ou de deux *ss* : *fini r*, *finiss ant*; ou par la transformation de la diphtongue *oi* en *oy* : *Croi re* fait *croy ant*. »

Il y a donc lieu de tenir compte de ces modifications, et de considérer comme ayant un radical particulier le Participe Présent qui donne son radical, sauf exceptions, aux trois Formules du Temps Présent et à celle du Passé simple. « *Croyant*, nous *croyons*, que nous *croyions*, je *croyais*. »

Je place l'Infinitif du Verbe au-dessus du Temps Futur dont les deux Formules ont un radical commandé par celui de l'Infinitif.

Et je place le Participe Présent au-dessus du Temps Présent, près du Passé simple, c'est-à-dire au-dessus des quatre Formules dont le radical est commandé par celui du Participe Présent.

Il ne reste de place pour le Participe passé qu'au-dessus des deux dernières Formules du Temps passé, le subjonctif et le narratif. Et c'est en effet celle qui lui appartient à tous égards. Ces deux formules ont le même radical que le Participe passé et de plus leurs terminaisons sont commandées par celle du Participe passé. Il y a donc de l'un aux autres corrélation intime.

Que le radical du Participe passé et des deux Formules qui en dérivent ne soit pas le même que celui de l'Infinitif, cela se comprend aisément. Notre Infinitif français procède en droite ligne de l'Infinitif du verbe *principal* latin, *Scrib ere* a fait *Écri re*. *Cre (de) re* a fait *Croi re*.

Mais notre Participe passé vient du Participe passé latin et nos deux Formules du subjonctif et du narratif viennent du Verbe *auxiliaire* latin. Or en latin le radical était modifié au verbe *auxiliaire* (1) et il l'était aussi au Participe passé qui dérivait de la forme verbale connue sous le nom de Supin (2).

Il est donc fort logique que nous ayions à notre Participe passé et aux deux Formules du subjonctif et du narratif un radical autre qu'à l'Infinitif.

Voilà pourquoi *Croi re* fait au Participe passé *Cr u* ; au

(1) *Scrib ere* verbe principal. *Script isse* verbe auxiliaire. *Cred ere* verbe principal. *Credid isse* verbe auxiliaire

(2). *Script um* au Supin. *Scriptus, a, um*, au Participe passé. *Credit um* au Supin. *Credit us, a, um*, au Participe passé.

subjonctif, *que je Cr usse*, au narratif *je Cr us*. Le radical *Croi* est réduit aux deux consonnes *Cr*. De même *Recevoir* réduit son radical au Participe passé à *Reç* et fait *Reç u*. D'où dérivent le subjonctif *que je Reç usse* et le narratif *je Reç us*.

Il y a donc dans le Verbe français trois radicaux qui forment le thème du Verbe ; celui de l'Infinitif, celui du Participe Présent et celui du Participe Passé. Quand on connaît ces trois radicaux on peut conjuguer le Verbe.

Je place le Participe Présent, le Participe Passé et l'Infinitif au-dessus des Formules dont le radical dérive du leur. L'enfant s'habitue à constater *de visu*, ces rapports de dépendance. Je lui fais dire les trois radicaux, puis il récite le tableau de conjugaison en allant de gauche à droite ; il commence par les formules dérivées du Participe Présent, puis viennent celles dérivées du Participe Passé ; enfin celles dérivées de l'Infinitif. Plus tard j'intervertis cet ordre ; de telle sorte qu'il arrive à se bien pénétrer de cette loi de dérivation.

Le tableau du Verbe, ainsi dressé, permet une étude toute particulière des Verbes irréguliers.

Les irrégularités dont nos verbes sont affectés portent les unes sur les terminaisons, les autres, et ce sont les plus nombreuses, sur les radicaux.

A l'aide du tableau, réduit d'ailleurs au Verbe principal qui seul présente des irrégularités, on peut, en conjuguant un verbe, faire remarquer à l'enfant quelles sont les irrégularités qui se rencontrent au point de vue du radical.

Il est facile de dessiner sur le tableau du verbe son irrégularité, au moyen d'un trait qui enveloppe les por-

tions irrégulières. L'enfant se rend ainsi mieux compte du caractère et de la portée de l'exception.

Le tableau page 305 peut donner une idée de ce procédé.

Grâce à ce moyen, on peut établir un classement raisonné de nos verbes irréguliers en rapprochant ceux qui présentent le même dessin.

L'enfant aux yeux duquel on présente ainsi les verbes qui offrent le même dessin s'habitue bien vite à y reconnaître un type commun.

Ces types ne sont pas extrêmement nombreux, et il arrive assez aisément à les retenir dans sa mémoire.

Puis s'éveille en lui le désir de savoir pourquoi certains verbes présentent un même dessin, c'est-à-dire offrent une même irrégularité.

Il est bon de satisfaire à son besoin de savoir le pourquoi de toutes choses. On fait avec lui des observations sur les causes qui amènent des modifications dans le radical. Il peut vérifier lui-même les remarques qu'on lui suggère ; s'habituer à reconnaître l'influence qu'exerce sur les radicaux telle terminaison qui commence par une consonne, telle autre qui, au contraire, commence par une voyelle. On lui fait voir que si la voyelle est sourde les effets ne sont pas les mêmes que ceux qui sont produits par une voyelle sonore. En un mot, on lui fait constater les lois qui ont présidé à la formation de nos verbes irréguliers. Sans exiger de l'enfant de bien grands efforts d'attention on peut parvenir, j'en ai la certitude par expérience, à lui apprendre ces lois. Mais ce n'est pas ici le lieu de les exposer.

Le présent travail a uniquement pour but d'expliquer la disposition de mon Tableau de conjugaison du Verbe français.

PARTICIPE PRÉSENT ÉCRIV ANT PRÉSENT			PARTICIPE PASSÉ ÉCRIT PASSÉ			INFINITIF ÉCRI RE FUTUR		
IMPÉRATIF	SIMPLE		SUBJONCTIF	SIMPLE	SUBJONCTIF	NARRATIF	CONDITIONNEL	SIMPLE
Scrib e écri s écriv ons écriv ez	j'	Scrib o écri s	Scrib am écriv e écriv es écriv e écriv ions écriv iez écriv ent		Scrips eram écriv isses écriv it écriv ites écriv issez écriv issent		Scrips issem écriv is écriv is écriv it écriv ites écriv ites	Scrib eram écri rais écri rais écri rait écri rions écri riez écri raient
	tu	écri s	écriv es		écriv isses		écriv is	écri rai
	il	écri t	écriv e		écriv it		écriv is	écri ras
	nous	écriv ons	écriv ions		écriv ites		écriv ites	écri ra
	vous	écriv ez	écriv iez		écriv ites		écriv ites	écri rons
	ils	écriv ent	écriv ent		écriv issent		écriv ites	écri rez écri ront
			Scrib eam écriv ais écriv ais écriv ait écriv ions écriv iez écriv aient		Scrips issem écriv isse écriv isses écriv it écriv ites écriv issez écriv issent		Scrips issem écriv is écriv is écriv it écriv ites écriv ites	Scrib eram écri rais écri rais écri rait écri rions écri riez écri raient
			Scrips eram j'avais écrit		Scrips issem j'eusse écrit		Scrips eram j'avais écrit	Scrips ero j'aurai écrit
			Scrips i j'ai écrit		Scrips erim j'aie écrit		Scrips i écriv is écriv is écriv it écriv ites écriv ites	Scrips ero j'aurai écrit

PARTICIPE PRÉSENT				PARTICIPE PASSÉ			INFINITIF	
ÉCRIV ANT		PASSE			ÉCRIT		ÉCRI RE	
PRÉSENT		SUBJONCTIF			SIMPLE		CONDITONNEL	
IMPÉRATIF		SIMPLE			SUBJONCTIF		NARRATIF	
écri s	j'	écri s	écri e	écri ais	écri isse	écri is	écri rais	écri rai
	tu	écri s	écri es	écri ais	écri isses	écri is	écri rais	écri ras
	il	écri t	écri e	écri ait	écri it	écri it	écri rait	écri ra
écriv ons écriv ez	nous	écriv ons	écriv ions	écriv ions	écriv issions	écriv irent	écriv ions	écriv rons
	vous	écriv ez	écriv iez	écriv iez	écriv issiez	écriv ites	écriv iez	écriv rez
	ils	écriv ent	écriv ent	écriv aient	écriv issent	écriv imes	écriv aient	écriv rent
j'ai écrit		j'aie écrit		j'avais écrit		j'eusse écrit		j'aurais écrit
j'ai écrit		j'aie écrit		j'avais écrit		j'eusse écrit		j'aurais écrit



SÉANCE PUBLIQUE

DU 23 JANVIER 1881

I

SCIENCE ET SUPERSTITION

PAR M. PEULEVÉ, DIRECTEUR.

MESDAMES, MESSIEURS,

Ce n'était pas sans de légitimes hésitations qu'il y a un an j'acceptais du suffrage de mes trop bienveillants collègues l'honneur de présider aux travaux de l'Académie. Mais c'est aujourd'hui surtout, quoique arrivé au terme d'une route qui m'a été rendue facile et agréable, que je sens toute la difficulté de la dernière étape.

Cette enceinte retentit encore des paroles éloquentes que vous avez recueillies, sous la diction élégante de véritables maîtres en l'art de parler, d'écrire et de

.

penser. Aussi n'ai-je pas la prétention de les remplacer. C'est déjà lourde tâche que de leur succéder, et j'en eusse à coup sûr décliné l'honneur si je ne savais par avance qu'une assistance amie des lettres et de la science, comme est la vôtre, sait toujours faire acte d'indulgence, et qu'elle est prodigue de bienveillance pour celui qui s'essaie au service d'une bonne cause.

Or, la cause dont je viens vous entretenir, c'est celle de la science, c'est celle de tous les vrais amis de l'humanité qui voudraient voir le genre humain affranchi pour jamais de ces grandes erreurs qui lui ont parfois été si funestes.

S'il est en effet un sujet vraiment digne d'intérêt, pour le philosophe curieux d'observer l'état mental de l'humanité à travers les âges, c'est bien ce tableau éternellement mouvant dans ses couleurs, mais éternellement vivant et réel, des erreurs sociales, des préjugés et des superstitions qui ont régné en maîtres, parfois absolus, à chaque âge du monde, sur le chemin de la civilisation.

Ce serait faire l'histoire tout entière de l'humanité que d'étudier chronologiquement, et par ordre de naissance ou de royauté, chacune des grandes erreurs qui ont dominé les peuples, et ce serait non-seulement l'histoire mentale de l'humanité mais bien souvent aussi son histoire politique et sociale. Car ces erreurs sont toujours associées au régime des nations, indissolublement unies à leurs institutions ; ce qui ne surprendra personne, puisque les institutions d'un pays sont, en

somme, le résultat, le résumé pour ainsi dire, de ses notions acquises en morale, en religion, en philosophie, en sciences.

Parcourir un pareil sujet serait entreprise difficile. Le cadre est immense, bien au-dessus de mes forces, et vous n'attendez pas de moi que j'aspire à le remplir. Mais, du moins, qu'il me soit permis d'en retenir quelques grandes lignes, et d'en faire saillir quelques traits importants.

Ce sera d'ailleurs l'occasion de montrer quelle est la nature des puissants services rendus dans cet ordre d'idées, par les acquisitions des sciences en général (surtout de la physiologie) qui, de leur essence même, sont les ennemis les plus redoutables et toujours victorieux, le temps aidant, de l'erreur et des superstitions.

Aussi loin que l'on essaye de remonter dans l'histoire de l'humanité, on peut voir chez les peuples, au milieu de l'ignorance absolue des lois de la nature, des croyances ayant l'erreur pour base. Ces croyances varient à l'infini, selon le génie du peuple, son tempérament, sa situation sur le globe terrestre, en Égypte, en Grèce, en Italie, en Allemagne, dans les Gaules ; mais elles ont toutes le caractère commun, d'expliquer *tout ce qui est alors inexplicable*, par des conceptions merveilleuses, d'ordre surnaturel, qui attestent à la fois l'impuissance du temps et son admiration lyrique et craintive pour toutes les forces prodigieuses qui l'entourent.

La lumière du soleil vient-elle à disparaître subite-

ment au milieu du jour, le monde tremble devant l'éclipse de soleil qu'on rapporte aux effets d'une colère céleste.

L'étincelle électrique vient-elle provoquer les grondements du tonnerre, incendier l'horizon, foudroyer les hommes, c'est encore la marque irrécusable du courroux de ces puissances inconnues qui dirigent une à une les actions humaines les plus secondaires, châtiant les unes ou tolérant les autres.

C'est ainsi que chaque phénomène naturel, chaque épisode de l'évolution des choses, chaque élément arrive à être dirigé par sa puissance spéciale. D'abord ce sont les effets les plus frappants qui sont personnalisés ; le soleil, la terre, la lune, puis le feu, la foudre, l'eau, le temps.

La cour olympienne se trouve ainsi constituée. Son organisation est bientôt complète, mais bien insuffisante encore, car après avoir découvert tous les dieux qui président aux choses de la nature, il fallut en ajouter pour tous les phénomènes d'ordre immatériel ; c'est ainsi qu'on revêtit d'une forme accessible à l'imagination les passions et les vices, l'amour, la vertu, etc., etc. Bientôt, chaque objet de la nature soit matérielle, soit immatérielle, fut confié à la garde d'une puissance particulière.

Toute la science à cette époque, toutes les croyances se trouvent contenues dans cette organisation mythologique, merveilleusement adaptée à l'ignorance et aux mœurs, et qui forme réellement le monument de l'antiquité, monument pieusement révééré qui resplen-

dit de toute la poésie, de toute la fraîcheur des conceptions orientales où le naïf et le terrible se succèdent et s'entraident. Toute la géologie est expliqué par le chaos ; la succession du jour et de la nuit n'est autre chose que le Char d'Apollon qui, le soir venu, va plonger ses coursiers dans les ondes occidentales. L'Aurore, aux doigts de rose, entr'ouvre le matin les portes du ciel pour laisser pénétrer la lumière chez les mortels.

Enfin pour compléter la doctrine, des hommes privilégiés servent d'interprètes à ces volontés supérieures et sont spécialement chargés de les expliquer. Que l'on prenne les uns après les autres les peuples anciens, et l'on y trouvera chez tous des hommes qu'on pourrait appeler surhumains, et qui, par les merveilleuses facultés dont ils sont doués, prédisant l'avenir, expliquant les songes, sont les intermédiaires accrédités entre les humains qui ignorent tout, et ces puissances supérieures tant redoutées. Toujours aussi ces devins privilégiés, que nous tenons pour sincères à ces époques reculées, ont une situation tout officielle, prépondérante dans la nation, et n'inspirent que la vénération ; tous les effets naturels deviennent pour eux des manifestations surnaturelles dont l'interprétation leur appartient. Savoir lire dans le vol des oiseaux, savoir déchiffrer dans les entrailles des victimes, traduire la signification des éclats du tonnerre, la chute des météores, voilà à quoi Calchas et Tirésias excellent.

Entre ces hommes révévés et le monde d'outre-

tombe il existe aussi des communications incessantes ; les génies voyagent au milieu des humains, apparaissent dans tous leurs actes ; les mânes des héros disparus viennent conseiller leurs descendants qui leur sont chers.

C'est sur ces notions si étranges pour nous, si fausses au point de vue du vrai absolu, mais si propres à produire l'exaltation poétique, que s'est trouvée fondée toute une société que nous avons peine à comprendre, tant ces conceptions nous paraissent hors de la raison.

Il semble, quand on songe aux pythonisses prophétisant sur leur trépied, dirigeant parfois les plus grandes entreprises, déterminant avec une inéluctable influence la volonté des hommes les plus considérables de l'époque, il semble, dis-je, qu'on s'agite au milieu d'un rêve où les péripéties les plus invraisemblables nous font perdre le droit sens.

Et cependant ces choses ont bien existé, et c'est bien sur l'examen solennel des entrailles d'une brebis ornée de fleurs, sur le vol à droite ou à gauche de tel ou tel oiseau, reconnu pour refléter les volontés des dieux d'en haut et d'en bas, c'est bien sur l'hallucination d'une Pythie délirante que des actions politiques ont été menées et que des empires, aussi bien que des particuliers, ont cherché leur ligne de conduite avec la conscience d'être dans le chemin de la vérité.

Un pareil terrain de mœurs et d'institutions était éminemment favorable à l'apparition de phénomènes réputés alors au-dessus de la nature, et ceux-ci en effet, se sont produits avec profusion.

C'est ainsi que beaucoup de grands hommes de l'antiquité ont vécu côte à côte avec des génies qui ne les quittaient pas, qui les conseillaient ; et ces génies, ils les ont vus, ils les ont entendus, ont conversé avec eux ; ils les ont même pris comme guides de leur conduite et de leurs pensées.

Socrate lui-même, et plus que tout autre, doit être rangé parmi ces grands hommes. Ce moraliste élevé, à la fois l'honneur de l'antiquité et de l'humanité, s'éleva dans l'ordre philosophique à des hauteurs inconnues jusqu'à lui. Il fut pour cette science une lumière éclatante dont les rayons illuminèrent toute son époque. A le juger de nos jours par l'envergure de sa vaste intelligence exclusivement, on ne se le figure guère l'esclave d'un génie qu'il reconnaissait à sa voix, dont il suivait les conseils et les ordres, et qui le dirigea souvent au milieu de ses élucubrations philosophiques. Cela fut cependant ; et dans ces siècles de merveilleux, le grand réformateur de la philosophie grecque a pu vivre ainsi côte à côte dans une sorte de dualité matérielle et immatérielle, le croire fermement et le faire admettre par la généralité de ses contemporains, sans que jamais il vint à l'idée de l'accuser d'imposture ou seulement de trouver la chose étrange.

Il faut, d'ailleurs, arriver jusqu'à l'époque moderne, presque contemporaine, pour trouver l'explication de ces faits curieux qui désormais sortent du merveilleux où ils reposaient depuis l'origine du monde pour rentrer définitivement dans les choses d'ordre naturel.

La physiologie de l'homme malade en effet,

appliquée aux facultés mentales, a découvert toute une classe de maladies qui affectent les sens et les idées et qui rendent l'homme le jouet inconscient de phénomènes ou de sensations purement fictives. Il entend des sons qui n'existent pas ; il voit des objets ou des personnes absolument imaginaires. Il est cependant sincère dans ses déclarations.

C'est le grand chapitre des hallucinations.

Pascal a été lui aussi le jouet de semblables illusions du jour où, jeté à bas de la voiture qui le ramenait à Paris, il fut pris d'une peur violente. Bien souvent depuis il était obsédé par la vue d'un précipice qu'il voyait entr'ouvert sous ses pas ; mais soudain, sa raison reprenant le dessus et lui démontrant l'erreur de ses sens, il passait outre à son hallucination. Son erreur pouvait d'ailleurs se vérifier facilement.

Mais que fût-il arrivé s'il se fût agi d'une erreur non vérifiable et surtout d'une erreur partagée par le temps où il eût vécu ; à coup sûr il eût fait comme Socrate. il l'eût acceptée, défendue avec une sincérité digne d'une meilleure cause.

L'histoire de la médecine fourmille aujourd'hui de faits analogues où l'extraordinaire, le merveilleux ne le cèdent en rien aux faits de l'antiquité ; et l'étude approfondie de cet admirable mécanisme intellectuel explique sans conteste et ramène dans l'ordre naturel toute une classe d'erreurs et de superstitions acceptées par le monde ancien.

Si Socrate eût vécu de nos jours et se fût entretenu, avec les savants de notre époque, du génie dont il

entendait la voix et recevait les conseils, il n'eût pas échappé à l'arrêt que la médecine eût porté sur ce côté malade de sa vaste et noble intelligence. Mais à l'époque où il vécut, cette situation n'avait rien qui choquât les idées reçues et le démon qui le suivait pouvait parler à l'aise et sans éveiller la moindre surprise.

Les sciences occultes dans ces temps gréco-romains n'avaient guère pour objet que des intérêts terrestres, et les oracles étaient particulièrement interrogés.

C'était de la terre que partait le fluide qui les inspirait, et ses effluves étaient si puissantes qu'elles entraînaient parfois la mort.

Plutarque l'affirme, dans un passage où l'on trouve en même temps des détails sur le procédé qui était en usage alors pour amener la Pythie au diapason de l'inspiration :

« Qu'arriva-t-il donc à la Pythie ? Elle descendit
« dans le trou de l'oracle, malgré elle, mais elle
« montra d'abord qu'elle ne pouvait plus souffrir
« l'exhalaison, remplie qu'elle était d'un esprit malin
« et muet. Enfin étant tout à fait troublée et courant
« vers la porte en poussant un cri horrible, épouvan-
« table, elle se jeta contre terre, de telle sorte que les
« voyageurs et tous les assistants s'enfuirent épou-
« vantés. Cependant un peu après, ils l'enlevèrent
« étant encore hors d'elle-même. Elle ne survécut que
« peu de jours. »

Cette pratique, comme on peut le voir, était loin d'être sans danger.

Cette disposition d'esprit du monde ancien, appliquée aux sciences occultes à défaut de sciences exactes, se retrouve à mesure que l'âge de l'humanité s'avance, et au lieu de perdre en violence elle gagne au contraire du terrain et se modifie selon le sol nouveau où elle prend son développement.

Au commencement de notre ère, une révolution considérable se fait de l'Orient à l'Occident, l'équilibre moral et religieux du monde est changé, le paganisme se meurt, les idées se transformant ; mais si la morale évangélique gagne du terrain, la science ne fait aucun progrès.

Les prodiges sibyllins commencent bien à perdre de leur valeur ; les sibylles elles-mêmes, si honorées autrefois des Romains, voient leur prestige s'affaiblir ; mais le même esprit d'erreur qui les avait élevées suffit encore à expliquer leur chute. Cicéron, quelque peu sceptique déjà à l'endroit de certains arts occultes, s'en tire facilement par cette explication :

« C'est, dit-il, que cette vertu terrestre qui agitait la
« Pythie s'est évanouie avec le temps, de même que
« nous voyons que plusieurs rivières se sont desséchées
« ou qu'elles ont pris un autre cours et ont été détournées ailleurs. »

Ce genre d'erreurs va-t-il donc disparaître, par le discrédit où sont tombés les oracles, à cette époque où le même Cicéron railleur se demande déjà : comment deux augures peuvent se regarder sans rire ? Nullement. La superstition n'en reçoit aucune atteinte, elle se transforme habilement et se montre avec le même

fonds sous une autre figure. Les arts magiques, la sorcellerie se hâtent de recueillir une succession si facile à saisir.

Les arts magiques ont pour ainsi dire toujours existé, souvent même sous une forme officielle. Ils ont eu, à leur origine en Orient, une véritable doctrine régulière, faisant presque l'objet d'un enseignement didactique et vivant fraternellement avec les institutions mythologiques. Arts vieux comme le monde, se rajeunissant au gré des mœurs, et empruntant aux éclosions d'idées nouvelles des parures à la mode qui les maintiennent en faveur et semblent même donner le change à leur origine, pour les présenter comme des pionniers de la lumière et du progrès.

Aujourd'hui même, en plein dix-neuvième siècle, disputant pied à pied le terrain, quoique frappés au cœur, ils se débattent avec un acharnement qui prouve que la lutte ne sera pas achevée de longtemps encore.

A l'époque donc où les puissances du paganisme vaincues furent dispersées aux quatre vents, les magiciens, qui pullulaient à Rome, recueillirent, mais cette fois avec plus d'intelligence peut-être que de bonne foi, le privilège d'accomplir tous les prodiges de l'art. Tour à tour honorés par Néron qui les appelle pour évoquer les mânes irrités d'Agrippine, tour à tour exilés, en compagnie des philosophes qui sont réputés favoriser un art soupçonné de maléfices, ils se voient alternativement entourés des plus grands honneurs, ou livrés avec indignation aux bêtes du cirque.

Cette magie des Romains, réunie bientôt aux sortilèges des Francs, apporta dans les Gaules une richesse colossale de superstitions, qui n'a d'égale que les conséquences meurtrières qui en furent les suites.

Des hauteurs olympiennes où ils avaient puisé une consanguinité collatérale, les arts magiques, de chute en chute, arrivent au Moyen-Age, sans perdre de leur autorité, ni de leur confiance, à une déchéance humiliante. Ils deviennent un objet d'appréhension. Magiciens et sorciers inspirent la crainte et l'effroi ; ce ne sont plus les ministres honorés des puissances qui gouvernent le monde, mais bien les ministres des puissances du mal. Le sorcier a fait un pacte avec le diable, pacte réel qu'il a scellé du sang d'un bouc dans l'obscurité d'une caverne et grâce auquel il acquiert une puissance illimitée pour faire le mal, pour rendre ses semblables le jouet d'illusions trompeuses : le patient, de douleurs atroces, le vertueux d'apparitions criminelles, tous d'impulsions irrésistibles vers des actes invraisemblables.

Toutes ces victimes, ce sont des *possédés*, capables des plus grands forfaits.

Aujourd'hui cette expression de possédé est à peine comprise, elle disparaît de l'usage comme les possédés eux-même ont disparu depuis ; nous ne l'employons guère qu'au sens figuré. Mais alors ce fut l'expression d'un fait absolument réel, si réel que le fait de la possession était décrit et révélé par des signes réputés certains, et mettait dans l'impossibilité d'échapper aux jugements des cours et parlements, comme de nos

jours les voleurs, les homicides, les traîtres. Je ne parle pas de toutes les variétés de l'espèce, on les retrouve aujourd'hui dans les livres de médecine mentale, classées dans de nombreuses catégories, où la science leur a légitimement octroyé le triste privilège de l'irresponsabilité devant la justice des hommes.

Ce crime, la possession, ce n'était plus comme au temps de Socrate, la preuve d'un privilège vénéré, mais la manifestation flagrante d'un foyer de dangers pour la sécurité des individus, pour la sûreté du peuple.

Les châtimens les plus sévères devaient lui être appliqués. Le bûcher n'était pas trop pour épurer la société de pareils fléaux.

Tout alors devient signe de possession soit directe, soit indirecte.

Tout individu qui éprouve des souffrances inexplicables, des convulsions violentes, des phénomènes cataleptiques, hypocondriaques, est réputé et convaincu de possession.

Malheur à qui est possédé ! Aucune puissance humaine ne peut le défendre, fût-il personnage puissant, fût-il même homme d'église, on procède envers lui comme envers le dernier des manans.

Et, chose vraiment étonnante, c'est que la législation qui, à cette époque, était si incohérente, qui offrait tant de variétés dans les lois et coutumes de province à autre, avait une jurisprudence d'une unité désolante contre ce crime : c'était toujours le bûcher.

Boguet, célèbre magistrat du dix-septième siècle,

dans un grand discours qu'il fit sur les sorciers, résume l'opinion de ses contemporains :

« Je tiens, dit-il, que les sorciers pourraient dresser
« une armée égale à celle de Xerxès, qui cependant
« était de dix-huit cent mille hommes. — En France
« seulement, sous le roi Charles neuvième, ils étaient
« trois cent mille. A combien donc faut-il estimer le
« nombre où ils sont es pays et contrées du monde.
« Car depuis lors se sont accrus de moitié. Nos voisins
« fourmillent de cette formidable vermine, l'Allemagne
« n'est occupée à autre chose qu'à leur dresser des
« feux ; la Lorraine fait voir mille et mille poteaux où
« elle les attache. — Quel jugement faire de la
« France ? Les sorciers y marchent par milliers comme
« chenilles en jardins. Je veux faire savoir que si les
« effets correspondaient à ma volonté, seraient mis
« tous en un seul corps, et bruslés en un seul feu. »

Et Boguet était un magistrat éminent et des plus instruits, homme des plus éclairés de son temps.

Tous les hommes érudits, d'ailleurs, confirmaient ces grandes erreurs par leurs opinions. La science médicale elle-même partageait ces doctrines. Elle croyait aux lycantropes, ou loups-garous, sortes de possédés qui couraient les champs à quatre pattes, mordant les hommes et les animaux ; aux incubes et aux succubes ; aux revenants qui, pendant la nuit, faisaient vacarme et berçaient les enfants ; aux feux-follets qui trahissaient dans les cimetières la présence des esprits ; au sabbat nocturne. que les esprits instituaient dans les lieux perdus. Ambroise Paré, qui est un des représen-

tants les plus éminents de la science médicale et qui vivait au seizième siècle, n'a garde dans ses œuvres immortelles, d'oublier le grand chapitre relatif aux sorciers. Il en fait une division scientifique, sous le titre de choses non naturelles :

Les nécromanciens qui interrogent les morts ;
Chiromanciens qui devinent d'après la main ;
Hydromanciens qui devinent par l'eau ;
Géomanciens par la terre ;
Pyromanciens par le feu, etc., etc.

Il faut, dit-il, fuir ces hommes possédés de l'esprit malin.

« On raconte, » ajoute-t-il, avec sa loyale ingénuité, « qu'un certain laboureur pris de douleurs atroces, « s'ouvrit le flanc d'où sortit un clou d'airain. — Après « quoi, souffrant encore, il se coupa la gorge d'impac-
« tience. — Or, ayant été ouvert, on lui trouva dans « l'estomac un long morceau de bois, quatre couteaux « d'acier desquels aucuns étaient aigus, les autres « dentelés en manière de scie et ensemble deux ferre-
« ments rugueux, plus longs qu'une demi-coudée, avec « une grosse pelote de cheveux.

« Il est vraisemblable », ajoute le grand chirurgien, « que toutes ces choses se sont faites par l'astuce du « diable qui trompait les assistants par la vue. »

De nos jours, Ambroise Paré pourrait constater de pareils faits sans faire intervenir autre choses que des phénomènes d'ordre naturel.

Au milieu même du 17^e siècle (1675), on trouve encore une remontrance du Parlement de Rouen à

Louis XIV qui semble user trop facilement de son droit de commuer la peine du feu contre les sorciers.

Déjà cependant le *Misanthrope* avait paru ; déjà l'Académie française était fondée depuis 40 ans.

Bien des erreurs et des travers se mouraient, et la nature n'avait déjà plus l'horreur du vide.

Je ne puis, dans cet aperçu trop général, développer les tristes pages de notre histoire qui furent les suites de ces grandes superstitions du Moyen-Age ; mais je tiens, en passant, à donner un souvenir tout à la fois de compassion et d'admiration à cette grande victime de l'époque, à cette héroïne nationale, Jeanne d'Arc, qui, elle aussi, en dépit de ses dénégations, expia sur le bûcher, autant le crime de sorcellerie, que la vengeance de ses vaincus.

Au milieu de cet affolement général et de cette débauche de l'imagination en face de faits inexplicables, l'étude des grandes épidémies mentales qui se montrèrent alors et plus tard, révèle un fait scientifique redoutable et qui dévoile encore un côté des plus vulnérables de la faiblesse humaine : c'est le penchant à l'imitation.

Ce sont de véritables épidémies mentales qui se développent avec une violence et une rapidité inouïe. Les cendres des possédés jetées au vent sont comme une semence féconde qui engendre à profusion les victimes ; et je ne parle qu'en passant des drames et des épidémies convulsionnaires où l'on retrouve les signes des maladies nerveuses convulsives, réunies à ceux de l'hypnotisme et du somnambulisme artificiel.

On frémit d'horreur à la pensée de ces préjugés ou plutôt de ces maladies de l'esprit humain que l'arbitraire ou les passions n'ont pu seules amener, mais qui étaient le simple développement du cours des idées d'alors, et de l'ignorance la plus complète des phénomènes les plus naturels qui se passent chez l'homme malade.

Au moins, messieurs, pouvons-nous espérer qu'arrivés au seuil de notre siècle, précédé par cette phalange incomparable de grands hommes illustres dans les sciences, dans les arts, dans la philosophie, les voiles vont se déchirer. L'expérience d'atrocités, commises au nom d'erreurs désormais abjurées, va mettre l'esprit humain en garde contre la trop facile crédulité.

Point du tout, la sorcellerie est morte, vive la sorcellerie !

Elle se grime et reparaît sous des traits de jeunesse. Jugez-en :

Nous sommes à Paris, place Vendôme, en 1780. (Il n'y a que 100 ans). Devant un magnifique hôtel stationne une longue file de superbes équipages annonçant la présence d'une société d'élite.

Au premier, des appartements somptueusement ornés. Au milieu des salons, une vaste cuve recouverte de tentures élégantes. Tout autour d'elle rangés, des adeptes à tous les degrés, marquis, bourgeois, hommes, femmes, jeunes, vieux, vigoureux, moribonds, la main étendue et touchant les parois de la cuve.

Debout, au milieu de cette foule, un homme, à l'air


imposant, aux grandes manières, avec les plus belles apparences de la vigueur et de la santé, un fascinateur irrésistible, véritable pontife ; le dos tourné vers le nord, les bras étendus de l'orient à l'occident, tenant majestueusement à la main une baguette. Tout en lui respire le calme et l'harmonie. Sa démarche est grave et mesurée. On dirait Prométhée s'avancant lentement, craignant après son larcin de perdre une étincelle du feu céleste qu'il a soustrait aux cieux.

Nous sommes chez Mesmer, sorcier de race nouvelle, grand magnétiseur, venu de l'Allemagne toujours généreuse pour nous. Les accords harmonieux d'une musique suave charment les oreilles de cette foule recueillie. Le pontife s'avance, appose les mains sur les assistants, tantôt faisant glisser les deux pouces de la tête au cœur tantôt décrivant des paraboles qui effleurent les côtes et la rate, tantôt encore ouvrant largement les mains et jetant à pleine volée le fluide bienfaisant dont il est imprégné.

La scène s'anime, il rappelle le fluide de ses deux mains qu'il allonge en cône, puis les ouvrant soudain, de ses dix doigts il le renvoie à vingt pas devant lui. De sa baguette il le dirige alors, le soutire, l'injecte, le reprend, le rejette.

Les accents de la musique prennent une allure plus rapide.

Les adeptes s'agitent, l'on entend des cris étranges, des sanglots, des soupirs, des éclats de voix, des rires inextinguibles, des pleurs étouffés. Les uns sont agités de mouvements irrésistibles, d'autres sont violemment



frappés contre terre, les femmes plus nerveuses sont saisies de crises violentes. On les sépare à la hâte de l'agent magnétique, et on les emporte dans un délicieux salon capitonné où le fluide peut sans danger et tout à l'aise produire ses merveilleux effets. »

Retirons de ces scènes les parades charlatanesques, il nous reste encore le fait d'un art magique qui accapare le plus facilement du monde, non-seulement des ignorants, mais des savants.

A la même époque, un autre magicien évoquait les images d'outre-tombe, qui apparaissaient dans les miroirs magiques, dans le fond d'une carafe, dans le creux de la main, à la façon des Egyptiens. C'est Cagliostro, à qui le cardinal de Rohan fut tout dévoué, qui capta la confiance de Louis XVI, jusques et non compris toutefois la fameuse affaire du Collier, où il fut gravement compromis et où ses prodiges surnaturels reçurent une récompense d'ordre particulièrement naturel.

De nos jours, Messieurs, les esprits parlent encore ; il nous en est venu d'ailleurs de nouveaux qui sont partis de l'Amérique et ont franchi l'Océan pour venir jusqu'à nous. Grâce à l'intermédiaire des nouveaux magiciens contemporains, on peut encore avoir des renseignements sur le séjour des âmes après la mort, sur les occupations des grands hommes descendus dans la tombe ; ils ne dédaignent pas non plus de s'occuper de nos petites affaires de ce monde, et donnent volontiers, quand on les prend au sérieux, des éclaircissements sur une mauvaise affaire, la date

précise des futurs mariages, et l'arrivée prochaine des successions.

On les évoque dans l'espace, dans une table qu'ils font tourner ; ils prennent la peine de répondre en frappant sous les meubles ou en écrivant sur un papier mis à leur disposition ; assez malins parfois pour se taire à propos, assez instruits pour répondre à chacun dans sa langue, parfois assez lutins pour renverser la lampe ou décrocher les tableaux. Nous n'avons rien à envier aux Grecs et aux Romains qui, eux aussi, connaissaient déjà les tables tournantes et la baguette divinatoire.

Il faut dire, cependant, à l'honneur de notre temps et à l'honneur des découvertes scientifiques qui l'ont fait ce qu'il est, que le noyau des superstitieux se fait de plus en plus petit, la masse est formée de curieux sceptiques. Quoi qu'il en soit, il y a toujours une certaine portion de la société éclairée, instruite des phénomènes naturels, qui cependant devient les adeptes de ces erreurs et s'en fait l'avocat fanatique. Il y a même parmi eux des esprits qui aiment à se dire amis de la science et du progrès, qui sont des esprits avancés et ne manquent même pas d'avoir une apparence de raison sérieuse :

« Qui connaît, disent-ils, la limite du possible, il faut
« voir et essayer. En tout cas, la science régulière
« ne peut avoir la prétention de se soustraire au con-
« trôle de cette science irrégulière qui naît à l'impro-
« viste et l'on ne sait d'où. »

Cela est vrai, la science doit être un temple grand ouvert et les savants ne doivent pas s'imaginer être

jamais au dessus du sens commun général. Mais il faut savoir quel est le juge. Or la science repose sur deux termes :

Le premier : c'est que *dans l'ordre scientifique* il n'y a de certain que ce qui est expérimentalement démontré.

Le second : c'est que cette épreuve ne peut être faite par le premier venu, et que ces procédés de vérification sont différents dans chaque ordre de phénomènes.

Or, tous les faits de magnétisme, de spiritisme, de magie, de sorcellerie, quand ils sont saisis par les procédés scientifiques tombent tous, des domaines du merveilleux où ils s'étaient implantés, dans la classe des phénomènes d'ordre naturel et qu'on peut observer tous les jours.

Ils se déroulent tous actuellement dans une clinique de Paris devenue célèbre, sous la direction d'un médecin physiologiste éminent, dont les études approfondies sur les affections nerveuses confirment d'une façon éclatante les jugements scientifiques. On le voit diriger à sa guise les actes des patients soumis à l'influence de l'hypnotisme qui annihile leurs volontés ; on trouve sur les malades les plaques d'insensibilité qui, au moyen âge, étaient la griffe de Satan ; et l'on peut se convaincre que, s'il était possible de dégager de nos jours les pratiques occultes de l'effronterie ou de l'ingénuité qui les entoure, c'en serait fait chez nous de beaucoup de nos superstitions, grâce aux lumières de la physiologie.

L'illustre Chomel que beaucoup d'entre vous ont pu

connaître, était assidûment prié par des amis, qui voulaient lui faire commettre un livre sur le magnétisme animal. Chomel y consentit, à une condition toutefois, c'est qu'on se chargerait de le convaincre.

Il fut donc, un soir, à une séance donnée pour lui. La voyante une fois magnétisée, on fit la parade la plus éblouissante de phénomènes merveilleux.

Elle répondait aux questions posées, devinait les objets placés dans les poches des assistants, racontait ce qui se passait dans le moment même, dans telle loge de l'Opéra, aux Tuileries. C'était vraiment convaincant ; le fluide merveilleux ne pouvait être nié.

— Eh bien, dit-on à Chomel, vous voilà, j'espère, convaincu ?

« Je commence, répondit-il finement, mais je le « serai tout à fait lorsque la voyante m'aura dit ce que « contient cette petite boîte en carton très-mince dont « je me suis muni en venant ici. »

La voyante prit la boîte, la tourna, la retourna, bref fit fausse route par deux ou trois fois. Après quoi l'on fit comprendre à Chomel qu'elle était fatiguée par une aussi longue séance et qu'il serait bon de remettre à une autre fois.

Cette fois ne vint pas — Chomel est mort depuis, il n'a pas écrit son livre, il est mort dans l'incrédulité.

L'Académie de médecine avait d'ailleurs déjoué la ruse depuis longtemps, en offrant 100,000 fr., à qui lirait un livre fermé, avec un vrai bandeau sur les yeux. — Ce phénomène merveilleux ne s'est pas encore produit. — Le prix est encore à gagner.

Je termine, Messieurs, ayant à peine effleuré un sujet qui pêche, malheureusement, par l'excès de sa fécondité ; je termine, dis-je, par une considération qui me semble à sa place :

Socrate fut accusé par Aristophane d'athéisme, pour avoir osé chercher l'explication physique des nuages et de la grêle, au lieu de les rapporter immédiatement aux dieux.

Pourrait-on croire que de nos jours pareil procès de tendance ait été fait à la science de la nature ?

Un esprit distingué n'a pas craint de dire : « La science de la nature est essentiellement irrégieuse, puisque la religion se confond avec le surnaturel. »

N'est-ce pas comme si l'on disait : La science de la nature est anti-esthétique, car l'esthétique a pour objet l'idéal, et la science le réel ; donc encore la science est la négation de l'art. »

Nous protestons à l'avance contre une pareille confusion d'idées. La religion est une chose ; la science en est une autre.

La science borne son étude aux causes secondes, sans jamais toucher aux causes premières.

Si dans la question qui nous occupe elle touche au surnaturel, c'est au faux surnaturel, à celui qui, par un mirage trompeur, constitue la superstition, et qui jusqu'ici s'était faussement déguisé sous un nom qui n'est pas le sien.

Ce plagiat est démasqué, grâce à de puissants efforts scientifiques, dont la chaîne ininterrompue

commence bien avant Galilée, et dont les anneaux les plus solides ont été construits de notre temps.

Certainement l'esprit de superstition vivra longtemps encore, car une hérédité de six mille ans, qui a la faiblesse humaine pour terrain, ne peut se modifier que bien lentement ; d'autre part, la science est longue à faire. — La certitude d'une vérité coûte parfois des siècles d'enfantement ; mais du moins les conquêtes scientifiques, lorsqu'elles reposent sur une base véritablement expérimentale, sont acquises à tout jamais et, considération consolante et qui doit nous rendre avides de ces conquêtes, c'est que chacune, en ce qui la concerne, met l'humanité dans l'impossibilité absolue de retomber à l'avenir dans les grandes erreurs du passé.

II

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE L'ACADÉMIE EN 1880

PAR M. AUGUSTE DECAIEU

SECRÉTAIRE-ADJOINT.



MESSIEURS,

Un inventaire de fin d'année est aussi indispensable à une Société telle que la nôtre qu'à une maison de commerce.

Aussi, sous ce rapport, est-il heureux que votre règlement ait formulé cette obligation d'un compte-rendu annuel. Autrement, dans bien des circonstances, cette nécessité eût risqué d'être méconnue.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, sans les prescriptions formelles du règlement, une indisposition passagère de notre sympathique secrétaire, jointe à l'insuffisance du secrétaire-adjoint et à l'impossibilité d'obtenir cette salle pour le jour ordinaire, vous eussent probablement

déterminés à remettre à l'an prochain le rapport de 1880.

Mais cet expédient n'étant pas possible, je me vois obligé de réclamer aujourd'hui votre bienveillante attention pendant quelques instants ; je tâcherai de n'en pas abuser.

En examinant les œuvres lues devant vous dans le cours de cette année, ainsi du reste qu'en parcourant les 36 volumes de vos *Mémoires*, il est impossible de ne pas voir comme la Société justifie bien son titre d'Académie des *Sciences*, des *Lettres* et des *Arts*. La diversité semble être en effet sa devise ; tous les genres chez nous sont représentés, de même que toutes les opinions, ce qui ne nous empêche pas de vivre en paix.

Est-ce à dire que nous nous désintéressions entièrement des grands problèmes sociaux qui, successivement, occupent tous les esprits ? Vous ne me croiriez pas si je le disais. On retrouve en effet dans vos mémoires, année par année depuis 1830, un écho, un écho adouci, je me hâte de le dire, des questions vitales qui aux diverses époques ont agité le pays.

Cette tradition nous n'avons jamais cessé de nous y conformer et, cette année encore, nous l'avons maintenue.

Quelle est la grande préoccupation actuelle ? C'est la question de l'enseignement qui, à cette heure, domine toutes les autres. Chacun en reconnaît l'importance ; tous les partis admettent la nécessité de répandre abondamment l'instruction. Là où le désaccord se produit, c'est sur les moyens, sur les méthodes, sur le choix des hommes chargés d'instruire la jeunesse.

Or, cette préoccupation, nous la rencontrons dans presque tous les travaux qui nous ont été présentés

dans ces derniers temps, que leurs auteurs en aient fait le sujet principal de leur étude, ou bien qu'ils ne s'en soient occupés que d'une façon accessoire.

Déjà en 1879, M. l'abbé Crampon nous avait lu la première partie d'une *Notice sur Pestalozzi*. Je n'ai pas à revenir sur cette portion de son travail ; c'est la seconde partie lue en 1880 dont j'ai seulement à m'occuper aujourd'hui.

Je ne puis néanmoins me défendre de citer les réflexions placées par l'auteur en tête de cette notice ; elles sont bonnes à rappeler : « l'éducation, nous disait-il, » est une question toujours vivante, elle se renouvelle » sans cesse avec les générations qui se succèdent ici- » bas ; mais elle préoccupe surtout les esprits lorsqu'une » nation, après avoir été ébranlée par quelque grande » crise sociale, ou bien humiliée plus encore qu'affaiblie » par quelque désastre inattendu, se relève et cherche » à asseoir sa destinée sur une base plus solide. »

L'auteur nous a indiqué cette année, dans la deuxième partie de son travail, quel fut le système du célèbre éducateur nommé Pestalozzi. Ce n'était pas chose facile, car les élèves même et les disciples préférés du maître ne sont pas d'accord sur ses idées.

Né à Zurich en 1746 de parents protestants, Pestalozzi, dès qu'il eut fini ses études, se consacra à l'enseignement. Et pendant sa longue carrière, tout son temps, toutes ses forces furent employés, avec des succès divers, à l'instruction et à l'éducation des enfants, particulièrement des orphelins et des abandonnés qu'il aimait par-dessus tout et qu'il attirait à lui sans compter avec ses ressources. Il tenait encore plus de l'apôtre que du professeur. Il avait le don, le feu sacré, le génie de l'enseignement.

C'est lui qui a retrouvé au siècle dernier, et rétabli en la perfectionnant, la méthode d'instruction par les yeux et ces leçons de choses qui s'adressent avant tout au cœur et à l'intelligence de l'enfant, au lieu de surcharger sa mémoire.

Cette méthode longtemps oubliée est actuellement fort en honneur ; c'est ce qui explique l'intérêt avec lequel a été écoutée la lecture de notre savant collègue.

Nous retrouvons, dans un travail de M. Daussy, cette même préoccupation de rendre l'enseignement plus simple, plus facile et plus fructueux.

M. Daussy, par amour pour ses petits-enfants, a entrepris de rendre la grammaire intelligible. C'est peut-être un peu hardi, d'autant plus qu'il s'attaque à la partie la plus ardue de la grammaire, au *verbe* qui est, dit-il lui-même, l'effroi des enfants et le désespoir des maîtres.

Il n'est assurément pas commode de faire entrer dans l'esprit de l'enfant des termes comme ceux de passé-défini, de passé-indéfini, de plus-que-parfait, de futur-antérieur.

Aussi, notre nouveau grammairien a-t-il pris le parti fort radical de supprimer toute cette terminologie. Il enseigne le verbe avec un tableau qui parle aux yeux de l'enfant, qui lui montre clairement, au moyen de formules dont la dénomination est aussi facile à comprendre qu'à retenir, — quelle est la personne qui agit, — dans quel temps se passe l'action, — et de quelle modalité elle est affectée.

Dans ce système, une seule conjugaison remplace les quatre actuellement en usage. Grâce à sa méthode, M. Daussy dessine sur son tableau les irrégularités que présentent certains verbes et, par ce procédé graphique

qui frappe les yeux de l'enfant, il lui apprend plus aisément les verbes irréguliers, si nombreux dans notre langue.

Il va plus loin ; et, de la comparaison entre les verbes dont le dessin révèle les mêmes irrégularités, M. Daussy déduit les lois phonétiques qui président à ces irrégularités.

Vous avez été frappés, Messieurs, de l'étendue et de l'importance de ce travail non moins que de son originalité, et vous avez nommé une commission chargée de se livrer à un examen approfondi de cette nouvelle méthode.

Cette question capitale du progrès de l'instruction apparaît encore à la fin d'un travail d'une nature toute différente où M. Lecomte a résumé d'une façon lumineuse les critiques formulées à diverses époques contre *la peine de mort*. Parmi les noms des publicistes célèbres dont il a invoqué l'opinion, après l'illustre Beccaria qui, à la fin du siècle dernier, a obtenu l'abolition de la torture, M. Lecomte n'a eu garde d'oublier Marat et Robespierre qui, en théorie, se sont prononcés contre le maintien de ce châtiment irréparable.

La conclusion de ce travail, conclusion qu'il serait bien difficile de ne pas adopter, est que la suppression de la peine de mort sera la conséquence forcée de la diffusion de l'instruction et de l'amélioration de l'espèce humaine.

Un autre problème occupe actuellement en France bien des esprits. C'est celui de la *décentralisation administrative*, de la réforme du système établi au commencement du siècle. Nous avons vieilli depuis lors, nous avons grandi, notre tempérament s'est modifié, et cepen-

dant nous sommes encore obligés de revêtir l'habit qui a été taillé pour nous il y a soixante-dix ans !

Jusqu'à présent, sans exception, toutes les administrations ont considéré le public comme créé et mis au monde pour elles ; c'est le contraire qui est la vérité, on commence à s'en apercevoir. De là la nécessité d'un changement ; les lois qui règlent les rapports de la commune et du département avec le pouvoir central, celles qui déterminent et consacrent les droits et les devoirs réciproques du citoyen et de la commune ont évidemment besoin d'être modifiées. Comment ? Dans quelle mesure ? Quelles parties sont à conserver ? Quelles autres à supprimer ? Telles sont les questions qui ont été rapidement passées en revue devant vous par votre secrétaire-adjoint, à propos d'un savant travail offert à l'Académie, et dont l'auteur est M. Ferrand, notre associé correspondant. L'œuvre porte le titre suivant : « Des » institutions administratives en France et à l'étranger ; » des réformes à apporter à notre législation sur la » commune et le département.

Notre inépuisable collègue M. Mancel, nous a entretenus d'un projet pour l'assainissement de la ville de Paris. C'est au mois de mars dernier qu'il nous a exposé ses idées à ce sujet, alors que ce qu'on a appelé *la question des odeurs de Paris* n'avait pas encore fait son apparition. Aussi, plusieurs d'entre nous ont-ils pu sourire à l'énoncé du projet d'un tube allant jeter dans la mer les résidus de la grande ville. Cependant ce système a été depuis lors conseillé par des savants dont l'opinion a une grande autorité : nous verrons ce qui en adviendra.

Une monographie très-complète de *la soie* nous a été lue par M. Roger. L'auteur prend la soie à son appari-

tion en Chine, environ deux mille ans avant l'ère chrétienne, et la suit jusqu'à nos jours, nous indiquant comment s'obtient le précieux fil, quelles sont les préparations dont il est l'objet.

Il nous montre la valeur de la soie s'abaissant constamment depuis l'époque où par crainte de la dépense, un empereur romain se trouvait obligé de refuser à sa femme une robe de soie. La multiplication des magnaneries et des filatures explique ce résultat qui n'est pas spécial à la soie ; c'est l'effet d'une loi générale s'appliquant à toutes les productions. Aussi paraît-il difficile de s'associer aux regrets formulés par M. Roger à la fin de son travail relativement à la tendance du fabricant actuel à substituer aux tissus de qualité supérieure des étoffes moins belles et d'un prix plus abordable. On ne persuadera jamais aux dames, encore moins aux maris, qu'il y ait lieu de regretter le temps où une livre d'or se donnait en échange d'une livre de soie.

M. Deneux, que la maladie tient malheureusement éloigné de nous, et que vous venez de nommer membre honoraire, nous a communiqué quelques extraits de son *Traité d'harmonie* ; ces fragments ont reçu l'approbation de ceux d'entre nous qui ne sont pas étrangers à l'art difficile de la composition.

Quel est celui, Messieurs, qui, à l'âge où la suppression de l'école semble être la réforme la plus désirable, quel est celui qui n'a pas rêvé la possession d'une de ces maisons roulantes telles que nous en montrent encore nos foires ? Une de ces maisons peintes de couleurs vives, sous laquelle se balance mollement la corbeille qui abrite le chien en compagnie de quelques instruments de cuisine.

La porte, égayée par plusieurs cages où chantent des

oiseaux au plumage éclatant, ne se rattache à la terre que par une espèce de pont-levis; les fenêtres, ornées de rideaux rouges, réjouissent les yeux du passant, en même temps qu'elles répandent à l'intérieur une lueur rosée qui fait apparaître la vie sous un jour enchanteur.

Quel ravissement de pouvoir habiter une de ces charmantes demeures, de pouvoir changer à volonté de place, d'aller de ville en ville, de pays en pays, de voir tous les jours du nouveau, en emportant avec soi tout ce qui est nécessaire à l'existence !

Ce rêve, le magicien qui a nom Jules Verne vient de le réaliser dans son dernier roman : *la Maison à vapeur*, dont il a bien voulu nous lire quelques chapitres avant la publication. Le roman est actuellement dans toutes les mains et il serait superflu d'en essayer une analyse ; il vaut bien mieux que vous le lisiez, si ce n'est déjà fait.

Avant d'aborder les études historiques auxquelles cette année, la plupart de nos séances ont été consacrées, il me reste à vous signaler une analyse, par M. de Beausire, d'un roman qui a pour titre : *les Amours de maître Wilhem*, et dont l'auteur est M. André Berteux. L'analyse fort attrayante que notre collègue a présentée vous a certainement inspiré le désir de faire plus ample connaissance avec l'œuvre.

Quant au travail de M. Dubois sur *Chaix d'Est-Ange et Jules Favre*, qui tient à la fois à l'histoire et à la littérature, je n'ai pas à vous en entretenir, puisqu'il va vous être lu. Je ne doute pas que vous n'entendiez avec autant de plaisir que la première fois les magnifiques exemples de l'art oratoire que M. Dubois nous a fait connaître.

L'histoire, je le disais tout à l'heure, nous a beaucoup

occupés en 1880, surtout la biographie, cette branche de l'histoire si fort à la mode à notre époque.

Cette série d'études a été brillamment inaugurée le 4 mai, à la séance où vous avez installé M. de Calonne, résident de la Société des Antiquaires de Picardie, si connu par ses patientes recherches et par les heureuses découvertes qu'il a faites dans nos archives.

Nul plus que lui certainement n'était autorisé à vous entretenir de la nécessité pour l'historien de remonter à sources. C'est là du reste une thèse qu'il n'est plus mis de combattre aujourd'hui, après les travaux de Lerrry, des Lefplay, des Thiers et des Taine, dont de Calonne a cité les noms, sans compter tant d'autres qu'on pourrait également invoquer s'il en était be-

ne partie qui a semblé à quelques-uns d'entre vous ne pas être à l'abri de la critique est celle où le républicain attaché à démontrer qu'au Moyen-Age les classes inférieures se sont trouvées en réalité bien mieux traitées par les institutions, et par conséquent moins malheureuses et moins persécutées qu'on ne le croit généralement.

Une opinion, soutenue avec le talent dont le savant directeur de la *Vie Communale* au quinzième siècle a donné de nombreuses preuves, n'a pas été généralement partagée par le directeur, M. Peulevé, lequel estime au contraire qu'au Moyen-Age, du moins dans la première partie de la période de transition, la force presque toujours a eu raison, et que bien rarement la faible persécutée obtenait réparation.

Peulevé a néanmoins reconnu, avec M. de Calonne, les attitudes généreuses du clergé pour adoucir les tentatives qui amenèrent comme premier résultat

54
P339
Moyen
Age
Lerrry
Lefplay
Thiers
Taine
Calonne
sources
biographie
Société
Antiquaires
Picardie
recherches
découvertes
archives
nécessité
historien
remonter
sources
combattre
aujourd'hui
travaux
Lerrry
Lefplay
Thiers
Taine
Calonne
cité
noms
sans compter
tant d'autres
pourrait également
invoquer
s'il en était
beaucoup
ne partie
semblé
quelques-uns
d'entre vous
ne pas être
à l'abri
de la critique
républicain
attaché
démontrer
qu'au Moyen-Age
les classes
inférieures
se sont trouvées
en réalité
bien mieux
traitées
par les institutions
et par conséquent
moins malheureuses
et moins persécutées
qu'on ne le croit
généralement

tat l'établissement de la trêve de Dieu. Il a également constaté l'action efficace de la Royauté à l'origine de l'établissement des communes. Enfin, il s'est plu à faire remarquer dans les œuvres de notre nouveau collègue cet amour de la vérité, cette puissance d'observation et cette recherche des lois générales qui, dans les sciences historiques ainsi que dans les sciences d'observation, paraissent devoir être signalées comme les caractères distinctifs des travaux accomplis par les savants du dix-neuvième siècle.

Non contents de nous avoir pris l'Alsace et la Lorraine, les Allemands ont voulu encore nous ravir Pierre l'Hermite. Heureusement M. Vion était là ! Il n'a pas eu grand'peine à vous démontrer combien est peu fondé l'étrange paradoxe de ce docteur allemand qui a récemment soutenu que Pierre l'Hermite n'a pas vu le jour en Picardie, et même qu'il n'aurait pas mis le pied en Terre-Sainte.

Le docteur Duparcque, le général Boyeldieu, le premier né à Amiens, le second originaire du département de la Somme, tels sont les deux hommes remarquables dont la vie nous a été racontée par M. Janvier, toujours fidèle à son culte pour les illustrations picardes.

M. Janvier, avec cette exactitude que nous lui connaissons, nous a dit la longue carrière du premier, carrière semée d'actes de dévouement que sa science et son habileté rendaient précieux à tous ceux qui recevaient ses soins ou qui profitaient de ses leçons. Quant au second, mort en 1815 à la suite de ses blessures, il nous a indiqué les faits d'armes dont sa vie offre de nombreux exemples et qui lui ont valu d'être inscrit sur l'Arc de Triomphe de l'Etoile.

M. Lanier, qu'un avancement mérité vient de nous

enlever, s'est occupé de l'ambassade qui se présenta en 1680 à la Cour de Louis XIV, de la part du roi de Siam.

L'auteur, s'aidant des relations des contemporains, nous a raconté par le menu l'histoire de cette ambassade, son origine, sa formation, la réception faite aux ambassadeurs. Il nous a montré le Roi-Soleil flatté dans son amour-propre, heureux de cette occasion à lui offerte de déployer toute la pompe dont il aimait à s'entourer, et en somme quelque peu dupe de l'habile aventurier qui avait organisé cette démonstration.

M. Desboves, installé à la fin de l'année, nous a entretenus de deux savants membres de l'Institut, Delambre et Ampère, dont il regarde les noms comme inséparables. Il leur a consacré une étude pleine de faits curieux et de considérations intéressantes sur les deux savants, sur leurs doctrines et sur les procédés scientifiques employés par eux. Il a spécialement insisté sur les services rendus à la science par notre savant compatriote Delambre, à qui l'on doit la mesure d'un arc du méridien terrestre, mesure d'où fut déduite celle du mètre.

M. Peulevé, répondant à M. Desboves, s'est associé à l'hommage rendu par lui aux deux amis ; il a surtout parlé d'Ampère, non moins célèbre par ses distractions que par ses travaux comme mathématicien et comme philosophe ; et il a ajouté son contingent d'anecdotes à celles qui ont été recueillies à propos du savant professeur.

Un récit qui touche encore de plus près à l'histoire locale, c'est celui que nous a fait M. Daussy, et qu'il a intitulé : *L'Ivresse d'un Vainqueur*. La scène est à Amiens, il y a juste dix ans, au mois de janvier 1871. N'est-ce pas vous en dire assez pour vous faire pressentir quel est le sujet ? Mon intention n'est pas de

vous analyser ce récit; non-seulement je craindrais d'altérer les couleurs si exactes avec lesquelles ce petit tableau a été peint, mais surtout, sans le charme du style, sans la vivacité du dialogue, je ne ferais que vous retracer un de ces faits navrants qui se sont si fréquemment reproduits chez nous pendant l'occupation prussienne.

Avec les souvenirs de l'expédition de Cochinchine en 1859, que nous a déroulée M. de Puyraimond, nous sommes plus à l'aise.

Un aspirant volontaire, tel est le titre qu'il donne à sa lecture, qui a pour but de nous décrire les travaux d'occupation et de défense du corps Franco-Espagnol sur les bords de la rivière de Tourane.

M. de Puyraimond nous fait assister à ces travaux et à ces épreuves qu'une température de 45 à 50 degrés rendait si difficiles à supporter pour nos marins et nos soldats. Avec lui nous admirons la patience et l'ardeur dont nos troupes offrent le rare assemblage; avec lui nous nous prenons d'affection pour un jeune volontaire qu'il nomme Cérame, et que nous suivons jusqu'au bout de sa trop courte carrière.

Nous voyons se développer et s'épanouir chez son héros la passion du devoir, l'amour de la patrie, le courage, toutes ces qualités qui font le citoyen et le soldat. Nous prenons notre part de ces longues conversations où les deux amis agitent les hauts problèmes dont l'homme ne peut jamais se désintéresser entièrement, mais sur lesquels il éprouve surtout le besoin de s'étendre lorsqu'il sait sa vie en danger. Nous suivons Cérame au milieu des engagements d'où il revient vainqueur. Nous nous réjouissons des félicitations à lui adressées par l'amiral, nous partageons sa joie et ses espérances d'avan-

cement,... puis brusquement, nous le voyons périr en quelques jours, atteint d'un mal qui ne pardonne pas. Et son ami ne peut pas même satisfaire au désir de la malheureuse mère de Cérame réclamant des cheveux de son fils.

M. Mancel a entrepris une autobiographie dont la première partie, concernant son père, s'appelle : *Souvenirs d'un réquisitionnaire de l'an III*.

Je vous demande la permission de me borner aujourd'hui à cette simple indication ; nous aurons occasion de revenir sur ce travail lorsque l'auteur voudra bien nous en communiquer la suite.

J'aurais terminé cette rapide revue, s'il ne me restait à répéter les noms de quelques nouveaux membres que nous avons acquis, ceux d'autres membres que nous avons eu le regret de perdre.

J'ai cité tout à l'heure le nom de M. de Calonne et celui de M. Desboves, membres titulaires installés en 1880 ; j'ajouterai que nous avons élu membres correspondants : M. le comte Lepic, le peintre de marine si connu, M. Morel-Domon, instituteur à Nesle, plusieurs fois lauréat de nos concours, et M. le colonel Lamey, que son départ d'Amiens a seul empêché d'être installé comme membre titulaire.

Par contre, nous avons malheureusement à enregistrer des pertes qui nous sont bien sensibles : M. Deneux et M. Lanier, dont j'ai parlé déjà, M. le docteur Richer, le consciencieux professeur que la maladie retient loin de nous, puis M. de Jancigny, l'amateur si compétent dans les questions d'art, qui n'habite plus Amiens.

Du moins les liens qui nous unissaient à ces collègues ne sont que relâchés sans être entièrement rompus ; vous leur avez conféré, ainsi qu'à M. Dusével qui nous

a quittés l'an dernier, le titre de membre honoraire, de sorte que les communications avec eux ne sont pas détruites.

Mais il en est un que nous ne verrons plus, c'est l'excellent M. Dauphin, qui est mort au mois de juillet dernier, regretté sans exception de tous ceux qui l'ont connu et qui ont pu apprécier la finesse de son esprit, l'étendue et la diversité de ses connaissances et, par-dessus tout, la simplicité de cœur et la bonté qui surpassaient en lui les autres qualités.

La volonté formelle exprimée par le défunt m'interdit de m'étendre davantage sur ce douloureux souvenir. Je me bornerai à rappeler en terminant que pendant trente-huit ans, de juillet 1842 jusqu'à sa mort, notre vénéré collègue n'a cessé de prendre une part active à nos travaux. Aussi, plus qu'aucune autre, parmi les nombreuses associations dont il faisait partie, l'Académie d'Amiens a-t-elle de puissantes raisons pour déplorer la mort de M. Dauphin.

III

CHAIX-D'EST-ANGE

ET JULES FAVRE

PAR M. DUBOIS

MESSIEURS,

A diverses époques des esprits curieux ont recherché entre les deux manifestations de notre langue française, écrite ou parlée, des traits d'union qui permissent de les appeler aux mêmes honneurs.

Dans une enceinte où leur alliance se trouve consacrée, un avocat peut se croire autorisé à vous soumettre quelques aperçus concernant la parenté des lettres et du barreau ; en l'écoutant, vous lui procurez un des plaisirs les plus honorables auxquels il puisse prétendre, celui de vous entretenir de deux bâtonniers illustres qui ont laissé le grand souvenir de la puissance attachée à l'action oratoire, et du charme inhérent à une parole savamment ornée. L'un et l'autre ont épuisé les formules sous lesquelles est apparue oralement ou par écrit la reconnaissance des plus compétents admirateurs.

Quelle qu'ait été cependant la richesse des diverses aptitudes à eux départies par l'élection de la Fortune, la fertilisation de si beaux présents est venue du droit de conquête, c'est-à-dire de l'étude que l'un d'eux surtout a consacrée aux belles-lettres.

N'attendez pas, Messieurs, que je me livre à l'ambiteux essai de tracer devant vous les voies par lesquelles M^{re} Chaix-d'Est-Ange et Jules Favre se sont avancés dans la carrière de la parole militante vers les hauteurs de l'art de bien dire.

En de tels chemins je m'égarerais : ceux-là seuls peuvent les indiquer, qui les ayants parcourus d'un pied sûr ont atteint le but et mérité les palmes parfois aveuglément décernées au sonore dévergondage d'un verbe incorrect.

L'humanité serait trop heureuse si l'Éloquence pouvait tenir école d'enseignement, s'il suffisait de la connaissance de certaines règles, de l'initiation à je ne sais quels procédés pour être visité par celle qu'un grand tragique grec dénommait la maîtresse des âmes.

Mais le langage a son code et sa discipline. Les respecter semble déjà dépasser nos forces, lorsque à la barre, trahis par les hasards redoutables de l'improvisation, nous nous débattons dans les douleurs d'une phrase dont l'enfantement provoque le chagrin des assistants eux-mêmes en quête d'une tardive délivrance.

Parler correctement, en disciple soumis des lettres, n'est pas une tâche si facile que celui-là même, qui les aime et les cultive, puisse être certain de l'accomplir.

Aussi bien la correction est-elle la condition primordiale des deux arts d'écrire et de parler ; ils signent sous son empire le seul traité d'alliance que puissent ratifier les hautes puissances des belles-lettres.

Cependant les expansions de la parole, la rapidité de son vol au-dessus du contrôle scriptural peuvent, au cas de violences légères, faire pardonner un inconscient outrage à la grammaire, à l'encontre de l'écrit dont les injures encourent le châtement réservé à la préméditation.

Chez les grands maîtres, la correction fut toujours en honneur. Ni les ressources d'une logique impérieuse, ni les trésors d'une science vaillamment acquise, ni les charmes d'une imagination agrandie par l'observation des drames de la vie ne les ont fait renoncer à la recherche d'un langage digne des combats où son assistance concourut à la victoire.

Due à la nature, ou obtenue de l'étude, la correction est la gardienne la plus autorisée des œuvres de la parole.

Au milieu des éléments instables de l'action oratoire, échappant par leur essence immatérielle à une traduction physique, la langue parlée permet à l'écriture d'enchaîner sa correction et son élégance. Par la reproduction littérale, le lecteur loin du noble tumulte de la barre et des vibrations d'un instrument à jamais brisé, peut évoquer l'ombre de l'orateur, et devant cette pâle apparition, ressentir les impressions sous lesquelles, plus heureux, l'auditeur a été profondément ou délicieusement secoué.

Qui nous rendra l'organe, le geste, le regard du tribun ou de l'avocat ? Le style seul triomphe du temps ; alors que l'écho est muet, la parole écrite demeure, non pas froide et sans vie ; si elle ne jaillit plus étincelante des lèvres de son auteur, le choix, la coloration, la grandeur, le mouvement des expressions, nous transmettent comme un souffle de la grande voix disparue ; or, quoi-qu'il paraisse assez étrange que l'éloquence surgisse du

mépris de la correction, comment le lecteur, sur qui le discours exerce son empire, dépourvu de la mise en scène créée par l'action, pourrait-il reconnaître l'orateur sous des traits défigurés par la rébellion ?

Les Lettres et le Barreau rencontrent donc au seuil de la carrière ce point de contact, le respect de la langue, gage assuré d'une union plus étroite, si l'avocat y joint l'élégance de la forme.

La correction, ai-je besoin de le dire, n'est pas l'élégance, l'élégance elle-même n'est qu'une parente de l'éloquence ; est-ce une raison de tenir en estime secondaire les deux premières gouvernantes de l'art de bien dire ? Sur les ondes agitées de la discussion, elles maintiennent la parole dans une sereine fermeté, la sauvent des récifs du barbarisme, et la conduisant par des courants réguliers à travers des rives toujours françaises, l'introduisent enfin dans un port ou plus d'une fois, elles préparent l'hospitalité offerte à la persuasion.

La correction et l'élégance ne suffisent-elles donc au prestige de la langue écrite ou parlée dans leurs productions les plus ingénieuses ? Aux contempteurs de ces deux cautions de l'art de dire, non issues, il est vrai, de facultés créatrices, il sera répondu : lisez les grands écrivains, entendez les maîtres de la parole, vous apprendrez d'eux que l'élégance, parure de la correction, est inséparable du goût, c'est-à-dire du sens intellectuel le plus délicat ; celui qui introduit dans le discours la note qu'il réclame, les grâces qu'il comporte, l'ordre qu'il exige et communique à l'ensemble le reflet d'une œuvre non éphémère.

Vous le voyez, l'art d'écrire et l'art de parler sont unis par la communauté des règles premières inscrites au

frontispice de leurs chartes respectives ; à ce point de vue l'alliance des Lettres et du Barreau ne peut être considérée comme une chimère, en dépit des spirituelles boutades d'un charmant esprit, qu'on est d'autant plus surpris de voir marchander sa croyance à cette parenté qu'il la dénonce en sa personne par des signes irrécusables ; aussi l'Académie française vient-elle d'offrir un siège à l'avocat écrivain. Ils sont rares sans doute les orateurs du Barreau qui ont pu vouer aux Lettres un culte spécial et en confier au livre le permanent témoignage, mais de courts écrits surpris à l'activité d'une vie d'avocat attestent suffisamment une union dont les plus jaloux de l'honneur littéraire ne sauraient équitablement se plaindre. Cette union éclatait dans le retentissement des grandes voix dont l'écho recueilli dans les lointains regrettés, rappelle des heures que la maturité de l'âge voudrait ressaisir.

Deux d'entre elles ont laissé dans mon esprit le sentiment d'une comparaison que je voudrais exposer en termes non désavoués par la mémoire des maîtres dont je citais les noms glorieux.

Je les écoute, je les vois encore.

Le premier, hardi dans son ingénieuse malice, spontané comme l'improvisation elle-même, donnant à ses intonations la finesse des surprises de son esprit, apportant aux audaces de la pensée l'atténuation d'un mot aussi adroit qu'élégant, accompagnant les limpidités de sa parole de la résolution de son geste, tandis que le regard animé par la lutte reflétait les émotions expansives de cet intrépide combattant ; orateur toujours en scène n'ayant jamais accordé au juge les douceurs de la somnolence au milieu des mouvements d'une plaidoirie dont l'intérêt cessait alors qu'elle cessait de se faire entendre.

Le second envoyant à un auditoire captif l'infatigable harmonie de périodes dont la magnificence dissimule l'étendue, retenant le charme dans les sifflements de son implacable ironie, soulevant avec une ineffable prudence les voiles les plus chastement discrets, virtuose incomparable de la parole humaine, communiquant aux doléances de la passion trahie, les attendrissantes effusions de la vertu outragée, réchauffant sous des effluves romanesques les froides austérités du droit et de la jurisprudence.

Tous deux ont beaucoup parlé, quelquefois et trop rarement écrit, écrit comme avocats, alors qu'appelés à la tête du barreau de Paris, ils s'adressaient surtout aux stagiaires, et, par le généreux encouragement de hauts conseils, leur inspiraient l'amour d'une profession qui a ses disgrâces, mais ne refuse pas à ses humbles servants des jouissances de l'ordre le plus élevé.

Voulez-vous les suivre quelques instants la plume à la main ? ils vous montreront comment ils savent la tenir. Que la dignité professionnelle, les franchises de l'avocat ou la bonne tenue du langage et le culte de la forme soient les thèmes successifs de leurs commentaires, la fermeté, la grandeur, l'art consommé du style semble défier leur parole d'audience, et la fidèle peinture des modèles qu'ils eussent pu prendre en eux-mêmes nous révèle l'écrivain à la hauteur de l'avocat.

Ecoutez M^e Chaix expliquant ce qu'il faut entendre par nos droits et nos prérogatives :

« Qu'on ne s'y trompe pas, mes chers confrères, ce qui fait à nos yeux la dignité du barreau, ce n'est pas le titre d'avocat, ce ne sont pas les droits et les prérogatives qu'il donne, c'est la rigueur et l'étendue des devoirs qu'il impose, et que je veux rappeler. Comment pour-

raient-ils entendre autrement leur dignité, et réclamer dans la société je ne sais quelles préséances, ceux qui dans tous les temps se sont trouvés les propagateurs les plus avancés des idées libérales ? Comment voudraient-ils violer au profit de leur amour-propre une égalité qui est le principe de leur ordre et le fondement même de leur constitution ? C'est donc dans les règles de leur organisation, c'est dans les maximes qui en sont la base, qu'il faut trouver la condition de leur dignité, le secret de cette auréole de considération et d'honneur qui a toujours, quoi qu'on dise, assuré l'éminence de la profession d'avocat. »

Puis parlant d'une liberté dont nul ne fit plus noble usage :

« Est-ce une prérogative, ou plutôt n'est-ce pas aussi pour nous un devoir que cette liberté de langage assurée au barreau, et que le monde, en la calomniant, appelle le droit de tout dire ? Ce que réclame le barreau, ce n'est pas le droit de tout dire, c'est le devoir de dire ce qui est nécessaire au bien de la justice et au triomphe de la vérité ; ce n'est pas le droit de tout dire, c'est le devoir de défendre librement et sans entraves ceux qui ont des intérêts légitimes à soutenir ou d'injustes agressions à repousser ; ce n'est pas le droit de tout dire, c'est le devoir de démasquer la fraude et de la suivre sans ménagement et sans crainte dans toute les voies où elle espérait triompher ; ce n'est pas le droit de tout dire, c'est le devoir de défendre avec indépendance le malheureux qu'on opprime, l'innocent qu'on accuse ; c'est en un mot le devoir souvent difficile et pénible d'exercer le courage civil qui n'a jamais manqué à notre profession et qui, dans les temps les plus orageux comme dans les temps les plus calmes, a toujours fait la sécurité des plai-

deurs en même temps qu'il a fait la force et la gloire du barreau. »

Beau style, n'est-il pas vrai, Messieurs ? Quel écrivain de race ne signerait ces lignes si correctement indépendantes ?

Le barreau échappe aux vicissitudes qui rongent les libertés humaines en général ; alors que celles-ci mesurent leurs variations à la faveur ou à la haine des systèmes de gouvernement sous lesquelles elles se meuvent, l'échelle mobile du temps ne marque point les degrés de la notre ; exilée une seule fois à la fin du siècle dernier elle retrouva bientôt l'hospitalité du prétoire, et depuis, ne la perdit plus, même aux plus sombres jours des libertés politiques et religieuses. Sans vouloir rechercher la raison de destinées si diverses, ne puis-je faire observer que s'exerçant au nom du droit, notre liberté est contenue par son propre principe, et que ses écarts rencontreraient à leur naissance la protestation d'une justice répressive.

Je ne saurais oublier, d'ailleurs, que chez nous, par une singulière exception due sans doute au respect de la barre, l'apprentissage de la liberté en précède l'exercice, et quel apprentissage ! C'est du *vir bonus* lui-même que l'avocat reçoit ses premières leçons sans lesquelles il ne saurait devenir *dicendi peritus*. L'adage latin apparaît au milieu de nous sous la forme d'une institution qui doit en garantir la constante application ; telle est l'origine, la raison d'être du Conseil de discipline qui nous place moralement au-dessus des associations et des corporations civiles, et justifie l'appellation singulière et unique : l'Ordre des avocats. Voici les réflexions qu'il inspire à M^e Chaix-d'Est-Ange :

« Tandis que partout astreints à un Code écrit et positif, les citoyens sont libres de pratiquer la vertu, ce Code

moral que nous nous sommes imposé trouve au barreau sa sanction. La conscience, cette loi divine qui défend ce que les lois humaines ne sauraient atteindre, a parmi nous ses interprètes et ses juges, je veux parler du pouvoir disciplinaire, et vous dire comment j'en comprends l'exercice et l'étendue...

La discipline dans la limite de ses pouvoirs, doit être vigilante et sévère ; exercée avec insouciance ou mollesse, elle ne nous serait pas seulement inutile, elle nous deviendrait bientôt dommageable et odieuse. La discipline en effet, chargée de maintenir dans un grand corps les principes de délicatesse et d'honneur, établit entre tous ceux qui le composent une sorte de solidarité morale...

« Si cependant la délicatesse est impunément violée parmi nous, si de graves manquements n'y trouvent qu'une répression sans énergie, on dira qu'apparemment nous entendons de la sorte les principes et les traditions du Barreau. Notre faiblesse autorisera d'injurieuses méprises, et le monde devra croire que ces écarts étaient permis par la règle, puisqu'ils n'ont pas été réprimés par la discipline. C'est ainsi que les fautes d'un seul deviendront dans l'opinion publique, les fautes de tous, et qu'oubliant sa mission et son but, la discipline ne sera plus qu'un vain mot, qu'un pouvoir dangereux servant à compromettre l'honneur qu'il était chargé de maintenir. »

Les droits et les devoirs de l'avocat avaient fourni à M^e Chaix-d'Est-Ange la base de ses enseignements les plus autorisés à ses jeunes confrères.

Il appartenait à M^e Jules Favre de consacrer plus particulièrement les siens au culte de la forme.

C'est que la langue française n'a pas rencontré au

Barreau, un plus affectueux disciple, la science de l'expression un adepte plus fervent.

Interrogée dans ses orateurs, l'antiquité n'en peut montrer un plus jaloux de la pureté du verbe, et nul ne s'est levé dans les temps modernes pour professer avec une plus majestueuse autorité que la « première force de l'orateur est dans la correction de son style et la noblesse de son langage. »

« Vous vous défierez, dit-il, de ces conseillers trop communs aujourd'hui, qui vous enseigneront les commodes préceptes du sans gêne oratoire, vous ne croirez pas que l'art de dire soit inconciliable avec la logique et la science et vous vous appliquerez avec une intelligente persévérance à rehausser l'éclat du Barreau par l'alliance naturelle du Droit, de la Philosophie et de l'Eloquence...

« Toutes les causes, je le sais, ne comportent point ces mouvements impétueux, admirables auxiliaires d'une défense qui touche aux questions élevées, aux événements tragiques, aux discussions où l'honneur est en jeu ; ils seraient déplacés dans une simple argumentation d'affaires, mais nul discours ne peut se passer de préparation et d'étude ; c'est une suprême irrévérence vis-à-vis des auditeurs en même temps qu'une dangereuse témérité que de se fier aux hasards de l'improvisation.

« L'inspiration ne peut nous suffire, elle ne supplée ni à la science juridique, ni à la connaissance approfondie des faits, que dis-je ! la saine et véritable inspiration n'illumine qu'un esprit complètement maître de la matière qu'il veut traiter ; elle naît de la vive réaction de la pensée échauffée, assouplie, condensée par la vigueur de la volonté, si elle flotte au hasard, elle peut éblouir, elle n'entraîne pas ; persuader, c'est savoir et sentir, et

ce double trésor n'appartient qu'au courage, à la méditation et au travail. »

Sensible à la mâle prière de l'étude opiniâtre, l'inspiration s'était en effet fréquemment rendue aux appels de M^r J. Favre. Par le *labor improbus* qu'il lui offrit en holocauste, il avait si vivement touché la capricieuse déesse que, sans attendre la solennité des grandes causes, elle plaçait tour à tour sur les lèvres de son favori les beautés d'un langage emprunté à la philosophie du droit ou les grâces enchanteresses, préludant aux accents de l'éloquence incarnée.

Quelle muse guide sa plume découvrant les signes précurseurs de ses propres plaidoiries ?

« Ce n'est point assez, écrit-il, de conférer avec les clients, d'étudier soigneusement leurs dossiers ; ce n'est là qu'une ébauche, et l'œuvre ne commence que lorsqu'elle reçoit l'empreinte originale de celui qui l'a conçue. Et tout de même que la pensée de l'artiste se précise et s'ennoblit lorsque le pinceau, ou le ciseau à la main, il poursuit avec ardeur l'idéal dont le type divin se reflète en lui, tout de même aussi par le puissant effort de la méditation solitaire et recueillie, l'avocat voit se dégager peu à peu et lui apparaître vivantes, animées, de saisissantes images s'enchainant les unes aux autres, et reproduisant par leur ordre harmonieux l'expressive peinture des passions qui l'agitent ; c'est alors qu'il les concentre en lui-même pour les retoucher, les analyser, les agrandir, les colorer, ou élaguer ce qui choquerait la mesure et le goût. Il les discipline par la logique, et n'oubliant jamais les exigences de l'auditoire auquel il doit s'adresser, il choisit avec sagacité ce qui peut particulièrement lui plaire et l'entraîner ; c'est par cette prise de possession énergique de son sujet, c'est par cette

accumulation obstinée de toutes les forces de son âme que l'orateur allume dans son sein ce brasier mystérieux qui le consume avant de répandre autour de lui sa magique chaleur. »

Je pourrais, Messieurs, laisser au hasard le soin de placer sous vos yeux telle ou telle page des discours du bâtonnier ; toutes sont des modèles ; nulle défaillance ne ternit l'éclat des enseignements du maître ; il les a résumés dans l'amour du travail, le respect du vrai et du beau, et pour mieux assurer leur règne, voici le trône impérissable élevé par la fidélité de l'âme à ces royautés, les seules que le grand orateur reconnût légitimes et devant lesquelles il consentit à s'incliner :

« Ah ! combien se sont égarés les moralistes et les législateurs qui ont fait du travail une sorte d'expiation fatale, et amené l'homme à le maudire en lui imprimant le caractère d'une pénalité ; sans doute l'effort excessif épuise, il abrutit s'il est imposé ; mais où est la source de toutes les expansions, si ce n'est le travail ? Partout où je le contemple vivifié par l'intelligence et la liberté, partout je le vois transformant la nature humaine et la marquant du sceau de l'indépendance et du bonheur ! Oui il est comme l'amour, l'âme du monde, et je puis lui dire : Ami sévère et fidèle, rude et constant compagnon de ma vie entière, je te rends ici un solennel hommage. C'est à toi que je dois tout. Tu m'as sauvé dans les fiévreux orages des passions, tu as cicatrisé les plaies saignantes que m'avaient faites des douleurs sans nom, tu m'a soutenu, éclairé, consolé ; c'est à toi que ma faiblesse éperdue a demandé le bouclier vivant avec lequel j'ai bravé les attaques des puissants et protégé les faibles : si je me suis racheté de mes fautes, ce n'est que par toi ; j'en bénis Dieu et je le prie de vouloir bien

répandre ta noble semence sur ces généreuses intelligences, afin que de leur effort et de leur vertu sorte enfin le triomphe de la vérité qui ne peut longtemps rester captive sur la terre. »

Faut-il, Messieurs, après vous avoir soumis les titres établissant les droits d'entrée de M^{re} Chaix-d'Est-Ange et Jules Favre dans la cité des lettres, dégager de leurs œuvres oratoires l'application des principes mêmes de leurs leçons, le sentiment de dignité superbe, d'intransigeante indépendance jetant sa fière lueur sur la plaidoirie du premier, une inaltérable pureté de forme, une souveraine élégance rehaussant les harangues du second ?

Plusieurs d'entre vous, sans doute, n'auraient qu'à interroger leurs souvenirs personnels ; d'autres plus nombreux de ces gloires du barreau n'ont recueilli que l'écho de leur renommée. Tous, vous comprendriez le néant de cette étude si elle ne se réfugiait sous l'évocation de la parole même de ces deux orateurs.

Mais comment évoquer la parole de M^{re} Chaix ; Malgré la transparence d'un langage rebelle aux refroidissements inéluctables de la lettre, la citation le laisse trop loin de lui-même. Le plus éloquent des anciens disait que l'action est le commencement, le milieu et la fin de l'art de l'orateur, c'était l'art de M^{re} Chaix. Il lui fallait cet instrument oral dont les ondes dans leur sonorité assouplie aux mouvements de l'âme laissent échapper des railleries, des frémissements, des indignations qu'un mot, une exclamation, un cri traduisent souvent avec plus de fidélité que l'harmonie d'une période ingénieusement élaborée. Aussi c'est dans le prétoire, sous le feu du combat, que M^{re} Chaix offrait à l'assistance la mesure de sa fécondité ; son style, c'est sa personne ; si sa phrase rencontre le nombre, elle ne le cherche pas ;

alerte, nerveuse, pénétrante. aussi sûre d'elle-même au milieu des grondements de la remontrance que des obséquiosités de la prière ; de là les coups de force, les effets d'audience dans ces causes d'assises à jamais célèbres par les péripéties dramatiques dont elles apportèrent, grâce à lui, l'inattendue révélation.

Glaner dans de pareilles œuvres, c'est recueillir de beaux épis, mais disposés à s'affaïsser sur une tige d'où a sève vitale s'est éloignée. Pourtant, ne serait-ce qu'à titre d'hommage au maître demeuré sans disciple, j'eusse voulu avec la permission de l'heure faire un emprunt à la plaidoirie prononcée dans l'intérêt du journal *l'Assemblée nationale* contre un homme qui, après après avoir trempé sa plume de publiciste dans le fiel d'une âme haineuse, devint, par la révolution de 1848, préfet de la Seine. Le haut fonctionnaire, attaqué à son tour, voulut faire panser ses plaies par la main de Justice, inspiration lamentable ; la flagellation oratoire de M^e Chaix lui causa une bien autre blessure, celle-là toujours béante sous la profondeur du trait lancé par la parole de l'avocat. Mais qu'une réputation intègre se réfugie auprès de lui pour réclamer contre de perfides injures la vengeance de la Loi, quelle énergie humaine ! quelle soudaine élévation prennent en sa personne les sentiments, pourquoi ne dirais-je pas le mot ? les passions du plaideur ?

Duelliste sans merci dans ce combat de la dignité outragée, il semble qu'il plaide *pro domo suâ* ; avec quelle résolution s'élançant dans la cause, il cherche la poitrine de l'ennemi, c'est qu'il s'agit d'une lutte d'honneur, et M^e Chaix-d'Est-Ange est là tout entier. Que je plains son contradicteur si dans les entraînements de la Barre il laisse échapper un mot aux allures équivo-

ques visant l'avocat lui-même ; c'est ce qui arriva : un ministre injurié, ayant eu recours au patronage de M^e Chaix, l'adversaire l'appela imprudemment l'avocat des ministres ; je suis tenté de le trouver excusable, car il provoqua un de ces élans superbes au milieu desquels l'indépendance de la profession reçut de *l'avocat des ministres* la plus éloquente consécration :

« On a dit sans mauvaise intention, je veux le croire, un mot auquel je dois répondre ; mon adversaire vous a dit qu'il n'était pas l'avocat des ministres. Je ne suis l'avocat de personne, vous m'entendez, et cette indépendance, dont je suis fier, je l'ai prise non-seulement dans les enseignements de ma profession, mais dans les inspirations de mon caractère. J'ai défendu la liberté quand elle était menacée, et je la défendrais encore, si elle courait de nouveaux dangers ; je serais tout à elle, si elle avait besoin de ma faible voix. J'ai défendu le pouvoir, quand je l'ai vu injustement attaqué, et voilà comment autrefois un ministre, comme vous l'avez rappelé, me fit l'honneur de me choisir pour son défenseur. J'examinai sa cause avec l'indépendance qui appartient à mon état, si je l'avais crue douteuse, je ne l'aurais pas acceptée. Mais M. le duc de Broglie était l'objet d'une imputation odieuse, absurde, que tout démentait, et son caractère plus encore que tout le reste : ministre, on l'accusait d'avoir conspiré, par des pratiques perfides, contre une puissance amie et alliée de la France. Quand il vint me demander si les lois de mon pays, ces lois auxquelles il avait eu une si grande part, assuraient l'impunité à ces calomnies grossières ; quand il me demanda si je voulais l'aider à en obtenir justice, j'acceptai avec bonheur cette mission et je fus l'avocat du ministre. »

« De même quand un homme qui autrefois a porté avec

honneur, et non sans éclat, la robe que je porte, est venu me demander s'il fallait laisser un journal le traiter de voleur, s'il fallait laisser dire qu'il avait doté sa fille avec l'argent d'un banquier, et que, riche lui-même, il avait cependant tendu la main à la corruption, quand il m'a demandé s'il pouvait compter sur moi pour soutenir sa plainte, je n'ai pas hésité et cette fois encore, — je suis l'avocat du ministre. Les forts et les faibles, quand leur cause est juste, ont des droits égaux à mon appui ; ma voix appartient à tous, et je n'appartiens à personne. »

Quelle que soit la nature de la cause, l'absolue possession de soi ne saurait abandonner un tel orateur ; ne cédant qu'en apparence à l'émotion qu'il excite, mais dont il surveille le courant, il ne se laisse point entraîner par le flot qu'il soulève et apaise à son gré ; j'en fus le jeune et heureux témoin. Dans une affaire de séparation de corps, abordant la péroraison, M^e Chaix-d'Est-Ange la décorait d'emprunts grandioses au souvenir de la Bible ; cependant des réflexions à voix basse entre l'avocat et l'avoué adverses troublant le silence auquel il avait droit, tout à coup au milieu d'une phrase M^e Chaix se tait, leur murmure cesse ; alors fixant sur eux son regard narquois. « Ah pardon ! je vous ai interrompus », et tranquillement il reprend ses solennelles comparaisons.

La plaidoirie offre dans la lecture des pièces du procès un élément qui fait défaut à l'orateur de la chaire ou de la tribune, je veux parler des lettres échangées entre les parties, non pas entre un propriétaire et son fermier, mais de celles où les passions affectives s'épanchèrent sous le sceau d'un secret que vient trahir une révolution survenue soit dans les rapports de deux époux, soit dans des relations de famille rompues par une découverte testamentaire.

Pour tout avocat, ces documents appellent une étude qui se lie intimement à la préparation générale ; entre les mains de M^e Chaix, une lettre devenait sans le secours du commentaire, la peinture la plus saisissante placée sous le jour réclamé par les nécessités de la cause. Il lisait, et soudain les mots trouvaient dans les infinies modulations de ses accents des tonalités caressantes ou sévères, suppliantes ou dédaigneuses, harmonieusement appropriées aux sentiments exhumés des feuilles mortes auxquelles il rendaient la coloration de la vie. Il semblait à l'écouter que tant de ressources mises au service de la lecture en fissent une œuvre purement artistique, et, si la majesté du lieu, la toge de l'orateur n'eussent repoussé cette illusion, vous eussiez cru entendre un des hôtes les plus autorisés de la maison de Racine et de Molière.

La puissance de ce talent, les succès sur lesquels sa renommée était assise faisaient de la barre un domicile d'élection où M^e Chaix-d'Est-Ange donnerait aux années le démenti d'une survivante ardeur. Quelle surprise à la nouvelle que le barreau ne devait plus le compter parmi ses hauts fidèles ! Le poste de procureur général près la cour de Paris avait séduit ce grand déserteur ; y porterait-il sans en oublier aucune, toutes les merveilles de son trésor oratoire, ou bien se couvrant d'une robe nouvelle, le noble transfuge ne laisserait-il pas sous les plis de l'ancienne cette verve incisive, dont il pourrait craindre le ménage avec des fonctions appartenant à une zone que son élévation rend plus tempérée ? Je ne veux juger ; d'ailleurs le procureur général ne prit pas le temps de ne plus faire songer à l'avocat.

Cependant l'attentat dirigé contre la vie de l'empereur

mit au lendemain de son installation le chef du parquet en présence du défenseur d'Orsini, M^e Jules Favre.

Le réquisitoire était trop facile, témoins ces premières paroles aux jurés : « Que puis-je dire sur un tel sujet que vous ne sachiez déjà ? » Mais ce que tout le monde savait, combien eussent pu le dire ainsi ? Les intérêts sociaux si gravement menacés trouvaient en ce magistrat improvisé l'imposante protection d'une parole paraissant familiarisée de longue date avec la grandeur de son nouveau ministère.

La réponse du défenseur est le dernier mot de l'éloquence judiciaire ; se gardant d'un inutile appel à la clémence des hommes, elle plane au-dessus des sollicitations terrestre et va chercher sa lumière au sein d'une justice plus haute.

C'est la transfiguration d'un épouvantable assassin qui, grâce au sacrifice forcé de sa vie, apparaît sous les traits d'un patriote halluciné « dont des sentiments dominateurs ont armé le bras. » M^e Jules Favre, après avoir rendu à son confrère de la veille le magnifique hommage des regrets excités par un tel départ, explique ainsi la portée de l'assistance qu'il prête au conspirateur homicide :

« J'ai dit à Orsini : Je condamne votre forfait, je le proclamerai bien haut, mais vos malheurs me touchent, votre constance à combattre les ennemis de votre patrie, cette lutte acharnée par vous entreprise, je les comprends ; ils vont à mon cœur ; Italien, j'aurais voulu souffrir comme vous pour mon pays, m'offrir aussi en holocauste, verser mon sang pour sa liberté, tout, excepté ces meurtres que ma conscience réproouve. Mais vous confessez votre crime, vous l'expiez, vous donnez votre tête à la loi que vous avez violée, vous êtes prêt à mourir

pour subir la peine de votre attentat à la vie d'autrui ; eh bien, je vous assisterai à cette heure suprême, non pour présenter une inutile défense, non pour vous glorifier, mais pour essayer de faire luire sur votre âme qui va retourner au sein de Dieu, un rayon de cette vérité qui peut protéger votre mémoire contre des accusations imméritées. »

Il faudrait dire la plaidoirie entière, des extraits n'offrieraient qu'une idée trop amoindrie de l'œuvre que je me reprocherais de mutiler. Laissez-moi seulement vous citer ces dernières paroles :

« J'ai fini, Messieurs, ma tâche est terminée ; vous n'aviez pas besoin des adjurations de M. le procureur général pour faire votre devoir sans passion, comme sans faiblesse, mais Dieu qui nous jugera tous, Dieu devant qui les grands de ce monde, dépouillés du cortège de leurs courtisans et de leurs flatteurs, apparaissent tels qu'ils sont, Dieu qui seul mesure l'étendue de nos fautes, la force des entraînements qui nous égarent et l'expiation qui les efface, Dieu prononcera son arrêt après le vôtre et, peut-être, ne refusera-t-il pas un pardon que les hommes auront cru impossible sur la terre. »

M^e Jules Favre honora notre barre de plusieurs visites, notamment dans l'intérêt d'une dame qui devait surtout aux années le respect qu'à tout âge son sexe commande. Ses deux filles mariées demandant son interdiction, cherchaient un signe de déviation imprimé aux facultés maternelles dans les dissipations de la prodigalité ; l'une d'elles se plaignait même avec d'autant plus d'acrimonie qu'elle n'avait pas attendu l'ouverture de la succession pour connaître les vicissitudes de la passion du jeu.

La liberté civile livrée aux disputes intestines, les dissensions d'une famille au sein de laquelle les invitations

de la beauté avaient de mère en fille attiré des nuages conjugaux formés de réciproques insoumissions à la charte du ménage, quel thème pour M^e J. Favre ! d'un côté les problèmes de la psychologie interrogés sous les rayons de la science juridique ; de l'autre les émouvantes péripéties d'une lutte engagée par deux femmes élevant la voix du sang pour faire entendre des paroles accusatrices contre celle que la nature les charge de défendre !

Aussi faisant d'abord planer la cause dans les considérations philosophiques ou le conduit son amour de la généralisation, l'avocat descend ensuite par des pentes fleuries au milieu des défaillances de sa cliente, rassemble les témoins épars d'une raison qui résiste aux approches de la caducité, puis dans de dramatiques peintures, montre les pièges tendus par l'impiété à la vieillesse d'une femme dont le cœur laisse échapper des clartés victorieuses des ombres de l'intelligence.

Cette mémorable plaidoirie n'a point été recueillie, vous me pardonnerez, je crois, le simple rappel que voici :

« M^{me} X. reproche à madame sa mère d'avoir amassé dans une armoire plus de cinquante chapeaux. Eh oui ! Ma cliente collectionne des chapeaux comme d'autres des papillons, d'autres des médailles, d'autres des livres, sauf à ne pas les lire. Que voulez-vous, dans ces jours d'abandon, qui sont les soirs de la vie, elle pense aux joies dont l'âge ne sèvre pas toujours les désirs, elle a été belle, elle aime à s'en souvenir, elle aime à passer en revue tous les engins de cette artillerie féminine qui, hélas ! ne fera plus feu ; et quand je songe que ces puérilités sont dénoncées à la Cour par une femme qui, en l'espace de deux mois de temps, a spéculé sur les fonds publics pour une somme qui a dépassé quarante et un

millions, je me demande avec épouvante si nous n'assistons point ici au renversement de la parabole de l'Évangile et si désormais ce ne sera point l'enfant prodigue qui viendra réclamer l'interdiction de son père coupable d'avoir tué le veau gras. »

A un tel avocat un honneur exceptionnel était dû ; en dépit de ses détracteurs il lui advint.

C'était en 1864 ; le gouvernement d'alors, vous le savez, ne cherchait pas sa raison d'être dans l'extention indéfinie de nos libertés, mais tous sans exception avaient une part égale dans une parcimonieuse distribution ; les associations politiques étant les seules qui lui portassent ombrage, il poursuivait celles qu'il considérait comme dépassant le chiffre 20. C'est ainsi que 13 personnages seulement, parmi lesquels des députés, furent appelés en police correctionnelle comme ayant fait partie d'une association politique composée de plus de 20 personnes. De là la désignation : le procès des Treize. Leurs défenseurs s'appelaient Jules Favre, Berryer, Marie, Dufaure, Senard, Hébert, E. Picard, Grévy, Desmarest.

De par les orateurs qu'il réunissait à la barre, le procès des Treize devait offrir le plus rare tournoi des maîtres de la parole, et voici que le premier qui s'avancé prononce une harangue telle que derrière lui la lice est fermée, l'unanime admiration des confrères qui devaient lui succéder place sur leurs lèvres le sceau d'un silence insolite.

M^r Jules Favre parla seul, seul il avait tout dit, et cependant ses dernières paroles étaient celles-ci : « Quand je vois à côté de moi tous ceux qui m'entourent et me fortifient, quand je songe que lorsque ma voix ne se fera plus entendre, elle sera remplacée par celle de mes maîtres, quand je vois Berryer, mon viel ami, qui

n'a pas été seulement le plus grand des orateurs mais aussi le plus noble cœur, l'amant passionné et persévérant de la liberté ; quand je vois Marie qui a servi son pays avec le désintéressement et la pureté que tout le monde naît ; et Senard, le courageux président de l'Assemblée nationale, qui a opposé sa poitrine aux coups des agitateurs, et ces ministres de l'ancienne monarchie M. Dufaure, M. Hébert qui ont cherché dans la mesure de leur forces si puissantes à faire triompher les principes qui sont aujourd'hui obscurcis et niés, et toute cette jeune génération qui me presse, qui est mon espérance, qui est mon amour : Ah ! je ne dis pas seulement que cette cause triomphera (ce n'est là qu'un bien petit accident dans notre vie politique), je dis que la vérité est impérissable, elle a de trop illustres champions, de trop nobles défenseurs, et nous pouvons considérer d'un œil serein le nuage qui passe, ... le soleil n'en sera pas obscurci. »

Dix minutes plus tard, M^e Berryer s'exprimait ainsi : « Monsieur le Président, pendant que le Tribunal a suspendu son audience, sans céder à de profondes et vives émotions, sans obéir à des entraînements que l'admiration fait naître, après la magnifique harangue que vous avez entendue, après cette plaidoirie si complète, les prévenus tous ensemble, et tous ceux de nos honorables confrères qui s'étaient associés à la défense, ne pensent pas qu'il y ait rien à ajouter. Nous ne trouvons dans notre intelligence et dans notre cœur rien qui soit nécessaire, rien qui puisse être produit, rien qui atteigne à la vérité, à la grandeur, à la noblesse des raisons qui viennent de vous être présentées. »

Nulle part, Messieurs, vous ne rencontrerez un plus grand triomphe d'avocat devant les assises de l'éloquence. M^e J. Favre allait cependant au devant d'une autre gloire

à laquelle un talent hors concours avait depuis longtemps affirmé ses droits. Qu'il ne portât point sous sa robe nombre d'œuvres spéciales signalant exclusivement son mérite d'écrivain, qu'importe ! La littérature pouvait-elle méconnaître son action nourricière dans les luttes du plus classique des combattants devant la justice ? Ne m'expose-je pas au reproche d'exprimer une vérité naïve en disant que M^r J. Favre était un homme de lettres dans la plus pure signification du mot, et que sans la prééminence de son titre professionnel, il eût justifié cette appellation, mieux que certains dont les produits naturalistes occupent, en les déparant quelque peu, des bibliothèques hantées par les œuvres de nos premiers penseurs.

Un signe matériel serait-il donc l'organe obligatoire des qualités morales qui en réalité constituent l'écrit ? La langue parlée empruntait aux lèvres de M^r Jules Favre une splendeur sévère qui attend en sécurité la censure de l'écrivain le plus rigide ; son éloquence ne payait qu'un tribut secondaire à l'action oratoire ; aussi une sténographie intègre laisse-t-elle apparaître dans leur éclat inné des harangues qui, sorties de la plume, eussent honoré l'écrivain qui l'aurait aussi dignement gouvernée.

M^r Jules Favre devait être appelé dans les rangs de l'Académie française. L'événement qui les lui ouvrit fournit un nouvel éclat à son entrée. Le plus correct des orateurs devenait l'héritier de l'écrivain le plus pur dont s'honore la philosophie moderne. Ne croyez pas, Messieurs, que dans l'ordre des destinées intellectuelles la grande succession de M. Cousin échût à un collatéral éloigné que le hasard amène dans la glorieuse demeure d'un parent presque ignoré de lui. M^r J. Favre célébrant au sein

de l'Institut la puissance littéraire de son prédécesseur, rappelait les violentes hésitations de sa jeunesse, alors que dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, sous les ardeurs superbes d'une parole qui avait son foyer dans la passion des Lettres, lui aussi aurait voulu se vouer à l'étude spéculative de leur généalogique grandeur ; de là entre le philosophe et son ancien disciple des affinités que les différentes applications de l'esprit ne sauraient anéantir.

M. Cousin avait consacré sa vie à l'histoire de l'âme humaine et cherché dans les opérations de nos facultés les principes qui les commandent. Après avoir interrogé les monuments de la sagesse antique, il avait ouvert d'une main expérimentée des arcanes plus rapprochés de nous. En ces pérégrinations nouvelles, remontant par les seuls sentiers de sa libre intelligence à l'origine de la raison elle-même, il la découvrit dans l'Etre infini, et proclama la divinité de sa source sous la trinité électique du Vrai, du Beau et du Bien. Le style dont il revêt ses contemplations spiritualistes semble tirer son élévation des régions dans lesquels il écrit les mémoires de l'entendement.

M^e J. Favre n'avait point recherché dans une pareille altitude les sources où il rencontra cet amour du beau qui embrasa son âme adolescente et y entretint le culte du grand langage.

Quel qu'ait été son penchant pour les travaux philosophiques, les lettres anciennes et nos grands classiques laissèrent son esprit livré sans partage à l'observation de la puissance qu'une forme hautement disciplinée prête à la noblesse des idées qu'elle environne. Aussi la force du droit ne lui apparaît-elle triomphante que sur les autels où un sacrifice incessant lui est offert par les grâces du discours.

A qui du philosophe ou de l'avocat revient la paternité de cette phrase ? « C'est à réaliser le type idéal du vrai et du beau mis en germe dans son sein que l'orateur doit épuiser tout son être : » elle appartient au bâtonnier.

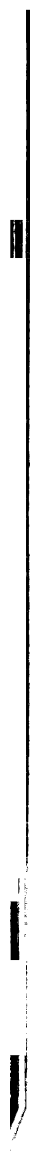
Saisissez-vous, Messieurs, dans ces deux grandes figures de M. Cousin et de M^r Jules Favre les traits qui signalent leur alliance et justifient la transmission de l'héritage de l'un à l'autre ? Cette alliance est-elle une chimère ? Sans aucun doute pour la reconnaître sous les emblèmes d'une incontestable légitimité, il faut sortir des rangs pressés de notre milice, et élever nos regards vers des maîtres qui laissent à distance la grande phalange dont ils ont été les chefs.

Mais ce n'est pas non plus l'usage, pour juger de l'esprit d'une institution et des notions qui la guident, de diriger ses recherches en dehors des hommes qui lui ont consacré l'illustration de leur intelligence.

Il suffit que de rares élus aient fait resplendir la Barre des richesses que leur apporta la connaissance des Lettres, pour que l'Ordre tout entier se place sous l'éclat d'une pareille union.

A nous dans la mesure de nos forces de marcher dans l'ombre des voies qu'ils ont tracées, afin de montrer au moins que nous appartenons à une famille qui tient en estime même ses parents pauvres.





IV.

RAPPORT SUR LE CONCOURS
de 1881.

PAR M. MAXIME LECOMTE

MESSIEURS,

Le législateur du Parnasse français a pris le soin d'énoncer les règles qui s'imposent aux auteurs de sonnets. Qui n'a dans la mémoire ces vers de l'*Art poétique* :

On dit à ce propos qu'un jour ce Dieu bizarre
(*il s'agit d'Apollon*)
Voulant pousser à bout tous les rimeurs français
Inventa du sonnet les rigoureuses lois,
Voulut qu'en deux quatrains de mesure pareille
La rime avec deux sens frappa huit fois l'oreille
Et qu'ensuite six vers artistement rangés
Fussent en deux tercets par le sens partagés.
Surtout de ce poème il bannit la licence ;
Lui-même en mesura le nombre et la cadence ;
Défendit qu'un vers faible y pût jamais entrer
Ni qu'un mot déjà mis osât s'y remonter.
Du reste, il l'enrichit d'une beauté suprême :
Un sonnet sans défauts vaut seul un long poème.

Boileau se moque-t-il ? Peut-on mettre une petite pièce de quatorze vers au même rang qu'un poème épique, nous donnant, par exemple, la bonne mesure d'alexandrins : douze fois douze cents. Pourquoi pas ? Je crois même que Boileau est trop timide en son affirmation et je suis porté à penser qu'un bon sonnet vaut mieux qu'un long poème, lorsque, ce qui arrive souvent, le long poème ne vaut rien.

Singulière fortune du sonnet ! Depuis sa naissance, six siècles ont passé sur des formes poétiques de toute sorte, les ensevelissant au plus profond de l'oubli ; seul, il est resté debout, non seulement debout, mais animé d'une vie nouvelle, pleine d'avenir. Le lai, le virelai, le triolet, la villanelle ne sont plus. La ballade se meurt, la ballade est morte, et le sonnet vit toujours, courbant sous ses lois despotiques les fronts dociles des poètes. Comment la raison, qui a incessamment besoin de liberté, et l'inspiration poétique, amoureuse d'un beau désordre, ne se sont-elles pas unies, depuis des siècles, pour détruire sans retour cet instrument de supplice, cette estrapade, ce lit de Procuste de l'idée, composé de quatorze vers ? Serait-ce que cette torture, inventée non par le divin Phébus, mais par l'ingénieuse Italie, possède des charmes secrets et donne plus de joies que de souffrances, si bien que le poète asservi peut-dire avec la romance :

Qu'il était doux mon servage !

Serait-ce que ces deux quatrains et ces deux tercets offrent à la pensée un moule merveilleux dans lequel elle se coule, ou forte ou légère, austère ou galante, profonde ou spirituelle, pour en sortir avec la netteté d'un camée antique et le brillant d'une médaille du plus pur métal ? Il faut le croire, lorsque nous voyons Pétrarque s'atla-

cher à cette forme et la choisir entre toutes pour diviniser l'amour et faire de Laure une image qui s'impose à l'admiration de la postérité ; lorsque Michel-Ange, Shakspeare, Corneille, pour ne citer que ceux-là parmi les plus beaux génies, les esprits les plus libres et les plus hardis, se sont pliés aux exigences du sonnet.

Je ne viens pas prétendre que le sonnet soit immortel, mais sa carrière plus de six fois séculaire promet de se prolonger indéfiniment, si nous en croyons les heureux résultats d'une renaissance inespérée.

La pleïade contemporaine l'a pris sous sa protection spéciale ; elle l'a entouré de ses tendresses, réchauffé de son enthousiasme. Quelle succession de petits tableaux de chevalet, les uns gracieux, gais, piquants, les autres sombres, quelquefois effrayants, mais soignés avec amour et souvent finis avec un art suprême, nous offrirait la collection des sonnets de nos poètes contemporains : des Soulayr, des Manuel, des Sully Prudhomme, des Leconte de l'Isle. J'en oublie beaucoup et des meilleurs.

L'Académie n'avait donc pas à craindre le reproche d'encourager un genre stérile et démodé, lorsque, pour le concours de poésie de 1880, elle a fait appel à ceux qui savent obéir aux « rigoureuses lois » du sonnet.

Sans doute nous ne sommes plus au temps où la cour et la ville se passionnaient pour ce genre de poésie. Alors notre Voiture était l'un des champions d'une lutte que je serais impuissant à vous bien dépeindre et dont l'un des concurrents d'aujourd'hui nous parle en ces termes :

Les deux roses jadis chez les Plantagenets,
Montrèrent moins d'ardeur dans leur guerre civile.
Conti, chef, Jobelin, la belle Longueville,
Uraniste ! Heureux jours où brelans, lansquenets,
Coups d'épée et surtout jolis vers pompennés,
De tout autre plaisir avaient fait chose vile.

Aujourd'hui, nous n'avons plus de cour et la ville se passionne pour d'autres objets. Mais quelles que soient les préoccupations du temps présent, rendre hommage aux grands hommes de la Picardie, convier indistinctement tous les poètes à sertir en leur honneur les quatrains et les tercets du sonnet, comme des bouquets ou des couronnes pour leurs statues ou leurs bustes, c'était là, de la part de l'Académie d'Amiens, une tentative permise. A-t-elle produit les résultats espérés ? Les poètes sont-ils accourus en foule se disputer le prix ?

Je vais répondre à ces diverses questions.

Sept concurrents se sont présentés. L'Académie avait indiqué, comme nombre de sonnets : six à douze. L'un nous en a donné six ; deux autres huit ; deux autres douze, et enfin, deux poètes généreux ont dépassé la borne prescrite, nous offrant plus que nous ne demandions l'un avec treize, l'autre avec dix-sept sonnets.

Cela fait un total général de soixante-seize sonnets. Qui pourrait mettre encore en doute la fécondité de nos poètes ? Dans ce nombre considérable et qui témoigne de louables efforts, nous ne trouverons pas l'oiseau rare inconnu peut-être jusqu'ici, le phénix dont parle Boileau : un sonnet sans défaut. Heureusement, ce n'était pas là le but du concours ouvert par l'Académie. Nous n'avons pas à proclamer le mérite transcendant d'un irréprochable génie ; mais parmi les œuvres soumises à notre appréciation nous avons rencontré de réelles qualités et nous avons le plaisir de décerner au talent la récompense qu'il a méritée.

Notre choix n'a pu rester longtemps douteux. Nous avons dû écarter tout d'abord six manuscrits, tous incontestablement trop faibles pour avoir droit à de flatteuses distinctions.

Je prends ces manuscrits au hasard, comme ils me tombent sous la main. Le bouquet de sonnets portant pour épigraphe : *regionis historiæ custos*, commence ainsi :

Si je devais, poëte, illustrer par mes chants
Ta gloire et tes grands noms, célèbre Picardie,
Je ne pourrais trouver d'assez nobles accents
Et ma tâche envers toi ne serait pas remplie.

L'auteur procède par voie d'énumération ; il cite, dans sa prose rimée un grand nombre d'hommes illustres de la Province et ne consacre un sonnet complet qu'à deux privilégiés : Pierre l'Hermite, Parmentier.

Voici un exemple de sa manière :

Déceuvre toi, salue, ô peuple tout entier,
Le philanthrope ardent, cet homme vénérable
Qui dota le pays du mets indispensable
Du pauvre, de l'enfant, du riche financier,
Du marin, du prélat, de la femme adorable,
Du rentier, du mendiant et du plus fier guerrier.
Pomme de terre exquise, abondante, agréable,
J'ai cité tes vertus en nommant Parmentier.

L'auteur qui a pris pour devise : *sta viator, heroëm calcas*, fait l'éloge du général Foy, de Quentin de la Tour, de Millevoye, de Pierre l'Hermite, de Lhomond et de Delambre,

Un sonnet en vers de six pieds nous parle de Calvin :

Sa rigueur consommée,
Dépassant sa pensée,
Ne conserva plus rien
Et par tous adoptée
En changeant ses idées
Changea le genre humain.

Ne vous semble-t-il pas qu'à l'exemple de la rigueur

de Calvin, le style de l'écrivain l'a trahi, « dépassant sa pensée » ?

J'allais oublier quatorze vers destinés à nous rappeler que le savant Denis Lambin se hâtait avec une lenteur désespérante, si bien que son nom est devenu l'appellation commune à tous ceux qui sont peu pressés. L'auteur nous cite d'abord les progrès de la locomotion accomplis dans la période contemporaine, puis s'adressant à son héros :

Toi qui toujours posé, réfléchi et que rien
Ne pouvait émouvoir, toi dont l'indolence
Est proverbe aujourd'hui, pauvre Denis Lambin,
Juge donc de quel air de méprisant dédain
Dans son geste tout plein de fébrile impatience
On écrase celui qu'on appelle un *lambin*.

Voici un poète qui ne paraît pas convaincu d'avoir rencontré de favorables inspirations, si j'en crois, du moins, sa peu confiante devise : *lasciate ogni speranza*. Son sixième et dernier sonnet, le plus mauvais peut-être, s'empare d'une légende qui fait naître dans notre pays une reine détestée, et

... de tant de héros va choisir... *Frédégonde*.

Il en trace, du reste un portrait peu flatteur :

Elle enflamme sa haine et songe à Brunehaut ;
De son cœur ténébreux sa lèvre dit tout haut
Les sinistres penses, les projets de vengeance ;
Puis un rictus hideux crispe ses traits soudain
Elle voue au poignard Chilpéric même enfin...

Après cette chute un peu rude le poète s'écrie :

Cieux, voilez-vous d'horreur ! Et toi, lyre, silence !

Pour ne pas abuser de vos instants, je passerai moi-

même sous silence, les vers de trois autres concurrents que nos hommes et nos femmes célèbres n'ont guère plus heureusement inspirés.

Reste un septième bouquet, composé de douze sonnets, portant comme épigraphe : *ingenio stat sine morte decus*. C'est le seul qui nous semble mériter de fixer votre bienveillante attention.

On voit que la structure du sonnet et ses règles minutieuses n'ont plus de mystères pour notre auteur : il sait en quatorze vers renfermer une pensée ingénieuse, en quatorze traits peindre le héros qu'il a pris pour modèle. Il sait encore changer de ton et varier son rythme suivant la nature du sujet, comme le sculpteur emploie différentes matières selon qu'il veut faire une statue, un buste, un simple médaillon. Aux imposantes figures de Pierre l'Hermite, de Ramus, de du Cange, du général Foy, de Camille Desmoulins, l'alexandrin est réservé ; au médaillon consacré à Parmentier et à l'humble mais si utile pomme de terre, convient le vers de huit pieds ; un pentamètre sautillant rappelle Vadé et les œuvres lestes que lui inspirait sa muse poissarde. Dans chaque sonnet, le quatorzième vers donne le trait final et marque fortement la pensée qui domine et résume toute la pièce.

Ces éloges d'autant plus mérités que les difficultés à vaincre étaient plus nombreuses, doivent être suivis de quelques réserves. Notre poète a laissé se glisser dans son œuvre certaines négligences, des vers faibles ou mal construits ; la métaphore est quelquefois forcée et l'idée n'est pas toujours clairement rendue. Par exemple, du Cange.

Des peuples disparus retrouve l'alliance.

Un grief de forme, et qui a son importance en matière

de sonnets, porte sur la qualité des rimes. C'est une règle du genre de ne choisir que des rimes riches. Et cependant nous en avons rencontré plus d'une qui certes n'étaient pas millionnaires ; peut-être une enquête plus sévère aurait démontré qu'elles ne possédaient même pas la dot réglementaire. Ainsi, nous doutons que *chevalier* rime suffisamment avec *destrier*, quoiqu'ils aillent fort souvent de compagnie.

Ces réserves faites et nos critiques formulées, nous pouvons dire que, sur la proposition de sa commission d'examen, l'Académie a décidé d'attribuer une *médaille d'or* à l'auteur du bouquet de douze sonnets portant pour devise : *ingenio stat sine morte decus*.

RÉSUMÉS DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

Année 1880.

10 JANVIER.

Présidence de M. Lenoël, Directeur. — Lecture par M. Janvier d'une *Notice sur le docteur Duparcque*, Renouvellement annuel du Bureau. Sont élus : Directeur, M. Obry ; chancelier, M. de Jancigny ; secrétaire-adjoint, M. Decaïeu. — Sont nommés de la commission de comptabilité MM. Debauge, de Forceville et Roger ; et de la commission de publication MM. Crampon, Daussy, Dubois, Lanier et Vion. — Le tableau des lectures pour 1880 est adopté.

22 JANVIER.

Présidence de M. Garnier, Doyen. — Election comme directeur, de M. Peulevé, en remplacement de M. Obry, non acceptant. — Lecture par M. Roger : *Monographie de la soie*.

13 FÉVRIER.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lecture par M. de Puyraimond : *Un Aspirant volontaire*.

27 FÉVRIER.

Présidence de M. de Jancigny, Chancelier. — Lecture par M. Decaëu : *Compte-rendu d'un ouvrage de M. Ferrand sur les Institutions administratives en France et à l'Etranger.* — Election comme membres honoraires de MM. Dusevel et Richer, et comme membre associé correspondant de M. Lamey.

12 MARS.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lecture par M. Vion, pour M. Mancel : *Projet pour l'assainissement de Paris.* — M. Vion, en son nom, présente des observations critiques sur l'œuvre récente d'un docteur allemand ayant pour sujet Pierre l'Hermite.

26 MARS.

Présidence de M. de Jancigny, Chancelier. — Lecture par M. de Puyraimond, pour M. Deneux : *Fragments d'un traité d'Harmonie.*

9 AVRIL.

Présidence de M. de Jancigny, Chancelier. — Lecture par M. l'abbé Crampon : *Pestalozzi, 2^e partie : exposé de sa méthode.* Election de M. le comte Lepic comme associé correspondant.

23 AVRIL.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Demande par MM. le comte Pulawski et Morel-Domon, pour obtenir le titre d'associés-correspondants. — Lecture par M. J. Verne : *La Maison à vapeur ;* (fragment).

14 MAI.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Réception de M. le baron de Calonne; discours du récipiendaire : *Nécessité, dans*

les études historiques, de remonter aux sources. — Réponse du Directeur. — Rejet de la demande de M. le comte Pulawski.

28 MAI.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lecture par M. Daussy : *Le verbe et sa conjugaison dans la langue française.* — Election de M. Morel-Domon, comme associé correspondant. — Rapport de la Commission de comptabilité et approbation des comptes du Trésorier.

11 JUIN.

Présidence de M. de Jancigny, Chancelier. — Lecture par M. Lanier : *L'Ambassade de Siam à la Cour de France en 1680.* — Décision modifiant les conditions d'impression des mémoires. — Nomination d'une commission pour l'examen du travail de M. Daussy, sur le verbe.

25 JUIN.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lecture par M. Lecomte : *Les criminalistes italiens et la peine de mort.*

9 JUILLET.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Mort de M. Dauphin père; regrets unanimes. — Lecture par M. Daussy : *L'ivresse d'un vainqueur.*

23 JUILLET.

Présidence de M. Garnier, Doyen. — Lecture par M. de Beaussire : Analyse du roman de M. Berteux (*l'Amoureuse de M^e Wilhem*).

13 AOUT.

Présidence de M. Garnier, Doyen. — Lettre de M. Leleu, proviseur, faisant connaître les deux élèves du Lycée ayant

mérité les prix Delambre et Gresset. — Lecture par M. Janvier : *Biographie du général Boyeldieu*. — Vote d'une médaille pour la Société des Amis des Arts.

12 NOVEMBRE.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lettres de MM. Lanier, le docteur Guillaumet et le docteur Millot, sollicitant le titre d'associés-correspondants. — Communication par M. Baril d'une note sur la *phonographie à Amiens en 1835*. — Lecture par M. Vion, au nom de M. Mancel : *Souvenirs d'un réquisitionnaire de l'an III*.

26 NOVEMBRE.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Lettre du directeur de la Société des Amis des Arts indiquant l'attribution de la médaille offerte par l'Académie. — Election de MM. de Jancigny comme membre honoraire et de M. Lanier comme associé correspondant. — Réception de M. Desboves, discours du récipiendaire : *Delambre et Ampère*. — Réponse du Directeur.

10 DÉCEMBRE.

Présidence de M. Garnier, Doyen. — Lecture par M. G. Dubois : *Étude sur Chaix d'Est-Ange et J. Favre*. — Programme de la séance publique.

24 DÉCEMBRE.

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Remise de la séance publique au 23 Janvier. — Lecture par M. Peulevé, Directeur, du discours devant être prononcé à cette séance. — Lecture par M. Lecomte du rapport sur le concours de poésie et approbation de ce rapport. — Attribution du prix à M. Charles Frigault.

SÉANCE PUBLIQUE DE 1880 (TENUE LE 23 JANVIER 1881).

Présidence de M. Peulevé, Directeur. — Discours du Directeur : *Science et superstition.* — Lecture par M. Decaïeu du *rapport sur les travaux de l'année* ; — et par M. Lecomte du rapport sur le concours de poésie ; proclamation du nom du lauréat : M. Charles Frigault. — Lecture par M. G. Dubois : *Etude sur Chaix d'Est-Ange et Jules Favre.*

1. The first part of the document is a list of names and addresses of the members of the committee.

OUVRAGES REÇUS PAR L'ACADÉMIE

Pendant l'année 1880

I. Du Ministère de l'Instruction publique.

1. Revue de Sociétés savantes. 7^e série. Tome n.
2. Journal des Savants. 1880.
3. Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes, tenues les 30, 31 mars et 1^{er} avril 1864. Histoire, Philologie et Sciences morales. Paris 1865. Impr. imp. 1 vol. in 8°.
4. Revue des Sociétés savantes. Sciences mathématiques, physiques et naturelles. Tome iv. 1863.
5. Chronique des Ducs de Normandie, par Benoît, trouvère anglo-normand du xii^e siècle, publiée pour la première fois d'après un manuscrit du Musée Britannique, par Fr. Michel. Tome iii.
6. Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV, par M. Mignet. Tomes iii et iv.
7. Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV, extraits de la correspondance de la cour et des généraux, par le lieutenant-général De Vault; revus, publiés et précédés d'une introduction par le lieutenant-général Pelet. Tomes iv, v, vi, vii, viii, x et xi, avec atlas.
8. Comité de Travaux historiques et des Sociétés savantes. Liste des membres titulaires, honoraires et non résidents du

comité, des correspondants et des correspondants honoraires du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. — Liste des Sociétés savantes des départements en correspondance avec le ministère. Paris 1880. Imprimerie nationale. 1 vol. in-8°.

II. De M. le Préfet de la Somme.

1. Département de la Somme. Conseil général. Session d'août 1879. Rapports du Préfet et de la Commission départementale. — Procès-verbaux des délibérations. Amiens. 1879. W. Dutilloy. 2 vol. in-8°.

2. Session d'avril 1880. Rapports du Préfet et de la Commission départementale et procès-verbaux des Séances du Conseil. Amiens. 1880. W. Dutilloy. 1 vol. in-8°.

3. Travaux des Conseils d'hygiène et de salubrité du département de la Somme. Tomes xx. Amiens. 1878.

III. De la Chambre de Commerce d'Amiens.

1. Chambre de Commerce d'Amiens. Séance du 7 avril 1880. Rapport sur le mode d'élection des juges consulaires. Par M. Charles Labbé.

— Séance du 28 avril 1880. — Rapport sur le questionnaire relatif à l'impôt des boissons. Par M. Eugène Gallet.

— Séance du 30 juin 1880. Rapport sur la nouvelle loi des patentes. Par M. Vulfran Mollet. Amiens. 1880. T. Jeunet. 3 vol. in-8°.

2. Deuxième congrès des Chambres de commerce favorables au travail national, tenu à Paris le 5 mai 1880. Comptendu sténographique. Paris. 1880. Roussel et C^{ie}. 1 vol. in-16.

IV. Des Auteurs.

Extrait des mémoires de l'Académie de Stanislas pour 1879. — Un chapitre de l'histoire littéraire française. — Renaissance de la rime riche. Par M. Dumast. Nancy. 1879. Berger-Laxrault. Pièce in-8°.

— Les deuils par M. Renouard. Avec une eau forte par Noël-Masson. Paris. 1880. Lemerre. 1 vol. in-18.

— Stations préhistoriques de la station du Rhône, en Vivarais, Châteaubourg et Soyons. Notes présentées au Congrès de Bruxelles dans la session de 1872, par MM. Le Vicomte Le Pic et Jules de Lubac. Chambéry. 1873. Perrin. Pièce in-4° Pl.

— Grotte de Savigny, commune de la Biolle, canton d'Albens (Savoie), par le Vicomte Le Pic. Chambéry. 1874. Perrin. Pièce in-4° Pl.

— La topographie historique et archéologique d'Abbeville, par Ernest Prarond. Tome 1 et 2. Abbeville. 1880. 2 vol. in-8°.

— La vie municipale dans le nord de la France au XV^e siècle par le Baron A. de Calonne. Paris. 1880. Didier. 1 vol. in-8°.

— De la résection précoce de toute la diaphyse du tibia dans certain cas d'ostéo-myélo-fériorite diffuse aiguë, par le Dr A. Faucon. Bruxelles. 1880. Manceaux. 1 vol. in-8°.

— Antiquités et monuments du département de l'Aisne par Edouard Fleury. 3^e partie. Laon 1879. Padiez et Wimpy. 1 vol, in-4° Pl.

— Œuvres chirurgicales et médicales du Dr G. Guillon père. Paris. 1879. J. B. Baillière et fils. 1 vol. in-8. fig.

— Danger du socialisme. Inconstitutionnalité des traités de commerce. Pour servir de préface à la conversion, par Emile Cossé. Paris. 1880. Dentu. 1 vol. in-18.

— Critique de la conversion, par Emile Cossé. Paris. 1880. Dentu. 1 vol. in-18.

— Vie des saints du diocèse d'Amiens, par l'abbé Jules Corblet. Amiens. 1880. Delattre-Lenoël. 1 vol. in-18.

— Œuvres du Dr Jules Guérin. 1^{re} 2^e 3^e liv. Paris. 1880. in-4° Pl.

— Contes, récits, et passe-temps, par Raoul Duval. Paris. 1880. Gauthier-Villars. 1 vol. in-18°.

— Recherches historiques sur les rites, cérémonies et coutumes de l'administration du baptême, par l'abbé Jules

Corblet. Paris. 1880. Baur. (Arras-Laroche.) 1 vol. in-8°.

— Les souvenirs de St-Firmin à Pampelune par l'abbé Jules Corblet. Amiens. 1879. A. Douillet et C^{ie}. Pièce in-8°.

— L'abbé A. Houllier. Floréda ou l'église d'Amiens au IV^e siècle. Amiens. 1880. Delattre-Lenoël. 1 vol. in-8°. Pl.

— Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Rapport fait par M. C. Lavollée, au nom des Comités de l'Agriculture et de Commerce, sur les vœux des agriculteurs du Nord demandant la diminution de l'impôt sur les sucres. Paris. 1880. V^e Bouchard-Huzard. Pièce in-4°.

— De la rénovation littéraire en Provence par Gustave Dorieux. Introduction à l'aversion Allemande de Mireille de M^e D. M. Dorieux-Brotheck. Paris. 1880. Gio. 1 vol. in-18°.

— Petite histoire de Picardie, simples récits, par A. Janvier. Amiens. 1880. Hecquet. 1 vol. 4°. Pl.

— Des luxations traumatiques de l'atlas sur l'axis. (Variété antérieure) Par le D^r A. Faucon. Paris. 1880. J. B. Baillière et fils. 1 vol. in-8°.

— Henri IV préhistorique. Réponse à M. Gustave Le Vasseur sur cette question : Henri IV a-t-il été conçu à Abbeville, par Ernest Prarond. Amiens. 1880. Delattre-Lenoël. Pièce in-8°.

— Société centrale d'agriculture de la Seine-Inférieure. Rapport de M. A. Robert, de Goderville, sur la question des traités de douanes. Rouen. 1879. Boitel. 1 vol. in 4°.

V. Des Sociétés françaises.

— Bulletin du Comice Agricole de l'arrondissement d'Amiens. Année 1880.

— Annales de la Société d'émulation du département des Vosges. 1879. 1880.

— Annales de la Société académique de Nantes et du département de Loire-Inférieure. 1879.

— Table analytique des noms d'auteurs et des matières contenues dans les Annales de la Société académique de

Nantes et de la Loire-Inférieure, depuis la fondation en 1798 jusqu'en 1879 inclusivement. Par Doucin. Nantes. 1879. V^e Martin. 1 vol. in-8°.

— Mémoires de l'Académie de Metz. 3^e série. 7^e année.

— Le Sauveteur. Année 1880.

— Bulletin de la Société académique de Brest. 2^e série.

Tome vi.

— Extrait des travaux de la Société centrale d'agriculture du département de la Seine-Inférieure. Année 1878. Année 1879.

— Société de sciences et arts agricoles et horticoles du Havre. 15^e bulletin.

— Comité d'étude et de vigilance de l'arrondissement de Toulon (Var). Les luttes contre le *phylloxera* dans l'arrondissement de Toulon. Toulon. 1880. Massoue. Pièce in-8°.

— Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France. Séances des 25 mars 1879 au 5 août 1879 inclus, des 5 août 1879 au 23 mars 1880 inclus.

— Bulletin scientifique du département du Nord et des pays voisins. 1879. n° 12. 1880. n° 1.

— Institut protecteur de l'enfance. (Œuvre de la dotation des enfants, fondé en 1870 par M. Adolphe Huard. Assemblée générale extraordinaire pour l'installation du président titulaire M. Théodore Meynier et la proclamation de M. le comte de Houdelot, comme grand président. 16 novembre 1870. Paris. 1880. 1 vol. in-8°.

— Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Tomes iv et v.

— Maître Jacques. Journal de la Société d'agriculture du département des Deux-Sèvres. Année 1880.

— Société académique indo-chinoise de Paris pour l'étude scientifique et économique de l'Inde transgangaïque. L'Inde française et la Malaisie. Actes, comptes rendus des Séances. Année 1877. dernier trimestre. — Année 1878. — Année 1879, 1^{er} semestre.

— Annales de la Société d'agriculture, d'histoire naturelle

et des arts utiles de Lyon. 4^e série, Tome x. 5^e série, Tome 1^{er}.

— Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon. Classe des lettres. Tome xviii.

Classe des sciences. Tome. xxiii.

— Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer. Tome v. 2^e partie.

— Société linnéenne du nord de la France. Bulletin mensuel. N^o 82 à 92.

— Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tome xviii. 1880.

— Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie. 1879. N^o 4. 1880. N^{os} 1. 2. 3.

— Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tome xix. 1876. Tome xx. 1877-1878.

— Mémoires de la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans. 1879. 2^e 3^e 4^e tom.

— Société d'agriculture, de commerce et d'industrie du département du Var. 7^e série. Tome iv. 2^e 3^e 4^e liv.

— Société industrielle d'Elbeuf. Bulletin des travaux. 1879. N^{os} 2. 3. 1880. N^o 1.

— Mémoires de la Société académique, d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. Tom. x. 3^e partie.

— Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie. 3^e série 9^e vol.

— Bulletin de la Société des antiquaires de Normandie. Tom. viii.

— Bulletin de la Société académique de Laon. Tom. xxiii.

— Bulletin industrielle et agricole d'Angers. 2^e semestre. 1879. 1^{er} smestre 1880.

— Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Saône. Annexe au bulletin de l'année 1879. Travaux de la section d'archéologie. Annexe n^o 1. Catalogue du Musée. 1^{er} supplément.

— Nobiliaire du diocèse de la généralité de Limoges, par l'abbé Joseph Nadaud, publié sous les auspices de la Société

archéologique et historique du Limousin. Par l'abbé A. Lecler.
Tome iv.

— Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Tome II, nos 1, 3, 4.

— Bulletin du Comice d'Abbeville. 1880.

— Bulletin du Comice agricole, horticole et forestier de l'arrondissement de Toulon. 1880 n° 1.

— Bulletin de la Société linnéenne de la Charente-Inférieure. 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e trim. de 1879. 1^{er} de 1880.

— Bulletin de la Société des sciences lettres et arts de Pau. 2^e série. Vol. 8 et 9.

— Bulletin de la Société d'agriculture de la Haute-Saône. n° 10.

— Bulletin mensuel de la Société d'agriculture, d'horticulture et d'acclimatation du Var, à Toulon. 1^{re} année. Nos 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9.

— Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France. Tome xi. Liv. 7, 8. — Tome xii. 1^{er}, 2^e.

— Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire. Tome xxxv. Sciences.

— Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille, Tome xxxix. 2^e partie.

— Bulletin de la Conférence littéraire et scientifique de Picardie. 1880. nos 2, 3.

— Recueil de l'Académie des jeux floraux. 1880.

— Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts séant à Douai. 2^e série. Tome xiv.

— Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. 33^e volume. 1880. 1^{re} série.

— Société des sciences et arts de Vitry-le-François. ix.

— Mémoires de l'Académie des sciences, lettres et arts de Lyon. Classe des sciences. Tome xxiii.

— Mémoires de l'Académie des sciences, lettres et arts d'Arras. 2^e série. Tome xi.

— Mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. 4^e série. Tomes vii et viii.

— Mémoires de la Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin. 4^e série. Tome II.

— Annales de la Société liannéenne de Lyon. Année 1878. Nouvelle série. Tome XXV.

— Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Toulouse. 10^e année. 3^e livr. — 12^e année. 4^e livr. — 13^e année. 2^e, 3^e, 4^e livr.

— Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. Tome XXVII. 2^e livr.

— Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. Tome XXVII.

— Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales. Vol. XXIV.

— Assises régionales, agricoles et scientifiques tenues à l'occasion du concours régional de 1880 à Perpignan. Comptendu.

— Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne. Années 1878-1879.

— Mémoires de l'Académie de Nîmes. VII^e série. Tome I^{er}.

— Bulletin de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et lettres du département de l'Ardèche. Nouvelle série. Tome I^{er}.

— Bulletin de la Société académique hispano-portugaise de Toulouse. Tome I^{er}, n^{os} 2, 3.

— Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. Juillet à Décembre 1879.

— Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc. Tome IX.

— Précis analytiques des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1878-79.

— Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen. 1880.

— Académie-nationale de sciences, arts et belles-lettres de Caen. Séance publique du 4 Décembre 1879.

— Bulletin de la Société libre d'émulation, du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. Exercice 1879 et 1880.

— Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence. 1^{re} année. 1^{er} livr.

— Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon. Année 1877 et 1878.

— Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement Mayenne. 20^e année 1879.

— Société d'agriculture, sciences et arts de Meaux. Publications du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1879.

Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier. Tome xvi. 1^{re} liv.

— Mémoires de la Société d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise. 2^e série. Tome xiii.

— Mémoires de la Société académique d'agriculture, de sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. 3^e série. Tome xii.

— Société de médecine légale de France. Bulletin. Tome vi. 1^{er} liv.

— Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan. Tome. xii.

VI. Du Gouvernement des Etats-Unis.

— Eleventh annual report of the United States geological and geographical Survey of the territories embracing Idaho and Wyoming, being a report of the exploration for the year 1877, by F. V. Hayden. Washington. 1879. Government printing office. 1 vol. in-8°. Pl.



1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

TABLEAU
DES
MEMBRES DE L'ACADÉMIE
JANVIER 1881

BUREAU

MM. VERNE (JULES), ✱, Directeur.
DEBAUGE, Chancelier.
DE BEAUSSIRE, ✱, Secrétaire perpétuel.
GARNIER, ✱, Archiviste-Trésorier.
DECAIEU (AUGUSTE), Secrétaire-adjoint.

MEMBRES TITULAIRES

DANS L'ORDRE DE RÉCEPTION

MM.

- 1 GARNIER, ✱, à la Bibliothèque communale.
- 2 DE FORCEVILLE (GÉDÉON), rue Napoléon, 35.
- 3 DAUSSY, ✱, rue de Écoles-Chrétiennes, 3.
- 4 MANCEL, ✱, rue Saint-Fuscien, 64.
- 5 VION (MICHEL), rue du Chemin-Vert, 27.
- 6 MOLLET (VULFRAN), ✱, rue Gresset, 12.
- 7 LENOEL, ✱, rue de la République, 34.
- 8 HERBET, ✱, rue des Jacobins, 51.
- 9 PONCHE (NARCISSE), ✱, rue Constantine, 6.
- 10 DAUPHIN (ALBERT), ✱, passage de la Comédie, 1.

- 11 MOULLART, rue Cozette, 27.
- 12 DE BEAUSSIRE, ✻, rue Vivien, 14.
- 13 LELEU, au Lycée.
- 14 DUPONT (ÉDOUARD), boulevard de l'Est, 17.
- 15 DE PUYRAIMOND (ALFRED), ✻, rue Debray, 36.
- 16 VERNE (JULES), ✻, boulevard Longueville, 44.
- 17 ROGER, rue Gresset, 21.
- 18 PEULEVÉ, rue Napoléon, 15.
- 19 DUBOIS (GUSTAVE), rue Neuve, 8.
- 20 OBRY (ERNEST), rue des Jacobins, 67.
- 21 BARIL (GÉDÉON), rue Bellevue, 37.
- 22 CRAMPON (l'abbé), rue de Narine, 36.
- 23 GUÉRARD, rue Riolan, 7.
- 24 JANVIER, Boulevard du Mail, 73.
- 25 GOBLET, rue Mazagran, 10.
- 26 DEBAUGE, faubourg de Hem, 232.
- 27 LECOMTE, rue Ch. Dubois, 27.
- 28 DECAIEU (AUGUSTE), rue de la Pâtüre, 34.
- 29 DE CALONNE, boulevard S^t Michel, 34.
- 30 DESBOVES, ✻, rue Bellevue, 38.
- 31 DECHARME, ✻, rue Laurandeau, 80.
- 32 PACAUT, rue Laurendeau, 79 ; (élu, non installé).
- 33 DUBOIS (EMILE), rue Cozette, 27 ; (élu, non installé).

MEMBRES HONORAIRES

DE DROIT.

- 1 M. le Général commandant le 2^e corps, rue Neuve, 16.
- 2 M. le Premier Président de la Cour d'appel, rue Saint-Fuscien, 47.
- 3 M. le Préfet de la Somme, à l'Hôtel de la Préfecture.
- 4 M^{re} l'Évêque d'Amiens, au Palais Épiscopal.
- 5 M. le Procureur général près la Cour d'appel, rue Saint-Geoffroy.

- 6 M. le Maire d'Amiens, à la Mairie.
 - 7 M. l'Inspecteur de l'Académie Universitaire, rue de la République.
-



MEMBRES HONORAIRES

ÉLUS

- 1 M. DUROYER, ✻, rue Mazagran, 14, à Amiens.
- 2 M. ALEXANDRE, O. ✻, rue Gresset, 48.
- 3 M. GAND, ✻, rue du Bastion, à Amiens.
- 4 M. RICHER, rue Saint-Jacques, 98, à Amiens.
- 5 M. FUSTEL DE COULANGES, ✻, Directeur de l'École normale supérieure, à Paris.
- 6 M. GUILLON, ✻, Ingénieur, à Enghien.
- 7 M. BOHN, professeur, à Paris.
- 8 M. KOLB, Ingénieur, à Lille.
- 9 M. HARDOUIN, Conseiller honoraire, à Quimper (Finistère).
- 10 M. POIRE, Professeur, à Paris.
- 11 M. CORBLET, (l'abbé), ✻, à Versailles.
- 12 M. DUVAL (Raoul), C. ✻, premier Président honoraire, à Paris.
- 13 M. BELIN DE LAUNAY, inspecteur d'Académie.
- 14 M. DE QUATREFAGES DE BRÉANT, ✻, membre de l'Institut, à Paris.
- 15 M. DE MARSILLY, O. ✻, directeur des Mines, à Anzin.
- 16 M. FLEURY, O. ✻, ancien Recteur, à Douai.
- 17 M. TIVIER, Doyen de la Faculté des Lettres, à Dijon.
- 18 M. WATEAU, ✻, ancien avocat général, à Paris.
- 19 M. HENNEBERT, O. ✻, Lieutenant-Colonel du Génie, à Versailles.
- 20 M. MACHART, O. ✻, Inspecteur général honoraire des Ponts-et-Chaussées à Paris.

ASSOCIÉS CORRESPONDANTS

- 1 M. HECQUET, Docteur en médecine, à Abbeville.
- 2 M. MARCOTTE, ancien Bibliothécaire, à Abbeville.
- 3 M. DU SOUICH, C. ✻, Inspecteur général des Mines,
rue Férou, 4, Paris.
- 4 M. VERET, Docteur en médecine, à Doullens.
- 5 M. FERRAND, O. ✻, ancien Préfet, à Amiens.
- 6 M. DE BEAUVILLÉ (Victor), ✻, ancien magistrat, à
Montdidier.
- 7 M. LEFEBVRE (Jules), Archiviste de la Société d'Ému-
lation, à Abbeville.
- 8 M. HUARD, Homme de lettres, 5, rue Dauphine, à
Paris.
- 9 M. COURBET-POULARD, ✻, ancien Maire d'Abbeville,
ancien Membre du Conseil général, et de
l'Assemblée nationale, à Abbeville.
- 10 M. MILLIEN (Achille), Homme de lettres, à Beaumont-
la-Ferrière (Nièvre).
- 11 M. BERNARD, Avocat général, à Dijon.
- 12 M. DE GUERLE, ✻, Trésorier-Payeur général, à
Nancy,
- 13 M. LE PELLETIER, ✻, Conseiller à la Cour de Cassa-
tion, à Paris.
- 14 M. EGGER, C. ✻, Membre de l'Institut, 68, rue de
Madame, à Paris.
- 15 M. PIEDAGNEL, ✻, Homme de lettres, rue des Sablons
(Passy) Paris.
- 16 M. DE VALOIS, ✻, Consul de France, à Lisbonne
(Portugal).
- 17 M. DE RAINNEVILLE, ✻, Sénateur, 42, rue de la Ville-
l'Évêque, à Paris.
- 18 M. DE LONGPÉRIER, ✻, Membre de l'Institut, 50, rue
de Londres, à Paris.

- 19 M. LE VAVASSEUR (Gustave), à la Lande-de-Lougé,
canton de Briouze (Orne).
- 20 M. LARTIGUE, Ingénieur au chemin de fer du Nord.
- 21 M. PRAROND, Membre du Conseil général, à Abbeville.
- 22 M. FAUCON, Docteur en médecine, Professeur à la
Faculté libre de Lille.
- 23 M. CARTAULT, Professeur, à Paris.
- 24 M. LE TELLIER, Professeur, à Lisièux.
- 25 M. DE CROOS, Avocat, à Bethune.
- 26 M. JOUANCOUX, à Cachy, près Villers-Bretonneux.
- 27 M. DE VORGES, O. , Ministre plénipotentiaire, à Lima.
- 28 M. CAHON, Docteur en médecine, à Paris.
- 29 M. LAMEY, O. , Colonel directeur du Génie, à
Bordeaux.

COMMISSION DE COMPTABILITÉ

MM. ROGER, DE FORCEVILLE, PONCHE.

COMMISSION DE PUBLICATION

MM. VION, DAUSSY, G. DUBOIS, l'abbé CRAMPON, DE CALONNE.

MATIÈRES ET SUJETS

TRAITÉS DANS LES SÉANCES DE L'ANNÉE 1884 ET NON INSÉRÉS
DANS LES MÉMOIRES

- 22 Janvier. — Notice sur la soie, par M. ROGER.
12 Mars — Assainissement de Paris, par M. MANCÉL.
12 Mars. — Observations sur le lieu de naissance de
Pierre l'Hermite, par M. M. VION.
26 Mars. — Traité d'harmonie (fragment), par M. J.
DENEUX.
23 Avril. — La maison à vapeur (2 chapitres), par M.
J. VERNE.
11 Juin. — L'Ambassade Siamoise en 1680, par M.
LANIER.
23 Juillet. — L'amoureuse de M^{re} Wilhem (compte-rendu)
par M. de BEAUSSIRE.
13 Août. — Le général Boyeldieu, par M. JANVIER.
12 Novembre. — Souvenir d'un réquisitionnaire de l'an III,
par M. MANCÉL.
-

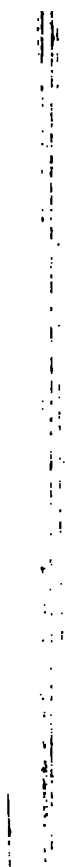


TABLE DES MATIÈRES

SÉANCES ORDINAIRES

	Pages
1. (28 Mars 1879). LA PEINTURE DE PORTRAITS, par M. de JANCIGNY.	1
2. (9 mai 1879). PERFECTIONNEMENTS RÉALISÉS DANS LES MOYENS D'ARRÊT DES TRAINS, par M. GUERARD.	18
3. (8 août 1879). DE L'IMMERSION DANS LES BAPTIS- TÈRES, par M. l'abbé J. CORBLET	27
4. (14 novembre 1879). JEAN-BAPTISTE CAUMARTIN (1775-1843), Discours de réception de M. Lecomte. . .	39
5. RÉPONSE de M. LENOEL.	60
6. (9 janvier 1880). LE DOCTEUR DUPARCQUE, par M. JANVIER	77
7. 23 février 1880). UN ASPIRANT VOLONTAIRE, par M. A. DE PUYRAIMOND	89
8. (28 février 1880). DE LA DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE (à propos d'un ouvrage de M. Ferrand); par M. A. DECAÏEU	113
9. (12 décembre 1879 et 9 avril 1880). PESTALOZZI, par M. l'abbé A. CRAMPON	129

